

# **Cahiers du CRISES**

## **Collection Études théoriques**

**no ET0317**

**Bibliographie annotée  
des publications en langue française  
sur les coopératives 1993-2003**

par

Marie J. Bouchard, Sylvie Rondot  
et Yves-Charles de Kerstat

sous la direction de

Marie J. Bouchard et Michelle Rhéaume-Champagne



CIRIEC CANADA en collaboration avec CRISES  
Recherche réalisée grâce à une commandite du  
Secrétariat aux coopératives du Canada

décembre 2003



Ce projet s'inscrit dans une initiative conjointe entre le Centre for the Study of Co-operatives (CSC) de l'Université de Saskatchewan, le Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) en collaboration avec le Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (CRISES), ainsi que le British Columbia Institute for Co-operatives Studies de l'Université de Victoria (BCICS), et le Secrétariat aux coopératives du Canada.

Le projet est coordonné par le Centre for the Study of Co-operatives de l'Université de Saskatchewan et financé par le Secrétariat aux coopératives du Canada.

Ce rapport est la section en langue française d'un rapport en deux langues. La section en langue anglaise est disponible sur le site du *Centre for the Study of Co-operatives, University of Saskatchewan* à l'adresse : <http://coop-studies.usask.ca/Research/research.html> .

Une bibliographie annotée accompagne ce rapport analytique intitulée : « Bibliographie annotée des publications en langue française sur les coopératives 1993-2003 » publiée dans les cahiers du CRISES, Collection « *Working Papers* », numéro 0317.

© Secrétariat aux coopératives du Canada. La reproduction et la diffusion du contenu de ce document sont autorisées pour fins éducationnelles ou d'autres fins non commerciales, sans aucune autre permission écrite du détenteur des droits d'auteur, en autant que mention explicite et complète soit faite des auteurs et de la source. La reproduction pour fins commerciales du contenu de ce document ou d'une de ses parties est interdite sans avoir obtenu la permission écrite du détenteur des droits d'auteur.

Cahier du CRISES

Collection *Working Papers* - no 0317

« Bibliographie annotée des publications en langue française sur les coopératives 1993-2003 »

par Marie J. Bouchard, Sylvie Rondot et Yves-Charles de Kerstat

ISBN : **2-89605-143-0**

Dépôt légal : décembre 2003

Bibliothèque nationale du Québec

Bibliothèque nationale du Canada

## PRÉSENTATION DU CRISES

Notre Centre de recherche sur les innovations sociales (*CRISES*) est une organisation interuniversitaire qui étudie et analyse principalement « les innovations et les transformations sociales ».

Une innovation sociale est une intervention initiée par des acteurs sociaux pour répondre à une aspiration, subvenir à un besoin, apporter une solution ou profiter d'une opportunité d'action afin de modifier des relations sociales, de transformer un cadre d'action ou de proposer de nouvelles orientations culturelles.

En se combinant, les innovations peuvent avoir à long terme une efficacité sociale qui dépasse le cadre du projet initial (entreprises, associations, etc.) et représenter un enjeu qui questionne les grands équilibres sociétaux. Elles deviennent alors une source de transformations sociales et peuvent contribuer à l'émergence de nouveaux modèles de développement. Les chercheurs du *CRISES* étudient les innovations sociales à partir de trois axes complémentaires : le territoire, les conditions de vie et le travail et l'emploi.

### *Axe innovations sociales et territoire*

Les chercheurs de l'*axe territoire* s'intéressent principalement aux rôles des acteurs sociaux, et à leurs pratiques innovatrices, dans les recompositions territoriales contemporaines. Ils étudient notamment l'émergence de réseaux sociaux et leurs liens avec de nouvelles formes de territorialité ; les relations entre les entreprises, les acteurs sociaux et les instances politiques locales ; les identités locales et leurs liens avec le développement économique et social ainsi que les modalités de gouvernance territoriale.

### *Axe innovations sociales et conditions de vie*

Les chercheurs de l'*axe conditions de vie* s'attardent à repérer, décrire et analyser des innovations sociales visant l'amélioration des conditions de vie, notamment en ce qui concerne la consommation, l'emploi du temps, l'environnement familial, l'insertion sur le marché du travail, l'habitat, les revenus, la santé et la sécurité des personnes. Ces innovations se situent, généralement, à la jonction des politiques publiques et des mouvements sociaux : services collectifs, pratiques de résistance, luttes populaires, nouvelles manières de produire et de consommer, etc.

### *Axes innovations sociales, travail et emploi*

Les membres de l'*axe travail et emploi* centrent leurs travaux sur l'organisation du travail, la régulation de l'emploi et la gouvernance des entreprises dans le secteur manufacturier, dans la fonction publique et dans l'économie du savoir. Les recherches portent sur les dimensions organisationnelles et institutionnelles de l'emploi et du travail. Elles concernent tant les syndicats et les entreprises que les politiques publiques et s'intéressent à certaines thématiques comme les stratégies des acteurs, le partenariat, la gouvernance des entreprises, les nouveaux statuts d'emploi, le vieillissement au travail, la formation et l'économie du savoir.

### **LES ACTIVITÉS DU CRISES**

En plus de la conduite de nombreux projets de recherche, l'accueil de stagiaires post-doctoraux, la formation des étudiants, le *CRISES* organise toute une série de séminaires et de colloques qui permettent le partage et la diffusion de connaissances nouvelles. Les cahiers de recherche, les rapports annuels et la programmation des activités peuvent être consultés à partir de notre site Internet à l'adresse suivante : [www.crisis.uqam.ca](http://www.crisis.uqam.ca).

*Denis Harrison*

Directeur

## NOTES SUR LES AUTEURS

Marie J. BOUCHARD est professeure à l'École des sciences de la gestion ESG-UQÀM, directrice de projets au *CRISES*, et titulaire de la Chaire de recherche du Canada en économie sociale, Université du Québec à Montréal.

Sylvie RONDOT est professionnelle de recherche au *CRISES*, Université du Québec à Montréal

Yves-Charles DE KERSTAT est professionnel de recherche au *CRISES*, Université du Québec à Montréal.

Michelle RHÉAUME-CHAMPAGNE est bibliothécaire à HEC Montréal.



## TABLE DES MATIÈRES

|   |             |
|---|-------------|
| RÉSUMÉ.....   | IX          |
| INTRODUCTION .....  | 1           |
| 1. VALEUR AJOUTÉE À L'AGRICULTURE (N : 51).....   | 5           |
| 2. ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ ET AUX SOINS À DOMICILE (N : 20).....   | 25          |
| 3. DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES (N : 5).....   | 35          |
| 4. DÉVELOPPEMENT LOCAL ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL (N : 205).....   | 39          |
| 4.1. Renforcement des capacités communautaires (n : 57).....  | 39          |
| 4.2. Développement économique et rural (n : 43).....  | 67          |
| 4.3. Solutions communautaires aux problèmes environnementaux (n : 7).....   | 85          |
| 4.4. Cohésion sociale (n : 37).....   | 88          |
| 4.5. Innovation sociale (n : 33).....   | 107         |
| 4.6. Accès aux services (n : 43).....   | 122         |
| 4.7. Intégration des immigrants au Canada (n : 4).....  | 143         |
| 5. GOUVERNANCE ET MANAGEMENT (N : 258).....   | 145         |
| 5.1 Capitalisation (n : 28).....  | 145         |
| 5.2. Développement coopératif et modèles endogènes de financement (n : 28).....   | 157         |
| 5.3. Mondialisation et modèles coopératifs adaptés à la nouvelle économie<br>globalisée et aux nouveaux besoins de capitaux (n : 62)..... | 168         |
| 5.4. Planification stratégique coopérative (n : 65).....  | 196         |
| 5.5. Coopérative de travailleurs comme option pour le propriétaire individuel, la<br>PME, la relève (n :5).....                           | 221         |
| 6. OPPORTUNITÉS ET LIMITES DANS LE DÉVELOPPEMENT DES COOPÉRATIVES (N : 370).....  | 239         |
| <br>ANNEXE 1 LISTE DE BANQUES DE DONNÉES, SITES INTERNET ET REVUES...<br>   | <br>381<br> |
| LISTE DES BANQUES DE DONNÉES UTILISÉES .....  | 381         |
| LISTE DES SITES INTERNET CONSULTÉS .....  | 381         |



## RÉSUMÉ

*Ce rapport présente une bibliographie annotée des publications en langue française portant sur les coopératives, de 1993 à 2003. Cette recherche a été réalisée à la demande du Secrétariat aux coopératives du Canada. Il s'agit d'un outil d'abord destiné aux membres du comité directeur du programme Initiative de développement coopératif (IDC) du Secrétariat aux coopératives du Canada mais qui pourra également être utile aux chercheurs universitaires et institutionnels qui s'intéressent aux études coopératives. Il accompagne un inventaire analytique des mêmes publications (cahier no 0315). Le principal critère de sélection des publications fut celui de leur pertinence eu égard aux thèmes identifiés par le Secrétariat aux coopératives du Canada (valeur ajoutée à l'agriculture, accès aux soins de santé et aux services à domicile, développement des collectivités autochtones, développement local et développement social, gouvernance et management et opportunités et limites dans le développement des coopératives), ainsi que le caractère transférable des résultats de recherche dans le contexte national. Ainsi, ces publications proviennent majoritairement du Québec et du Canada francophone, de la France, de la Belgique et de la Suisse. Nous avons choisi d'exclure les articles de journaux et autres publications courtes sans références bibliographiques. Le rapport présente les références bibliographiques par thèmes, dans l'ordre fourni par le Secrétariat aux coopératives du Canada.*

*Marie J. Bouchard et Michelle Rhéaume-Champagne*



## INTRODUCTION

Nous présentons ici une bibliographie annotée des publications en langue française portant sur les coopératives, de 1993 à 2003. Cette recherche a été réalisée à la demande du Secrétariat aux coopératives du Canada. Il s'agit d'un outil qui est d'abord destiné aux membres du comité directeur du programme Initiative de développement coopératif (IDC) du Secrétariat aux coopératives du Canada. Il accompagne un inventaire analytique des mêmes publications (cahier no 0315). Ces rapports pourront également être utiles aux chercheurs universitaires et institutionnels qui s'intéressent aux études coopératives.

Cette bibliographie se limite aux domaines et aux champs d'intérêts identifiés comme étant prioritaires par le Secrétariat aux coopératives du Canada. Les résultats sont présentés dans le même ordre que celui utilisé par le Secrétariat aux coopératives du Canada dans son appel d'offres. Ainsi, les publications retenues se rattachent aux thèmes suivants :

### Liste des thèmes prioritaires selon le Secrétariat aux coopératives

1. Valeur ajoutée à l'agriculture
2. Accès aux soins de santé et aux services à domicile
3. Développement des collectivités autochtones
4. Développement local et développement social
  - 4.1. Renforcement des capacités communautaires
  - 4.2. Développement économique et rural
  - 4.3. Solutions communautaires aux problèmes environnementaux
  - 4.4. Cohésion sociale
  - 4.5. Innovation sociale
  - 4.6. Accès aux services
  - 4.7. Intégration des immigrants au Canada
5. Gouvernance et management
  - 5.1. Capitalisation
  - 5.2. Développement coopératif et modèles endogènes de financement
  - 5.3. Modèles coopératifs adaptés à la nouvelle économie globalisée et aux nouveaux besoins de capitaux
  - 5.4. Planification stratégique coopérative
  - 5.5. La coopérative de travailleurs comme option pour le propriétaire individuel, la PME, la relève
6. Opportunités et limites dans le développement des coopératives

Le projet s'inscrit dans une initiative plus large et conjointe entre le Centre for the Study of Co-operatives (CSC) de l'Université de Saskatchewan, le Centre interdisciplinaire de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada) en collaboration avec le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES), le British Columbia

Institute for Co-operatives Studies de l'Université de Victoria (BCICS), et le Secrétariat aux coopératives du Canada. Le projet est coordonné par le Centre for the Study of Co-operatives de l'Université de Saskatchewan.

Ce rapport (bibliographie annotée et inventaire analytique), qui présente les publications en langue française, a été produit sous la direction de Marie J. Bouchard et Michelle Rhéaume-Champagne, pour le Centre de recherche et d'information sur les entreprises collectives (CIRIEC-Canada), en collaboration avec le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES). Un autre rapport, qui présente les publications en langue anglaise, a été produit sous la direction de Brett Fairbairn et Carol Shepstone, pour le Centre for the Study of Co-operatives (Saskatoon), avec la collaboration de Iain MacPherson, du British Columbia Institute for Co-operatives Studies (Victoria) et de Albert Daoust, du Secrétariat aux coopératives du Canada.

## **Méthode**

Les publications incluses dans cette bibliographie sont de langue française et portent sur des pays occidentaux développés. Nous avons limité la recherche aux dix dernières années, soit de 1993 à 2003, et notre recherche s'est déroulée en 11 semaines, soit entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 15 novembre 2003. Notre principal critère de sélection des publications est celui de leur pertinence eu égard aux thèmes identifiés par le Secrétariat aux coopératives du Canada, ainsi que le caractère transférable des résultats de recherche dans le contexte national. Ainsi, ces publications proviennent majoritairement du Québec et des autres provinces du Canada francophone, de la France, de la Belgique et de la Suisse. Nous avons choisi d'exclure les articles de journaux et autres publications courtes, sans références.

Afin d'effectuer cette recension, nous avons, dans un premier temps identifié les groupes de recherche, organismes, banques de données, revues et sites Internet constituant des sources intéressantes aux fins de cet inventaire. La liste ainsi constituée des banques de données, des revues et des sites Internet consultés se retrouve en Annexe 1.

À l'intérieur des banques de données, la stratégie employée fut d'effectuer un premier tri à partir du mot clé « coopérative ». Les sites Internet et les revues non incluses dans ces banques de données firent l'objet d'une recension complète. Un premier tri fut ainsi réalisé par thème et suivant les critères énoncés plus haut. Les références retenues ont été saisies dans une banque de données bibliographiques et classées suivant les thèmes de la recherche. Une même référence bibliographique peut ainsi être associée à plus d'un thème. De cette façon, nous avons retenu au total 776 références différentes.

Il faut noter que cette bibliographie annotée comporte une limite importante puisqu'elle ne se fonde très souvent que sur les titres et les résumés des documents. Le court délai imparti à cette recherche ne nous permettait pas de consulter les ouvrages et d'en faire des résumés. La

bibliographie présentée ici ne saurait donc pas être considérée comme couvrant de manière exhaustive la réalité de la recherche sur les coopératives au cours des dix dernières années.

Une seconde limite est due au fait que la recension n'a pas couvert l'ensemble du domaine de l'économie sociale qui, on le sait, couvre les organisations coopératives, mutualistes et associatives. Ainsi, des écrits qui auraient traité de sujets d'intérêt pour les coopératives mais sous les termes « économie sociale » pourraient ne pas avoir été recensés.

Enfin, notons également que cette bibliographie annotée ne tient pas compte des aspects méthodologiques des recherches qui ont fait l'objet de publications. En ce sens, outre la qualité des ouvrages (revues avec comités de lecture, livre publié, etc.) ou des sources (banques de données de bibliothèques, sites des centres de recherche, sites des organismes et fédérations de coopératives, etc.), nous ne sommes pas en mesure de juger de la qualité ou de la validité des résultats des recherches recensées dans le présent rapport



## 1. VALEUR AJOUTÉE À L'AGRICULTURE (N : 51)

1996. "Coopératives agricoles : l'âge de raison." *Valeurs vertes*, 12 p.

« Portrait du secteur coopératif agricole : fonctionnement, importance et perspectives de développement. Nombreux chiffres; présentation d'entreprises et de secteurs d'activité. »

<http://experts.ceges.org/>

### Mots clés :

- statistiques
- France
- environnement
- industrie agroalimentaire
- secteur d'activité
- agriculture
- coopérative agricole
- mouvement coopératif

2002. "ADDES - Les groupes d'économie sociale : concurrence et concentration. Colloque." *Revue internationale de l'économie sociale*, 287:7-67.

### Mots clés :

- sociologie-économique
- France
- économie-sociale
- mutualité
- groupe
- coopérative
- banque
- industrie agro-alimentaire
- assurance-maladie
- contrôle
- démocratie
- capitalisme
- commercialisation
- marche
- mutuelle-complémentaire

ADDES. 2000. "L'économie sociale sous le feu de la globalisation – XV<sup>e</sup> Colloque ADDES, 7 mars 2000." Nanterre: ADDES.

« Le quinzième colloque de l'ADDES a permis de présenter les contributions suivantes : - de la coopérative au groupe coopératif agro-alimentaire par René Mauget - les mutuelles de santé face à la législation européenne par Henri Faivre - Panorama de l'économie sociale au Japon par Hiroatsu Nohara - l'économie sociale en Corée du Sud par Éric Bidet. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- France
- économie sociale
- congrès

Assoumou-Ndong, Franklin-X. et Jean-Pierre Girard. 1998. « L'expérience des "New Generation Cooperatives" : la transformation, la commercialisation des produits agro-alimentaires et les nouvelles pratiques des entreprises coopératives agricoles aux États-Unis. » Cahiers de la Chaire de coopération Guy-Bernier, 097.

Le présent document traite particulièrement de la formule des New Generation Cooperatives, un modèle nouveau de coopératives agricoles nées de la crise agricole, des politiques de désengagement de l'État, de l'appauvrissement des zones rurales et ainsi de la nécessité pour les agriculteurs d'améliorer leurs revenus et le niveau de vie de leurs communautés en misant sur la valeur ajoutée de leurs produits plutôt que sur les produits agricoles bruts eux-mêmes.

**Mots clés :**

- New Generation Cooperatives
- transformation
- commercialisation
- produits agro-alimentaires
- coopératives agricoles

Etats-Unis, Belhadji, Bachir, Stéphan Gagné, et Alain Roy. 2001. "Profil des coopératives agroalimentaires (1986-1996)." Secrétariat aux coopératives

[http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/ag\\_coops\\_f.pdf](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/ag_coops_f.pdf)

Le but de cet article est d'étudier les activités des coopératives agro-alimentaires canadiennes. Les états de revenus et dépenses ainsi que le bilan des coopératives ont servi à la conduite de l'analyse. Ce document va permettre une meilleure compréhension des aspects socio-économiques des coopératives agro-alimentaires. L'article cerne les sujets suivants: 1) les coopératives sont-elles nécessaires dans le secteur agricole ? Les auteurs tentent de répondre à cette question en utilisant l'analyse de la structure industrielle en amont et en aval du secteur agricole. 2) en utilisant l'analyse de la tendance, le document retrace les grandes lignes du profil des coopératives agro-alimentaires (1986-1996). L'évolution du chiffre d'affaires, du nombre de coopératives, du sociétariat, du nombre d'employés et de l'avoir des sociétaires sont des exemples de variables descriptives de l'analyse de tendance. 3) les parts de marché calculées pour chaque type de coopérative agricole (commercialisation, approvisionnement,

production et service) rendent compte du pouvoir de marché relatif des coopératives par rapport à leurs concurrents. 4) la valeur ajoutée des coopératives agro-alimentaires est estimée et comparée à celle du secteur des “aliments et boissons”. On note des différences marquées dans la rémunération du travail pour ces deux secteurs.

**Mots clés :**

- agriculture
- coopératives agricoles

Calvez, E. 1998. « Quelques explications pour comprendre les mutations récentes de l'économie laitière bretonne. » *Annales de géographie* 107, 601:273-289.

**Mots clés :**

- géographie de l'Europe
- industrie laitière
- produits laitiers
- quotas laitier
- coopérative-agricole
- restructuration économique
- agro-industrie
- partenariat
- France
- Bretagne
- politique agricole
- diversification
- gestion de l'environnement

Calvez, E. 1997. « Coopératives et industriels laitiers du Nord-Finistère : évolutions agricoles, diversifications industrielles et emploi local. » Université de Nantes, Nantes, France, tutelle, Nantes.

**Mots clés :**

- géographie de l'Europe
- industrie laitière
- restructuration économique
- stratégie de développement
- emploi
- industrie
- produit agricole
- produit laitier
- quota laitier
- emploi agricole
- politique agricole
- industrie agro-alimentaire
- France
- Bretagne
- Ministère

Canada, Comité consultatif du ministre sur les Coopératives. 2002. "L'option coopérative : composante naturelle d'une politique gouvernementale en agriculture." Consultatif du ministre sur les Coopératives, Secrétariat aux coopératives.

[http://www.agr.gc.ca/policy/coop/agriculture\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/agriculture_f.phtml). Nous recommandons que le CSA intègre, dans sa conception stratégique, des mesures visant à aider à combler les lacunes cernées dans le présent document, notamment :

Offrir un soutien élaboré à la création et au développement des coopératives afin que les agriculteurs aient accès à de l'information adéquate ainsi qu'à de l'expertise sur la formule coopérative ;

- a) Une façon de le faire consisterait à appuyer un réseau d'expertise professionnelle en matière de gestion commerciale et de coopératives. À titre d'exemple, des initiatives telles que le Programme de consultation agricole pourraient être élargies afin de mettre à la disposition des agriculteurs une expertise particulière dans le domaine des coopératives ;
- b) L'examen de l'utilisation des fonds publics à l'étranger, par exemple les programmes de l'USDA, nous fournit des indications sur les options qui s'offrent au gouvernement pour financer, sur une base concurrentielle, des initiatives telles que les « centres de développement coopératif ». L'objectif de telles initiatives est de fournir un soutien à la création de nouvelles coopératives et à l'amélioration du fonctionnement des coopératives existantes ;

Appuyer des stratégies qui aident les coopératives à obtenir une capitalisation suffisante pour être concurrentielles.

#### **Mots clés :**

- agriculture
- politiques
- coopératives

Canada, Secrétariat aux coopératives. 1998. « Symposium sur les coopératives agroalimentaires à l'aube du nouveau millénaire (24 février 1998), résumé des présentations. » in *Les coopératives agroalimentaires à l'aube du nouveau millénaire*. Centre de conférences du gouvernement, Ottawa (Ontario) : Secrétariat aux coopératives.

[http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/coopsy\\_f.pdf](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/coopsy_f.pdf)

Résumé des présentations au Symposium sur les coopératives agroalimentaires à l'aube du nouveau millénaire (24 février 1998)

**Mots clés :**

- coopératives agroalimentaires

CFCA, Confédération française de la coopération agricole. 1993. « La coopération agricole. 75<sup>e</sup> congrès national CNMCCA, Rome, 5-6 mai 1993. » 31 p. Paris: CFCA.

« De la nécessité d'un projet global pour les entreprises coopératives, les organisations professionnelles, l'agriculture. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- statistiques
- France
- développement local
- développement économique
- agriculture
- coopérative agricole

Champagne, P. 1998. « Les administrateurs de coopératives agricoles sont-ils indispensables ? » *RECMA*, 269:32-45.

« Il semble que les notions d'administrateur ou de conseil d'administration soient des notions très formelles, essentiellement juridiques qui renvoient à des réalités très différentes selon le type de coopérative (taille # ancienneté implantation locale plus ou moins forte). »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- France
- administrateur
- coopérative agricole

CJDES, Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale. 1993. « Troisième rendez-vous de printemps de l'économie sociale du 25 au 27 mars 1992 "innovation et économie sociale". » MESNIL : CJDES.

« Dossier du colloque du CJDES sur l'innovation et l'économie sociale. Ce dossier comporte une étude de Hugues Sibille sur le développement local ; une présentation de vvf du groupe uni mutualité et l'association ADAI ainsi qu'un texte sur les coopératives agricoles en Provence, Alpes, Côte d'Azur et sur les innovations sociales dans les SCOP. » (<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- développement local
- économie sociale
- congrès
- tourisme social
- vie économique locale
- innovation sociale

Claydon, Frank. 1998. « Symposium sur les coopératives agroalimentaires à l'aube du nouveau millénaire. » Centre de conférences du Gouvernement, Ottawa (Ontario) : Secrétariat aux coopératives, Gouvernement du Canada. <http://www.agr.ca/policy/coop/publiif2.html>

Côté, D. et F. Boulva. 2000. « La coopérative fédérée de Québec : qu'en est-il de son identité ? » École des hautes études commerciales (HEC Montréal). Centre de gestion des coopératives, Montréal.

**Mots clés :**

- Politique de l'entreprise
- société coopérative
- structure organisationnelle
- processus de décision
- Canada
- province
- Québec

Côté, Daniel. 2001. Les holdings coopératifs : évolution ou transformation définitive ? Bruxelles : De Boeck Université.

Les changements survenus dans nos environnements, spécialement au cours des 10 dernières années, interpellent particulièrement le monde coopératif, non seulement sur le plan de ses structures et stratégies, mais aussi directement en ce qui concerne la pertinence de son identité distincte. Bien sûr, un questionnement aussi fondamental touche au premier chef les grands secteurs coopératifs tels les assurances, les services financiers et l'agro-alimentaires, mais il affecte également nos coopératives de travail, les coopératives sociales, etc.

**Mots clés :**

- agricole
- assurance
- caisse
- coopérative
- crédit
- Desjardins
- Économie
- épargne
- holding
- mondialisation
- mouvement
- organisation
- social
- travailleur

Côté, Daniel et Ginette Carré. 1995. « Profil de la coopération agricole dans le monde 1995. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-10.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- coopératives agricoles
- monde

Côté, Daniel et Danielle Luc. 1996. « Profil de la coopération agricole dans le monde - 1996. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1996-1.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- coopératives agricoles
- monde

Côté, Daniel et Jacques Michel. 1995. « Portrait statistique du mouvement coopératif agricole à travers le monde. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-5.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- statistique
- mouvement coopératif agricole
- monde
- coopératives agricoles

Côté, Daniel, Normand de Montigny, Danielle Luc, et Sophie Reboud. 1995. « L'industrie laitière de demain : stratégies pour le développement durable du secteur de la transformation. L'analyse des grandes tendances : ruptures et nouveaux paradigmes. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-6.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- industrie laitière
- stratégies
- développement durable
- transformation
- coopératives agricoles

Côté, Daniel et Micheline Tétrault. 1998. « Profil de la coopération agricole dans le monde 1998. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1998-1.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- coopératives agricoles
- monde

Côté, Daniel et Martine Vézina. 1993. « Approvisionnement de la ferme - Note sectorielle. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1993-12.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- approvisionnement
- ferme
- note sectorielle
- coopératives agricoles

—. 1993. « Industrie porcine - Note sectorielle. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1993-11.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- industrie porcine
- note sectorielle
- coopératives agricoles

—. 1993. « L'industrie avicole - Note sectorielle. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1993-10.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- industrie avicole
- note sectorielle
- coopératives agricoles

—. 1993. « L'industrie laitière - Note sectorielle. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1993-9.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- industrie laitière
- coopératives agricoles

Curutchet, M.-P., D. Leclere, et Reims Université de Reims. UFR Sciences économiques et gestion, France, tutelle. 1999. « La dimension socioculturelle des stratégies conjointes : l'exemple des agro-industries champardennaises. » Sciences économiques et gestion, Université de Reims. UFR, REIMS.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- stratégie conjointe
- coopérative agricole
- France

Dostie, Michel. 1997. « Lanaudière concilie production agricole et environnement. » *Le Bulletin des agriculteurs* 80, 2:14-16.

**Mots clés :**

- coopératives agricoles
- Québec (province)
- Lanaudière
- coopérative de gestion des engrais organiques de Lanaudière
- fumier
- porcs
- élevage

Dupont, Gaetan, Claude Martel, et Guylaine Morin. 1999. « Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA). » ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec. La mécanisation de l'agriculture, depuis le début du vingtième siècle a contribué à l'essor de cette activité et demeure, encore aujourd'hui, un des principaux moyens d'obtenir des gains de productivité. Toutefois, pour les entreprises agricoles, le matériel agricole représente une charge économique de plus en plus importante. Voilà pourquoi la CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole) peut constituer une solution de rechange, permettant de minimiser l'impact économique et financier des frais d'achat de matériel.

**Mots clés :**

- agricole
- aratoire
- coopérative
- entreprise
- équipement
- exploitation
- ferme
- instrument, machine
- matériel
- Québec

Duvaleix, S. et V. Hovelaque. 2003. « Vers un nouvel engagement coopératif dans le secteur laitier. » *RECMA*, 288:37-47.

« Sous la pression du contexte économique, du libéralisme accru et du mouvement de concentration des entreprises, la relation coopérative / adhérents se trouve remise en cause : pour répondre aux attentes des adhérents, la coopérative pourrait proposer à l'avenir des contrats plus individualisés. Une méthode d'étude de tels contrats est ici proposée, appliquée au secteur laitier. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- organisation
- industrie agroalimentaire
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- adhérent

FAO. 2003. Land Reform. Land Settlement and Cooperatives - Réforme agraire. Colonisation et coopératives agricoles - Reforma Agraria. Colonizacion y Cooperativas. Rome: FAO.

Articles traitant des régimes fonciers et des réformes agraires aux Philippines, au Proche Orient, en Europe, et en Afrique»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- agriculture
- coopérative agricole
- Afrique
- Agriculteur

FRCA, Fédération régionale des coopératives agricoles. 1993. *Coopératives Poitou-Charente*. Poitiers.

« Présentation de la Fédération régionale des coopératives agricoles et des organismes coopératifs puis liste des coopératives adhérentes classées par secteur : céréales, élevage, bâtiment et travaux publics, industrie du livre, services et transports maritimes. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- fédération
- annuaire
- France
- secteur d'activité
- secteur coopératif
- Poitou-Charentes

Giroux, Nicole et Martine Vézina. 1996. « Le cas de la diversification de Purdel, coopérative agroalimentaire dans le secteur de la boulangerie. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1996-5.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- diversification
- Purdel
- coopérative agroalimentaire
- boulangerie
- coopérative agricole

Jarrige, F. et J.M. Touzard. 2001. « Les mutations de l'organisation coopérative à travers l'évolution de ses règles. La rémunération de la vendange dans les caves coopératives du Midi. » *RECMA*, 280:36-48.

« Le système de rémunération de la matière première dans une coopérative agricole est révélateur de sa stratégie : l'évolution actuelle vers des systèmes de rémunération différenciée traduit la diversité des trajectoires suivies par les caves coopératives pour faire face aux exigences d'une économie de qualité dans un univers très concurrentiel. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- rémunération du capital
- France
- salaire
- coopérative agricole

Julia Igual, J. F. et M. Alonso Perez. 1994. « Les entreprises d'économie sociale dans l'agriculture espagnole. » *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 65, 3 : 489-506.

« En Espagne l'agriculture est le secteur où le mouvement coopératif connaît le plus grand taux de pénétration. Cet article analyse les coopératives agricoles dans une perspective macro-économique, aborde leur structure juridique et institutionnelle ainsi que les perspectives d'évolution de ces organisations. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- statistiques
- agriculture
- coopérative agricole
- Espagne
- milieu rural

Lanneau, G., R. Bages, et O. Bordes. 1997. « Pratiques coopératives, modes de vie des agriculteurs et organisation du travail ; travail et agriculture. » *Performances humaines et techniques : Toulouse* 90, 59-66.

**Mots clés :**

- Sociologie
- Agriculture
- Coopérative agricole
- Organisation du travail
- France

Lassen, BC. 1999. « Les apports de capitaux extérieurs : quels risques pour les principes et objectifs coopératifs. » *RECMA*, 271:37-42.

« Le président de la Fédération des coopératives agricoles danoises examine les évolutions de son secteur; alors que pour affronter la concurrence elles s'engagent vers l'ouverture de leur capital à des associés extérieurs, elles entendent ne pas y sacrifier l'intérêt de leurs membres. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- capital
- capitaux propres
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- intercoopération
- Danemark

Linda, R. 1993. « Avantages compétitifs et distorsions de la concurrence : les défis des multinationales globales aux coopératives agroalimentaires. » *RECMA*, 47:100-111.

« À travers l'analyse de l'industrie agroalimentaire italienne, l'auteur démontre que de nombreux concurrents nationaux, notamment les coopératives agricoles, sont menacés par les mega-multinationales globales qui non seulement mettent en péril l'équilibre social à l'échelle régionale mais pour certains pressentent en plus des performances très médiocres. »

<http://experts.ceges.org/>

**Mots clés :**

- statistiques
- concurrence
- industrie agroalimentaire
- coopérative agricole
- Italie
- CEE

Manga, Charles. 1993. « La sous-capitalisation et les sources de financement du capital-social dans les coopératives : le cas des coopératives agricoles. » Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

Aujourd'hui, les besoins financiers des coopératives sont tels que les seuls sociétaires et les autres sources de financement internes ne peuvent plus les combler. Cette situation réitère l'incapacité des coopératives à générer des fonds propres suffisants, pour leur permettre d'opérer les changements qui leur permettraient de demeurer des entreprises compétitives sur le plan économique. C'est donc cet aspect particulier dans la problématique du financement des coopératives que nous nous proposons d'analyser dans cette étude.

**Mots clés :**

- financement
- capitalisation
- coopératives agricoles
- capital-social

Mangin, P. 2001. « Le bilan sociétal, un outil novateur d'évaluation de l'impact global des coopératives agricoles. » *RECMA*, 281:101-107.

« Cet article présente la démarche d'expérimentation du bilan sociétal actuellement conduite par la Confédération française de la coopération agricole (CFCA). Il s'agit d'un outil pour évaluer l'opportunité des réponses coopératives aux demandes sociales; il constitue aussi une aide à la décision stratégique et doit permettre une meilleure implication des adhérents. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- sociétariats
- évolution
- gestion
- coopérative agricole
- adhérent
- bilan sociétal

Mauget, R. 1997. « La coopération agricole en France depuis trente ans. » *RECMA*, 264 : 27-37.

« Le mouvement coopératif agricole a connu de fortes transformations entre 1965 et 1990 et tout particulièrement la diminution du nombre de coopératives et la concentration sous forme de groupes complexes. L'auteur identifie ici les variables de l'environnement qui apparaissent importantes dans l'analyse des coopératives et dégage les tendances stratégiques du secteur. »

<http://experts.ceges.org/>

**Mots clés :**

- statistiques
- France
- évolution
- coopérative agricole

Mauget, R. et M. Forestier. 2000. « De la coopérative au groupe coopératif agro-alimentaire : de la valeur pour l'utilisateur à la valeur pour l'actionnaire ? » *RECMA*, 278:16-30.

« Y a-t-il dénaturaion des valeurs coopératives lorsqu'un groupe coopératif complexe passe de la notion de valeur de la coopérative pour l'utilisateur à celle de valeur du groupe pour 'l'actionnaire' ? »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- évolution
- actionnaire
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- adhérent

Mauget, R. et S. Koulytchizky. 2003. « Le développement des groupes coopératifs agricoles depuis un demi-siècle, 17<sup>e</sup> colloque ADDES, 22 octobre 2002. » pp. 14-40 in *17<sup>e</sup> colloque de ADDES*.

« Sous la pression de la concentration des concurrents, fournisseurs et clients, les coopératives agricoles ont dû se transformer et construire des stratégies d'alliance entre elles, certes, mais aussi avec des partenaires capitalistes : à côté de la valeur de la coopérative pour l'utilisateur, apparaît la valeur de la coopérative pour l'actionnaire, au risque de remettre en cause les principes coopératifs tels que les définissaient les Pionniers de Rochdale. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- contrôle
- groupement d'entreprises
- filiale
- principes coopératifs
- coopérative agricole

Mehri, Hussein. 1995. « Les coopératives agricoles québécoises dans l'économie de marché (1948-1991). » Thèse, Université de Montréal (Canada).

Morneau, Camille. 1993. « La coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) : un outil de formation et de développement au service de l'agriculture régionale : du concept à l'expérimentation. » Mémoire M.A., développement régional, Université du Québec à Rimouski, Rimouski.

**Mots clés :**

- développement rural
- coopérative agricole
- formation

Ollila, P. 1994. « Les coopératives agricoles comme associations de coordination du marché. » *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 1 : 81-102.

« La double nature de la coopérative agricole effectuant à la fois des échanges économiques internes et externes, lui permet de limiter les coûts de transaction, de rendre les risques communs à ses membres. Une analyse plus approfondie des transactions économiques effectuées dans le cadre spécifique des coopératives agricoles serait souhaitable. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- marché
- théorie économique
- coût
- coopérative agricole
- Pays de l'OCDE

Organisation de coopération et de développement économiques. 1998. *Actions concertées en faveur de l'agriculture durable*. Paris : Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

**Mots clés :**

- agriculture
- développement durable
- développement rural
- écologie

Rioja, Université de Perpignan - Université de la, 1997. *La gestion des coopératives*. Perpignan : Presses universitaires de Perpignan.

« Compte rendu du colloque du 3 mars 1995 sur l'étude comparée de l'économie sociale orientée plus particulièrement vers la gestion des coopératives agricoles. L'économie sociale en Espagne et en France a été tour à tour analysée. Les aspects économiques de la gestion des coopératives agricoles sont également approfondis. »

<http://experts.ceges.org/>

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- France
- économie sociale
- congres
- gestion
- coopérative agricole
- Espagne

Saint-Pierre, Jacques. 1997. « Histoire de la Coopérative fédérée de Québec : l'industrie de la terre. » Institut québécois de recherche sur la culture, Sainte-Foy, INRS-Culture et société.

Plus de 600 coopératives agricoles, pour la plupart affiliées à la Fédérée, ont été créées et réorganisées après 1930. Ce foisonnement témoigne d'une volonté des communautés locales de prendre en main leur développement. Grâce à leur fédération, ces organisations ont eu accès à des marchés qui leur étaient inaccessibles auparavant, ou qui l'étaient par des intermédiaires peu préoccupés de leur sort. L'avènement de la coopération agricole dans la mise en marché des produits laitiers, avicoles, porcins, etc., a permis la hausse appréciable des revenus des producteurs en renforçant leur pouvoir de négociation face aux acheteurs. Elle a aussi contribué à l'amélioration des pratiques agricoles.

**Mots clés :**

- Agricole
- Coopérative
- Fédéré
- Fédérée
- Histoire
- Province
- Québec

Simard, Majella. 1998. « Une réponse à la pauvreté des milieux ruraux : le cas du JAL. » *L'action nationale* LXXXVIII, 3:19-30.

L'action menée au JAL fut à la fois sociale, économique, communautaire et politique. À maintes reprises, la population s'est montrée solidaire. À travers leurs interrelations de voisinage, leurs manifestations communautaires de confiance mutuelle et de leur connivence rurale, les Jallois se sont donnés des moyens concrets (expertise, entrepreneuriat, développement sectoriel, etc) dans le but d'améliorer leur qualité de vie et leur niveau de bien-être. Certaines entreprises créées grâce à l'approche coopérative occupent toujours le cœur de la vie socio-économique locale. Elles demeurent toutefois extrêmement fragiles puisqu'elles se situent à la périphérie de l'économie dominante. De plus, la formule coopérative révèle ses

limites dans la gestion des entreprises et dans le processus de prise de décisions face aux stratégies de développement.

Majella Simard se demande si les gains de l'époque, où prédominait la logique locale du développement intégré et communautaire, pourront se maintenir dans le contexte socio-économique qui prévaut actuellement.

**Mots clés :**

- économie sociale
- développement communautaire
- développement rural
- bilan
- pauvreté

SODIAAL. 1994. Mémoires de lait : une saga de la coopération laitière. Paris : A. Michel.

Le groupe SODIAAL, fort de ses racines coopératives, a désormais la tâche de relever les défis de la compétition économique, celle d'un marché national et européen dominé par de grands groupes privés. Face à ceux-ci, le groupe bénéficie de l'expérience et des valeurs de solidarité forgées par la longue histoire du mouvement coopératif.

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- industrie
- lait
- laitier
- produit
- société

Soumagne, J. 1995. « En marge du centenaire de la coopérative laitière de Soignon cent ans de laiteries coopératives en Deux-Sèvres. » *Bulletin de la société historique et scientifique des Deux-Sèvres* 3, 1 : 129-166.

**Mots clés :**

- coopérative laitière
- histoire

Vincq, J.-L. 1997. « L'agriculture de groupe : quels enjeux ? » *Collection-Geodoc*, 47 : 62 p.

**Mots clés :**

- géographie de l'Europe
- agriculture
- comportement des agriculteurs
- travaux agricoles
- coopérative agricole
- exploitation agricole
- France
- Organisation
- production agricole
- association
- coopérative agricole

## 2. ACCÈS AUX SOINS DE SANTÉ ET AUX SOINS À DOMICILE (N : 20)

2002. « ADDES - Les groupes d'économie sociale : concurrence et concentration. Colloque. » *Revue internationale de l'économie sociale*, 287 : 7-67.

### Mots clés :

- sociologie-économique
- France
- économie-sociale
- mutualité
- groupe
- coopérative
- banque
- industrie agro-alimentaire
- assurance-maladie
- contrôle
- démocratie
- capitalisme
- commercialisation
- marche
- mutuelle-complémentaire

ADDES. 2000. « L'économie sociale sous le feu de la globalisation – XV<sup>e</sup> Colloque ADDES, 7 mars 2000. » Nanterre: ADDES.

« Le quinzième colloque de l'ADDES a permis de présenter les contributions suivantes :- de la coopérative au groupe coopératif agro-alimentaire par René Mauget - les mutuelles de santé face à la législation européenne par Henri Faivre - panorama de l'économie sociale au Japon par Hiroatsu Nohara - l'économie sociale en Corée du Sud par Eric Bidet.»

(<http://experts.ceges.org/>)

### Mots clés :

- France
- économie sociale
- congrès

Bélangier, Maude. 2002. « Rapport de recherche sur les entreprises d'économie sociale en aide domestique. » Cahiers CRISES, Montréal, no 0209.

<http://www.crisis.uqam.ca/cadis.htm>

« Dans ce rapport de recherche, nous avons exploré les enjeux posés par l'émergence et la prolifération des entreprises d'économie sociale en aide domestique (EÉSAD) dans le vaste champ des services à domicile. Cette exploration nous a conduit à traiter du désengagement de l'État, des pressions en faveur de la privatisation des services, de la situation précaire des services à domicile ainsi que du vieillissement de la population, car ces enjeux sont tous liés d'une quelconque façon à l'émergence de ces entreprises. Nous avons ensuite été amené à traiter du contexte particulier d'émergence des EÉSAD, à situer le secteur de l'économie sociale par rapport aux autres secteurs offrant des services de santé et des services sociaux, puis à dresser le portrait de ces entreprises. Cette mise en situation nous a alors permis d'explorer les principaux enjeux auxquels les EÉSAD font face, soit l'instauration de mesures gouvernementales tel que le crédit d'impôt et les allocations directes qui sèment la confusion et favorisent l'achat de services privés qui viennent concurrencer les services de ces entreprises, l'éventualité de l'élargissement de leur mission à des services autres que les services d'aide domestique, les pressions en faveur de l'extension de leur marché aux ménages actifs et l'épineuse question de la tarification de leurs services. Nous espérons que cette synthèse, par moments très critique, permettra d'éclairer la recherche ou de nourrir le débat sur les enjeux posés par l'émergence de ces entreprises. »

**Mots clés :**

- coopératives de services
- Québec
- coopératives de santé
- économie sociale
- soins à domicile
- aspect éco
- économique
- services sociaux
- accessibilité
- coût

Boivin, Isabelle et Louis Jacques Filion. 2001. « La Coop-Santé Les Grès. » *Revue organisations et territoires* 10, 3:61-72.

« Historique, structure et fonctionnement de la Coopérative de services de santé Les Grès, un projet initié par les résidents, le maire et le directeur de la Caisse populaire de Saint-Etienne-des-Grès, pour doter cette petite municipalité d'une clinique médicale. »

**Mots clés :**

- Coopérative de services de santé Les Grès
- Santé
- services communautaires
- Saint-Etienne-des-Grès
- coopératives de santé et de services sociaux
- région éloignée

Canada, Secrétariat aux coopératives. 1999. « Guide pour le démarrage de coopératives dans le secteur de la santé. » Secrétariat aux coopératives, Ottawa. Ce document de référence est présenté en trois sections distinctes. La première servira à présenter aux personnes-ressources en développement la situation du secteur de la santé en utilisant comme toile de fond, la *Loi canadienne sur la santé*, les déterminants sociaux et les besoins précis des communautés francophones et acadiennes du Canada. Nous suggérons dans cette section des pistes de développement susceptibles d'intéresser les personnes engagées dans la création de nouvelles coopératives au Canada. La deuxième section s'adresse à la fois aux personnes-ressources en développement et aux promoteurs de projets coopératifs, qu'il s'agisse de communautés intéressées à une coopérative de production ou de travail, ou encore de partenaires multiples. On y aborde l'identification des besoins ainsi que les différents modèles coopératifs. La troisième section s'adresse à ceux qui sont décidés à passer à l'action et déterminés à démarrer une coopérative dans le domaine de la santé.

**Mots clés :**

- Canada
- Coopérative
- Création
- Démarrage
- Entreprise
- guide
- médical
- santé
- secteur
- société
- soin

Comeau, Yvan et Jean-Pierre Girard. 1996. « Les coopératives de santé dans le monde : une pratique préventive et éducative de la santé. » Chaire de coopération Guy-Bernier, 074.

Ce rapport de recherche donne un aperçu des coopératives de santé dans différents contextes sociosanitaires nationaux. Débutant par une réflexion sur la crise des États-providence, les auteurs y décrivent les écueils des systèmes publics de santé et l'émergence de solutions palliatives dont la formule coopérative. Puis, ils brossent un tableau de l'importance internationale des coopératives de santé, des dynamiques de développement qui leur sont propres et des approches en matière de santé qui y sont favorisées. Par la suite, le document s'attarde au système national de santé, à la place et aux particularités des coopératives de santé dans 11 pays. Cette description occupe la plus grande partie du rapport et couvre le Canada, les États-Unis, le Costa Rica, le Panama, le Brésil, la Suède, l'Espagne, l'Inde, le Sri Lanka, la Malaisie et le Japon. En conclusion, les auteurs dégagent un certain nombre d'enjeux interpellant le développement des coopératives de santé.

**Mots clés :**

- coopératives de santé
- monde pratique préventive
- pratique éducative
- santé

—. 1997. « Analyse comparative de différents types d'organismes offrant des services de première ligne en matière de santé. » Chaire de coopération Guy-Bernier, 086.

Ce rapport de recherche présente les résultats d'une comparaison entre quatre types d'organismes offrant des soins de santé : cliniques privées, CLSC, coopératives de santé et organismes à but non lucratif. Les organismes retenus pour les fins de cette comparaison se placent à la première ligne des services de santé. Le document propose une analyse historique, sociale et économique pour situer le contexte actuel dans lequel se développent ces organismes. Tout se passe comme si l'État cherchait à instaurer un nouveau contrat social en matière de soins de santé, et à prendre des initiatives en fonction de ses contraintes budgétaires et de la pression qu'exercent les différents acteurs sociaux. Une grille commune sert à la comparaison de ces organismes. Elle est constituée des dimensions suivantes : contexte d'émergence, dimension organisationnelle (coordination et production des services), dimension institutionnelle (structure du pouvoir et système politique) et perspectives d'avenir.

**Mots clés :**

- types
- services de première ligne
- santé

—. 2000. « Une comparaison entre divers établissements de services de première ligne en santé au Québec. » *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 71, 3:319-345.

« Cet article présente les résultats d'une comparaison entre quatre types d'organismes offrant des soins de santé : cliniques privées centres locaux de services communautaires (CLSC) coopératives de services de santé et organismes à but non lucratif. Il ressort de cette étude, que l'attribution de ressources publiques en faveur d'organismes à but non lucratif et de coopératives, s'avère pour les usagers plus intéressante que la privatisation. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- établissement sanitaire
- financement
- santé
- association sanitaire sociale
- coopérative de service
- clinique
- Québec

Dagenais, Hélène. 2001. « Coopérative de soutien à domicile Laval: monographie d'une entreprise d'économie sociale en aide domestique. » Université du Québec à Montréal/Laboratoire de recherche sur les pratiques et politiques sociales-LAREPPS, Montréal, no 01-11.

([www.unites.uqam.ca/essbe](http://www.unites.uqam.ca/essbe))

Ce cahier présente une étude monographique de la Coopérative de soutien à domicile de Laval, une entreprise d'économie sociale en aide domestique. Créée en 1995, elle compte parmi les premières entreprises d'économie sociale au Québec en aide domestique, sa création ayant précédé le Chantier d'économie sociale en 1996. Elle compte aujourd'hui 56 employés permanents à son actif et offre en 2002-2001 un volume de services avoisinant les 55 000 heures. Pour cette même période, le nombre de ses membres est de 2 876. Après avoir contextualisé les conditions de son émergence, la présente étude s'attache à décrire et à analyser l'entreprise sous ses dimensions institutionnelles et organisationnelles. Nous nous penchons ainsi plus particulièrement sur l'organisation du pouvoir, les relations qu'elle entretient avec l'extérieur, ses objectifs, la façon dont s'y organise le travail. La monographie s'achève par deux chapitres consacrés l'un aux caractéristiques du processus d'institutionnalisation et l'autre au développement des entreprises d'économie sociale en aide domestique dans le contexte actuel de transformation du système de santé et des services sociaux.

**Mots clés :**

- aide
- coopérative
- domestique
- économie
- entreprise familiale
- Laval
- province
- social
- soutien
- Québec

Fournier, Jacques. 1999. « Coop Aide Rive-Sud [une coopérative en aide domestique] : [l'historique], les acquis et les fragilités. » *Nouvelles pratiques sociales* 12, 2:170-182.

**Mots clés :**

- Coop Aide-Rive-Sud
- aides familiales
- Québec (province)
- Montréal
- coopératives de santé et de services sociaux
- services à domicile
- personnel
- coopératives de travail

Frigon, Véronique, Jacqueline Mondy, et Sam Kean. 2002. « Les coopératives et les soins de santé. » Secrétariat aux coopératives

([http://www.agr.gc.ca/policy/coop/health\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/health_f.phtml))

Depuis son implantation au Canada dans les années 1960, le régime public d'assurance-santé est devenu un programme que les Canadiens chérissent. Comme l'a dit Roy Romanow dans le Rapport d'étape de la Commission sur l'avenir des soins de santé au Canada, « Les Canadiens sont profondément attachés à leur système de soins de santé et ils le perçoivent manifestement comme un élément qui définit leur citoyenneté canadienne ». Les coopératives, qui jouent depuis longtemps un rôle dans le domaine des soins de santé, participent au débat qui a cours actuellement sur l'avenir des soins. Le présent rapport traite de l'expérience passée et actuelle des coopératives en matière de soins de santé et formule des recommandations sur leur rôle éventuel à venir.

**Mots clés :**

- santé
- coopératives

Garon, Isabelle et Jean-Pierre Girard. 1999. « État de la disponibilité de services de santé au Québec. » Chaire de coopération Guy-Bernier, 101.

Prendre part au changement : Le changement souhaité depuis fort longtemps, a été rendu inévitable par les compressions budgétaires de la fin des années 1980 et du début des années 1990. Le Forum national sur la santé, instauré par le gouvernement fédéral pour faire le point sur la situation des systèmes de santé canadiens, a clairement indiqué qu'il était nécessaire que

les particuliers, les familles et les communautés prennent part au changement et en dirigent le cours (Forum 1997). C'est dans cette perspective que se sont inscrites les coopératives - oeuvrant dans le domaine de la santé au Québec, que ce soit au niveau de la prestation de services de santé, du maintien à domicile ou de l'hébergement spécialisé: une participation au changement par et pour les citoyens. Ces initiatives font voir de nouvelles formes de partenariat dans lesquelles des municipalités, particulièrement préoccupées par la qualité de vie des citoyens, s'engagent à supporter activement ces coopératives, de la phase du démarrage à celle du fonctionnement.

**Mots clés :**

- services
- santé
- accessibilité

Girard, Jean-Pierre. 1997. « État de la disponibilité des services de santé au Québec. » Chaire de coopération Guy-Bernier, 081.

Ce rapport présente les résultats d'un sondage réalisé à l'été 1996 auprès des municipalités du Québec dans le but de connaître l'état de la disponibilité des services de santé dans les villes ayant de 1 000 à 10 000 habitants. On y engage aussi une réflexion sur la contribution d'entreprises collectives comme élément facilitant un véritable virage dans le domaine de la santé axé sur la disponibilité, l'accessibilité et la responsabilisation des acteurs.

**Mots clés :**

- santé
- accessibilité
- Québec

—. 1997. « Réorganisation du système de santé [au Québec]. » *L'Action nationale* 87, 6:47-68.

**Mots clés :**

- santé
- services communautaires
- Québec (Province)
- Saint-Etienne-des-Grès
- réforme
- coopératives de santé et de services sociaux
- Coopérative de services de santé Les Grès

Girard, Jean-Pierre, Isabelle Garon, Chaire de coopération Guy-Bernier, et Québec : ministère de l'Industrie et du Commerce. 2000. « Les coopératives dans le domaine sociosanitaire au Québec : état de la situation. » Université du Québec à Montréal, Chaire de coopération Guy-Bernier, Montréal, Ce papier brosse un portrait des coopératives dans le domaine sociosanitaire au Québec. Un bref rappel historique de leur développement précède l'identification de quelques éléments clés d'interprétation. Dans un nombre croissant de pays, en complémentarité aux organismes publics et aux entreprises privées à finalité lucrative, on reconnaît, voire encourage, la présence d'un troisième acteur dans le domaine sociosanitaire. Il s'agit d'entreprises privées à but non lucratif, de type coopératif. Les cas du Japon, de l'Espagne et du Brésil illustrent bien cette tendance, L'apport des coopératives au Japon, concernant la participation des usagers et la promotion continue en matière de prévention est remarquable.

**Mots clés :**

- communautaire
- coopératif
- coopérative
- médical
- médico-social
- province
- Québec
- santé
- service
- social
- société
- socio-sanitaire
- soin
- solidarité
- travail

Girard, J.P. et Y. Comeau. 1996. « Les coopératives de santé : une modalité d'offre de services médicaux. » *RECMA*, 261:48-57.

« Les coopératives de santé fort peu présentes en France prodiguent divers types de soins médicaux à près de 50 millions d'usagers dans plus de quinze pays et tout particulièrement au Japon au Brésil aux États-Unis et en Espagne. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- santé
- États-Unis
- coopérative de consommateurs d'usagers
- Japon
- Espagne
- coopérative de service
- Brésil

Nations Unies, Département de la coordination des politiques et du développement durable. 1998. « L'Entreprise coopérative dans les secteurs de la santé et des services sociaux : une étude à l'échelle mondiale. » New York.

Prioul, S. 1998. Les coopératives canadiennes dans le secteur sanitaire et social : un modèle d'implantation en France ? Montréal: Université du Québec.

« Après une présentation comparative des systèmes de santé au Canada au Québec et en France l'auteur analyse les divers types de coopératives dans le secteur sanitaire et social qui se développent tant au Québec qu'en Ontario.»

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- action sociale
- France
- santé
- coopérative de consommateurs d'usagers
- coopérative de service

Thouin, Daniel et Jocelyne Chagnon. 2002. « Portrait des entreprises en aide domestique. » La direction des communications du MIC,

([http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/Portrait\\_EESAD.pdf](http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/Portrait_EESAD.pdf))

Ce portrait est le premier à être réalisé dans le secteur des entreprises en aide domestique. Il présente les données de l'ensemble des entreprises reconnues dans le cadre du Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD). L'information provient de 103 entreprises et a été recueillie au cours des travaux du Fonds de consolidation des entreprises d'économie sociale en aide domestique, mis en place à l'été 2001.

**Mot clé :**

- aide domestique

Vaillancourt, Yves, François Aubry, Christian Jetté, et (dir.). 2003. *Vers un nouveau partage des responsabilités dans les services à domicile*: PUQ.

Tournant résolument le dos à la traditionnelle mais trop simpliste dichotomie État/marché et sa variante public/privé, cet ouvrage s'appuie sur la vision d'une économie plurielle dans laquelle

l'économie sociale et solidaire s'affirmerait davantage pour s'inscrire à l'intérieur d'un nouveau partage de responsabilités avec l'État, le marché et la famille. L'ouvrage se penche plus particulièrement sur le contexte d'émergence et la place de l'économie sociale dans les transformations structurelles en cours à l'intérieur d'un domaine spécifique de politiques sociales, celui des politiques de soutien à domicile.

**Mots clés :**

- services à domicile
- économie plurielle
- politiques sociales
- transformations
- économie sociale
- intérêt général

### 3. DÉVELOPPEMENT DES COLLECTIVITÉS AUTOCHTONES (N : 5)

Belhadji, Bachir. 2001. « Profil socio-économique des coopératives autochtones au Canada. »  
Secrétariat aux coopératives

([http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/ab\\_fin\\_fr.pdf](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/ab_fin_fr.pdf))

Le document est structuré comme suit : dans la section de l'introduction, on présente une courte description des données et une analyse de la signification d'une coopérative autochtone. Après avoir décrit le processus de formation des coopératives autochtones (section 1), on offre un aperçu général des coopératives autochtones (section 2). Dans cette dernière section, on étudie la répartition géographique et sectorielle des coopératives autochtones et le profil d'une coopérative autochtone typique. La structure des coopératives autochtones (au sein de leurs fédérations) est étudiée dans la troisième section. Suit une analyse complète des tendances (1993-1997) (section 4), où l'on étudie les principales variables sociales et économiques. La section 5 traite exclusivement des coopératives de consommation, étant donné que ces dernières constituent la majorité des coopératives autochtones. Dans la mesure du possible, on effectue une comparaison à la fois avec les coopératives de consommation canadiennes et le secteur du commerce de détail, pour donner au lecteur une idée de la performance relative des coopératives de consommation autochtones. On observe une forte concentration de coopératives autochtones dans les Territoires du Nord-Ouest et au Nunavut. Dans la section 6, on examine certaines des variables socio-économiques relatives aux coopératives autochtones dans ces deux territoires. Enfin, on met de l'avant (section 7) les lacunes de ce document et on présente certaines idées à propos de la recherche qui devrait être réalisée dans ce domaine.

#### Mots clés :

- coopérative autochtone
- Canada

BIT, Bureau international du travail. 2000. « Promotion des coopératives : cinquième question à l'ordre du jour. » Genève, V (1).

Diverses normes internationales du travail se réfèrent directement ou indirectement aux coopératives, mais le seul instrument détaillé est la recommandation no 127. D'autres instruments - convention (no 141) et recommandation (no 149) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975, recommandation (no169) concernant la politique de l'emploi (disposition, complémentaires), 1984, et convention (no 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 - montrent comment certains groupes peuvent s'organiser, notamment dans le cadre des coopératives, et à quelles fins celles-ci peuvent être utilisées par leurs membres ou encore pourquoi les groupes minoritaires dont le mode de vie et la culture diffèrent de ceux de

la majorité de la société doivent être protégés lorsqu'ils mettent sur pied des associations d'auto-assistance, notamment des coopératives.

**Mots clés :**

- coopérative
- développement
- développé
- gouvernemental
- industrialisé
- monde
- national
- pays
- politique
- programme
- région
- société
- sous-développé
- tiers-monde
- voie

Canada, Affaires indiennes et du Nord Canada. Direction de la recherche et de l'analyse. 2001. « Les Coopératives autochtones au Canada : études de cas. » Direction de la recherche et de l'analyse, Affaires indiennes et du Nord Canada.

([http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/ra/abof\\_.html](http://www.ainc-inac.gc.ca/pr/ra/abof_.html))

Ketilson, Lou Hammond et Ian MacPherson. 2001. « Les coopératives autochtones au Canada : situation actuelle et potentiel de croissance. » University of Regina : Centre for the Study of Co-operatives, Saskatoon. Le présent rapport passe en revue le contexte dans lequel les coopératives autochtones évoluent, examine la pertinence du modèle coopératif en fonction de ce que disent les chefs autochtones au sujet du genre d'économie qu'ils souhaitent encourager et fonde sur les résultats de onze études de cas ses conclusions et recommandations au sujet du potentiel de croissance des coopératives appartenant aux peuples autochtones pour leur propres fins.

**Mots clés :**

- autochtones
- Canada
- condition
- coopérative
- économique
- entreprise

Lyall, Bill, Jim Barr, et Jill Kelly. 2002. « Le développement des coopératives autochtones au Canada. » Comité consultatif du ministre sur les coopératives.

([http://www.agr.gc.ca/policy/coop/aboriginal\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/aboriginal_f.phtml))

En 1996, le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones a fait ressortir le besoin pressant de rétablir les économies autochtones décrites comme désorganisées, marginalisées et grandement dépouillées de leurs terres et de leur base de ressources naturelles. La Commission juge que la situation mérite qu'on s'y attarde de toute urgence, parce que tout progrès vers l'autonomie administrative serait grandement limité par le développement et la capacité des économies autochtones. En outre, la population autochtone connaît la croissance la plus importante au Canada, de sorte que des milliers de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année. Le présent rapport étudie le contexte politique, les expériences passées et présentes des coopératives comme modèle de développement pour les Autochtones, et présente des recommandations en vue d'accroître le concours du modèle coopératif au développement de collectivités autochtones fortes.

**Mots clés :**

- collectivités autochtones
- coopératives autochtones
- développement
- Canada



## 4. DÉVELOPPEMENT LOCAL ET DÉVELOPPEMENT SOCIAL (N : 205)

### 4.1. Renforcement des capacités communautaires (n : 57)

1997. « Exonération de taxe professionnelle et d'IS au bénéfice des sociétés coopératives artisanales : le cas des sociétés coopératives d'achat en commun des bouchers, charcutiers, détaillants. » *Droit fiscal*, 22 : 717-723.

« Confirmation des orientations de jurisprudence en matière d'exonération de taxe professionnelle et d'impôt sur les sociétés au bénéfice des sociétés coopératives artisanales ; ce régime de faveur est subordonné à la condition que ces organismes soient constitués et fonctionnent conformément aux dispositions de la loi 83-657 du 20/7/1983 et de la loi 47-1775 du 10/9/1947 ; ils doivent notamment avoir pour principal objet de contribuer au développement des activités proprement artisanales de leurs membres. »

(<http://experts.ceges.org/>)

#### Mots clés :

- fiscalité
- France
- jurisprudence
- droit coopératif
- exonération fiscale
- IS
- coopérative d'artisans
- taxe professionnelle

1999. « Cooperativas Sociales / Coopératives sociales. » SN, SL, « Présentation succincte de l'organisation des coopératives sociales en Italie. Elles ont été créées par la loi 381/91. Ces coopératives poursuivent des buts sociaux. Elles permettent l'intégration dans le monde du travail des personnes socialement défavorisées. Leur organisation et leur typologie sont détaillées. »

(<http://experts.ceges.org/>)

#### Mots clés :

- coopérative
- fiscalité
- action sociale
- entreprise d'économie sociale
- Italie
- activité de service
- coopérative sociale

Bartus, P. 1999. L'avenir des coopératives en Europe centrale et orientale. » *RECMA*, 271 : 57-63.

« Des années de gestion étatique et planifiée ont déconsidéré les coopératives en Europe centrale et orientale ; cependant le groupement coopératif reste un rempart effectif aux difficultés économiques et sociales des personnes les plus modestes. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- Europe
- prospective
- coopérative
- Hongrie

Beaupré, Viateur. 1994. « L'utilisation de la formule coopérative d'habitation pour loger les personnes âgées suivi du rapport d'enquête. » Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

« Notre document est subdivisé en 4 chapitres. Le chapitre 1 est consacré à décrire la problématique de l'habitation chez les personnes âgées et d'appui, entre autres, sur les résultats de l'enquête que nous avons menée auprès des personnes âgées des municipalités de Roberval et de Métabetchouan. Le chapitre 2 présente le modèle que nous avons développé avec les personnes âgées du milieu robervalois et montre l'évolution que ce modèle a connu entre le début et la fin de notre travail. Le chapitre 3 fait état de l'expérimentation et des obstacles que nous avons connus dans l'implantation de ce modèle. Le chapitre 4 est consacré à dégager ce que nous apprenons dans cette expérimentation. »

**Mots clés :**

- logement social
- coopérative d'habitation
- personnes âgées

BIT, Bureau international du travail. 2000. « Promotion des coopératives : cinquième question à l'ordre du jour. » Genève, V (1).

Diverses normes internationales du travail se réfèrent directement ou indirectement aux coopératives, mais le seul instrument détaillé est la recommandation no 127. D'autres instruments - convention (no 141) et recommandation (no 149) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975, recommandation (no169) concernant la politique de l'emploi

(disposition, complémentaires), 1984, et convention (no 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 - montrent comment certains groupes peuvent s'organiser, notamment dans le cadre des coopératives, et à quelles fins celles-ci peuvent être utilisées par leurs membres ou encore pourquoi les groupes minoritaires dont le mode de vie et la culture diffèrent de ceux de la majorité de la société doivent être protégés lorsqu'ils mettent sur pied des associations d'auto-assistance, notamment des coopératives.

**Mots clés :**

- coopérative
- développement
- développé
- gouvernemental
- industrialisé
- monde
- national
- pays
- politique
- programme
- région
- société
- sous-développé
- tiers
- tiers-monde
- voie

Bordeleau, Danièle et Jean Lemire. 1993. « La formule coopérative : outil de réinsertion sociale pour personnes marginalisées. » IRECUS, Dans quelle mesure la formule coopérative peut-elle être un outil de réinsertion sociale pour des personnes très marginalisées ? Pour être en mesure de répondre à cette question qui est l'objet de cet essai, nous nous sommes impliqués dans un premier temps au sein de l'organisme Synapse du Québec et par la suite à la coopérative l'Entre Main. La première partie de cet essai sera consacrée à la problématique de l'itinérance. Nous verrons par l'analyse des impacts socio-économiques les incidences de l'itinérance sur la société au niveau de la santé physique et mentale, du travail, de la justice et de la dignité humaine. Afin de cerner la problématique dans son ensemble, nous avons examiné la majorité des statistiques reliées à l'itinérance ainsi que les différentes solutions proposées.

**Mots clés :**

- insertion sociale
- recherche-action
- impact social
- coopérative de travail
- étude de cas
- fonctionnement
- émergence
- statut juridique

Bouchard, Marie. 1997. « Les coopératives de la troisième vague : une réponse à la crise ? L'innovation sociale dans les secteurs coopératifs de l'habitat et du travail. » *Économie et solidarités* 28, 2:141-148.

**Mots clés :**

- coopératives de la troisième vague
- innovation sociale
- coopérative de travail
- insertion sociale
- coopératives d'habitation

Bouchard, Marie. 2001. « Le logement coopératif au Québec : entre continuité et innovation. » ARUC-ÉS, Montréal, R- 01-2001.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-01-2001.PDF>)

Témoin et révélateur des transformations du Québec depuis une trentaine d'années, le mouvement des coopératives d'habitation locative (CHL) répond à des besoins non pourvus par le marché ou par le secteur public, non seulement en termes d'accessibilité au logement, mais aussi en termes de démocratisation du milieu de vie. Leurs traits particuliers proviennent à la fois des apprentissages faits par les générations précédentes de coopératives et des aspirations nouvelles qui se faisaient jour dans les mouvements de citoyens au tournant des années 1970. Leur mode de fonctionnement est également en partie déterminé par les rapports qu'elles entretiennent avec l'État. Bien qu'il ait favorisé la création de plus de 1 000 coopératives d'habitation au Québec, cet arrangement laisse aujourd'hui le mouvement des coopératives d'habitation face au problème de sa continuation. Les défis rencontrés relèvent à la fois de la forme particulière qu'ont pris les CHL au Québec, de l'évolution de la politique d'habitation, et des nouveaux besoins qui apparaissent chez les populations visées par leur intervention. Les conséquences se font sentir sur les populations des CHL, sur le mode et sur le rythme de production des CHL, ainsi que sur les capacités des CHL existantes d'assurer leur pérennité. La conjoncture actuelle mène entre autres à revoir la place et le rôle des intermédiaires, à porter une attention plus grande aux externalités positives produites par les CHL, et à penser les mécanismes d'autorégulation du secteur.

**Mots clés :**

- logement coopératif
- Québec

Caballero, M. et J. B. Brioux. 1993. Actions, conduites par l'ICOSI en direction des pays d'Europe centrale et orientale. Paris: ICOSI.

« Compte-rendu des initiatives de l'ICOSI pour soutenir le développement des PECO à travers l'économie sociale. Missions concernant la protection sociale la formation professionnelle et le partenariat économique avec les coopératives. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- |                             |                      |
|-----------------------------|----------------------|
| ▪ partenariat               | ▪ secteur coopératif |
| ▪ action sociale            | ▪ Pologne            |
| ▪ France                    | ▪ Hongrie            |
| ▪ santé                     | ▪ Tchécoslovaquie    |
| ▪ économie sociale          | ▪ Bulgarie           |
| ▪ développement économique  | ▪ secteur mutualiste |
| ▪ syndicalisme              | ▪ Russie             |
| ▪ formation professionnelle | ▪ Europe de l'Est    |
| ▪ tourisme                  | ▪ Roumanie           |
| ▪ loisir                    |                      |

Cattell, C. 1995. « Le rôle des coopératives dans la stabilité de l'emploi : l'expérience du Royaume Uni – V<sup>e</sup> conférence européenne de l'économie sociale. » SN, « Cet article présente les stratégies de développement des coopératives suivies au Royaume-Uni ces dernières années et leur contribution à la création d'un emploi stable.»

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- |               |             |
|---------------|-------------|
| ▪ coopérative | ▪ emploi    |
| ▪ Royaume-Uni | ▪ politique |

Clerc, D. 1994. "La voie coopérative." *Alternatives économiques*, 51-56.

« Brève analyse de la situation actuelle du mouvement coopératif branche par branche. Ainsi les branches les plus prospères sont surtout celles où l'organisation coopérative apporte une valorisation du patrimoine personnel des adhérents (les coopératives de commerçants enrichissent leurs adhérents car le succès d'une enseigne augmente la valeur marchande du

magasin). Ce qui n'est pas le cas dans les coopératives agricoles de production ou de consommation où la croissance de l'outil de production reste propriété collective de l'organisation. Le mouvement coopératif doit évoluer en intéressant par exemple les coopérateurs à la valorisation de leurs apports en capital. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- crédit coopératif
- capitaux propres
- évolution
- banque mutualiste
- coopérative
- coopérative de consommateurs d'usagers
- coopérative agricole
- adhérent
- mouvement coopératif
- coopérative de détaillants

Comeau, Yvan. 1997. « Problématique de l'exclusion et approches d'insertion ; L'insertion sociale par l'économique. » *Économie et solidarités* 28, 2:11-22.

**Mots clés :**

- politique sociale
- exclusion sociale
- intégration sociale
- chômage
- pauvreté
- insertion professionnelle
- économie sociale

Comeau, Yvan, André Beaudoin, Daniel Turcotte, Jean-Pierre Villeneuve, Marie J. Bouchard, Sylvie Rondot, Benoît Lévesque, et Margie Mendell. 2002. « Les contributions des associations au mode local de régulation et les inégalités entre les régions. » *CRISES*, Montréal, cahier Collection *Working Papers*, no 0215.

Les auteurs s'intéressent à la contribution des organismes de lutte contre la pauvreté, au système régional de régulation dans une zone métropolitaine et une zone rurale périphérique, toutes deux défavorisées. L'analyse comparée de ces organismes montre que ceux-ci présentent des capacités et des limites différenciées sur le plan socioculturel et sur le plan des mécanismes de régulation politique pour contribuer au développement régional dans une

perspective de lutte à la pauvreté. Des pistes d'intervention sont proposées afin d'accroître la contribution de ces organismes au développement local.

**Mots clés :**

- aide au développement économique régional
- Québec (province)
- développement rural
- développement communautaire urbain
- pauvres
- services aux disparités régionales

Cosse, Pascaline. 1993. « Vers le développement de l'autonomie économique des femmes : une expérience de groupe. » *Service social* 42, 2:163-182.

**Mots clés :**

- insertion professionnelle
- Québec (province)
- femmes pauvres
- travail
- intervention de groupe
- intervention en milieu défavorisé
- coopératives de travail

Côté, Daniel et Benoît Lévesque. 2000. « L'impact socio-économique des caisses dans le Montréal-Métropolitain. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, Cahier de recherche : 2000-02.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/2000-09/2000-02.pdf>)

Cette recherche vise à évaluer l'impact socioéconomique des coopératives dans le Montréal Métropolitain. Pour mener à bien cette recherche, nous avons procédé par enquête auprès de l'ensemble des coopératives présentes dans cette région. Dans la mesure où la réalité socioéconomique des coopératives est très différente selon les différents secteurs, nous avons décidé de développer un outil questionnaire précis pour chaque secteur coopératif. Après avoir construit chaque questionnaire, nous avons, dans la mesure du possible, tenté d'uniformiser les questions pertinentes pour l'ensemble des coopératives, ceci devant faciliter notre travail d'analyse et de comparaison entre les secteurs. Le présent rapport se veut une analyse des données fournies par les Caisses populaires et d'économie qui ont bien voulu répondre au questionnaire. Au total, 35 questionnaires nous furent retournés, 25 caisses populaires et 10 caisses d'économie. Également, la Confédération Desjardins nous a transmis des données

relativement à certaines questions pour l'ensemble des 342 caisses évoluant sur le territoire du Montréal Métropolitain. Dans le cadre du présent texte, nous ne traiterons donc que des données pour les 35 caisses, à partir des informations des caisses elles-mêmes et de la Confédération.

**Mots clés :**

- Caisses
- Montréal-Métropolitain

Darhouani, Lahcen. 1999. *La fille préférée d'Alphonse Desjardins ou l'histoire de la Caisse populaire Desjardins de Lauzon, 1902-1995*. Sainte-Foy: Éditions MultiMondes.

La Caisse populaire Desjardins de Lauzon, fondée le 2 juillet 1902 sous le nom de la Caisse populaire de Saint-Joseph de Lévis, est une coopérative d'épargne et de crédit dont la mission est d'aider les groupes sociaux défavorisés à mieux traverser les moments difficiles et de promouvoir leurs intérêts. Durant les périodes de prospérité, cette coopérative encourage l'épargne locale et vient en aide à ses sociétaires en leur accordant des petits prêts, essentiellement destinés à favoriser la production dans les secteurs de la petite industrie et de l'agriculture. En gérant ces deux opérations (l'épargne et le crédit), la caisse stimule les activités économiques de son milieu, favorisant ainsi la prospérité de toute la communauté et contribuant à la promotion des principes de la coopération.

**Mots clés :**

- caisse
- crédit
- Desjardins
- épargne
- histoire
- Lauzon
- Lévis
- populaire
- province
- Québec

Duchesne, Karine et Marie Malavoy. 2002. « *Coopérative de services à domicile de l'Estrie: monographie d'une entreprise d'économie sociale en aide domestique.* » Université du Québec à Montréal/Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales-LAREPPS, Montréal, no 02-06.

Ce cahier présente les résultats d'une recherche de type monographique sur la Coopérative de services à domicile de l'Estrie, une entreprise d'économie sociale en aide domestique implantée à Sherbrooke. Fondée en 1989, la Coopérative entreprend véritablement ses

activités en 1990 et se développe au fil des ans selon différentes phases qui façonneront son quotidien. Cette coopérative d'usagers compte, en date de juillet 2001, 131 employés dont une très grande majorité de femmes. La Coopérative de services à domicile de l'Estrie a connu un essor fulgurant depuis 1998. En l'an 2000, l'entreprise effectue 125 880 heures de services. Dans un premier temps, nous nous attarderons aux conditions d'émergence de cette entreprise et nous présenterons ses acteurs. Par la suite, cette recherche met en lumière les dimensions institutionnelle et organisationnelle de la Coopérative. Enfin, cette étude permet de tracer un bilan et met ainsi en perspective certains éléments dont le processus d'institutionnalisation de la Coopérative de même que des enjeux reliés à l'économie sociale.

**Mots clés :**

- domestique
- domicile
- économie
- entreprise
- Estrie
- province
- Québec
- service
- social
- travail

Duke, Jim, Sue MacLoed, et Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine. 1995. « Se loger à bon compte : guide sur le logement abordable grâce à l'autoconstruction collective. » Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa, De nombreux ménages canadiens éprouvent de la difficulté à trouver le type de logement dont ils ont besoin à un prix abordable. L'autoconstruction, connue également sous l'expression "mise de fonds en travail", est une solution possible au problème de logement, en particulier lorsqu'elle est retenue par un groupe de personnes qui mettent en commun leurs idées, leurs compétences et leur enthousiasme, et s'engagent à réaliser leur rêve. Par autoconstruction, on entend les méthodes grâce auxquelles les futurs occupants contribuent par leur travail à la construction de leur logement.

**Mots clés :**

- auto-construction
- autoconstruction
- Canada
- collectivité
- communautaire
- coopératif
- coopérative
- développement
- habitation
- local
- logement
- organisation

Dupont, Gaetan, Claude Martel, et Guylaine Morin. 1999. « Coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA). » ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec, La mécanisation de l'agriculture, depuis le début du vingtième siècle, a contribué à l'essor de cette activité et demeure, encore aujourd'hui, un des principaux moyens d'obtenir des gains de productivité. Toutefois, pour les entreprises agricoles, le matériel agricole représente une charge économique de plus en plus importante. Voilà pourquoi la CUMA (coopérative d'utilisation de matériel agricole) peut constituer une solution de rechange, permettant de minimiser l'impact économique et financier des frais d'achat de matériel.

**Mots clés :**

- agricole
- aratoire
- coopérative
- entreprise
- équipement
- exploitation
- ferme
- instrument
- machine
- matériel
- province
- Québec

Eurocoop, Groupe de travail sur le bilan social. 1999. « Mesurer la différence coopérative. » Eurocoop, L'audit social est une méthode visant à évaluer les performances non financières d'une organisation. Ce document est un mode d'emploi destiné aux coopératives qui souhaitent établir un meilleur contact avec leurs usagers

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- bilan
- audit
- coopérative de consommateurs d'usagers
- bilan social
- bilan coopératif

Favreau, L. et C. Saucier. 1996. « Économie sociale et développement économique communautaire : de nouvelles réponses à la crise de l'emploi ? » *Coopératives et développement* 28, 1:5-17.

**Mots clés :**

- économie sociale
- développement économique
- développement communautaire
- crise de l'emploi

Favreau, Louis. 1995. « Repenser le mouvement communautaire dans une perspective d'économie solidaire. » Cahiers du CRISES, Montréal, no 9505.

(<http://www.crisis.uqam.ca/9505.htm>)

Les cahiers 9504 et 9505 visent à introduire l'économie sociale d'aujourd'hui à l'ensemble des membres du CRISES de même qu'aux chercheurs et aux étudiants intéressés par les travaux sur l'économie sociale. Ils visent à cerner l'essentiel du travail actuel et projeté de l'équipe Économie sociale du CRISES. Dans le présent cahier, nous esquissons une problématique plus élaborée: 1) en campant les enjeux actuels du mouvement associatif du point de vue de l'économie solidaire; 2) en resituant l'ensemble des initiatives de développement économique communautaire dans leurs rapports aux collectivités locales et aux politiques publiques d'insertion sociale.

**Mots clés :**

- mouvement communautaire
- économie sociale
- économie solidaire
- développement communautaire

Fleury, J.P. et M. Porta. 1994. « Citoyennetés et réseaux locaux." *Coopération de production*, 514:21 - 31.

« Témoignage concernant l'activité de deux coopératives de l'Ardèche et de la Haute-Garonne centrée sur le soutien au développement local. Appel de J.P. Worms, responsable de France Initiatives Réseaux et vice-président du Cridel pour une participation active des SCOP à toutes les initiatives de développement local. Débat entre plusieurs coopératives du sud ouest sur les initiatives en milieu rural ou urbain pour favoriser le partenariat avec les collectivités locales. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- SCOP
- collectivité locale
- France
- ville
- aide
- Ardèche
- mouvement coopératif
- milieu rural
- coopérative de service
- vie économique locale
- Midi-Pyrénées

Gagnon, Marc et (dirigé par Nérée Bujold et Marie J. Bouchard). 1998. « Effets de l'habilitation (empowerment) sur l'apprentissage de la gestion des coopératives d'habitation locatives québécoises : recension d'écrits et formulation d'hypothèses. » Essai de Maîtrise.

**Mots clés :**

- habilitation
- empowerment
- gestion
- coopératives d'habitation locatives
- Québec

Guillouzo, R., P. Perrot, et P. Riffio. 2002. « Stratégies d'alliance et configuration des groupes coopératifs agricoles : les apports d'une analyse en termes de portefeuilles d'alliances - Entretiens de Maraussan. » *RECMA*, 285:75-89.

« Quel rôle jouent les alliances dans le développement des coopératives ? L'enquête porte sur une vingtaine de coopératives viticoles du Grand Ouest français. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- groupement d'entreprises
- stratégie
- coopérative agricole
- Aquitaine

Henriques, José Manuel. 1995. « Le développement social. » *Les politiques sociales (service social dans le monde)*, 1-2:42-57.

L'analyse du troisième Programme européen de lutte contre la pauvreté permet à José Manuel Henriques de tirer un certain nombre de conclusions:

- a. en associant les actions contre la pauvreté et le développement local, il est possible d'augmenter l'accès des ménages pauvres aux nouvelles ressources et de mobiliser les ressources sous-exploitées;
- b. étant donné la diversité spatiale des situations et des types d'exclusion sociale, on retrouve au niveau local des procédures plus flexibles de soutien à l'intégration sociale;
- c. un développement local systématique reste un objectif étranger à la plupart des projets de lutte contre la pauvreté;
- d. l'activité d'entreprises de petite envergure, associées aux initiatives du secteur autonome (Initiatives locales pour l'emploi, coopératives, etc.) se présentent rarement "spontanément";
- e. le développement local doit s'accompagner d'activités d'animation favorisant la prise de décision;
- f. l'intégration économique et sociale doit aussi être comprise comme une capacité organisationnelle à avoir accès aux ressources exogènes ou comme une prise de conscience du potentiel endogène des communautés locales;
- g. enfin, l'innovation conceptuelle est nécessaire pour exploiter l'ensemble des possibilités de développement économique et social.

**Mots clés :**

- développement local
- insertion sociale
- impact social
- pauvreté

ICOSIUNION, Institut de coopération sociale, internationale, Slovaque des coopératives de production SZVD. 1993. « Actes de la rencontre franco-slovaque de l'économie sociale à Smolenice, 30 mars au 2 avril 1993. » Pp. 58 p., ICOSI.

« La Slovaquie possède une tradition coopérative vieille de 150 ans qui tente aujourd'hui de se développer également vers l'étranger. Cette rencontre propose une collaboration étroite avec l'ICOSI et un programme de développement de l'économie sociale comme facteur de redressement de l'économie nationale. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- France
- économie sociale
- formation professionnelle
- logement social
- protection sociale
- tourisme social
- coopérative de crédit
- secteur coopératif
- coopération internationale
- Tchécoslovaquie
- coopération commerciale

Energy Pathways Inc., Fédération canadienne des municipalités, et Société canadienne d'hypothèques et de logement. 1997. « La planification des ensembles d'habitations communautaires. » Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa.

Le guide qui a résulté de ce projet intitulé *Planning for Cohousing : Cohousing and the Municipal Planning Process*, présente une description de l'habitation communautaire pour aider les urbanistes municipaux à comprendre le concept. Le guide dresse aussi les grandes lignes du processus de planification urbaine pour les groupes d'habitation communautaire, ainsi que la stratégie pour l'établissement d'un rapport de collaboration avec les fonctionnaires municipaux et les voisins. L'éducation et l'application des principes écrits dans ce guide peuvent aider à simplifier le processus d'approbation des projets d'habitation communautaire et favoriser l'amélioration des choix du logement dans les collectivités de toutes les régions du Canada.

**Mots clés :**

- agglomération
- communautaire
- coopératif
- coopératives
- habitation
- logement
- métropolitain
- région
- Toronto

Janssen, A. et J. P. Pollenus. 1997. *L'économie sociale et son VADE-MECUM*. Bruxelles.

« Panorama de l'Économie sociale en Belgique : les secteurs d'activité traditionnels et émergents, leur poids dans les différentes régions, le cadre juridique des sociétés coopératives des sociétés à finalité sociale et des ASBL, les problèmes de financement. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- financement
- économie sociale
- droit coopératif
- droit des associations
- Belgique
- secteur coopératif
- secteur associatif
- secteur mutualiste

Kraus, Deborah, Margaret Eberle, et Joffre Pomerleau. 1999. « Solutions de logements abordables : quinze modèles de réussite. » Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa. Les initiatives dont il est question dans le présent rapport constituent la première étape de la conception d'une base de renseignements plus importante et plus complète, sur les approches, les stratégies et les techniques relatives au logement à coût abordable. L'un des objectifs à atteindre consiste à mettre sur pied un système continu de partage de l'information dans l'ensemble de ce secteur, concernant les différents ensembles de logement à coût abordable dans le pays.

**Mots clés :**

- Canada
- communautaire
- coopératif
- coopérative
- défavorisé
- défavorisée
- démunis économiquement
- faible
- habitat
- habitation
- HLM
- logement
- logis
- loyer
- modéré
- modique
- monde
- pauvre
- personne
- prix
- public
- quart
- revenu social

Labye, A. et C. Lagoutte. 2002. « Banques mutualistes et systèmes financiers : une analyse comparative Allemagne, Grande-Bretagne, France. » *Revue d'économie financière*, 67:85-109.

Les banques coopératives sont caractérisées par un objectif d'utilité sociale à contrario des banques commerciales. Cet article confronte l'analyse des banques mutualistes à l'économie allemande, française et anglaise. Il apparaît que 40 % de l'épargne française est collectée par le secteur coopératif bancaire, 19 % de l'épargne allemande et 18 % au Royaume-Uni. En outre,

ce secteur se démarque par un bon niveau de profitabilité. La permanence d'un réseau bancaire mutualiste assurant la compatibilité entre l'utilité sociale et la profitabilité tend à s'affirmer dans ces trois pays européens. La prise de risque plus contrôlée de la part des sociétaires et la dimension relationnelle plus axée sur le long terme sont quelques uns des avantages mis en avant.

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- Royaume-uni
- Comparaison
- France
- Allemagne
- banque mutualiste coopérative

Laplante, Annie. 1998. « La coopérative Bon Ménage-Plus : une coopérative d'insertion de jeunes sur le marché du travail. » Chaire de recherche en développement communautaire, Hull.

Leclerc, A. et Yvan Comeau. 1997. « L'analyse économique de la coopérative : une synthèse intégrée; L'insertion sociale par l'économique. » *Économie et solidarités* 28, 2:95-130.

**Mots clés :**

- insertion
- économie

Lévesque, Benoît, Marie-Claire Malo, et Ralph Rouzier. 1997. « La Caisse de dépôt et placement du Québec et le Mouvement des Caisses populaires et d'économie Desjardins : deux institutions financières, une même convergence vers l'intérêt général ? » Cahier du CRISES, Montréal, no 9703.

(<http://www.crisis.uqam.ca/9703.htm>)

La particularité du modèle québécois de développement, que plusieurs appellent "Québec inc.", n'existerait pas si l'État n'avait adopté des politiques industrielles à cette fin et si les entreprises collectives n'y avaient apporté leur soutien. Mais de toutes les institutions qui le constituent, le secteur financier en représente le cœur avec la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ) et le Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins (MCD). Dans un contexte de mondialisation et de tendances néolibérales qui tendent à déconstruire la

dimension régulatrice des États nationaux pour laisser aux seules forces du marché l'atteinte de l'intérêt public, ce texte cherche à comprendre comment ces deux institutions parviennent à procurer les retombées sociales attendues en fonction de leur caractère collectif; comment elles font face au défi de concilier les intérêts individuels de leurs usagers avec l'intérêt général de la communauté nationale dont elles sont issues. Une comparaison entre ces deux institutions signalent également des différences significatives au niveau des arbitrages entre les intérêts individuels et l'intérêt général, ou tout au moins entre les intérêts individuels et les intérêts collectifs. Si elles partagent une convergence comparable vers l'intérêt général en ce qui touche le nationalisme économique, il faut reconnaître que celle-ci pourrait se transformer dans un avenir rapproché sous la poussée de la mondialisation ou d'acteurs orientés exclusivement en fonction d'un rendement maximal.

**Mots clés :**

- Caisse de dépôt et placement du Québec
- Caisses populaires et d'économie Desjardins
- institutions financières
- intérêt général

L'Heureux, Pierre et Albert Desbiens. 1995. Un cheminement exemplaire : la caisse populaire Notre-Dame-Du-Foyer, cinquante années de coopération et d'engagement communautaire : 1945-1995. Montréal: Caisse populaire Notre-Dame-Du-Foyer

Université du Québec à Montréal, Chaire de coopération-Guy Bernier.  
De 1945 à 1995, la caisse Notre-Dame-Du-Foyer a continuellement démontré qu'elle attachait une importance toute particulière aux affaires de la paroisse et du quartier tout en contribuant généreusement à des projets communautaires et d'entraide.

**Mots clés :**

- caisse
- coopérative
- crédit
- épargne
- histoire
- Notre-Dame-du-Foyer
- populaire
- province
- Québec

Liikanen, E. 2002. « La contribution des coopératives à la compétitivité européenne : discours d'ouverture de l'assemblée européenne de l'ACI, Lisbonne, 10/10/2002. » Pp. 11 p.: SN.

« Pertinence de la forme coopérative, passerelle entre les collectivités locales et l'économie mondiale, statut de la coopérative européenne...autant de sujets brièvement abordés dans ce texte. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- vie coopérative
- Coopérative
- coopérative européenne

Malservisi, Mauro-F. 1996. « Vingt-cinq ans de coopération internationale de Desjardins : un portrait général des interventions de DID. " Chaire de coopération Guy-Bernier, 076.

Les activités poursuivies par DID depuis sa fondation en 1972 sont abordées à la lumière de cinq paramètres sur un espace temporel de 25 années, découpé en trois périodes spécifiques de son évolution. L'analyse est effectuée en rapport avec les éléments suivants : - la manière dont a été formulée la mission de DID et la façon dont elle entendait la réaliser; - la stratégie commerciale c'est-à-dire le choix effectif des secteurs et des zones géographiques d'intervention ainsi que les moyens privilégiés pour pénétrer les marchés; - la stratégie coopérative : types de coopératives et niveaux d'intervention privilégiés, objectifs assignés à l'intervention dans ce domaine particulier et les moyens déployés pour leur mise en œuvre;- la stratégie organisationnelle en référence aux structures et processus de fonctionnement internes de DID mis en œuvre pour supporter les stratégies de marché et coopérative adoptées;- la stratégie sociopolitique, c'est-à-dire la manière dont DID a géré ses relations avec les gouvernements nationaux (Québec, Canada), les gouvernements étrangers hôtes ainsi que les autres parties prenantes importantes du milieu local et international, notamment les institutions coopératives.

**Mots clés :**

- coopération internationale
- DID
- Desjardins

Morin, Richard, Marie-J. Bouchard, Nathalie Chicoine, et Winnie Frohn. 1999. « Problématique d'insertion et logement communautaire : enquête dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal. » Chaire de coopération Guy-Bernier, 107.

Le chômage et la pauvreté qui ont accompagné la crise du fordisme ont particulièrement touché les jeunes et les femmes responsables de familles monoparentales. Cette crise a également entraîné de profondes restructurations économiques qui ont affecté plusieurs anciens quartiers industriels, dont le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal. Ce dernier montre aujourd'hui des signes de déclin : usines fermées, population appauvrie, cadre bâti dégradé... Les populations exclues du marché du travail, notamment les jeunes et les femmes monoparentales, ont souvent de la difficulté à se loger adéquatement. Une alternative s'offre à eux : le logement communautaire géré par une coopérative d'habitation (COOP) ou un organisme sans but lucratif (OSBL). Ce type de logement se trouve en grand nombre dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve. La présente étude vise à vérifier, à la demande d'intervenants du quartier, dans quelle mesure il serait opportun d'impliquer les résidents sans occupation stable (SOS) des logements communautaires du quartier Hochelaga-Maisonneuve, en particulier des jeunes et des femmes monoparentales, dans un parcours d'insertion socio-économique qui contribuerait à la revitalisation du quartier. L'enquête qui a été menée à l'été 1998, aborde les rapports de ces résidents au logement, au voisinage et au quartier de même que leur trajectoire sur le plan de la formation et leur itinéraire eu égard au marché du travail. Les résultats font ressortir un degré élevé de satisfaction résidentielle et d'attachement au quartier, un grand intérêt pour des formations et des stages donnant accès à un emploi et le souhait exprimé par plus de la moitié des répondants SOS de demeurer dans le quartier même si leurs revenus augmentaient. Ces faits saillants militent en faveur d'une intervention auprès des occupants du parc de logements communautaires du quartier Hochelaga-Maisonneuve, en particulier auprès des jeunes et des femmes responsables de familles monoparentales, dans une double perspective d'insertion socio-économique et de revitalisation du quartier.

**Mots clés :**

- insertion
- logement communautaire
- Hochelaga-Maisonneuve
- Montréal

Normark, P. 1996. "A Role for Cooperatives in the Market Economy - Le rôle des coopératives dans l'économie de marché." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 67, 3:429-439.

« Pour l'auteur, les coopératives doivent jouer un rôle important dans la variété des formes organisationnelles qui composent l'économie de marché. Le développement de nouvelles coopératives est très lié aux réseaux sociaux existant déjà dans l'environnement local. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- théorie économique
- mouvement coopératif
- économie de marché

Parodi, M. et F. Perroux. 2000. « Une fonction de préférence coopérative entre utilité individuelle et utilité collective. » *RECMA*, 275-276:61-73.

« Analyse d'un texte de François Perroux publié en 1966 sur le problème de l'efficacité des procédés coopératifs et leur contribution au système économique et social. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- France
- théorie économique
- coopérateurs
- théorie

Perrin, C. 2002. « L'instrumentalisation des coopératives artisanales sous Vichy. » *RECMA*, 286:71-80.

« Le régime de Vichy a affiché des ambitions vis-à-vis de l'artisanat en tentant de développer un réseau centralisé de coopératives permettant de diffuser sur l'ensemble du territoire les programmes techniques conçus par le ministère de la Production industrielle. Mais les réalisations sont restées très en retrait des ambitions du régime.»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- coopérative d'artisans

Poulin, Pierre, Pierre Goulet, et Andrée Rivard. 2000. *Desjardins : 100 ans d'histoire*. Sainte-Foy: MultiMondes.

À titre d'entreprises coopératives, les caisses Desjardins ont permis à des générations de Québécois de manifester leur solidarité et d'agir collectivement pour développer leur économie à la fois sur les plans local, régional et national. La mise en commun d'une partie des capitaux propres accumulés par les caisses locales a rendu possible la création d'entreprises financières qui comptent aujourd'hui parmi les plus importantes au Québec.

**Mots clés :**

- caisse
- coopérative
- crédit
- Desjardins
- économie
- épargne
- histoire
- mouvement
- populaire
- province
- Québec

Québec, Conseil de la coopération du Québec. 2001. « Pour favoriser le développement des coopératives en partenariat avec l'État. » Conseil de la coopération du Québec,

Nous souscrivons à une vision de l'économie qui soit 'plurielle': outre les entreprises du secteur marchand et l'économie du secteur public, il y a au Québec, comme ailleurs, une économie dite sociale dans laquelle la personne prime sur le capital. La coopération constituant l'un des ensembles les plus importants de cette économie sociale, les efforts du gouvernement dans le cadre du présent projet de politique de développement coopératif, auront pour effet de soutenir cette économie plus démocratique, économie de responsabilisation et de rendement collectif qui correspond à un développement endogène et durable. Le projet de politique de développement coopératif cadre donc très bien dans cette économie dont la réalité est gage de développement et de participation équitable. Ce projet reconnaît donc également la spécificité de la formule coopérative et son apport entrepreneurial distinct des autres composantes de l'économie sociale avec lesquelles il établit des rapports partenariaux et propose de faire alliance.

**Mots clés :**

- développement
- coopératives
- partenariat
- État

Québec, ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Direction des coopératives. 1993. « Profil des coopératives du milieu scolaire de 1986 à 1990. » ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Québec.

Malgré certaines erreurs de parcours, le mouvement des coopératives du milieu scolaire se porte bien dans son ensemble. Il connaît même, depuis quelques années, une nouvelle phase de développement et de consolidation de ses acquis. Cet attrait pour ce type de coopérative (démontré par une hausse du nombre de membres et du nombre de coopératives) n'est pas étranger aux avantages de plus en plus évidents que retirent les membres de leurs coopératives.

**Mots clés :**

- collège
- coopérative
- école
- milieu
- province
- Québec
- scolaire
- secondaire
- université

—. 1995. « Les coopératives de travailleurs du Québec : profil du mouvement coopératif de travail au Québec. » ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, Québec.

La formule coopérative de travailleurs ou de travail, après s'être solidement implantée dans le secteur forestier, a commencé à se propager dans les années 70 dans de nouveaux secteurs économiques et cette tendance s'est accélérée au cours des années 80. Depuis quelques années, elle s'est imposée de plus en plus comme un moyen privilégié pour les gens de se prendre en main pour ainsi créer ou maintenir leur emploi. L'entrepreneuriat collectif que propose la formule coopérative de travailleurs, est maintenant reconnu comme une importante alternative de développement dans la plupart des régions du Québec. Afin de bien situer la problématique des coopératives de travailleurs et d'apprécier leur évolution, particulièrement au cours des dernières années, nous avons tracé un profil économique et financier de ce type d'entreprise.

**Mots clés :**

- aspect
- coopératif
- coopérative
- économie
- économique
- finance
- financier
- mouvement
- ouvrier
- province
- Québec
- travail
- travailleur

Rabinovitch, B. 1998. "Innovation et coopératives d'habitation en Suisse." *RECMA*, 267 : 52-60.

« Les coopératives d'habitation se sont développées en Suisse depuis une vingtaine d'années avec le soutien des pouvoirs publics; l'auteur souligne les difficultés rencontrées en amont comme en aval de la construction qui conduisent parfois à un alourdissement des coûts et des délais de production. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- financement
- Suisse
- coopérative d'habitation

Rondot, Sylvie (sous la direction de Marie Bouchard). 2002. « Symposium sur le financement du logement communautaire, le 25 février 2002, organisé à l'Université du Québec à Montréal, par le Cap Logement communautaire de l'ARUC-ÉS. » in *Symposium sur le financement du logement communautaire*, no T-01-2003: cahiers de l'ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-01-2003.pdf>)

Ce texte est la synthèse du Symposium sur le financement du logement communautaire, tenu à Montréal le 25 février 2002. Cette rencontre a été réalisée grâce au soutien de L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), de la Société d'habitation du Québec et du Fonds québécois de l'habitation communautaire. L'organisation du Symposium s'est déroulée dans le cadre du CAP logement communautaire, co-dirigé par Marie Bouchard, professeure à l'École des sciences de la gestion de l'UQÀM, et Marcellin

Hudon, coordonnateur de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec. Organisée avec le soutien d'Allan Gaudreault, consultant en habitation et développement communautaire, cette rencontre a reçu 38 participants provenant du CAP logement de l'ARUC-ÉS, du Conseil d'administration du Fonds québécois d'habitation communautaire, d'autres organismes intéressés par ces questions et des chercheurs universitaires.

**Mots clés :**

- financement
- logement communautaire

Saucier, Carol, Raymond Beaudry, et Claude Denis. 2002. « Entre l'enthousiasme et l'inquiétude : la rentabilité sociale des coopératives et entreprises collectives de la région du Bas-Saint-Laurent au Québec (Canada). » Secrétariat aux coopératives.

([http://www.agr.gc.ca/policy/coop/saucier\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/saucier_f.phtml))

Rappelons d'entrée de jeu le contexte dans lequel cette recherche fut réalisée. Les entreprises collectives, coopératives et organismes à but non lucratif (OBNL), constituent des initiatives porteuses d'innovation sociale. Ces initiatives sont apparues au sein de la société civile canadienne pour s'attaquer à l'appauvrissement de nombreux groupes sociaux et à la déconstruction des liens sociaux, ceci dans un contexte de globalisation des marchés et d'accroissement des inégalités socioéconomiques. La question de recherche centrale que nous nous sommes posée est la suivante : Les coopératives et organismes à but non lucratif peuvent-ils contribuer à reconstruire la cohésion sociale ? Nous répondons oui, mais certaines entreprises éprouvent des difficultés à réaliser cet objectif. Nous recommandons 1) de mettre en place des programmes d'éducation en économie sociale s'adressant à un large public. L'économie sociale reste encore une réalité souvent méconnue de ce public. 2) de faciliter les conditions de démarrage des nouveaux projets en économie sociale. 3) de mettre en place des programmes de formation et d'animation portant sur les dimensions suivantes des entreprises collectives : la participation et la gestion démocratique, la conception du leadership, la gestion du travail. 4) de soutenir financièrement les groupes favorisant la participation à la vie collective.

**Mots clés :**

- coopératives
- Bas-Saint-Laurent

Saucier, Carol et Nicole Thivierge. 2002. « Lien social et développement économique : l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent. » Cahiers du CRISES, Montréal, no 0201.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2002/c0201.pdf>)

« La première partie de ce cahier sera centrée sur la trame conceptuelle de notre réflexion au travers de laquelle nous remettrons en perspective la distinction communauté/société. Les limites de cette distinction, la crise contemporaine de la modernité s'accompagnant d'une crise de la solidarité et des liens sociaux, nous amèneront sur le terrain de l'émergence possible de nouvelles formes communautaires. En deuxième partie, en nous appuyant sur de nombreuses données empiriques de recherche, nous chercherons à décrire comment l'économie sociale produit elle-même du lien social et économique. En cela, et ce sera la troisième et dernière partie, les pratiques contemporaines d'économie sociale seront envisagées comme le terreau de l'apparition de nouvelles formes de liens communautaires. »

**Mots clés :**

- économie sociale
- Québec
- Bas-Saint-Laurent
- Gaspésie

Schryve, F. Agence régionale de développement ARD. 1997. « L'économie sociale dans la région Nord-pas-de-Calais. » Agence régionale de développement ARD.

« Portrait de l'économie sociale dans le Nord : - le poids économique (100 000 salariés)- les différents secteurs (associations coopératives de production mutuelles établissements de crédit entreprises d'insertion...). »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- SCOP
- Association
- assurance mutuelle
- France
- développement local
- mutualité
- économie sociale
- banque mutualiste coopérative
- association intermédiaire
- Nord-Pas-de-Calais
- secteur coopératif

St-Martin, Nicole. 1995. « L'entrepreneuriat féminin collectif : une stratégie pour un développement durable. » IRECUS, DOC 95-02.

**Mots clés :**

- entrepreneuriat
- femmes
- stratégie
- développement durable

St-Martin, Nicole et Michel Lafleur. 1997. « Développement local et éducation coopérative. » 21 feuillets in *Seminario internacional de cooperativismo*. Petronila, Brésil: Sherbrooke : Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke.

Expose le rôle d'un institut comme l'IRESCUS dans le développement durable en montrant comme le programme de l'IRESCUS s'est adapté à la réalité du développement durable.

**Mots clés :**

- communautaire
- développement
- durable
- économie
- éducation
- régional
- province
- Québec

Sylvestre, Pierre, Ronald Charbonneau, Éric McDevitt David, et Julie Rochette. 2000. *La coopérative et la loi*. Montréal: Wilson et Lafleur.

L'expérience des coopératives d'habitation au Québec nous apprend que les citoyens en acceptant des modes d'organisation qui leur permettent d'avoir une prise directe sur leurs conditions de vie, le font avec beaucoup d'efficacité et de créativité. Cette leçon est à retenir alors que nous sommes aux prises à la fois avec de lourdes bureaucraties et des décideurs économiques qui agissent à l'échelle mondiale en réduisant le citoyen à n'être qu'un simple consommateur passif. Le juriste a un rôle éminent à jouer pour favoriser l'émergence de ces nouveaux modes d'organisations.

**Mots clés :**

- communautaire
- coopératif
- coopérative
- droit
- habitation
- logement
- province
- Québec

Tadros, Catherine (sous la direction de Marie-Claire Malo). 2003. « Le modèle coopératif au sein du commerce équitable : le cas d'Equal Exchange, un organisme de commerce équitable du nord. » Mémoire, HEC Montréal.

**Mots clés :**

- coopératives de travailleurs
- États-Unis
- études de cas
- commerce équitable
- café
- commerce équitable

Thiercelin, M. 1999. « La gestion coopérative des copropriétés. » *RECMA*, 272:85-89.

« Après la présentation du contexte de la copropriété en France l'auteur annonce la 'renaissance' de la gestion coopérative des copropriétés et l'élargissement du rôle de l'ANCC (Association nationale de la copropriété coopérative). »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- France
- coopérative de consommateurs d'usagers
- copropriété
- syndicat coopératif de copropriété

Van-Der-Elst, N. 2000. « L'économie du don et son éthique. » *Humanisme et entreprise : Paris*, 239:77-88.

**Mots clés :**

- sociologie de la connaissance
- sociologie de la culture
- échange-social
- utilitarisme
- charité
- don
- violence
- médiation
- éthique
- coopérative
- commerce international
- équité
- entreprise
- citoyenneté
- droits de l'homme
- développement durable
- désintéressement
- Godbout, J.

Vézina, Martine, Daniel Côté, et Luc Bernier. 2000. « Les dimensions institutionnelles du rapport entre l'État et le secteur coopératif dans le développement : expériences européennes. » Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, Cahier n° 2000-01.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/2000-09/2000-01.pdf>

Cette étude s'inscrit dans un projet du Secrétariat aux coopératives du gouvernement canadien visant à comprendre comment le développement coopératif est géré dans le cadre des relations entre le gouvernement et le secteur coopératif dans divers pays européens. Elle fait également suite à une première étude réalisée en 1997 sous le thème « Les relations État et mouvement coopératif dans cinq pays européens », par Daniel Côté et Martine Vézina du Centre d'études sur la gestion des coopératives de l'École des Hautes Études Commerciales.

**Mots clés :**

- dimension institutionnelle
- État
- secteur coopératif
- développement
- Europe

## 4.2. Développement économique et rural (n : 43)

1994. « Le nouveau rôle des collectivités locales. » *Coopération de production*, 519:9-16.

« Le rôle économique des collectivités locales s'est accru depuis 1982. Ce dossier donne un aperçu de leurs interventions et montre l'importance des partenariats à conclure avec les coopératives. »

(<http://experts.ceges.org/>)

### Mots clés :

- partenariat
- coopérative
- collectivité locale
- France
- intervention économique des collectivités locales

1997. « Région PACA : le social et l'autre économie. » *Entreprendre en Méditerranée*, 25 : 12-20.

En région PACA coopératives mutuelles et associations représentent 8% de l'emploi salarié régional; panorama de ce secteur d'économie sociale.

(<http://experts.ceges.org/>)

### Mots clés :

- région
- France
- économie sociale
- entreprise d'économie sociale
- PACA

BIT, Bureau international du travail. 2000. « Promotion des coopératives : cinquième question à l'ordre du jour. » Genève, V (1).

Diverses normes internationales du travail se réfèrent directement ou indirectement aux coopératives, mais le seul instrument détaillé est la recommandation no 127. D'autres instruments - convention (no 141) et recommandation (no 149) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975, recommandation (no169) concernant la politique de l'emploi

(disposition, complémentaires), 1984, et convention (no 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 - montrent comment certains groupes peuvent s'organiser, notamment dans le cadre des coopératives, et à quelles fins celles-ci peuvent être utilisées par leurs membres ou encore pourquoi les groupes minoritaires dont le mode de vie et la culture diffèrent de ceux de la majorité de la société doivent être protégés lorsqu'ils mettent sur pied des associations d'auto-assistance, notamment des coopératives.

**Mots clés :**

- coopérative
- développement
- développé
- gouvernemental
- industrialisé
- monde
- national
- pays
- politique
- programme
- région
- société
- sous-développé
- tiers
- tiers-monde
- voie

Blais, R. 1999. « Développement durable et approche sociale en foresterie : Retour sur le discours d'Esdras Minville. » *Recherches sociographiques* 40, 2:225-241.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- développement durable
- soutenabilité
- sylviculture
- ressource naturelle
- exploitation des ressources
- gestion des ressources
- économie sociale
- corporatisme
- coopérative
- politique de développement
- science
- Québec
- Canada
- 19<sup>e</sup> siècle, 20<sup>e</sup> siècle
- Minville, E

Borioli, V. 1993. « Intégration microrégionale ou individualisme communal. La Beroche. » *Geo-regards*, Suisse.

**Mots clés :**

- service
- eau
- déchet
- transport
- éducation
- santé
- presse
- comportement politique
- région
- service public
- religion
- coopérative agricole
- gestion
- Suisse
- Neuchâtel

Brown, Leslie, Robert Reve, Beverly Kirby, Léonce Losier, et Fernand Vermette. 2002. « L'autonomie acquise par l'entraide. Les coopératives et le milieu rural. » Comité consultatif du ministre sur les Coopératives. Secrétariat aux coopératives.

([http://www.agr.gc.ca/policy/coop/rural\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/rural_f.phtml))

Cet article décrit le rôle important que jouent les coopératives pour relever les défis, à la fois comme pourvoyeurs de services dans les collectivités rurales et éloignées et comme outils du développement économique des collectivités.

**Mots clés :**

- autonomie
- entraide
- coopératives
- milieu rural

Carvalho de Freitas, Fernanda Marcia. 1999. « Les coopératives et le développement local : l'association coopérative agricole de La Patrie. » Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- coopératives
- développement local
- La Patrie

Cattell, C. 1995. « Le rôle des coopératives dans la stabilité de l'emploi : l'expérience du Royaume Uni – V<sup>e</sup> conférence européenne de l'économie sociale. » SN, «Cet article présente

les stratégies de développement des coopératives suivies au Royaume-Uni ces dernières années et leur contribution à la création d'un emploi stable.»

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- Royaume-Uni
- emploi
- politique

CFCA, Confédération française de la coopération agricole. 1993. « La coopération agricole 75<sup>e</sup> congrès national CNMCCA. Rome, 5-6 mai 1993. » Pp. 31 p. Paris: CFCA.

« De la nécessité d'un projet global pour les entreprises coopératives, les organisations professionnelles, l'agriculture. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- statistiques
- France
- développement local
- développement économique
- agriculture
- coopérative agricole

Chalifoux, Yoland. 1996. « Le rôle des caisses Desjardins dans le développement local et régional. » IRECUS, DOC 96-02.

**Mots clés :**

- caisses Desjardins
- développement local
- développement régional

CIRIEC. 1994. « 4<sup>e</sup> conférence européenne de l'économie sociale. Bruxelles, 8, 9 et 10 novembre 1993. » CIRIEC, Liège.

« Le thème central de cette 4<sup>e</sup> conférence européenne de l'économie sociale fut « la contribution des coopératives mutualités associations à la cohésion sociale et au développement économique de l'Europe. Compte rendu des séances et synthèse des différents carrefours au cours desquels furent abordés entre autres :- recherche et valeurs de l'économie sociale- les stratégies d'alliance des associations des coopératives et mutualités- les coopératives mutualités et associations et le développement régional- les solutions mises en place par les coopératives mutualités et associations pour assurer leur financement... »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- association
- financement
- insertion sociale
- assurance mutuelle
- France
- économie sociale
- congrès
- entreprise d'économie sociale
- recherche
- protection sociale

CRES, Paca, Région Paca. Chambre régionale de l'économie sociale, RESO, Association résistance sociale, solidaire. 1999. « Étude quantitative sur le poids de l'économie sociale en région Paca. » RESO, Marseille. « Quelle est l'importance des acteurs de l'économie sociale en région PACA ? De quel poids pèsent associations, mutuelles et coopératives dans la dynamique socio-économique régionale ? »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- région
- association
- mutualité
- développement économique
- droit coopératif
- emploi
- fondation
- droit des associations
- droit mutualiste
- Paca

Darhouani, Lahcen. 1999. « La circulation de l'information comme facteur de promotion des services financiers rendus aux communautés rurales : le cas de la caisse populaire Desjardins de Saint-Henri de Lévis. » Chaire de coopération Guy-Bernier, 105.

Sur la base de cette recherche qui porte sur les services financiers et le développement local, nous voulons ici rendre compte des effets des fusions d'institutions financières sur la circulation de l'information économique. Cette recherche veut effleurer quelques aspects qui peuvent affecter les communautés rurales face aux vagues de fusion de leurs institutions financières. On peut supposer que ces fusions ont comme effet la restriction du nombre d'agents par lesquels l'information économique est véhiculée, mais sans que cela affecte la quantité et la valeur de l'information circulée, au contraire. Nous tenterons de démontrer qu'une fusion, comme action donnant naissance à une nouvelle entité, peut favoriser une circulation dense et efficace de l'information ; densité et efficacité que l'on peut mesurer, ou tout au moins évaluer à partir de l'importance de ses retombées sur les activités de la coopérative et sur son enracinement social et économique.

**Mots clés :**

- circulation de l'information
- services financiers
- communautés rurales
- caisse populaire Desjardins de Saint-Henri de Lévis
- étude de cas

—. 1999. *La fille préférée d'Alphonse Desjardins ou l'histoire de la caisse populaire Desjardins de Lauzon, 1902-1995*. Sainte-Foy: Éditions MultiMondes.

La Caisse populaire Desjardins de Lauzon, fondée le 2 juillet 1902 sous le nom de la Caisse populaire de Saint-Joseph de Lévis, est une coopérative d'épargne et de crédit dont la mission est d'aider les groupes sociaux défavorisés à mieux traverser les moments difficiles et de promouvoir leurs intérêts. Durant les périodes de prospérité, cette coopérative encourage l'épargne locale et vient en aide à ses sociétaires en leur accordant des petits prêts, essentiellement destinés à favoriser la production dans les secteurs de la petite industrie et de l'agriculture. En gérant ces deux opérations (l'épargne et le crédit), la caisse stimule les activités économiques de son milieu, favorisant ainsi la prospérité de toute la communauté et contribuant à la promotion des principes de la coopération.

**Mots clés :**

- caisse
- crédit
- Desjardins
- épargne
- histoire
- Lauzon
- Lévis
- populaire
- province
- Québec

Deschênes, Marc-André et Gilles Roy. 1994. « Le JAL : trajectoire d'une expérience de développement local. » Université du Québec à Rimouski, GRIDEQ.

La première partie porte sur l'aventure de JAL, (des origines aux années 1980) et comprend quatre chapitres: 1) dynamique d'une intervention de recherche; 2) l'aventure de JAL; 3) une expérience clé d'animation et de formation; 4) des origines aux années 1980 : bilan d'une pratique. La deuxième partie porte sur le JAL en mutation (les années 1980) et comporte aussi quatre chapitres: 1) le cadre d'une intervention de développement; 2) l'expérience communautaire jalloise : historique et principes de développement d'un projet local; 3) la recherche-action : les étapes d'une intervention et d'une réflexion; 4) enjeux d'intervention et de développement.

**Mots clés :**

- JAL
- développement rural
- intervention sociale
- mutation
- développement local
- autogestion
- formation
- entrepreneurship

Desjardins, Pierre-Marcel. 1995. « Le coopératisme, outil de développement économique régional ? in *Le coopératisme, outil de développement économique régional ?* : Chaire d'études coopératives de l'Université de Moncton.

Le développement régional se trouve présentement à une croisée des chemins. Ayant connu par le passé des succès mitigés, plusieurs programmes traditionnels de développement régional risquent d'être victimes des restrictions budgétaires de gouvernements faisant face à d'énormes contraintes financières. Il n'empêche que les disparités régionales existent toujours. Dans un tel contexte, la poursuite d'approches novatrices devient utile, pour ne pas dire essentielle. La présente réflexion s'inscrit dans ce contexte. Nous allons premièrement faire un survol de l'état du développement régional. Dans un deuxième temps, nous allons nous arrêter au cas du

Canada atlantique. Finalement, nous allons examiner comment le coopératisme pourrait s'inscrire dans cette nouvelle problématique.

**Mots clés :**

- coopératisme
- développement économique régional

Dumais, Mario. 1996. « La coopération, un outil de développement local : Le cas de la coopération agricole au Québec. » IRECUS, DOC 96-01.

**Mots clés :**

- coopération
- développement local
- coopération agricole
- Québec

Favreau, L. et C. Saucier. 1996. « Économie sociale et développement économique communautaire : de nouvelles réponses à la crise de l'emploi? » *Coopératives et développement* 28, 1:5-17.

**Mots clés :**

- économie sociale
- développement économique
- développement communautaire
- crise de l'emploi

Fleury, J.P. et M. Porta. 1994. « Citoyennetés et réseaux locaux. » *Coopération de production*, 514:21 - 31.

« Témoignage concernant l'activité de deux coopératives de l'Ardèche et de la Haute-Garonne centrée sur le soutien au développement local. Appel de JP. WORMS responsable de France Initiatives Réseaux et vice-président du Cridel pour une participation active des SCOP à toutes les initiatives de développement local. Débat entre plusieurs coopératives du sud ouest sur les initiatives en milieu rural ou urbain pour favoriser le partenariat avec les collectivités locales. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- SCOP
- collectivité locale
- France
- ville
- aide
- Ardèche
- mouvement coopératif
- milieu rural
- coopérative de service
- vie économique locale
- Midi-Pyrénées

Fortin, Paul-A. 1998. « Douze vérités en développement local qu'on n'enseigne pas à l'école. » *Gestion* 23, 2:55-63.

L'expérience personnelle de l'auteur l'amène à proposer des pistes pour créer de la richesse et de l'emploi et pour assurer la survie des communautés locales et régionales. Ces pistes reposent essentiellement sur les conditions du développement de l'entrepreneurship et son arrimage à la communauté.

**Mots clés :**

- développement local
- création d'emploi
- entrepreneurship

Gasse, Yvon. 2003. « L'influence du milieu dans la création d'entreprises. » *Organisations et territoires* 12, 2:49-56.

L'objectif de cet article est de faire le point sur les principaux déterminants de l'entrepreneurship à partir d'un nombre d'études sur le sujet. Même si la discipline est relativement jeune, il commence à émerger une certaine convergence dans la recherche sur l'entrepreneurship quant aux influences majeures sur le processus de création d'entreprises, surtout en ce qui concerne les facteurs de l'environnement.

**Mots clés :**

- entrepreneurship
- création d'emploi
- développement local

Houle, Lucie et Paul Prévost. 2003. « La planification du développement dans les petites collectivités : quelques réflexions. » *Organisations et territoires* 12, 2:5-12.

Plusieurs facteurs influencent le développement des collectivités rurales. Les caractéristiques géographiques, les choix politiques, l'exode, le vieillissement de la population et bien d'autres. Mais pourtant, il arrive de constater que certaines, même aux prises avec des difficultés importantes, réussissent à relativement bien tirer leur épingle du jeu et à se développer. Des réflexions tirées d'intervention réalisées dans des milieux ruraux, tendent à mettre en évidence que le succès d'un projet de développement peut s'expliquer par trois facteurs :

1. Le projet est porté par la communauté ;
2. Le parcours favorise un dénouement cohérent et complet du projet ;
3. Les porteurs de développement ont les compétences requises pour réaliser le projet.

**Mots clés :**

- développement rural
- planification
- stratégie

Huot, Geneviève et Sarah Lévesque. 2000. « La caisse populaire Desjardins de Mirabel et sa collectivité. » *Chaire de coopération Guy-Bernier*, 114.

Les secteurs financiers canadien et québécois connaissent des changements majeurs, notamment l'ouverture accrue (quoique toujours partielle) du marché canadien aux banques étrangères, la concurrence des fonds mutuels pour la canalisation de l'épargne, la diversification des activités bancaires. Le Mouvement Desjardins se trouve au cœur de cette problématique et, pour y faire face, il a amorcé une vague de transformations importantes (réingénierie, fusions de caisses, fermetures). Comme les caisses Desjardins sont des coopératives qui remplissent des fonctions financières et non financières importantes dans les milieux où elles sont implantées, il apparaît pertinent d'étudier les répercussions de ces transformations sur les dynamiques de développement local. Dans cette visée, nous avons choisi d'analyser le cas de diverses collectivités réagissant différemment face à ces transformations. Nous présentons ici le cas de la caisse de Mirabel, une caisse située dans une collectivité en manque de sentiment d'appartenance et qui désire fusionner. Dans ce cas, la fusion est considérée par les acteurs comme une stratégie d'expansion pour la caisse.

**Mots clés :**

- Caisse populaire Desjardins
- collectivité
- Mirabel

—. 2000. « La caisse populaire Desjardins de Saint-Camille et sa collectivité. » Chaire de coopération Guy-Bernier, 113.

Les secteurs financiers canadien et québécois connaissent des changements majeurs, notamment l'ouverture accrue (quoique toujours partielle) du marché canadien aux banques étrangères, la concurrence des fonds mutuels pour la canalisation de l'épargne, la diversification des activités bancaires. Le Mouvement Desjardins se trouve au cœur de cette problématique et, pour y faire face, il a amorcé une vague de transformations importantes (réingénierie, fusions de caisses, fermetures). Comme les caisses Desjardins sont des coopératives qui remplissent des fonctions financières et non financières importantes dans les milieux où elles sont implantées, il apparaît pertinent d'étudier les répercussions de ces transformations sur les dynamiques de développement local. Dans cette visée, nous avons choisi d'analyser le cas de diverses collectivités réagissant différemment face à ces transformations. Nous présentons ici le cas d'une caisse populaire d'une petite collectivité locale, celle de Saint-Camille. Il s'agit d'une municipalité d'environ 450 habitants qui a fait preuve d'un dynamisme exemplaire. La stratégie choisie en est une d'alliance plutôt que de fusion.

**Mots clés :**

- Caisse populaire Desjardins
- Saint-Camille
- collectivité

Huot, Geneviève (sous la direction de Benoît Lévesque et Marie-Claire Malo). 2001. « Effets sur la proximité des regroupements de caisses populaires au sein de territoires ruraux en transformation. » Mémoire, Université du Québec à Montréal, Montréal.

Ce mémoire tente de répondre à la question: comment les caisses populaires, vivant des fusions et alliances, peuvent-elles contribuer à maintenir ou à rétablir la proximité au sein du nouveau territoire local? Pour ce faire, quatre études de cas ont été réalisées au sein de collectivités rurales ou semi-rurale dont les caisses étaient sujettes à la fusion. Le contexte dans lequel ces caisses évoluent est présenté comme celui de la crise du fordisme, de la transformation du secteur financier, de la réingénierie de Mouvement Desjardins et de la perte d'importance des caisses rurales au sein de Desjardins. Le cadre théorique employé fait appel à l'économie des conventions, à l'approche de la régulation, à des travaux sur le développement local, à des écrits sur la spécificité du territoire rural, à l'analyse de Vienney sur l'évolution des coopératives et à un cadre élaboré par Malo pour étudier les caisses populaires. Étudiant les stratégies des caisses devant l'éventualité du fusion, nous avons constaté que non seulement elles choisissent entre la fusion et l'alliance, mais qu'une nouvelle forme de regroupement dont nous ignorons l'existence au départ voit aussi le jour: les Centre financiers aux entreprises (CFE) qui regroupent les services aux entreprises des caisses qui y adhèrent. Les cas étudiés

nous permettent de conclure que, selon les stratégies adoptées, la contribution à la proximité varie. Les alliances ne modifient pas la proximité déjà établie avec les collectivités territoriales tandis que les fusions de même que les adhésions à un CFE présentent le risque d'entraîner un amoindrissement de l'effet de proximité. L'analyse des cas fait ressortir l'importance de l'aspect territorial des relations entretenues par les caisses. À ce sujet, il apparaît que, au sein de ce que nous avons identifié comme le nouveau territoire local, les repères territoriaux des acteurs deviennent multiples. Ainsi, l'ancienne appartenance à une municipalité ou à une paroisse est remplacée par l'identification à divers territoires aux dimensions variables. Cette observation conduit à réexaminer le cadre théorique proposé au départ pour y intégrer des éléments décrivant mieux la logique d'action des caisses et introduisant le concept de solidarité ciblée.

**Mots clés :**

- Mouvement Desjardins
- territoire rural
- développement local

Laplante, Robert. 1995. *L'expérience de Guyenne : colonisation et coopération en Abitibi Guyenne*. Corporation de développement de Guyenne.

L'ouvrage comprend sept chapitres : 1) L'utopie colonisatrice ; 2) La colonisation comme idéologie ; 3) Les années 30 : le retour à la terre ; 4) Roquemaure : la voie coopérative ; 5) Les chantiers coopératifs ; 6) Guyenne : une colonie modèle ; 7) Un succès éphémère.

**Mots clés :**

- communauté
- État
- développement coopérati
- développement local
- pionnier
- coopérative forestière

Laurens, L. et B. Merenne Schoumaker. 1996. « Du fromage au couteau, Laguiole mise sur son terroir; Géographie et développement local. » *Géographies Bulletin de l'Association de géographes français* 73, 5:398-409.

**Mots clés :**

- développement rural
- coopératives agricoles

Leclerc, Yvon. 2003. « Décentraliser vers les communautés d'appartenance. » *Organisations et territoires* 12, 2:13-18.

Cet article analyse l'évolution démographique des communautés rurales ainsi que l'activité économique et les conditions socio-économiques qui en découlent. Si la société duale existe toujours au plan social, elle est moins évidente au plan territorial. Des îlots de richesse côtoient des îlots de mal-développement dans toutes les régions du Québec. En un sens, cette mixité constitue une bonne nouvelle. Par contre, situées loin des grands axes routiers et des centres urbains, les municipalités de petite taille éprouvent encore beaucoup de difficultés au plan économique.

**Mots clés :**

- Communauté locale
- décentralisation
- démographie
- exode

Lemieux, Jean-Gilles. 2001. « Nouvelle vision entre économie et communauté : Le cas de la Coopérative de santé et de logement de la Rivière-des-Français. » Mémoire, Laurentian University of Sudbury (Canada).

Malservisi, Mauro-F. 1996. « Vingt-cinq ans de coopération internationale de Desjardins : un portrait général des interventions de Développement international Desjardins (DID). » Chaire de coopération Guy-Bernier, 076.

Les activités poursuivies par DID depuis sa fondation en 1972 sont abordées à la lumière de cinq paramètres sur un espace temporel de 25 années, découpé en trois périodes spécifiques de son évolution. L'analyse est effectuée en rapport avec les éléments suivants : - la manière dont a été formulée la mission de DID et la façon dont elle entendait la réaliser; - la stratégie commerciale, c'est-à-dire le choix effectif des secteurs et des zones géographiques d'intervention, ainsi que les moyens privilégiés pour pénétrer les marchés; - la stratégie coopérative : types de coopératives et niveaux d'intervention privilégiés, objectifs assignés à l'intervention dans ce domaine particulier et les moyens déployés pour leur mise en œuvre; - la stratégie organisationnelle en référence aux structures et processus de fonctionnement internes de DID mis en œuvre pour supporter les stratégies de marché et coopérative adoptées; - la stratégie sociopolitique c'est-à-dire la manière dont DID a géré ses relations avec les gouvernements nationaux (Québec, Canada), les gouvernements étrangers hôtes ainsi que les autres parties prenantes importantes du milieu local et international, notamment les institutions coopératives.

**Mots clés :**

- coopération internationale
- Desjardins

Ménard, Josée. 1993. « Les coopératives et le développement régional au Québec : évolution de l'analyse et du discours. » Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

Dans un premier temps, nous ferons un rappel historique des principaux courants théoriques qui ont guidé l'évolution du concept de développement régional. Dans un deuxième temps, à l'aide des éléments dégagés dans notre premier chapitre, nous tenterons de cerner l'état de l'analyse sur le rôle des coopératives dans le développement des régions. Puis enfin, dans notre dernier chapitre, nous analyserons la philosophie d'intervention de L'État concernant le rôle des coopératives en région. Pourquoi l'État ? Parce que l'État, via ses dirigeants politiques et son appareil public, a fortement contribué à l'évolution de l'analyse et du discours à ce sujet.

**Mots clés :**

- coopératives
- Québec
- développement régional
- discours

Moulévrier, Pascale. 2003. « Le crédit mutuel : l'économie sociale comme consensus. » *Actes de la recherche en sciences sociales*, 146-147:93-104.

Le rapprochement entre l'État français et le Crédit mutuel offre une nouvelle légitimité à l'exercice local d'une mutualité de crédit plus social qu'économique. En affichant sa mission socio-éducative et en relayant l'État dans son rôle de protecteur, notamment à travers sa promesse de maintenir, voire de créer des emplois, le Crédit mutuel permet à ses agents de croire à nouveau à la définition locale d'une relation marchande différenciée. L'étude de l'auteur confirme l'amorce d'une reconstruction des espaces traditionnels de la relation marchande au Crédit mutuel définis sur la base d'un pouvoir local autour des notions revisitées de confiance, de mérite et de bonne foi.

**Mots clés :**

- économie sociale
- État
- valeur
- enjeu
- banque populaire

Perrin, C. 2002. « L'instrumentalisation des coopératives artisanales sous Vichy. » *RECMA*, 286:71-80.

« Le régime de Vichy a affiché des ambitions vis-à-vis de l'artisanat en tentant de développer un réseau centralisé de coopératives permettant de diffuser sur l'ensemble du territoire les programmes techniques conçus par le ministère de la production industrielle. Mais les réalisations sont restées très en retrait des ambitions du régime. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- histoire
- coopérative d'artisans

Rioux, Claude, Jean-Claude Michaud, Bruno Urli, et Louis Gosselin. 1998. « Développement local et décisions collectives : le cas du Québec-côtier. » *Revue canadienne des sciences régionales XXI*, 3:365-383.

En collaboration avec des représentants du milieu, un modèle pouvant représenter la diversité du potentiel de développement et des effets de la crise du poisson de fond a été construit sur la base d'indicateurs statistiques. Le parti-pris était de faire ressortir les différences plutôt que de les dissimuler dans des indicateurs globaux, macro-régionaux. Cela a permis de proposer une stratégie de développement misant sur le potentiel local de développement. Grâce à leur précision, les résultats obtenus peuvent aider à prévoir l'origine géographique et le type de projet de développement qui sera soumis.

**Mots clés :**

- développement local
- prise de décision

Rousseau, Yvan. 1996. « Du projet de reconquête économique à l'idée de management: un bilan des études consacrées au Mouvement Desjardins. » *Histoire sociale XXIX*, 97-132.

Partant d'une l'analyse de la production des milieux universitaires des années 1930 à nos jours, cet article retraça les grandes étapes de l'élaboration du discours savant sur le phénomène coopératif dans l'expérience historique de la société québécoise. Cette littérature est envisagée sous l'éclairage des réponses apportées à l'égard de deux grandes questions : la place des coopératives au sein d'une économie de marché dynamisée par l'entreprise capitaliste ; leur

spécificité par rapport aux autres formes d'organisation économique. À travers une recension critique des études consacrées au Mouvement Desjardins, l'article insiste sur les glissements de sens survenus dans le cadre des réflexions menées par les milieux intellectuels sur ces deux questions et, plus largement, autour des débats définissant la formule coopérative tantôt comme un mode de développement original, tantôt comme une réponse à la faiblesse économique des francophones.

**Mots clés :**

- développement économique
- nationalisme
- Mouvement Desjardins
- idéologie
- histoire

Roy, Yvon. 1995. « La formule coopérative de travail et le débardage en milieu forestier. » Essai M.A., Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives, Université de Sherbrooke. Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives, Sherbrooke.

**Mots clés :**

- développement coopératif
- coopérative de travail
- développement rural

Saint-Pierre, Jacques et INRS-Culture et société. 1997. « Histoire de la Coopérative fédérée de Québec : l'industrie de la terre. » Institut québécois de recherche sur la culture, Sainte-Foy.

Plus de 600 coopératives agricoles, pour la plupart affiliées à la Fédérée, ont été créées et réorganisées après 1930. Ce foisonnement témoigne d'une volonté des communautés locales de prendre en mains leur développement. Grâce à leur fédération, ces organisations ont eu accès à des marchés qui leur étaient inaccessibles auparavant, ou qui l'étaient par des intermédiaires peu préoccupés de leur sort. L'avènement de la coopération agricole dans la mise en marché des produits laitiers, avicoles, porcins, etc., a permis la hausse appréciable des revenus des producteurs en renforçant leur pouvoir de négociation face aux acheteurs. Elle a aussi contribué à l'amélioration des pratiques agricoles.

**Mots clés :**

- agricole
- coopérative
- fédéré
- fédérée
- histoire
- province
- Québec

Saucier, Carol, Raymond Beaudry, et Claude Denis. 2002. « Entre l'enthousiasme et l'inquiétude : la rentabilité sociale des coopératives et entreprises collectives de la région du Bas-Saint-Laurent au Québec (Canada) ». Secrétariat aux coopératives,

([http://www.agr.gc.ca/policy/coop/saucier\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/saucier_f.phtml))

Rappelons d'entrée de jeu le contexte dans lequel cette recherche fut réalisée. Les entreprises collectives, coopératives et organismes à but non lucratif (OBNL), constituent des initiatives porteuses d'innovation sociale. Ces initiatives sont apparues au sein de la société civile canadienne pour s'attaquer à l'appauvrissement de nombreux groupes sociaux et à la déconstruction des liens sociaux, ceci dans un contexte de globalisation des marchés et d'accroissement des inégalités socioéconomiques. La question de recherche centrale que nous nous sommes posée est la suivante : Les coopératives et organismes à but non lucratif peuvent-ils contribuer à reconstruire la cohésion sociale ? Nous répondons oui, mais certaines entreprises éprouvent des difficultés à réaliser cet objectif. Nous allons préciser notre pensée.

Nous recommandons : De mettre en place des programmes d'éducation en économie sociale s'adressant à un large public. L'économie sociale reste encore une réalité souvent méconnue de ce public. De faciliter les conditions de démarrage des nouveaux projets en économie sociale. De mettre en place des programmes de formation et d'animation portant sur les dimensions suivantes des entreprises collectives : la participation et la gestion démocratique, la conception du leadership, la gestion du travail. De soutenir financièrement les groupes favorisant la participation à la vie collective.

**Mots clés :**

- coopératives
- Bas-Saint-Laurent

Saucier, Carol et Nicole Thivierge. 2002. « Lien social et développement économique : l'économie sociale au Bas-St-Laurent. » ARUC-ÉS, Montréal, R-05-2002.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-05-02.pdf>)

La première partie de ce cahier sera centrée sur la trame conceptuelle de notre réflexion au travers de laquelle nous remettrons en perspective la distinction communauté/société. Les limites de cette distinction, la crise contemporaine de la modernité s'accompagnant d'une crise de la solidarité et des liens sociaux, nous amèneront sur le terrain de l'émergence possible de nouvelles formes communautaires. En deuxième partie, en nous appuyant sur de nombreuses données empiriques de recherche, nous chercherons à décrire comment l'économie sociale produit elle-même du lien social et économique. En cela, et ce sera la troisième et dernière partie, les pratiques contemporaines d'économie sociale seront envisagées comme le terreau de l'apparition de nouvelles formes de liens communautaires.

**Mots clés :**

- lien social
- développement économique
- économie sociale
- Bas-St-Laurent

Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire. 2001. « Milieu scolaire - Mémoire de la Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire présenté dans le cadre de l'avant-projet de politique de développement des coopératives. » Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire.

Dans le présent mémoire, nous vous ferons part de notre avis concernant les quatre axes énumérés dans le projet de politique. Par la suite, dans la dernière partie de notre mémoire, nous commenterons la plupart des modifications proposées à la Loi des coopératives par le Ministère et nous proposerons des modifications supplémentaires ayant trait directement à notre secteur et à la Loi en général.

**Mots clés :**

- fiscalité
- financement
- capitalisation
- développement régional
- coopératives en milieu scolaire
- Québec

Conférence européenne de l'économie sociale. 1993. « Contribution des coopératives, mutualités et associations à la cohésion sociale et au développement économique de l'Europe : compte-rendu. » Bruxelles, Belgique: CIRIEC.

St-Pierre, Majella. 1998. « Développement local et développement coopératif. » *L'Action nationale* 88, 3:31-37.

**Mots clés :**

- coopération
- développement rural

Szinetar, A. et MO. André. 2000. *Étude qualitative des acteurs économiques, associations - mutuelles - coopératives en région Provence, Alpes, Côte d'Azur*. Marseille: CRES PACA

Région PACA. Chambre régionale de l'économie sociale RESO

Association résistance sociale solidaire.

« 2<sup>e</sup> partie de l'étude sur l'économie sociale en région PACA qui aborde des aspects plus théoriques sur l'économie sociale (sa place, ses effets) et l'économie solidaire. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- mutualité
- économie sociale
- mouvement associatif
- activité économique
- activité a but non lucratif
- fondation
- secteur d'activité
- production
- mouvement coopératif
- secteur coopératif
- milieu rural
- mouvement mutualiste
- Paca
- secteur associatif

#### **4.3. Solutions communautaires aux problèmes environnementaux (n : 7)**

Bedford, David et Sydney Pobihushchy. 1993. "Vers une économie populaire: l'expérience de Coop-Atlantique." Institut interculturel de Montréal, Après avoir abordé en introduction des questions comme la mondialisation et la protection de l'environnement, les auteurs abordent trois aspects : 1) la rétrospective du développement coopératif au Canada Atlantique ; 2) repenser le mouvement coopératif et 3) les perspectives d'avenir du mouvement coopératif au Canada Atlantique.

**Mots clés :**

- mondialisation
- environnement
- Canada
- atlantique

Blais, R. 1999. « Développement durable et approche sociale en foresterie : Retour sur le discours d'Esdras Minville. » *Recherches sociographiques* 40, 2 : 225-241.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- développement durable
- soutenabilité
- sylviculture
- ressource naturelle
- exploitation des ressources
- gestion des ressources
- économie sociale
- corporatisme
- coopérative
- politique de développement
- science
- Québec
- Canada
- siecle19-20
- Minville, E

Calvez, E. 1998. « Quelques explications pour comprendre les mutations récentes de l'économie laitière bretonne. » *Annales de géographie* 107, 601:273-289.

**Mots clés :**

- géographie de l'Europe
- industrie laitière
- produit laitier
- quotas laitiers
- coopérative agricole
- restructuration économique
- agro-industrie
- partenariat
- France
- Bretagne
- politique agricole
- diversification
- gestion de l'environnement

Dostie, Michel. 1997. « Lanaudière concilie production agricole et environnement. » *Le Bulletin des agriculteurs* 80, 2:14-16.

**Mots clés :**

- coopératives agricoles
- Québec (Province)
- Lanaudière
- Coopérative de gestion des engrais organiques de Lanaudière
- fumier
- porcs
- élevage

Gagnon, Christiane. 1995. « Développement local viable : approches, stratégies et défis pour les communautés. » *Coopératives et développement* 26, 2:61-81.

Il est désormais reconnu que les liens entre environnement et développement sont étroitement imbriqués. Cette reconnaissance - entre les capacités de support des écosystèmes et la satisfaction des besoins fondamentaux des populations et des générations futures à partir de stratégies d'autosuffisance - a donné naissance au paradigme d'éco-développement, précurseur de celui de développement durable. Il persiste des écarts énormes entre le discours et la pratique. Jusqu'à maintenant, ce cadre de référence a davantage donné lieu à des politiques nationales, qu'à des actions collectives efficaces touchant tous les milieux et toutes les populations.

**Mots clés :**

- impact social
- développement local
- théorie
- modèle de développement
- économie sociale
- stratégie
- appartenance

St-Martin, Nicole. 1996. « Éducation coopérative et développement durable. » 14 feuillets in *Estrategas de desarrollo de los recursos humanos en las cooperativas*, vol. DOC 99-01F. Lima, Pérou: Université de Sherbrooke. Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives.

Nous tenterons de saisir la notion de l'éducation coopérative et de la formation. Par la suite, nous traiterons des changements économique et social ainsi que du développement durable.

**Mots clés :**

- coopérative
- éducation
- développement
- durable
- formation
- personnel
- social
- structure

Vecteur, environnement. 2002. « Gestion environnementale [en entreprise]. » *Vecteur environnement* 35, 2:25-42.

**Mots clés :**

- entreprises et environnement
- Québec
- Noranda
- Coopérative fédérée de Québec
- Stablex
- normes de la série ISO 14000
- environnement
- normes
- sciences de l'environnement

**4.4. Cohésion sociale (n : 37)**

1997. « L'Éducation coopérative, une ouverture à la société républicaine. » *Animation et éducation*, 137:15-52.

« Dossier consacré à la coopération scolaire au travers de multiples exemples. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- France
- coopérative scolaire

1999. "Cooperativas Sociales / Coopératives sociales." SN, SL.

« Présentation succincte de l'organisation des coopératives sociales en Italie. Elles ont été créées par la loi 381/91. Ces coopératives poursuivent des buts sociaux. Elles permettent l'intégration dans le monde du travail des personnes socialement défavorisées. Leur organisation et leur typologie sont détaillées. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- fiscalité
- action sociale
- entreprise d'économie sociale
- Italie
- activité de service
- coopérative sociale

Bartus, P. 1999. « L'avenir des coopératives en Europe centrale et orientale. » *RECMA*, 271:57-63.

« Des années de gestion étatique et planifiée ont déconsidéré les coopératives en Europe centrale et orientale; cependant le groupement coopératif reste un rempart effectif aux difficultés économiques et sociales des personnes les plus modestes. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- prospective
- Hongrie

Beaupré, Viateur. 1994. « L'utilisation de la formule coopérative d'habitation pour loger les personnes âgées suivi du rapport d'enquête. » Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

Notre document est subdivisé en 4 chapitres. Le chapitre 1 est consacré à décrire la problématique de l'habitation chez les personnes âgées et d'appuie, entre autres, sur les résultats de l'enquête que nous avons menée auprès des personnes âgées des municipalités de Roberval et de Métabetchouan. Le chapitre 2 présente le modèle que nous avons développé avec les personnes âgées du milieu robervalois et montre l'évolution que ce modèle a connue entre le début et la fin de notre travail. Le chapitre 3 fait état de l'expérimentation et des obstacles que nous avons connu dans l'implantation de ce modèle. Le chapitre 4 est consacré à dégager ce que nous apprenons dans cette expérimentation.

**Mots clés :**

- logement social
- personnes âgées
- coopérative d'habitation

Bérard, Johanne. 2000. « Gouvernance, coopérative et développement local : Caisse Desjardins Préfontaine-Orléans et collectivité locale (Hochelaga-Maisonneuve). » CRISES, Montréal, No 0006.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/c2000/ces006.htm>)

Cette étude explore la relation entre la gouvernance coopérative et le développement local au travers l'analyse du rapport entre une coopérative financière et sa collectivité locale. Le cas étudié est celui de la Caisse populaire Desjardins Préfontaine-Orléans et la collectivité d'Hochelaga-Maisonneuve. Les données ont été collectées en 1999 et l'analyse complétée en 2000.

**Mots clés :**

- organisation communautaire
- Québec
- Montréal
- études de cas
- banques
- service à la clientèle
- développement communautaire
- caisses d'épargne et de crédit
- gestion
- participation du personnel

BIT, Bureau international du travail. 2000. « Promotion des coopératives : cinquième question à l'ordre du jour. » Genève, V (1).

Diverses normes internationales du travail se réfèrent directement ou indirectement aux coopératives, mais le seul instrument détaillé est la recommandation no 127. D'autres instruments - convention (no 141) et recommandation (no 149) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975, recommandation (no 169) concernant la politique de l'emploi (disposition, complémentaires), 1984, et convention (no 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989 - montrent comment certains groupes peuvent s'organiser, notamment dans le cadre des coopératives, et à quelles fins celles-ci peuvent être utilisées par leurs membres ou encore pourquoi les groupes minoritaires dont le mode de vie et la culture diffèrent de ceux de la majorité de la société doivent être protégés lorsqu'ils mettent sur pied des associations d'auto-assistance, notamment des coopératives.

**Mots clés :**

- coopérative
- développement
- développé
- gouvernemental
- industrialisé
- monde
- national
- pays
- politique
- programme
- région
- société
- sous-développé
- tiers-monde
- voie

Bordeleau, Danièle et Jean Lemire. 1993. « La formule coopérative : outil de réinsertion sociale pour personnes marginalisées. » IRECUS.

Dans quelle mesure la formule coopérative peut-elle être un outil de réinsertion sociale pour des personnes très marginalisées ? Pour être en mesure de répondre à cette question qui est l'objet de cet essai, nous nous sommes impliqués dans un premier temps au sein de l'organisme Synapse du Québec et par la suite à la coopérative l'Entre Main. La première partie de cet essai sera consacrée à la problématique de l'itinérance. Nous verrons par l'analyse des impacts socio-économiques les incidences de l'itinérance sur la société au niveau de la santé physique et mentale, du travail, de la justice et de la dignité humaine. Afin de cerner la problématique dans son ensemble, nous avons examiné la majorité des statistiques reliées à l'itinérance ainsi que les différentes solutions proposées.

**Mots clés :**

- insertion sociale
- recherche-action
- impact social
- coopérative de travail
- étude de cas
- fonctionnement
- émergence
- statut juridique

Borzaga, C. 1996. "Social Cooperatives and Work Integration in Italy / Les coopératives sociales et l'insertion par le travail en Italie." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 67, 2:209-233.

« Analyse de l'origine et de l'évolution des coopératives sociales d'insertion par le travail en Italie. Les résultats d'études récentes permettent de dresser les caractéristiques de cette forme entrepreneuriale ainsi que ses forces et faiblesses. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- insertion sociale
- Italie
- coopérative sociale

Bouchard, Marie. 1997. « Les coopératives de la troisième vague : une réponse à la crise ? L'innovation sociale dans les secteurs coopératifs de l'habitat et du travail. » *Économie et solidarités* 28, 2:141-148.

**Mots clés :**

- coopératives de la troisième vague
- innovation sociale
- coopératives d'habitation
- coopérative de travail
- insertion sociale

Camus, Annie. 2001. « Coopératives financières, cohésion sociale et territoire : la Caisse populaire Desjardins Allard-St-Paul issue de fusions de caisses dans l'arrondissement Sud-Ouest (Montréal). » CRISES, Montréal, ES 0106.

**Mots clés :**

- coopératives financières
- cohésion sociale
- territoire
- Caisse populaire Desjardins Allard-St-Paul
- fusions
- Sud-Ouest (Montréal)

Chouinard, Omer, Pierre-Marcel Desjardins, Éric Forgues, et Ugo de Montigny. 2001. « Coopératives financières, cohésion sociale et territoire : la Caisse populaire Moncton-Beauséjour et la Caisse populaire de Néguaac issues de fusions de caisses milieux urbain et rural. » CRISES, Montréal, cahier numéro ES 0107.

**Mots clés :**

- coopératives financières
- cohésion sociale
- territoire
- Caisse populaire  
Moncton-Beauséjour
- Caisse populaire de Néguaç
- fusions
- milieux urbain
- milieux rural

CIRIEC. 1994. « 4<sup>e</sup> conférence européenne de l'économie sociale . Bruxelles, 8, 9 et 10 novembre 1993. » CIRIEC, Liège.

« Le thème central de cette 4<sup>e</sup> conférence européenne de l'économie sociale fut 'la contribution des coopératives mutualités associations à la cohésion sociale et au développement économique de l'Europe'. Compte rendu des séances et synthèse des différents carrefours au cours desquels furent abordés entre autres :- recherche et valeurs de l'économie sociale - les stratégies d'alliance des associations des coopératives et mutualités - les coopératives mutualités, associations et le développement régional - les solutions mises en place par les coopératives mutualités et associations pour assurer leur financement... »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- association
- financement
- insertion sociale
- assurance mutuelle
- France
- économie sociale
- congrès
- entreprise d'économie sociale
- recherche
- protection sociale

Comeau, Yvan. 1994. « Vie quotidienne et participation aux associations : coopératives, organisme à but lucratif, ONG et syndicat. » Chaire de coopération Guy-Bernier, 063.

Ce cahier présente une recherche portant sur les facteurs favorables à la participation des personnes dans diverses organisations: une coopérative de consommation (club alimentaire), une coopérative de travail, un organisme à but non lucratif (regroupement de sans emploi), une organisation non gouvernementale (ONG) vouée à la solidarité internationale et un syndicat de travailleuses dans un magasin à rayons. Cette enquête s'appuie sur les récits de vie associative

de 27 personnes et elle s'inspire d'une sociologie critique de la vie quotidienne. Celle-ci complète les théories ponant sur la participation aux associations, c'est à dire les théories de la privation, de la société de masse et de la mobilisation des ressources. Six concepts regroupent les processus névralgiques de la participation aux associations communautaires: la démocratie, la sociabilité, la cohésion idéologique, le sens collectif à la solidarité, l'information et la vie quotidienne.

**Mots clés :**

- vie quotidienne
- participation
- associations
- coopératives
- organisme à but lucratif
- ONG
- syndicat

Conférence européenne de l'économie sociale. 1993. « Contribution des coopératives, mutualités et associations à la cohésion sociale et au développement économique de l'Europe : compte-rendu. » Bruxelles, Belgique: CIRIEC.

Dansereau, Francine, Anne-Marie Séguin, Daniel Leblanc, et INRS-Urbanisation. 1995. « La cohabitation interethnique dans l'habitat social au Québec. » Société d'habitation du Québec, Montréal.

Dans les ensembles diversifiées sur le plan ethnoculturel, cette relative rareté de l'offre de logement sociaux affecte-t-elle de manière particulière les perceptions que les ménages ont de leur situation, de celle de leurs voisins et des échanges qu'ils ont avec eux? Cette question traverse l'ensemble de ce rapport de recherche, qui porte sur la 'cohabitation interculturelle et l'insertion locale dans les projets d'habitation sociale à plus ou moins forte composante ethnique'.

**Mots clés :**

- cohabitation
- coopérative
- habitat
- HLM
- interethnique
- logement
- loyer
- modéré
- modique
- province
- public
- Québec
- social

Darhouani, Lahcen. 1999. *La fille préférée d'Alphonse Desjardins ou l'histoire de la caisse populaire Desjardins de Lauzon, 1902-1995*. Sainte-Foy: Éditions MultiMondes.

La Caisse populaire Desjardins de Lauzon, fondée le 2 juillet 1902 sous le nom de la Caisse populaire de Saint-Joseph de Lévis, est une coopérative d'épargne et de crédit dont la mission est d'aider les groupes sociaux défavorisés à mieux traverser les moments difficiles et de promouvoir leurs intérêts. Durant les périodes de prospérité, cette coopérative encourage l'épargne locale et vient en aide à ses sociétaires en leur accordant des petits prêts, essentiellement destinés à favoriser la production dans les secteurs de la petite industrie et de l'agriculture. En gérant ces deux opérations (l'épargne et le crédit), la caisse stimule les activités économiques de son milieu, favorisant ainsi la prospérité de toute la communauté et contribuant à la promotion des principes de la coopération.

**Mots clés :**

- caisse
- crédit
- Desjardins
- épargne
- histoire
- Lauzon
- Lévis
- populaire
- province
- Québec

Demoustier, D. 1997. « Intégration et insertion au travail dans les coopératives et associations françaises. In : Anuario de Estudios Cooperativos. » p. 123-135. Bilbao.

« En raison de la dérégulation de plus en plus grande du marché du travail qui induit chômage, précarité et dépendance, associations et coopératives s'attachent à développer une nouvelle fonction : l'insertion économique avec l'appui des pouvoirs publics. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- insertion sociale
- France
- association intermédiaire
- innovation sociale

Fourel, Christophe. 2001. *La nouvelle économie sociale : efficacité, solidarité et démocratie*. Paris: Syros.

Ce livre paraît alors que nous célébrons en France le centenaire de la loi de 1901 sur la liberté d'association. Depuis un siècle, c'est dans le cadre de cette grande loi de liberté que des espaces de solidarité en constant renouvellement se sont ouverts au sein de notre démocratie. Les associations - mais aussi les mutuelles et les coopératives - ont été et demeurent des pionnières de l'économie sociale. Depuis les activités sanitaires et sociales jusqu'à l'éducation populaire et l'aide au logement, en passant par la protection des consommateurs, les loisirs, la culture et le sport, la lutte contre les exclusions, l'insertion par l'économie, l'offre de services et la diffusion de l'information, les champs d'action et les modalités d'intervention des associations se sont multipliés.

**Mots clés :**

- coopérative
- économie
- Europe
- gouvernemental
- politique
- social
- solidarité
- syndicalisme

Fusulier, Bernard et Ghislaine Weissgerber. 2002. « Solidarités intergénérationnelles et économie sociale. » *Travail social dans le monde*, 1-2:11-21.

La Fondation Travail-Université (Belgique) a mis au point un programme de recherche et de réflexion autour du concept de « solidarité intergénérationnelle » qui, petit à petit, a pris la forme d'un « projet intergénérationnel pour le développement de l'économie sociale » (PIDES). La finalité du PIDES est de promouvoir des projets où des aînés sortis du circuit du travail (pensionnés et pré-pensionnés) soutiennent des jeunes peu qualifiés en vue de leur insertion socioprofessionnelle. Cet article ouvre des perspectives d'action et alimente le débat sur les solidarités intergénérationnelles qui prend aujourd'hui vigueur sur la place publique.

**Mots clés :**

- économie sociale
- solidarité
- personne âgée
- jeune

Huot, Geneviève. 2000. « Coopératives financières, cohésion sociale et territoire : la Caisse populaire Desjardins de Kildare issue de fusions de caisses dans Lanaudière. » CRISES, Montréal, ES-0105.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/c2000/ces0105.htm>)

Cette étude de cas fait partie de la recherche « Coopératives financières et cohésion sociale : quelle interface dans le nouveau territoire local ? ». L'objectif est de voir comment des services financiers de proximité ont aussi une fonction de cohésion sociale en plus de leur fonction économique. Plus précisément, la question est de savoir comment des caisses populaires qui fusionnent arrivent encore (ou non) à contribuer à la cohésion sociale d'un territoire lui-même en transformation. Une double mouvance est ainsi à l'étude : celle de la reconfiguration des caisses populaires et celle de la redéfinition des territoires locaux. Le cas étudié est celui de la 'nouvelle' caisse populaire Desjardins de Kildare issue de trois fusions, impliquant quatre caisses populaires à territoire municipal, et qui adhère à un Centre financier aux entreprises (CFE). Le territoire qu'elle dessert avec ses quatre centres de services (incluant le principal au siège social de la caisse) est à cheval sur trois municipalités régionales de comté (MRC) : Matawinie, Montcalm et Joliette. Les deux premières comptent chacune un centre de service de la caisse de Kildare tandis que la MRC de Joliette est celle où l'on trouve les deux autres, incluant le siège social de la caisse. Le CFE auquel la caisse adhère est situé dans la MRC de Joliette, plus précisément dans la ville de Joliette qui ne fait pas partie du territoire de la caisse.

**Mots clés :**

- développement communautaire
- Québec
- Lanaudière
- études de cas
- caisses d'épargne et de crédit
- fusion

Inaise, International Association of Investors in the Social Economy. 2000. *Banques et cohésion sociale*. Paris: Éditions Charles Léopold Mayer.

« Au travers d'une trentaine de contributions cet ouvrage donne un aperçu des solutions qui se sont dégagées depuis 20 ans dans le monde pour répondre à la demande d'accès au crédit de diverses catégories de populations réputées insolvables : micro-finance banque éthique coopératives d'épargne loi sur le réinvestissement communautaire (CRA) aux USA... »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- financement
- action sociale
- France
- sociétariat
- solidarité
- développement local
- économie sociale
- banque
- mutualiste
- coopérative
- micro credit
- marketing social
- coopérative de credit

Energy Pathways Inc., Fédération canadienne des municipalités, et Société canadienne d'hypothèques et de logement. 1997. « La planification des ensembles d'habitations communautaires. » Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa, Le guide qui a résulté de ce projet intitulé *Planning for Cohousing : Cohousing and the Municipal Planning Process*, présente une description de l'habitation communautaire pour aider les urbanistes municipaux à comprendre le concept. Le guide dresse aussi les grandes lignes du processus de planification urbaines pour les groupes d'habitation communautaire, ainsi que la stratégie pour l'établissement d'un rapport de collaboration avec les fonctionnaires municipaux et les voisins. L'éducation et l'application des principes écrits dans ce guide peuvent aider à simplifier le processus d'approbation des projets d'habitation communautaire et favoriser l'amélioration des choix du logement dans les collectivités de toutes les régions du Canada.

**Mots clés :**

- agglomération
- communautaire
- coopératif
- coopératives
- habitation
- logement
- métropolitain
- région
- Toronto

Itcaina, Xabier. 2002. « Catholicisme, économie identitaire et affinités électives : les coopératives basques comme groupements volontaires utopiques. » *Social-compass* 3, 49:393-411.

**Mots clés :**

- christianisme
- utopie
- identité
- catholicisme
- basque français
- coopérative de production

L'Heureux, Pierre et Albert Desbiens. 1995. *Un cheminement exemplaire : la caisse populaire Notre-Dame-Du-Foyer, cinquante années de coopération et d'engagement communautaire : 1945-1995*. Montréal: Caisse populaire Notre-Dame-Du-Foyer.

Université du Québec à Montréal, Chaire de Coopération-Guy Bernier.

De 1945 à 1995, la caisse Notre-Dame-du-Foyer a continuellement démontré qu'elle attachait une importance toute particulière aux affaires de la paroisse et du quartier tout en contribuant généreusement à des projets communautaires et d'entraide.

**Mots clés :**

- caisse
- coopérative
- crédit
- épargne
- histoire
- Notre-Dame-du-Foyer
- populaire
- province
- Québec

Mager, Lucie. 2001. « Coopératives financières cohésion sociale et territoire : la Caisse populaire Desjardins Saint-Patrice de Magog issue de fusions de caisses dans la MRC Memphrémagog. » CRISES, Montréal.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/c2000/ces0104.htm>)

Le Mouvement des caisses Desjardins a entrepris non seulement une réingénierie de ses processus mais aussi une restructuration à la fois au sommet (fédération unique) et à sa base, dans son réseau. Les fusions de caisses amènent des caisses plus grosses chapeautant des centres de services aux particuliers. Les conseillers financiers pour les entreprises sont regroupés dans des centres financiers pour les entreprises (CFE). Dans ce contexte, qu'en est-il de l'arrimage entre la 'nouvelle caisse' et le 'nouveau local'? Comme entreprise, comment la

nouvelle coopérative financière répond-elle aux besoins en services financiers de son milieu (particuliers, entreprises) ? Comme association, comment sa nouvelle gouvernance combine-t-elle l'ancien et le nouveau ; quel est son arrimage aux nouveaux réseaux supra-locaux ? Enfin, quel est son rapport au développement du milieu (secteurs et projets structurants, etc.) ? Organisation à dimension collective, comment la caisse populaire Desjardins participe-t-elle à la production de cohésion sociale ? C'est dans cette perspective que sont présentés ici les résultats d'une étude de cas dans la municipalité régionale de comté (MRC) Memphrémagog : celui de la nouvelle Caisse populaire Desjardins Saint-Patrice de Magog, issue des fusions des caisses d'Eastman et de Mansonville avec la caisse Saint-Patrice de Magog.

**Mots clés :**

- caisses d'épargne et de crédit
- Fusion
- aspect économique
- Québec
- Memphrémagog
- développement communautaire
- études de cas

Malo, Marie-Claire, Benoît Lévesque, Omer Chouinard, Pierre-Marcel Desjardins, et Éric Forgues. 2001. « Coopératives financières, cohésion sociale et nouveau territoire local à l'ère de la mondialisation. » Copublication du Crises et la Chaire des caisses populaires acadiennes d'études coopératives de l'Université de Moncton, Montréal, No 0108.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cadis.htm>)

Cinq études de cas ont été réalisées en faisant ressortir quatre aspects : le rapport au territoire, la caisse comme entreprise, la caisse comme association, le rapport au développement du milieu. La synthèse livrée dans le présent rapport, tout en tenant compte de ces quatre aspects, fait plus spécifiquement ressortir cinq dimensions de l'identité des coopératives financières sous l'angle de la cohésion sociale : la territorialité locale, l'accessibilité aux services financiers, l'employabilité des travailleuses déclassées par les changements, la démocratie dans les nouvelles caisses et leur connectivité aux réseaux locaux du développement économique, social et communautaire.

**Mots clés :**

- Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins
- réingénierie organisationnelle
- études de cas
- changement organisationnel
- intégration sociale

—. 2002. « Coopératives financières et cohésion sociale : quelle interface dans le nouveau territoire local à l'ère de la mondialisation ? » CRISES, Secrétariat aux coopératives, Montréal.

([http://www.agr.gc.ca/policy/coop/malo\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/malo_f.phtml))

Cinq études de cas ont été réalisées en faisant ressortir quatre aspects : le rapport au territoire, la caisse comme entreprise, la caisse comme association, le rapport au développement du milieu. La synthèse livrée dans le présent rapport, tout en tenant compte de ces quatre aspects, fait plus spécifiquement ressortir cinq dimensions de l'identité des coopératives financières sous l'angle de la cohésion sociale : la territorialité locale, l'accessibilité aux services financiers, l'employabilité des travailleuses déclassées par les changements, la démocratie dans les nouvelles caisses et leur connectivité aux réseaux locaux du développement économique, social et communautaire.

**Mots clés :**

- coopératives financières
- cohésion sociale
- mondialisation
- développement local

Mendez, A et N Richez-Battesti. 1999. « Faire métier de l'argent dans une banque de l'économie sociale : Vecteur de lien social ou instrument stratégique ?; Pratiques sociales de l'argent. » *Revue internationale de psychosociologie* 13, 5 : 165-176, 216, 221-222 [15 p.].

**Mots clés :**

- argent
- monnaie
- milieu professionnel
- environnement social
- banque
- organisation sociale
- milieu culturel
- France
- homme
- Europe occidentale

Meusy, J. J. 2001. *La Bellevilloise (1877-1939 : une page de l'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*. Paris : CREAPHIS.

« Histoire de la coopérative la Bellevilloise : fondée dans le nord-est de Paris en 1877 autour de la distribution de produits de consommation elle a progressivement développé des oeuvres sociales culturelles et éducatives très étendues. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- histoire
- France
- coopérative de consommateurs d'usagers

Morin, Richard, Marie-J. Bouchard, Nathalie Chicoine, et Winnie Frohn. 1999. « Problématique d'insertion et logement communautaire : enquête dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal. » Chaire de coopération Guy-Bernier, 107.

La présente étude vise à vérifier, à la demande d'intervenants du quartier, dans quelle mesure il serait opportun d'impliquer les résidants sans occupation stable (SOS) des logements communautaires du quartier Hochelaga-Maisonneuve, en particulier des jeunes et des femmes monoparentales, dans un parcours d'insertion socio-économique qui contribuerait à la revitalisation du quartier. L'enquête qui a été menée à l'été 1998 aborde les rapports de ces résidants au logement, au voisinage et au quartier de même que leur trajectoire sur le plan de la formation et leur itinéraire eu égard au marché du travail. Les résultats font ressortir un degré élevé de satisfaction résidentielle et d'attachement au quartier, un grand intérêt pour des formations et des stages donnant accès à un emploi et le souhait exprimé par plus de la moitié des répondants SOS de demeurer dans le quartier même si leurs revenus augmentaient. Ces faits saillants militent en faveur d'une intervention auprès des occupants du parc de logements communautaires du quartier Hochelaga-Maisonneuve, en particulier auprès des jeunes et des femmes responsables de familles monoparentales, dans une double perspective d'insertion socio-économique et de revitalisation du quartier.

**Mots clés :**

- insertion
- logement communautaire
- Hochelaga-Maisonneuve
- Montréal

Normark, P. 1996. "A Role for Cooperatives in the Market Economy - Le rôle des coopératives dans l'économie de marché." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 67, 3:429-439.

«Pour l'auteur les coopératives doivent jouer un rôle important dans la variété des formes organisationnelles qui composent l'économie de marché. Le développement de nouvelles coopératives est très lié aux réseaux sociaux existant déjà dans l'environnement local.»

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- théorie économique
- mouvement coopératif
- économie de marche

Pasquet, Laure, Johanne Bérard, et sous la direction de Marie-Claire Malo. 2000. « Gouvernance coopérative et développement local : la Caisse populaire Desjardins d'Oka et sa collectivité. » CRISES, Montréal, ES-0005.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/c2000/ces005.htm>)

Cette étude explore la relation entre la gouvernance coopérative et le développement local au travers l'analyse du rapport entre une coopérative financière et sa collectivité locale ou supra-locale. Le cas est celui de la Caisse populaire Desjardins d'Oka et sa collectivité. Les données ont été collectées en 1999 et l'analyse a été complétée en 2000. Après avoir brièvement situé Oka, la collectivité locale est présentée en traitant des trois municipalités où la caisse est présente. La troisième partie porte sur la perception des acteurs face au développement local futur. Les acteurs considérés sont à la fois ceux de la gouvernance coopérative (la caisse) et ceux de la gouvernance locale (pouvoirs publics municipaux) et supra-locale : Centre local de développement (CLD) / Municipalité régionale de comté (MRC). La situation des services financiers fait l'objet de la quatrième section. La cinquième permet de faire les liens entre les institutions financières, plus particulièrement la caisse, et le milieu. L'avenir de la coopérative financière est ensuite pris en compte dans le contexte de la réingénierie et de la restructuration des caisses Desjardins. Enfin, dans les septième et huitième sections sont présentées les conséquences appréhendées des transformations de la caisse et les solutions envisagées par les acteurs de la caisse et du milieu.

**Mots clés :**

- organisation communautaire
- Québec
- Oka
- études de cas
- banques
- service à la clientèle
- développement communautaire
- caisses d'épargne et de crédit
- gestion
- participation du personnel

Pezzini, E. 2002. « La place du milieu associatif dans la protection sociale. » *Problèmes économiques*, 2770:6-10.

« Les coopératives sociales italiennes reconnues par la loi de novembre 1991 jouent un rôle primordial dans le domaine de la protection sociale et de la réinsertion ; d'autres pays mènent des expériences similaires : la Belgique (société à finalité sociale), le Portugal (coopérative de solidarité sociale), l'Espagne (coopérative d'initiative sociale) et la France (SCIC) »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- protection sociale
- Italie

Saucier, Carol, Raymond Beaudry, et Claude Denis. 2002. « Entre l'enthousiasme et l'inquiétude. » CRISES, Montréal, 0208.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2002/0208.PDF>)

La question de recherche centrale que nous nous sommes posée est la suivante : Les coopératives et organismes à but non lucratif peuvent-ils contribuer à reconstruire la cohésion

sociale ? Nous répondons oui, mais certaines entreprises éprouvent des difficultés à réaliser cet objectif. Nous allons préciser notre pensée.

**Mots clés :**

- coopératives d'utilisation de matériel agricole
- Québec Province
- rentabilité
- personnel
- participation à la gestion
- économie social
- participation sociale
- solidarité

Saucier, Carol et Nicole Thivierge. 2002. « Lien social et développement économique : l'économie sociale au Bas-Saint-Laurent. » CRISES, Montréal, cahier numéro 0201.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2002/c0201.PDF>)

La première partie de ce cahier sera centrée sur la trame conceptuelle de notre réflexion au travers de laquelle nous remettrons en perspective la distinction communauté/société. Les limites de cette distinction, la crise contemporaine de la modernité s'accompagnant d'une crise de la solidarité et des liens sociaux, nous amèneront sur le terrain de l'émergence possible de nouvelles formes communautaires. En deuxième partie, en nous appuyant sur de nombreuses données empiriques de recherche, nous chercherons à décrire comment l'économie sociale produit elle-même du lien social et économique. En cela, et ce sera la troisième et dernière partie, les pratiques contemporaines d'économie sociale seront envisagées comme le terreau de l'apparition de nouvelles formes de liens communautaires.

**Mots clés :**

- économie sociale
- Québec Province
- Bas-Saint-Laurent
- Gaspésie

Schryve, F. Agence régionale de développement ARD. 1997. « L'économie sociale dans la région Nord-pas-de-Calais. » Agence régionale de développement ARD.

« Portrait de l'économie sociale dans le Nord : - le poids économique (100 000 salariés)- les différents secteurs (associations coopératives de production mutuelles établissements de crédit entreprises d'insertion...). »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- SCO
- association
- assurance mutuelle
- France
- développement local
- mutualité
- économie sociale
- banque mutualiste coopérative
- association intermédiaire
- Nord-Pas-de-Calais
- secteur coopératif

St-Pierre, Majella. 1998. « Développement local et développement coopératif. » *L'action nationale* LXXXVIII, 3:31-45.

Majella St-Pierre estime que notre société traverse une triple crise : une crise de l'emploi, une crise du travail et une crise de l'État. Cette triple crise a fait en sorte que les sources traditionnelles de développement économique qu'étaient l'entreprise par l'investissement et l'État par le programme ciblé et normatif ont été remis en question. Les solutions à cet ensemble de crises doivent donc être globales. La stratégie appliquée par les groupes qui animent le développement local est une stratégie d'« empowerment », qui tente d'inverser le processus d'appauvrissement du milieu et d'exclusion des citoyens. Recréer un carrefour solidaire de réseaux locaux, donner une voix aux sans voix, permettre la participation aux décisions, fournir des conditions pour s'attaquer aux causes individuelles et collectives de la pauvreté, soutenir les initiatives de création d'emplois constituent les principaux axes de l'intervention en développement local. Majella St-Pierre note que si la philosophie coopérative prône une approche globale de développement des personnes, elle n'a pas la prétention ni les outils pour assurer le développement complet d'un milieu comme on l'aborde en développement local.

**Mots clés :**

- développement local
- développement coopératif
- crise
- modèle de développement
- insertion sociale

#### 4.5. Innovation sociale (n : 33)

Arnau, F. 1999. « Fonctions sociales des coopératives des mutuelles et des associations, fondements de l'économie sociale Européenne. » Conseil de l'Europe, Bruxelles.

« Dans le cadre de la mondialisation et de la transition à l'économie de marché des pays de l'Europe de l'Est ce texte présente en premier lieu une redéfinition de la mission et des structures de l'économie sociale puis propose un ensemble de mesures destinées à créer un environnement favorable au développement des organismes qui la composent. »

(<http://experts.ceges.org/>)

##### Mots clés :

- Europe
- coopérative
- statistique
- association
- action sociale
- France
- sociétariat
- mondialisation
- économie sociale
- théorie
- société mutualiste
- définition
- Pologne
- Bulgarie

Bergeron, M. Y. et D. Martel. 1995. « Une proposition d'innovation de financement : le fonds de placement en coopératives. » *RECMA*, 256 : 73-80.

« Présentation d'un dispositif Québécois original : le Fonds de Placement en Coopératives FPC; institut financier de statut non coopératif le FPC offre selon les deux auteurs québécois la possibilité d'améliorer la capitalisation tout en respectant les valeurs coopératives créant en outre une émulation entre les coopératives elles-mêmes pour s'approprier une partie des fonds générés. »

(<http://experts.ceges.org/>)

##### Mots clés :

- coopérative
- financement
- instrument financier
- Québec

Bergeron, Michel et Denis Martel. 1993. « Vers une stratégie financière pour les coopératives. » Université de Sherbrooke, Institut de recherche et d'Enseignement pour les coopératives.

Le but de ce document est de susciter une réflexion sur la démarche à adopter pour la mise en place d'un processus d'innovation financière pour les coopératives. L'objectif est de définir les étapes inhérentes au processus (stratégie coopérative d'innovation financière), cerner ses difficultés et identifier les conditions à réunir pour que la mise en place d'une stratégie coopérative à ce niveau s'avère un succès.

**Mots clés :**

- commun
- coopérative
- financement
- financier
- fonds
- innovation
- instrument
- mutuel
- placement
- société

Bouchard, Marie. 1997. « Les coopératives de la troisième vague : une réponse à la crise ? L'innovation sociale dans les secteurs coopératifs de l'habitat et du travail. » *Économie et solidarités* 28, 2:141-148.

**Mots clés :**

- coopératives de la troisième vague
- innovation sociale
- coopératives d'habitation
- coopérative de travail
- insertion sociale

—. 2001. « Le logement coopératif au Québec : entre continuité et innovation. » Cahiers de l'ARUC-ÉS, Montréal, R-01-2001.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-01-2001.PDF>)

Témoin et révélateur des transformations du Québec depuis une trentaine d'années, le mouvement des coopératives d'habitation locative (CHL) répond à des besoins non pourvus par le marché ou par le secteur public, non seulement en termes d'accessibilité au logement, mais aussi en termes de démocratisation du milieu de vie. Leurs traits particuliers proviennent à la fois des apprentissages faits par les générations précédentes de coopératives et des aspirations nouvelles qui se faisaient jour dans les mouvements de citoyens au tournant des années 1970. Leur mode de fonctionnement est également en partie déterminé par les rapports

qu'elles entretiennent avec l'État. Bien qu'il ait favorisé la création de plus de 1 000 coopératives d'habitation au Québec, cet arrangement laisse aujourd'hui le mouvement des coopératives d'habitation face au problème de sa continuation. Les défis rencontrés relèvent à la fois de la forme particulière qu'ont pris les CHL au Québec, de l'évolution de la politique d'habitation, et des nouveaux besoins qui apparaissent chez les populations visées par leur intervention. Les conséquences se font sentir sur les populations des CHL, sur le mode et sur le rythme de production des CHL, ainsi que sur les capacités des CHL existantes d'assurer leur pérennité. La conjoncture actuelle mène entre autres à revoir la place et le rôle des intermédiaires, à porter une attention plus grande aux externalités positives produites par les CHL, et à penser les mécanismes d'autorégulation du secteur.

**Mots clés :**

- logement coopératif
- Québec

CJDES, Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale. 1993. « Troisième rendez-vous de printemps de l'économie sociale du 25 au 27 mars 1992 « Innovation et économie sociale ». MESNIL: CJDES.

« Dossier du colloque du CJDES sur l'innovation et l'économie sociale. Ce dossier comporte une étude de Hgues Sbille sur le développement local; une présentation de vvf du groupe uni mutualité et l'association ADAI ainsi qu'un texte sur les coopératives agricoles en Provence, Alpes, Côte d'Azur et sur les innovations sociales dans les SCOP. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- développement local
- économie sociale
- congrès
- tourisme social
- vie économique locale
- innovation sociale

Coat, Paul. 2001. « Les restaurants de l'arsenal : Dis-moi ce que tu manges. » *Les cahiers de l'Iroise*, 189:14-19.

**Mots clés :**

- base morphologique en ethnologie
- Europe occidentale
- France
- Bretagne
- Brest
- 19<sup>e</sup> siècle et 20<sup>e</sup> siècle
- histoire sociale
- chantier naval
- restaurant
- ouvrier
- alimentation
- repas
- vie quotidienne
- culture ouvrière
- coopérative
- arsenal

Da Silva, S. 1995. « Colloque économie sociale et innovation. » in *Colloque économie sociale et innovation: Vie-sociale*.

**Mots clés :**

- structure sociale
- innovation sociale
- innovation
- financement
- économie sociale
- fonds communs

Defourny, J. 1994. « Coopératives de travail : une recherche foisonnante et novatrice. » *JURIS Associations*, 253-254:23-35.

« Présentation des principales tendances de la recherche menée sur les coopératives de travailleurs depuis une vingtaine d'années. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- recherche

Demoustier, D. 1997. « Intégration et insertion au travail dans les coopératives et associations françaises. In : Anuario de Estudios Cooperativos. » pp. 123-135. Bilbao.

« En raison de la dérégulation de plus en plus grande du marché du travail qui induit chômage, précarité et dépendance, associations et coopératives s'attachent à développer une nouvelle fonction : l'insertion économique avec l'appui des pouvoirs publics. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- insertion sociale
- France
- association intermédiaire
- innovation sociale

—. 1999. « L'économie sociale et les transformations de l'emploi – 14<sup>e</sup> colloque de l'ADDES 28 janvier 1999. » ADDES, Nanterre, « L'économie sociale participe à l'émergence et à la définition de nouveaux services supports des emplois de demain. En Europe on assiste à un double mouvement :- de diffusion de structures intermédiaires à l'image de ce qui s'est constitué en France dans les années 80 - de création de postes de travail pérennes à l'intention des personnes peu qualifiées, encouragées à suivre des parcours de professionnalisation dans des associations des coopératives des unions mutualistes. À travers ces initiatives, les entreprises d'économie sociale mettent en avant les principes de solidarité et de démocratie pour répondre à 3 ou 4 des axes définis par les pactes nationaux pour l'emploi : employabilité adaptabilité et esprit d'entreprise. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- France
- solidarité
- emploi
- entreprise d'économie sociale
- création d'emploi

Dousset, E. 1998. « L'association des utilisateurs de GEAC : Club de discussion ou coopérative de consommateurs ? Bibliothécaire : acteur du changement. » *Bulletin d'informations Association des bibliothécaires français*. Paris, France, *patr.*, 180:23-24.

**Mots clés :**

- association consommateurs
- système informatique
- gestion bibliothèque
- historique
- fonctionnement
- GEAC

Duchesne, Karine et Marie Malavoy. 2002. « Coopérative de services à domicile de l'Estrie : monographie d'une entreprise d'économie sociale en aide domestique. » Université du Québec à Montréal/Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales-LAREPPS, Montréal, No 02-06.

Ce cahier présente les résultats d'une recherche de type monographique sur la Coopérative de services à domicile de l'Estrie, une entreprise d'économie sociale en aide domestique implantée à Sherbrooke. Fondée en 1989, la Coopérative entreprend véritablement ses activités en 1990 et se développe au fil des ans selon différentes phases qui façonneront son quotidien. Cette coopérative d'usagers compte, en date de juillet 2001, 131 employés dont une très grande majorité de femmes. La Coopérative de services à domicile de l'Estrie a connu un essor fulgurant depuis 1998. En l'an 2000, l'entreprise effectue 125 880 heures de services. Dans un premier temps, nous nous attarderons aux conditions d'émergence de cette entreprise et nous présenterons ses acteurs. Par la suite, cette recherche met en lumière les dimensions institutionnelle et organisationnelle de la Coopérative. Enfin, cette étude permet de tracer un bilan et met ainsi en perspective certains éléments dont le processus d'institutionnalisation de la Coopérative de même que des enjeux reliés à l'économie sociale.

**Mots clés :**

- domestique
- domicile
- économie
- entreprise
- Estrie
- province
- Québec
- service
- social
- travail

Duke, Jim, Sue MacLoed (Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine). 1995. « Se loger à bon compte : guide sur le logement abordable grâce à l'autoconstruction collective. » Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa.

De nombreux ménages canadiens éprouvent de la difficulté à trouver le type de logement dont ils ont besoin à un prix abordable. L'autoconstruction, connue également sous l'expression « mise de fonds en travail », est une solution possible au problème de logement, en particulier lorsqu'elle est retenue par un groupe de personnes qui mettent en commun leurs idées, leurs compétences et leur enthousiasme, et s'engagent à réaliser leur rêve. Par autoconstruction, on entend les méthodes grâce auxquelles les futurs occupants contribuent par leur travail à la construction de leur logement.

**Mots clés :**

- auto-construction
- Canada
- collectivité
- communautaire
- coopératif
- coopérative
- développement
- habitation
- local
- logement
- organisation

Favreau, Louis. 2003. « La lutte contre la pauvreté aujourd'hui : quelle(s) stratégie(s)? » ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/I-02-2003.pdf>)

« Les initiatives de lutte contre la pauvreté au Québec dans les deux dernières décennies ont été particulièrement innovantes, notamment celles qui relèvent de l'économie sociale, de l'insertion socioprofessionnelle et du développement économique communautaire. Pratiques innovantes parce que les partenariats locaux et régionaux qu'elles ont suscités de même que les nouvelles politiques publiques qu'elles ont contribué à générer constituent des paramètres de base d'une intervention à la recherche de nouvelles réponses à la 'question sociale'. Dans une perspective plus large, ces innovations offrent également l'occasion d'une réflexion sur le renouvellement du modèle québécois de développement. »

**Mots clés :**

- lutte contre la pauvreté
- stratégie

Fontan, Jean-Marc, Benoît Lévesque, et Juan-Luis Klein. 2002. « Actes de colloque Rendez-vous Montréal 2002. Les initiatives de reconversion industrielle à partir de la société civile. »

116 p. in *Rendez-vous Montréal 2002. Les initiatives de reconversion industrielle à partir de la société civile*, no T-02-2003, cahiers de l'ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-02-2003.pdf>)

L'objectif central du colloque était de mettre en valeur, à partir d'expériences innovatrices de reconversion industrielle, les atouts d'une stratégie de mobilisation des ressources initiée localement par la société civile. De façon précise, le colloque s'est penché sur les dynamiques mises en œuvre pour réaliser « autrement » une opération de reconversion industrielle. Un des enjeux clés du colloque portait sur l'identification des conditions de transférabilité de ces innovations lors de la mise en œuvre de projets de reconversion industrielle.

**Mots clés :**

- Reconversion industrielle
- société civile

Fourrel, Christophe. 2001. *La nouvelle économie sociale : efficacité, solidarité et démocratie*. Paris: Syros.

Ce livre paraît alors que nous célébrons en France le centenaire de la loi de 1901 sur la liberté d'association. Depuis un siècle, c'est dans le cadre de cette grande loi de liberté que des espaces de solidarité en constant renouvellement se sont ouverts au sein de notre démocratie. Les associations - mais aussi les mutuelles et les coopératives - ont été et demeurent des pionnières de l'économie sociale. Depuis les activités sanitaires et sociales jusqu'à l'éducation populaire et l'aide au logement, en passant par la protection des consommateurs, les loisirs, la culture et le sport, la lutte contre les exclusions, l'insertion par l'économie, l'offre de services et la diffusion de l'information, les champs d'action et les modalités d'intervention des associations se sont multipliés.

**Mots clés :**

- coopérative
- économie
- Europe
- gouvernemental
- politique
- social
- solidarité
- syndicalisme

Gérard, Renée. 1994. « Innovations sociales et recherche : émergence du travail communautaire. » *Revue française de service social*, 2-3:83-91.

La rétrospective proposée par cet article concerne une période brève (1960-1964) mais féconde. Le souvenir embelli qu'on garde des « trente glorieuses » masque la réalité sociale de l'époque. La France vivait une période d'urbanisation intense et une transformation radicale du style de vie, notamment avec la crise du logement et le développement des problèmes sociaux dans les banlieues.

**Mots clés :**

- innovation sociale
- logement social
- développement communautaire

Kraus, Deborah et Margaret Eberle. 1998. « Moyens novateurs de produire des logements abordables. » Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa, La recherche visait à étudier les activités entreprises dans le secteur du logement sans but lucratif, municipal et coopératif au Canada pour produire des logements abordables sans recourir aux programmes traditionnels d'aide au logement de l'État.

**Mots clés :**

- Canada
- logement
- communautaire
- loyer
- coopératif
- modéré
- coopérative
- modique
- coût
- prix
- habitat
- public
- habitation
- social
- HLM

Lapoutte, Alexandrine (sous la direction de Marie-Claire Malo). 2003. « Une main tendue. Partenariats dans le domaine du crédit solidaire et renouveau du projet fondateur des caisses. Deux cas : Caisse d'épargne et ADIE en France, Caisse populaire Desjardins et ACEF au Québec. » Mémoire, HEC, Montréal.

**Mots clés :**

- caisses d'épargne
- France
- caisses d'épargne et de crédit
- Québec
- études de cas
- microcrédit
- partenariat
- économie sociale
- innovations

Lasne, L. 1999. « Société coopérative d'intérêt collectif : un statut pour de nouveaux professionnels. » *Participer*, 653:8-21.

«Dossier sur une nouvelle forme d'entreprise d'économie sociale : La Société coopérative d'intérêt collectif. Si le projet est retenu il devrait permettre d'ouvrir la voie coopérative à de nouveaux secteurs d'activité et favorisera la reconnaissance d'un tiers secteur solidaire d'utilité sociale. Ce pourrait être également un moyen de rajeunir le mouvement Scop en pérennisant les activités dévolues aux emplois-jeunes. La chronologie de ce projet est donnée. Ces entreprises connaissent un succès en Italie car elles ont une authentique démarche entrepreneuriale et non une démarche d'assistance.»

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- entreprise
- France
- environnement
- emploi
- SCIC
- utilité sociale
- Italie

Lévesque, Benoît. 2002. « Les entreprises d'économie sociale, plus porteuses d'innovations sociales que les autres? » in *Communication présentée au Colloque du CQRS au Congrès de l'ACFAS du 16 mai 2002, sous le thème : « Le développement social au rythme de l'innovation »*, vol. 0205: CRISES.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2002/0205.PDF>)

Intervention sur la question de l'innovation sociale dans les entreprises de l'économie sociale.

**Mots clés :**

- coopératives
- innovation sociale

Lévesque, Maurice et White, Deena. 2002. « La mobilisation des réseaux sociaux pour la sortie de l'aide sociale. » *Revue canadienne de politique sociale*, 49-50 : 139-154.

La plupart des recherches qui s'intéressent à la sortie de l'aide sociale mettent l'accent sur l'identification des facteurs qui favorisent ce départ comme, par exemple, la valeur du capital humain détenu par les prestataires ou la durée de leur dépendance à l'aide sociale. Cette approche ne permet pas d'identifier les moyens concrets par lesquels le départ de l'aide sociale s'effectue. Cet article vise à combler cette lacune en examinant les moyens qu'ont utilisés des ex-prestataires de longue durée pour s'affranchir de l'aide sociale et le rôle qu'on jouée leur réseaux sociaux dans ce processus. Dans la majorité des cas, l'obtention de ces emplois s'est faite par le biais d'un membre de leurs réseaux. Tous les contacts sont des connaissances de longue date montrant ainsi que la ressource qu'ils représentent était disponible bien avant qu'elle soit utilisée. Du point de vue des politiques sociales, les résultats de cette recherche montrent la nécessité de développer des interventions qui tiendront compte de l'apport considérable des réseaux sociaux dans le processus d'affranchissement à l'égard du système de sécurité du revenu.

**Mots clés :**

- insertion sociale
- étude de cas
- stratégie

L'Heureux, Pierre et Albert Desbiens. 1995. *Un cheminement exemplaire : la caisse populaire Notre-Dame-Du-Foyer, cinquante années de coopération et d'engagement communautaire : 1945-1995*. Montréal: Caisse populaire Notre-Dame-Du-Foyer, Université du Québec à Montréal, Chaire de coopération-Guy Bernier.

De 1945 à 1995, la caisse Notre-Dame-Du-Foyer a continuellement démontré qu'elle attachait une importance toute particulière aux affaires de la paroisse et du quartier tout en contribuant généreusement à des projets communautaires et d'entraide.

**Mots clés :**

- caisse
- coopérative
- crédit
- épargne
- histoire
- Notre-Dame-du-Foyer
- populaire
- province
- Québec

Nilsson, J. 1997. « États-Unis : des coopératives de nouvelle génération. » *RECMA*, 264 : 48-59.

« Depuis cinq ans environ les états américains du Dakota du nord et du Minnesota développent des coopératives (new-wave) qui se consacrent à la production de produits à haute valeur ajoutée destinés à des marchés très ciblés; leurs caractéristiques les plus marquantes sont le fonctionnement par contrat et l'adhésion fermée. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- statistiques
- États-unis
- coopérative agricole

Ontario, ministère des Finances, service de développement des coopératives. 1995. « Les coopératives en Ontario : constituer une coopérative en personne morale avec capital social. » ministère des Finances, Toronto.

Cet ensemble comprend les renseignements et les formules dont vous avez besoin pour constituer une coopérative avec capital social.

**Mots clés :**

- action
- capital
- capital-action
- capital-actions
- civil
- coopérative
- juridique
- moral
- Ontario
- personne
- province
- social
- société

, personne, province, social, société

—. 1995. « Les coopératives en Ontario : constituer une coopérative en personne morale sans capital social. » ministère des Finances, Toronto. Cet ensemble comprend les renseignements et les formules dont vous avez besoin pour constituer une coopérative sans capital social.

**Mots clés :**

- action
- capital
- capital-action
- capital-actions
- civil
- coopérative
- juridique
- moral
- Ontario
- personne
- province
- social
- société

Ontario, ministère des Finances, Services de développement des coopératives. 1995. « Les coopératives en Ontario : comment constituer une coopérative. » ministère des Finances, Toronto.

Ce document traite des étapes de base à suivre pour constituer une coopérative. Il s'adresse aux groupes qui mettent sur pied des entreprises coopératives ou des coopératives sans but lucratif. *Comment constituer une coopérative* renferme des renseignements généraux sur la Loi sur les sociétés coopératives et des questions générales d'ordre financier.

**Mots clés :**

- aspect
- coopérative
- droit
- finance
- financement
- financier
- juridique
- légal
- Ontario
- province
- société

Pérotin, Virginie. 2001. « Secteur associatif, création d'emplois et politique sociale: promesses ou illusion ? » *Revue internationale du travail* 140, 3 : 381-421.

Dans les pays industrialisés, le secteur associatif représente un segment de l'économie plus important qu'on ne le croit souvent. Il joue un rôle particulièrement notable dans les services sociaux, culturels et de santé, ainsi que dans l'éducation. Toutefois les thèses selon lesquelles il pourrait devenir une source importante d'emplois dans le secteur des services collectifs et personnels ou pourrait remplacer les services sociaux assurés par les pouvoirs publics, ne sont que des tentatives malencontreuses de promouvoir ce secteur. L'ampleur de l'expansion du secteur qui serait nécessaire pour faire reculer le chômage, ne serait-ce que légèrement, montre non seulement que cette proposition est très irréaliste, mais elle suppose également que les organisations sans but lucratif pourraient perdre certaines des caractéristiques distinctives qui les rendent attrayantes, par exemple, leurs modalités de fonctionnement non bureaucratique, leur flexibilité, la personnalisation de leur prestations et leur autonomie.

**Mots clés :**

- développement communautaire
- création d'emploi
- gouvernance
- financement
- État

St-Martin, Nicole et Michel Lafleur. 1997. « Développement local et éducation coopérative. » 21 feuillets in *Seminario internacional de cooperativismo*. Petronila, Brésil : Sherbrooke : Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke.

Expose le rôle d'un institut comme l'IRESCUS dans le développement durable en montrant comme le programme de l'IRESCUS s'est adapté à la réalité du développement durable.

**Mots clés :**

- communautaire
- développement
- durable
- économie
- éducation
- régional
- province
- Québec

Territoires. 1997. « Territoires et entreprises solidaires. » *Territoires*, 40 p.

Parmi les acteurs de développement local, les sociétés coopératives de production (SCOP) ont adopté une forme d'entreprise qui semble répondre aux attentes d'une économie et d'une société plus humaines : répartition équitable du résultat de l'entreprise, partage du pouvoir et du savoir qui conduit à une démocratie d'entreprise dans laquelle les dirigeants sont élus par leurs subordonnés, enfin solidarité de réseau qui conduit à partager les risques entre entreprises du mouvement Scop, aussi bien qu'entre salariés et coopérateurs ayant recours à des formes d'entraide venant compléter les mécanismes mutuels plus classiques. Afin de développer leur action, les Scop recherchent de nouveaux partenaires, en particulier auprès des collectivités territoriales, pour proposer des formes innovantes d'organisation du travail et de contrats salariaux. Ce numéro présente différentes expériences de ce type d'initiatives débouchant sur des formes originales de services de proximité, de solidarité ou de relations professionnelles, telles que le cheque domicile.

**Mots clés :**

- structure sociale
- développement local
- économie sociale
- solidarité
- initiative locale
- entreprise
- coopérative
- association
- collectivité locale
- partenariat
- mutualité
- innovation sociale
- épargne
- emploi
- travail à domicile
- France
- Italie
- financement
- service de proximité

Wernier, E. 1997. « Les CCI au cœur du dispositif national d'intelligence économique. » *Technologies internationales : Strasbourg*, 35 : 27-32.

**Mots clés :**

- service information
- service utilisateur
- petite moyenne entreprise
- France
- stratégie entreprise
- intermédiaire information
- compétitivité
- veille
- accès information
- formation
- chambre de commerce et d'industrie
- intelligence compétitive
- Europe occidentale

Zidouemba, Eric N. B. 1996. « Développement local, stratégies de réussite et impact de l'innovation dans le succès des coopératives. » Bibliothèque nationale du Canada, Ottawa.

**4.6. Accès aux services (n : 43)**

1997. « L'Éducation coopérative, une ouverture à la société républicaine. » *Animation et éducation*, 137:15-52.

« Dossier consacré à la coopération scolaire au travers de multiples exemples. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- France
- coopérative scolaire

Bélanger, Maude. 2002. « Rapport de recherche sur les entreprises d'économie sociale en aide domestique. » CRISES, Montréal, no 0209.

(<http://www.unites.uqam.ca/crises/>)

Dans ce rapport de recherche, nous avons exploré les enjeux posés par l'émergence et la prolifération des entreprises d'économie sociale en aide domestique (EÉSAD) dans le vaste champ des services à domicile. Cette exploration nous a conduit à traiter du désengagement de l'État, des pressions en faveur de la privatisation des services, de la situation précaire des services à domicile ainsi que du vieillissement de la population, car ces enjeux sont tous liés d'une quelconque façon à l'émergence de ces entreprises. Nous avons ensuite été amené à

traiter du contexte particulier d'émergence des EÉSAD, à situer le secteur de l'économie sociale par rapport aux autres secteurs offrant des services de santé et des services sociaux, puis à dresser le portrait de ces entreprises. Cette mise en situation nous a alors permis d'explorer les principaux enjeux auxquels les EÉSAD font face, soit l'instauration de mesures gouvernementales tel que le crédit d'impôt et les allocations directes, qui sèment la confusion et favorisent l'achat de services privés qui viennent concurrencer les services de ces entreprises, l'éventualité de l'élargissement de leur mission à des services autres que les services d'aide domestique, les pressions en faveur de l'extension de leur marché aux ménages actifs et l'épineuse question de la tarification de leurs services. Nous espérons que cette synthèse, par moments très critique, permettra d'éclairer la recherche ou de nourrir le débat sur les enjeux posés par l'émergence de ces entreprises.

**Mots clés :**

- coopératives de services
- Québec
- coopératives de santé
- économie sociale
- soins à domicile
- aspect économique
- services sociaux
- accessibilité
- coût

Borgaza, C. 1995. "Les coopératives sociales en Italie." *Revista De Debate Sobre Economia Publica Social Y Cooperative*, 21:125-137.

« Analyse du phénomène (récent) des coopératives sociales apparu en Italie dans les années 70. L'auteur expose les raisons qui ont conduit au choix de la forme coopérative plutôt qu'associative pour la production de services sociaux. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- Italie
- activité de service
- coopérative de service
- coopérative sociale

Bouchard, Marie. 2001. "Le logement coopératif au Québec : entre continuité et innovation." ARUC-ÉS, Montréal, R-01-2001.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-01-2001.PDF>)

Témoin et révélateur des transformations du Québec depuis une trentaine d'années, le mouvement des coopératives d'habitation locative (CHL) répond à des besoins non pourvus par le marché ou par le secteur public, non seulement en termes d'accessibilité au logement, mais aussi en termes de démocratisation du milieu de vie. Leurs traits particuliers proviennent à la fois des apprentissages faits par les générations précédentes de coopératives et des aspirations nouvelles qui se faisaient jour dans les mouvements de citoyens au tournant des années 1970. Leur mode de fonctionnement est également en partie déterminé par les rapports qu'elles entretiennent avec l'État. Bien qu'il ait favorisé la création de plus de 1 000 coopératives d'habitation au Québec, cet arrangement laisse aujourd'hui le mouvement des coopératives d'habitation face au problème de sa continuation. Les défis rencontrés relèvent à la fois de la forme particulière qu'ont pris les CHL au Québec, de l'évolution de la politique d'habitation, et des nouveaux besoins qui apparaissent chez les populations visées par leur intervention. Les conséquences se font sentir sur les populations des CHL, sur le mode et sur le rythme de production des CHL, ainsi que sur les capacités des CHL existantes d'assurer leur pérennité. La conjoncture actuelle mène entre autres à revoir la place et le rôle des intermédiaires, à porter une attention plus grande aux externalités positives produites par les CHL, et à penser les mécanismes d'autorégulation du secteur.

**Mots clés :**

- logement coopératif
- Québec

Canada, Secrétariat aux coopératives. 1998. "L'alternative coopérative pour la prestation de services publics (juin 1998)." Secrétariat aux coopératives.

(<http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/coop0fr.pdf>)

Le modèle coopératif a été utilisé depuis plus d'un siècle comme mode de prestation de services publics. En conséquence, les coopératives ont acquis une riche expérience dans des secteurs aussi divers que le logement social, les services à l'enfance et les soins de santé, le transport public, la gestion des ressources, l'approvisionnement en biens et services des administrations locales (conseils scolaires, municipalités), et les services publics (le gaz, la gestion des déchets, l'eau, le téléphone, le câble, etc.). La restructuration de beaucoup de services publics offre de nouvelles possibilités pour le lancement d'entreprises coopératives. La propriété et l'opération d'installations publiques comme les aéroports, les ports et les havres. Les services d'entretien ou de gestion d'installations publiques comme les parcs nationaux, les musées, etc. Les coopératives de développement économique communautaire qui se concentrent sur le développement industriel et la création d'emplois dans les collectivités locales. Les réseaux de petites et moyennes entreprises (PME) qui concentrent leurs activités sur la mise en marché, les achats en commun et le partage de l'expertise pour améliorer la compétitivité des PME. Dans bien des cas, les coopératives ont servi de modèle

pour certains services et certains programmes que l'État offre actuellement. Dans certaines situations, des études ont démontré que les coopératives fournissent un meilleur service que le gouvernement ou les entreprises privées à but lucratif.

**Mots clés :**

- services publics
- coopératives

Chagnon, Lucie. 2001. "Les services à la personne : une opportunité de développement en économie sociale." *Revue organisations et territoires* 10, 2:67-71.

**Mots clés :**

- Coopérative de travail Interface
- coopératives de travail
- Québec
- Montréal
- économie sociale
- France
- services de proximité
- travailleurs

Coat, Paul. 2001. "Les restaurants de l'arsenal : Dis-moi ce que tu manges." *Les cahiers de l'Iroise*, 189:14-19.

**Mots clés :**

- base morphologique en ethnologie
- Europe occidentale
- France
- Bretagne
- Brest
- siècle 19-20
- histoire sociale
- chantier naval
- restaurant
- ouvrier
- alimentation
- repas
- vie quotidienne
- culture ouvrière
- coopérative
- arsenal

Comeau, Yvan, Raymonde Bourque, et Yves Vaillancourt. 1995. "Auxi-Plus : monographie de l'Agence coopérative d'auxiliaires familiales de Montréal." *Chaire de coopération Guy-Bernier*, 068.

Auxi-plus est une coopérative de travail ayant dispensé des services à domicile sur le territoire de l'île de Montréal de 1986 à 1990. Ce projet initié par l'Association des auxiliaires familiales et sociales du Québec (AAFSQ) et soutenu par divers partenaires, en particulier la Coopérative de développement régionale (CDR) de Montréal, suscitait beaucoup d'espoir chez les auxiliaires familiales (AF). Jusqu'à la création de la coopérative, celles-ci n'avaient comme seule ouverture soit le travail dans les agences privées qui n'offrent que le salaire minimum et qui font peu de place au perfectionnement professionnel, soit un poste d'auxiliaire familiale mieux rémunérée dans les CLSC. Ceux-ci ont appuyé le projet d'une coopérative de travail dans le secteur des services à domicile, mais plusieurs ont progressivement retiré leur soutien en cessant de donner des contrats à la coopérative. Auxi-plus devait permettre d'améliorer les conditions de travail des AF et offrir un service de meilleure qualité que les agences privées, parce qu'Auxi-plus accorderait une plus grande attention à la formation et responsabiliserait les travailleuses propriétaires. Or, plusieurs phénomènes n'ont pas permis à Auxi-plus de constituer une alternative durable aux agences privées. En fait, Auxi-plus est pratiquement devenue une agence vouée à la distribution de tâches. La présence d'un groupe fondateur trop restreint n'ayant pas pu réaliser une véritable association de productrices, la croissance incontrôlée, l'organisation du travail atomisante, la dégénérescence des objectifs et la mauvaise gestion expliquent pourquoi les derniers bilans financiers étaient négatifs. Les auteurs croient que les coopératives de travail peuvent avoir du succès dans les services à domicile. Il faudrait qu'au niveau national, régional et local, le point soit fait sur la prestation des services à domicile par les associations, les coopératives, les CLSC et les agences privées, et sur les conditions à réunir pour lancer des projets durables.

### **Mots clés :**

- Auxi-plus
- services à domicile
- coopérative de travail

Comeau, Yvan et Jean-Pierre Girard. 1997. "Analyse comparative de différents types d'organismes offrant des services de première ligne en matière de santé." Chaire de coopération Guy-Bernier, 086.

Ce rapport de recherche présente les résultats d'une comparaison entre quatre types d'organismes offrant des soins de santé: cliniques privées, CLSC, coopératives de santé et organismes à but non lucratif. Les organismes retenus pour les fins de cette comparaison se placent à la première ligne des services de santé. Le document propose une analyse historique, sociale et économique pour situer le contexte actuel dans lequel se développent ces organismes. Tout se passe comme si l'État cherchait à instaurer un nouveau contrat social en matière de soins de santé, et à prendre des initiatives en fonction de ses contraintes budgétaires et de la pression qu'exercent les différents acteurs sociaux. Une grille commune sert à la comparaison de ces organismes. Elle est constituée des dimensions suivantes: contexte

d'émergence, dimension organisationnelle (coordination et production des services), dimension institutionnelle (structure du pouvoir et système politique) et perspectives d'avenir.

**Mots clés :**

- types
- services de première ligne
- santé

Comeau, Yvan et Louis Favreau. 1998. "Le développement économique communautaire en milieu urbain au Québec." *Service social dans le monde*, 3-4:60-77.

Pour Yvan Comeau et Louis Favreau, les initiatives québécoises de développement économique communautaire se situent à un stade expérimental et sont fragiles principalement à cause du caractère souvent aléatoire du financement par les pouvoirs publics. Bien qu'elles soient inégalement acceptées et partiellement soutenues au sein même des mouvements associatif et syndical, elles représentent une tendance d'avenir. Dans les secteurs du maintien à domicile des personnes âgées, des activités de loisir, de l'aménagement de l'espace urbain, de la rénovation et de l'entretien des maisons, des services de buanderie, de boulangerie, de l'alimentation, des entreprises de recyclage, et d'autres encore, des services de proximité peuvent se développer, des emplois être créés et des communautés locales amorcer une revitalisation économique et sociale. Les auteurs soulignent que le développement économique communautaire ne représente pas une panacée à l'exclusion, mais la formule n'a pas encore été pleinement mise à contribution. Elle fait partie du débat concernant la mise en place d'un nouveau modèle de développement.

**Mots clés :**

- développement communautaire
- service
- insertion sociale
- État
- financement
- personne âgée

Côté, D et B Lévesque. 2000. "L'impact socio-économique des caisses dans le Montréal-Métropolitain." École des hautes études commerciales (HEC). Centre de gestion des coopératives, Montréal.

**Mots clés :**

- environnement de l'entreprise
- société coopérative
- développement régional
- analyse socio-économique
- Canada

Dagenais, Hélène. 2001. "Coopérative de soutien à domicile Laval: monographie d'une entreprise d'économie sociale en aide domestique." Université du Québec à Montréal/Laboratoire de recherche sur les pratiques et politiques sociales-LAREPPS, Montréal, No 01-11.

Ce cahier présente une étude monographique de la Coopérative de soutien à domicile de Laval, une entreprise d'économie sociale en aide domestique. Créée en 1995, elle compte parmi les premières entreprises d'économie sociale au Québec en aide domestique, sa création ayant précédé le Chantier d'économie sociale en 1996. Elle compte aujourd'hui 56 employés permanents à son actif et offre en 2002-2001 un volume de services avoisinant les 55 000 heures. Pour cette même période, le nombre de ses membres est de 2 876. Après avoir contextualisé les conditions de son émergence, la présente étude s'attache à décrire et à analyser l'entreprise sous ses dimensions institutionnelles et organisationnelles. Nous nous penchons ainsi plus particulièrement sur l'organisation du pouvoir, les relations qu'elle entretient avec l'extérieur, ses objectifs, la façon dont s'y organise le travail. La monographie s'achève par deux chapitres consacrés l'un aux caractéristiques du processus d'institutionnalisation et l'autre au développement des entreprises d'économie sociale en aide domestique dans le contexte actuel de transformation du système de santé et des services sociaux.

**Mots clés :**

- aide
- coopérative
- domestique
- économie
- entreprise
- familiale
- Laval
- province
- social
- soutien
- Québec

Demers, Chantal. 2001. "Monographie de la coopérative de solidarité de services à domicile Avantages." Université du Québec à Montréal/LAREPPS, Montréal, No 01-10.

Cette monographie de la Coopérative de solidarité de services à domicile Avantages décrit une entreprise d'économie sociale en aide domestique qui fait preuve d'exemplarité à plusieurs égards. La Coopérative Avantages fait partie des premières entreprises québécoises d'économie sociale en aide à domicile puisqu'elle a été fondée en 1988 sous le nom d'Aide communautaire Limoilou. Elle représente également la première entreprise à être accréditée en 1997 au Programme d'exonération financière pour les services d'Aide domestique (PEFSAD) et fait partie des premiers organismes à but non-lucratif à se transformer en coopératives de solidarité en 1998.

**Mots clés :**

- aide
- coopérative
- domicile
- économie
- entreprise
- familiale
- province
- Québec
- social

Desautels, Louise. 1999. " Pour la qualité de vie et l'autonomie : les coopératives d'habitation pour personnes âgées. " *Ma caisse* 36, 1 : 5-7.

**Mots clés :**

- coopératives d'habitation
- Québec (province)
- personnes âgées
- logement social

Duke, Jim, Sue MacLoed, et Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine. 1995. "Se loger à bon compte: guide sur le logement abordable grâce à l'autoconstruction collective." Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa, De nombreux ménages canadiens éprouvent de la difficulté à trouver le type de logement dont ils ont besoin à un prix abordable. L'autoconstruction, connue également sous l'expression 'mise de fonds en travail', est une solution possible au problème de logement, en particulier lorsqu'elle est retenue par un groupe de personnes qui mettent en commun leurs idées, leurs compétences et leur enthousiasme, et s'engagent à réaliser leur rêve. Par autoconstruction, on entend les méthodes grâce auxquelles les futurs occupants contribuent par leur travail à la construction de leur logement.

**Mots clés :**

- auto-construction
- autoconstruction
- Canada
- collectivité
- communautaire
- coopératif
- coopérative
- développement
- habitation
- local
- logement
- organisation

Eurocoop, Groupe de travail sur le bilan social. 1999. "Mesurer la différence coopérative." Eurocoop, L'audit social est une méthode visant à évaluer les performances non financières d'une organisation. Ce document est un mode d'emploi destiné aux coopératives qui souhaitent établir un meilleur contact avec leurs usagers.

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- bilan
- audit
- coopérative de consommateurs d'usagers
- bilan social
- bilan coopératif

Favreau, Louis. 2000. "Décentralisation du service public de l'emploi et initiatives locales : l'expérience québécoise." Copublication CRISES/CRDC, Montréal, No 0001.

<http://www.crisis.uqam.ca/c2000/c/0001.htm>

Le travail social a une longue tradition d'intervention sur les problèmes sociaux hors du marché du travail à partir de politiques publiques centralisées par un État-providence fort. De plus, dans le contexte de l'État-providence, le service public était devenu la voie royale pour solutionner ces problèmes sociaux. Aujourd'hui de nouvelles questions se posent à l'ensemble des intervenants sociaux : dans cette période de crise de l'emploi et de l'État-providence, de montée de la précarité du travail et de la vulnérabilité relationnelle, se développe-t-il de nouvelles pratiques et de nouvelles politiques sociales liées à la production de services collectifs dans les communautés, services liés particulièrement aux enjeux de l'emploi, de l'insertion sociale et professionnelle, de la santé et des services sociaux? Quelle est la signification de ces nouveaux enjeux et de ces nouvelles pratiques? La décentralisation en cours, de certaines politiques publiques, avec l'arrivée, à côté des CLSC, des centres locaux d'emploi (CLE) et des centres locaux de développement (CLD) peut-elle être bénéfique pour les populations, groupes sociaux, communautés et régions en difficulté? Explication et démonstration à partir de l'expérience québécoise.

**Mots clés :**

- décentralisation
- service public
- emploi
- initiatives locales
- Québec (province)

Fourel, Christophe. 2001. *La nouvelle économie sociale : efficacité, solidarité et démocratie*. Paris: Syros.

Ce livre paraît alors que nous célébrons en France le centenaire de la loi de 1901 sur la liberté d'association. Depuis un siècle, c'est dans le cadre de cette grande loi de liberté que des espaces de solidarité en constant renouvellement se sont ouverts au sein de notre démocratie. Les associations - mais aussi les mutuelles et les coopératives - ont été et demeurent des pionnières de l'économie sociale. Depuis les activités sanitaires et sociales jusqu'à l'éducation populaire et l'aide au logement, en passant par la protection des consommateurs, les loisirs, la culture et le sport, la lutte contre les exclusions, l'insertion par l'économie, l'offre de services et la diffusion de l'information, les champs d'action et les modalités d'intervention des associations se sont multipliés.

**Mots clés :**

- coopérative
- économie
- Europe
- gouvernemental
- politique
- social
- solidarité
- syndicalisme

Fournier, Jacques. 1999. "Coop Aide Rive-Sud [une coopérative en aide domestique] : [l'historique], les acquis et les fragilités." *Nouvelles pratiques sociales* 12, 2:170-182.

**Mots clés :**

- Coop Aide-Rive-Sud
- aides familiales
- Québec (province)
- Montréal
- coopératives de santé et de services sociaux
- services à domicile
- personnel
- coopératives de travail

Garon, Isabelle et Jean-Pierre Girard. 1999. "État de la disponibilité de services de santé au Québec." Chaire de coopération Guy-Bernier, 101.

À l'été 1996, la Chaire de coopération Guy-Bernier de l'Université du Québec à Montréal, en collaboration avec l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec (UMRCQ), réalisait un sondage auprès des municipalités du Québec, sur l'état de la disponibilité de services de santé au Québec. Certaines données qui en ressortaient étaient à tout le moins inquiétantes, compte tenu que le Québec baignait dans une vague de transformations majeures du système de santé et que rien ne laissait présager qu'à court ou à moyen terme la situation se réglerait pour ces municipalités. En fait, d'après le sondage, il y avait 125 municipalités entre 1 000 et 10 000 habitants sans accès à des services de santé dans un rayon d'au moins huit kilomètres. Par surcroît, une trentaine d'autres municipalités estimaient très probable la possibilité de se retrouver dans une situation similaire. Les résultats du sondage révélaient que les régions de la Montérégie, du Centre-du-Québec et de l'Abitibi-Témiscamingue étaient les plus affectées par cette absence de services sur leur territoire, (Girard 1996a). À l'été 1998, compte tenu des résultats du sondage de 1996 et la poursuite des transformations majeures dans le système de santé québécois, la Chaire de coopération, sollicitant de nouveau la collaboration de l'UMRCQ, a décidé de récidiver. Cette fois-ci, le sondage comportait davantage de secteurs. Bien entendu, il importait de constater l'état de la disponibilité des services de santé de type clinique, mais il fallait également constater celui des services de maintien et de soins à domicile ainsi que celui de l'hébergement spécialisé, soit sous forme de court terme pour la convalescence ou de long terme pour des personnes en autonomie réduite. Deux secteurs d'activité qui, par conformité aux besoins émergents, sont devenus prioritaires pour les instances publiques.

**Mots clés :**

- services
- santé
- accessibilité

Girard, Jean-Pierre. 1997. "Réorganisation du système de santé [au Québec]." *L'Action nationale* 87, 6:47-68.

**Mots clés :**

- santé
- services communautaires
- Québec (province)
- Saint-Etienne-des-grès
- réforme
- coopératives de santé et de services sociaux
- coopérative de services de santé Les Grès

Girard, Jean-Pierre, Isabelle Garon, Chaire de coopération Guy-Bernier, et Québec : ministère de l'Industrie et du Commerce. 2000. "Les coopératives dans le domaine sociosanitaire au Québec : état de la situation." Université du Québec à Montréal, chaire de coopération Guy-Bernier, Montréal.

Ce papier brosse un portrait des coopératives dans le domaine sociosanitaire au Québec. Un bref rappel historique de leur développement précède l'identification de quelques éléments clés d'interprétation. Dans un nombre croissants de pays, en complémentarité aux organismes publics et aux entreprises privées à finalité lucrative, on reconnaît, voire encourage, la présence d'un troisième acteur dans le domaine sociosanitaire. Il s'agit d'entreprises privées à but non lucratif, de type coopératif. Les cas du Japon, de l'Espagne et du Brésil illustrent bien cette tendance, L'apport des coopératives au Japon, concernant la participation des usagers et la promotion continue en matière de prévention est remarquable.

**Mots clés :**

- communautaire
- coopératif
- coopérative
- médical
- médico-social
- province
- Québec
- santé
- service
- social
- société
- socio-sanitaire
- soin
- solidarité
- travail

Huot, Geneviève (sous la direction de Mireille Dumont-Lemasson et Christian Jetté). 2002. "La participation des usagers dans les organisations offrant des services aux personnes : réalité ou discours?" in *Synthèse du séminaire Services aux personnes organisé par le CAP Services aux personnes de l'Aruc-és, le 25 janvier 2002.*: ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/I-02-2003.pdf>)

Ce texte est une synthèse du séminaire intitulé *La participation des usagers dans les organismes offrant des services aux personnes : réalité ou discours ?*, tenu à Montréal le 25 janvier 2002. Ce séminaire a été organisé par le Chantier d'activités partenariales (CAP) Services aux personnes, l'une des composantes de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS). Le CAP Services aux

personnes est dirigé conjointement par Yves Vaillancourt, professeur au département de travail social à l'Université du Québec à Montréal et par Mireille Dumont-Lemasson de l'Association des CLSC et CHSLD du Québec.

**Mots clés :**

- participation des usagers
- services aux personnes

Inaise, International Association of Investors in the Social Economy. 2000. *Banques et cohésion sociale*. Paris: Éditions Charles Léopold Mayer.

« Au travers d'une trentaine de contributions, cet ouvrage donne un aperçu des solutions qui se sont dégagées depuis 20 ans dans le monde pour répondre à la demande d'accès au crédit de diverses catégories de populations réputées insolvables : micro-finance banque éthique coopératives d'épargne loi sur le réinvestissement communautaire (CRA) aux U.S.A.... »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- financement
- action sociale
- France
- sociétariat
- solidarité
- développement local
- économie sociale
- banque mutualiste coopérative
- micro crédit
- marketing social
- coopérative de crédit

Inc., Energy Pathways, Fédération canadienne des municipalités, et Société canadienne d'hypothèques et de logement. 1997. "La planification des ensembles d'habitations communautaires." Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa.

Le guide qui a résulté de ce projet intitulé *Planning for cohousing: Cohousing and the Municipal Planning Process*, présente une description de l'habitation communautaire pour aider les urbanistes municipaux à comprendre le concept. Le guide dresse aussi les grandes lignes du processus de planification urbaine pour les groupes d'habitation communautaire, ainsi que la stratégie pour l'établissement d'un rapport de collaboration avec les fonctionnaires municipaux et les voisins. L'éducation et l'application des principes écrits dans ce guide peuvent aider à simplifier le processus d'approbation des projets d'habitation communautaire et

favoriser l'amélioration des choix du logement dans les collectivités de toutes les régions du Canada.

**Mots clés :**

- agglomération
- communautaire
- coopératif
- coopératives
- habitation
- logement
- métropolitain
- région
- Toronto

Kraus, Deborah, Margaret Eberle, et Joffre Pomerleau. 1999. "Solutions de logements abordables : quinze modèles de réussite." Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa.

Les initiatives dont il est question dans le présent rapport constituent la première étape de la conception d'une base de renseignements plus importante et plus complète, sur les approches, les stratégies et les techniques relatives au logement à coût abordable. L'un des objectifs à atteindre consiste à mettre sur pied un système continu de partage de l'information dans l'ensemble de ce secteur, concernant les différents ensembles de logement à coût abordable dans le pays.

**Mots clés :**

- Canada
- communautaire
- coopératif
- coopérative
- défavorisé
- défavorisée
- démunis
- économiquement
- faible
- habitat
- habitation
- HLM
- logement
- logis
- loyer
- modéré
- modique
- monde
- pauvre
- personne
- prix
- public
- quart
- revenu
- social

Laplante, Annie. 1998. "La coopérative Bon Ménage-Plus : une coopérative d'insertion de jeunes sur le marché du travail." Chaire de recherche en développement communautaire, Hull.

Lapoutte, Alexandrine. 2002. " Caisse d'Épargne Île-de-France Paris et ADIE-IDF : quelle configuration partenariale ? " CRISES, Montréal, cahier numéro ES-0201.

<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2002/ES0201.PDF>

Plus de 175 ans après sa création, comment la première caisse d'épargne en France demeure-t-elle fidèle à sa mission originelle ? Nous abordons cette question sous l'angle de l'engagement de la caisse dans son milieu. En 1818, la Caisse d'épargne de Paris est fondée pour aider les gens à se sortir de la pauvreté, par la prévoyance, l'épargne, l'éducation à l'économie. Elle est d'abord une forme de fondation, avant de passer sous la tutelle de l'État, puis de se coopérativiser en 1999. Aujourd'hui, la caisse est toujours engagée dans son milieu par des actions de mécénat. Cependant, elle n'accueille plus directement les personnes qui n'obtiennent pas de services bancaires dans les conditions normales de marché. Lors de son changement de statut, la Caisse d'épargne Île-de-France Paris s'est vue reconnaître des missions d'intérêt général, inscrites dans la loi, ainsi que l'obligation de financer des projets d'économie locale et sociale (PELS) sur une partie de ses excédents. En faisant de la solidarité financière une de ses priorités pour son appui aux PELS, la Caisse retourne à son projet original d'insertion et d'éducation économique. En devenant partenaire de l'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE), la Caisse permet à des chômeurs et bénéficiaires du revenu minimum d'insertion de créer leur propre emploi au travers du travail indépendant ou d'une micro-entreprise. La Caisse apporte son expertise et ses moyens financiers, l'ADIE est professionnelle de l'accompagnement des micro-créeurs. La Caisse peut ainsi réactualiser son identité, via un partenariat qui soutient le développement d'une association. Par cette passerelle, la caisse d'épargne et l'ADIE contribuent aussi au renouvellement de l'économie sociale et solidaire.

#### Mots clés:

- caisse d'épargne
- France
- partenariat

—. 2002. "Caisse Desjardins de Lévis et ACEF Rive-Sud : quelle configuration partenariale ?" CRISES, Montréal, cahier numéro ES-0202.

<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2002/Es0202.PDF>

Cent ans après sa création, comment la plus ancienne caisse populaire, la Caisse populaire Desjardins de Lévis, demeure-t-elle fidèle à sa mission originelle ? Nous abordons cette question sous l'angle de l'engagement de la caisse dans son milieu. Avant tout, afin de mieux comprendre la Caisse, nous en dressons un tableau général, en insistant sur sa création et sur la période actuelle (I). Ensuite nous analysons l'implication générale de la Caisse par rapport à son milieu (II). Nous détaillons particulièrement une action originale pour actualiser l'identité de la Caisse : un partenariat avec l'ACEF de la Rive-Sud. Après avoir présenté cet organisme de protection des consommateurs (III), nous regardons de plus près le partenariat, dont le but est d'accorder du crédit à des personnes qui ne répondent pas aux normes des institutions financières, et qui doivent faire face à un besoin essentiel de toute urgence (IV).

**Mots clés :**

- Caisse populaire Desjardins
- partenariat

Lévesque, Benoît et Yves Vaillancourt. 1998. "Les services de proximité au Québec : de l'expérimentation à l'institutionnalisation." CRISES, Montréal.

(<http://www.crisis.uqam.ca/c98/9812.htm>)

Cet article porte principalement sur l'institutionnalisation des services de proximité. Au cours des trois dernières années, le contexte institutionnel a évolué considérablement et nos recherches sur certains secteurs ont progressé de sorte qu'il est maintenant possible de présenter une première synthèse des analyses déjà faites. La première partie de notre contribution portera sur les conditions générales d'institutionnalisation. La seconde sera réservée à l'examen de quatre cas de services de proximité.

**Mots clés :**

- services de proximité
- organisation communautaire
- Québec (province)

Levi, Y. 1998. "Coopératives, entreprises sociales et lucrativité." *RECMA*, 268:36-49.

« L'auteur met en évidence divers types d'organisations qui plutôt que basées sur la non-lucrativité sont caractérisées par deux éléments : la forme de l'entreprise et le degré de "distribuabilité" et d'affectation des excédents. Il appuie sa thèse sur plusieurs exemples : coopératives sociales italiennes kibboutzim israéliens et complexe coopératif de Mondragon. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- activité à but non lucratif
- principes coopératifs
- coopérative sociale

Lukkarinen, M. 1999. "Les nouvelles coopératives : des structures créatrices d'emplois?" *RECMA*, 271:50-56.

« On a enregistré en Finlande entre 1993 et 1998 la création de 700 nouvelles coopératives qui ont donné naissance à 15 000 emplois. Ces nouvelles coopératives prennent souvent le relais des municipalités qui se sont retirées du domaine social. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- Finlande
- coopérative de service
- création d'emploi

Mundindi, Georges. 1994. "La société coopérative comme instrument de prise en charge communautaire responsable : cas de la coopérative de services de Scotstown." Essai (M.A., gestion et développement des coopératives), Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives, Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

**Mots clés :**

- développement coopératif
- développement communautaire
- service
- gouvernance

Ndong, Franklin Assoumou. 2001. "Coopératives et développement local : l'expérience de l'utilisation de la formule coopérative dans le secteur de la santé en Saskatchewan." IRECUS, IREC 01-07.

**Mots clés :**

- coopératives
- développement local
- formule coopérative
- santé
- Saskatchewan

Pfister, Barbara (sous la direction de Marie Bouchard, Winnie Frohn et Richard Morin). 2001. "Stratégies intégrées d'insertion en emploi de personnes vivant en logement social : Analyse d'expériences nord-américaines et françaises - Rapport synthèse." ARUC-ÉS, Montréal, R-03-2001.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-03-01.PDF>)

Le rapport offre une vision synthétique des enseignements tirés de l'analyse de quelque vingt-cinq programmes ou projets nord-américains (États-Unis, Canada et Québec) et français visant l'insertion en emploi de personnes occupant des logements sociaux. Nous avons concentré notre attention sur les programmes/projets centrés sur les mécanismes d'amélioration de l'employabilité et de création d'emplois destinés aux individus vivant en logements sociaux, que ceux-ci soient publics, communautaires ou privés sans but lucratif. Les mécanismes en question prennent différentes formes qui vont du travail psychosocial sur l'estime de soi, aux stages en entreprise, en passant par l'éducation de base (alphabétisation, par ex.), l'acquisition de compétences sociales nécessaires à un retour à l'emploi et le développement de services de proximité ou de petites entreprises.

**Mots clés :**

- stratégies intégrées d'insertion en emploi
- personnes vivant en logement social

Conseil de la coopération du Québec. 1993. "Sommet sur l'éducation coopérative. Québec 12-14 novembre 1993." Conseil de la coopération du Québec, Québec.

« Ces assises se sont voulues un témoignage de l'importance du rôle que la formule coopérative assume aujourd'hui et assumera davantage encore dans le développement économique et social de la société québécoise. Les travaux ont été structurés en trois thèmes : - l'éducation coopérative dans le réseau coopératif - l'éducation coopérative dans les institutions d'enseignement - l'éducation coopérative dans les milieux de travail non coopératifs. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- gestion démocratique
- participation des travailleurs
- intercoopération
- coopérative scolaire
- Canada
- Québec

Fédération des coopératives de services à domicile du Québec, 2001. "Services à domicile - Mémoire de la Fédération des coopératives de services à domicile du Québec dans le cadre de l'avant-projet de politique de développement des coopératives." Fédération des coopératives de services à domicile du Québec, Politique de développement des coopératives - Mémoire présenté par la Fédération des coopératives de services à domicile du Québec

**Mots clés :**

- services à domicile
- Québec

René, Jean-François, Danielle Fournier, et Lise Gervais. 1997. "Dans le champ de la santé et des services sociaux." *Les politiques sociales (service social dans le monde)*, 3 et 4:85- 101.

Cet article vise à montrer comment se reconfigurent les pratiques d'économie solidaire québécoise à un moment où l'État se désengage et où s'appauvrit une portion accrue de la population antérieurement insérée dans la société salariale. L'article se divise en deux parties. Dans un premier temps, les auteurs présentent un tour d'horizon des trois principales traditions qui traversent l'histoire du mouvement communautaire au Québec. Ensuite, il s'intéresse aux principaux enjeux qui interpellent actuellement le mouvement communautaire dans le champ de la santé et des services sociaux. D'après les auteurs, la capacité du mouvement communautaire québécois à faire face à ces enjeux dépend pour beaucoup du maintien de son autonomie. Le principal danger vient de la tentation d'une prise en charge individuelle des problèmes sociaux. Une telle individualisation des pratiques irait à l'encontre d'une approche globale, d'une action portée par la recherche d'une plus grande justice sociale.

**Mots clés :**

- développement communautaire
- services
- santé

Roy, Marcel. 1997. "Quelques hypothèses explicatives de la différence du niveau de services à la collectivité dans les caisses populaires Desjardins." Chaire de coopération Guy-Bernier, 083.

Dans l'optique de favoriser la mise en pratique du « nouveau » principe coopératif d'engagement envers la communauté, cette étude veut contribuer à expliquer les différences d'engagement communautaire qui peuvent être constatées entre les diverses caisses populaires du Mouvement Desjardins. À cette fin, elle identifie six variables qui peuvent être considérées comme des facteurs de cet engagement : 1) l'identité des décideurs de la caisse, 2) les besoins de la communauté, 3) la densité des liens communautaires, 4) la concurrence, 5) la dépendance de la caisse, et 6) l'intensité communautaire du projet de départ. L'étude énonce neuf hypothèses concernant les liens existant entre ces facteurs et l'engagement envers la communauté. Elle discute également brièvement du besoin de nouvelles recherches.

**Mots clés :**

- service à la collectivité
- caisses populaires Desjardins

Thouin, Daniel et Jocelyne Chagnon. 2002. "Portrait des entreprises en aide domestique." La direction des communications du MIC.

([http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/Portrait\\_EESAD.pdf](http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/Portrait_EESAD.pdf))

Ce portrait est le premier à être réalisé dans le secteur des entreprises en aide domestique. Il présente les données de l'ensemble des entreprises reconnues dans le cadre du Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique (PEFSAD). L'information provient de 103 entreprises et a été recueillie au cours des travaux du Fonds de consolidation des entreprises d'économie sociale en aide domestique, mis en place à l'été 2001.

**Mots clés :**

- aide domestique

Vaillancourt, Yves, François Aubry, Christian Jetté, et (dir.). 2003. *Vers un nouveau partage des responsabilités dans les services à domicile*: PUQ.

Les auteurs présentent les résultats d'une recherche sur le développement du secteur de l'aide domestique, et plus particulièrement sur les divers modes de régulation que l'on retrouve au sein des entreprises qui le composent. Ces entreprises sont analysées selon quatre dimensions : les rapports sociaux de consommation et la participation des usagers; les rapports de travail et la place des employées; les rapports de genre et la participation des femmes; la contribution de ces entreprises aux dynamiques territoriales et au développement local. L'analyse permet d'identifier les défis majeurs qu'auront à relever les acteurs impliqués dans le développement de ce secteur au cours des prochaines années. L'ouvrage se veut une contribution à la connaissance des conditions qui permettraient à l'économie sociale de constituer un point d'ancrage pour des réformes de politiques sociales orientées vers l'intérêt général.

**Mots clés :**

- services à domicile
- économie plurielle
- politiques sociales
- transformations
- économie sociale
- intérêt général

Vézina, M. 2002. "L'entreprise coopérative comme alternative à la prestation de services publics : l'exemple canadien." *RECMA*, 286:47-61.

« Quelle place les coopératives peuvent-elles prendre dans la prestation de services publics ? Six expériences canadiennes sont ici analysées au niveau fédéral, provincial et municipal »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- coopérative
- service public
- Canada

Wernier, E. 1997. "Les CCI au cœur du dispositif national d'intelligence économique." *Technologies internationales : Strasbourg*, 35:27-32.

**Mots clés :**

- service information
- service utilisateur
- petite moyenne entreprise
- France
- stratégie entreprise
- intermédiaire information
- compétitivité
- veille
- accès information
- formation
- chambre de commerce et d'industrie
- intelligence compétitive
- Europe occidentale

**4.7. Intégration des immigrants au Canada (n : 4)**

Dansereau, Francine, Anne-Marie Séguin, Daniel Leblanc, et INRS-Urbanisation. 1995. "La cohabitation interethnique dans l'habitat social au Québec." Société d'habitation du Québec, Montréal.

Dans les ensembles diversifiées sur le plan ethnoculturel, cette relative rareté de l'offre de logement sociaux affecte-t-elle de manière particulière les perceptions que les ménages ont de leur situation, de celle de leurs voisins et des échanges qu'ils ont avec eux ? Cette question traverse l'ensemble de ce rapport de recherche, qui porte sur la "cohabitation interculturelle et l'insertion locale dans les projets d'habitation sociale à plus ou moins forte composante ethnique".

**Mots clés :**

- cohabitation
- coopérative
- habitat
- HLM
- interethnique
- logement
- loyer
- modéré
- modique
- province
- public
- Québec
- social

Giguère, Anne. 1995. "Projet d'une coopérative de services scolaires dans le milieu pluriethnique de la ville de Brossard." Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke (Canada).

Lamdaouar, Ousama. 1994. "Opérationnalisation d'une coopérative culturelle musulmane en Estrie: une étude de faisabilité." Mémoire, Université de Sherbrooke (Canada).

Vallée, Pierre. 1993. "La coopérative de travailleurs et d'habitation : une autre option à considérer dans le processus d'intégration des québécois des communautés culturelles." Essai (M.A.), Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives, Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

**Mots clés :**

- coopérative de travail
- logement social
- insertion sociale
- communauté culturelle
- aspect social

## 5. GOUVERNANCE ET MANAGEMENT (N : 258)

### 5.1 Capitalisation (n : 28)

Bergeron, M. Y. et D. Martel. 1995. "Une proposition d'innovation de financement : le fonds de placement en coopératives." *RECMA*, 256:73-80.

« Présentation d'un dispositif Québécois original : le Fonds de Placement en Coopératives FPC; institut financier de statut non coopératif le FPC offre selon les deux auteurs québécois la possibilité d'améliorer la capitalisation tout en respectant les valeurs coopératives créant en outre une émulation entre les coopératives elles-mêmes pour s'approprier une partie des fonds générés. »

(<http://experts.ceges.org/>)

#### Mots clés :

- coopérative
- financement
- instrument financier
- Québec

Bergeron, Michel et Denis Martel. 1993. "Vers une stratégie financière pour les coopératives." Université de Sherbrooke, Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives.

Le but de ce document est de susciter une réflexion sur la démarche à adopter pour la mise en place d'un processus d'innovation financière pour les coopératives. L'objectif est de définir les étapes inhérentes au processus (stratégie coopérative d'innovation financière), cerner ses difficultés et identifier les conditions à réunir pour que la mise en place d'une stratégie coopérative à ce niveau s'avère un succès.

#### Mots clés :

- commun
- coopérative
- financement
- financier
- fonds
- innovation
- instrument
- mutuel
- placement
- société

Bergeron, Michel Y. 1993. "Vers une stratégie d'innovation financière pour les coopératives." Université de Sherbrooke. Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives, Sherbrooke, 93-03.

**Mots clés :**

- développement coopératif
- innovation
- financement
- capital-action

Côté, Daniel, Martine Vézina, et Micheline Tétrault. 1998. "Profil des institutions bancaires coopératives dans le monde." École des hautes études commerciales, HEC Montréal, Montréal.

Cette recherche vise à évaluer l'importance des institutions bancaires coopératives à l'échelle internationale. Bien sûr, plusieurs indicateurs sont à même de décrire ce phénomène. Nous en avons retenu un certain nombre qui nous semblaient pertinents pour rendre compte de l'importance de ces institutions et ce, autant au plan financier que sur la base de leur spécificité d'organisations coopératives. Les actifs, les crédits, les dépôts, les fonds propres ainsi que le nombre de sociétaires et d'unités de base (coopératives de premier niveau) constituent à cet égard les principaux éléments statistiques permettant de décrire l'ampleur de ces organisations et, plus généralement, du mouvement.

**Mots clés :**

- actif
- dépôt
- Afrique
- Europe
- Amérique
- fonds
- coopérative
- institution
- crédit

Dupont, Gaëtan, Claude Martel, et Guylaine Morin. 1999. "Coopérative de travailleurs actionnaires (CTA) : constitution, organisation, fonctionnement." ministère de l'Industrie et du Commerce, Québec.

Exposé de la constitution, de l'organisation et du mode de fonctionnement d'une coopérative de travailleurs actionnaires (CTA)

**Mots clés :**

- actionnariat
- coopérative
- ouvrier
- personnel
- province
- Québec
- salarié
- travail
- travailleur

Elloumi, Fathi. 1999. "La suffisance du capital chez les caisses populaires du Québec : une affaire de saine gestion." Chaire de coopération Guy-Bernier, 100.

L'objectif de cette étude est d'analyser le problème de la capitalisation chez les caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec et de proposer un outil d'aide à la décision servant au dirigeant de tableau de bord pour mieux gérer la capitalisation de sa caisse. Les analyses statistiques conduites sur 200 caisses populaires ont permis de constater qu'une caisse en insuffisance de capital, a le plus souvent un revenu net d'intérêts relativement faible par rapport à la moyenne, les dépenses de personnel de ces caisses semblent excessives, ce qui pénalise leur rentabilité. En outre, une caisse en insuffisance de capital gère mal l'équation de son financement. Elle émet davantage de parts permanentes et privilégiées, emprunte plus auprès de sa fédération dans le but d'améliorer son capital. Il semble que ces recours n'ont pas donné les fruits escomptés. De surcroît, il a été constaté, à partir de l'analyse de la structure des bilans des caisses en insuffisance de capital, qu'elles prennent plus de risques que la moyenne des caisses. Dans cet esprit d'analyse, un outil a été proposé pour gérer le capital de la caisse. En agissant sur les déterminants du niveau de capitalisation, le dirigeant d'une caisse parviendra à maîtriser ce problème. Il s'agit ici d'analyser ces déterminants afin de dégager les faiblesses de la caisse au chapitre de sa capitalisation. L'outil a été divisé en trois étapes conçues dans une suite logique permettant au dirigeant d'une caisse de vérifier l'état de son capital au regard des déterminants de gestion examinés, de comprendre par le moyen d'une analyse mieux structurée les faiblesses ayant causé le problème et, dans une dernière étape d'agir au vue des constatations trouvées. Une grille d'analyse est proposée pour permettre d'intégrer les étapes de l'outil suggéré.

**Mots clés :**

- capital
- caisses populaires
- gestion

Grégoire, P. 1993. "Des coopératives, des associations et de leurs nouvelles formes de financement. Présentation et analyse du pôle financier alternatif de l'économie sociale belge. Mémoire primé par l'ADDES en 1994." Institut supérieur de commerce, Bruxelles.

«Après une présentation de l'économie sociale belge et des considérations sur la problématique du financement de ce secteur, l'auteur analyse les groupements actifs en Flandres et en Wallonie dans le financement de projets dits "alternatifs" : associations d'épargne, de proximité, coopératives de financement...»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- financement
- économie sociale
- épargne solidaire
- mouvement alternatif
- Belgique
- épargne locale

Hild, G. 1993. "Pourquoi des assurances mutuelles à forme coopérative?" *L'assurance mutuelle*, 1:4-13.

«L'auteur apporte une nouvelle contribution à la recherche de solutions possibles au problème de financement de la croissance des sociétés d'assurance mutuelle en mettant en avant un nouveau statut : celui de la société d'assurance mutuelle à forme coopérative.»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- financement
- assurance mutuelle
- France
- statut
- société d'assurance mutuelle

Karafolas, Simeon. 2002. "Aide financière publique pour le développement des coopératives, le cas des coopératives de crédit en Grèce : économie sociale et État : reconnaissance ou instrumentation?" *Revue internationale de l'économie sociale*, 284:45-59, 95-96 [16 p.].

**Mots clés :**

- sociologie économique
- Grèce
- coopérative
- économie sociale
- aide financière
- intervention de l'État
- Union européenne
- crédit

Lassen, BC. 1999. "Les apports de capitaux extérieurs : quels risques pour les principes et objectifs coopératifs." *RECMA*, 271:37-42.

«Le président de la Fédération des coopératives agricoles danoises examine les évolutions de son secteur; alors que pour affronter la concurrence elles s'engagent vers l'ouverture de leur capital à des associés extérieurs et elles entendent ne pas y sacrifier l'intérêt de leurs membres.»

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- capital
- capitaux propres
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- intercoopération
- Danemark

Lévesque, B. 1994. "Une forme originale d'association capital-travail : les coopératives de travailleurs au Québec." *RECMA*, 251:49-60.

«Cet article analyse le fonctionnement des coopératives de travailleurs-actionnaires au Québec et établit une comparaison avec les ESOP (Employee Stock Ownership Plan) américains.»

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- statistiques
- France
- gestion démocratique
- actionnariat salarié
- coopérative de production
- Canada

Manga, Charles. 1993. "La sous-capitalisation et les sources de financement du capital-social dans les coopératives: le cas des coopératives agricoles." Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

Aujourd'hui, les besoins financiers des coopératives sont si grands que les seuls sociétaires et les autres sources de financement internes ne peuvent plus les combler. Cette situation réitère l'incapacité des coopératives à générer des fonds propres suffisants, pour leur permettre d'opérer les changements qui leur permettraient de demeurer des entreprises compétitives sur le plan économique. C'est donc cet aspect particulier dans la problématique du financement des coopératives que nous nous proposons d'analyser dans cette étude.

**Mots clés :**

- financement
- capitalisation
- coopératives agricoles
- capital social

Mauget, R. et M. Forestier. 2000. "De la coopérative au groupe coopératif agro-alimentaire : de la valeur pour l'utilisateur à la valeur pour l'actionnaire?" *RECMA*, 278:16-30.

« Y a-t-il dénaturation des valeurs coopératives lorsqu'un groupe coopératif complexe passe de la notion de valeur de la coopérative pour l'utilisateur à celle de valeur du groupe pour 'l'actionnaire' ? »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- évolution
- actionnaire
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- adhérent

Mauget, R. et S. Koulytchizky. 2003. "Le développement des groupes coopératifs agricoles depuis un demi-siècle, 17<sup>e</sup> colloque ADDES, 22 octobre 2002." Pp. 14-40 in *17<sup>e</sup> colloque ADDES*.

« Sous la pression de la concentration des concurrents, fournisseurs et clients, les coopératives agricoles ont dû se transformer et construire des stratégies d'alliance entre elles, certes, mais

aussi avec des partenaires capitalistes : à côté de la valeur de la coopérative pour l'utilisateur, apparaît la valeur de la coopérative pour l'actionnaire, au risque de remettre en cause les principes coopératifs tels que les définissaient les Pionniers de Rochdale. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- contrôle
- groupement d'entreprises
- filiale
- principes coopératifs
- coopérative agricole

Moreau, J. 1995. "Le financement de l'économie sociale in : dossier sur l'économie sociale." *Finance et gestion*, 41:20-22.

« La spécificité des coopératives associations et mutuelles pose des problèmes particuliers pour assurer leur financement particulièrement en ce qui concerne les fonds propres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés:**

- financement
- France
- capitaux propres
- économie sociale

N'dong, Franklin Assoumou et Jean-Pierre Girard. 2000. "Développement coopératif comparé, Québec-Saskatchewan : Les formes organisationnelles dans le domaine de la santé, la capitalisation des coopératives dans le secteur agro-alimentaire." IRECUS, IREC 00-02.

**Mots clés :**

- développement coopératif
- Québec
- Saskatchewan
- formes organisationnelles
- santé
- capitalisation des coopératives
- secteur agro-alimentaire

Ontario, ministère des Finances, Service de développement des coopératives. 1995. "Les coopératives en Ontario : comment constituer une coopérative." ministère des Finances, Toronto.

Ce document traite des étapes de base à suivre pour constituer une coopérative. Il s'adresse aux groupes qui mettent sur pied des entreprises coopératives ou des coopératives sans but lucratif. *Comment constituer une coopérative* renferme des renseignements généraux sur la *Loi sur les sociétés coopératives* et des questions générales d'ordre financier.

**Mots clés :**

- aspect
- coopérative
- droit
- finance
- financement
- financier
- juridique
- légal
- Ontario
- province
- société

Ory, J-N. 2001. "Le statut de coopérative est-il source d'efficacité dans le secteur bancaire ?" Université de Nancy 2. Groupe de recherche en économie financière et en gestion des entreprises (GREFIGE), Nancy.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- structure de propriété
- banque
- société anonyme
- société coopérative
- gouvernement d'entreprise
- performance
- France

Petit, J. 2000. "Histoire d'un grossiste-répartiteur : La CERP-Rouen." *Revue d'histoire de la pharmacie* 48, 326 : 209-214.

**Mots clés :**

- histoire des sciences de la vie
- France
- pharmacie
- industrialisation
- commerce
- commerce de gros

Poulin, Pierre, Pierre Goulet, et Andrée Rivard. 2000. *Desjardin : 100 ans d'histoire*. Sainte-Foy : MultiMondes.

À titre d'entreprises coopératives, les caisses Desjardins ont permis à des générations de Québécois de manifester leur solidarité et d'agir collectivement pour développer leur économie à la fois sur les plans local, régional et national. La mise en commun d'une partie des capitaux propres accumulés par les caisses locales a rendu possible la création d'entreprises financières qui comptent aujourd'hui parmi les plus importantes au Québec.

**Mots clés :**

- caisse
- coopérative
- crédit
- Desjardins
- économie
- épargne
- histoire
- mouvement
- populaire
- province
- Québec

Québec, Conseil de coopération du Québec. 2003. "Synthèse : Colloque sur la capitalisation des coopératives." 80 p., Lévis.

Pour poursuivre nos efforts de diffusion de pratiques facilitantes au plan financier et susciter la mise en œuvre de projets d'expansion et de démarrage par les coopératives (investissements), nous vous proposons ce guide-synthèse, assurément un document de référence en matière de capitalisation des coopératives. Outre les textes des présentations offertes au colloque, nous y avons intégré la synthèse des problématiques soulevées et des textes inédits pour permettre à toute coopérative d'aborder de façon pratique les questions de capitalisation des coopératives.

**Mots clés :**

- coopérative
- finance
- gestion
- investissement
- province
- Québec

Secteur des coopératives d'alimentation du Québec. 2001. "Alimentation - recommandations du secteur des coopératives d'alimentation du Québec dans le cadre de la consultation sur l'avant-projet de politique gouvernementale en matière de développement des coopératives." secteur des coopératives d'alimentation du Québec.

Les coopératives de consommation alimentaire sont historiquement des organisations sous capitalisées. Les quelques 93 000 membres des 63 coopératives membres de la Fédération des coopératives d'alimentation du Québec devraient être encouragés à mieux capitaliser leurs coopératives. Pour les stimuler, nous aurions besoin d'incitatifs pour soutenir nos appels de capitalisation. De plus, des organisations tels Investissement Québec et le RISQ, devraient pouvoir investir dans nos coopératives via des parts privilégiées. Cela pourrait conforter nos premiers partenaires (nos membres) à investir davantage.

**Mots clés :**

- capitalisation
- financement
- coopératives d'alimentation
- Québec

Rondot, Sylvie (sous la direction de Marie Bouchard). 2002. "Symposium sur le financement du logement communautaire, le 25 février 2002, organisé à l'Université du Québec à Montréal, par le Cap Logement communautaire de l'ARUC-ÉS." in *Symposium sur le financement du logement communautaire*, vol. T-01-2003: ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-01-2003.pdf>)

Ce texte est la synthèse du Symposium sur le financement du logement communautaire, tenu à Montréal le 25 février 2002. Cette rencontre a été réalisée grâce au soutien de L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), de la Société d'habitation du Québec et du Fonds québécois de l'habitation communautaire. L'organisation du Symposium s'est déroulée dans le cadre du CAP logement communautaire, co-dirigé par Marie Bouchard, professeure à l'École des sciences de la gestion de l'UQÀM, et Marcellin Hudon, coordonnateur de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec. Organisée avec le soutien d'Allan Gaudreault, consultant en habitation et développement communautaire, cette rencontre a reçu 38 participants provenant du CAP, du Conseil d'administration du Fonds québécois d'habitation communautaire, d'autres organismes intéressés par ces questions et des chercheurs universitaires.

**Mots clés :**

- financement
- logement communautaire

Rouzier, Ralph, Marguerite Mendell, et Benoît Lévesque. 2003. "Symposium sur le financement de l'économie sociale, le 15 octobre 2002 à l'Université du Québec à Montréal:

rapport préparé par le CAP Financement et le CAP Échanges et comparaisons internationales de l'ARUC-ÉS." in *Symposium sur le financement de l'économie sociale*, vol. T-06-2003: ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-06-2003.pdf>)

Ce symposium a été organisé par l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), dans le cadre des activités du chantier *Échanges et comparaisons internationales et avec le reste du Canada*. Plus d'une cinquantaine de personnes, praticiens et universitaires, ont participé à cet événement, incluant les neuf conférencières et conférenciers. Elles provenaient de diverses organisations québécoises, canadiennes ou étrangères impliquées dans le développement des activités d'économie sociale ou impliquées dans le développement économique communautaire (DEC).

**Mots clés :**

- financement
- économie sociale

Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire. 2001. "Milieu scolaire - Mémoire de la Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire présenté dans le cadre de l'avant-projet de politique de développement des coopératives." Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire.

Dans le présent mémoire, nous vous ferons part de notre avis concernant les quatre axes énumérés

dans le projet de politique. Par la suite, dans la dernière partie de notre mémoire, nous commenterons la plupart des modifications proposées à la Loi des coopératives par le Ministère et nous proposerons des modifications supplémentaires ayant trait directement à notre secteur et à la Loi en général.

**Mots clés :**

- fiscalité
- financement
- capitalisation
- développement régional
- coopératives en milieu scolaire
- Québec

Théoret, Raymond et Pierre Rostan. 1999. "Quelques techniques d'analyse de la VaR applicables à l'estimation du risque des bilans des caisses populaires Desjardins du Québec." *Chaire de coopération Guy-Bernier*, 102.

Traditionnellement, l'analyse du risque des bilans des caisses populaires s'effectue par une analyse de l'appariement des échéanciers des actifs et des passifs ou plus récemment, par l'étude de l'écart de durée entre les actifs et les passifs. Mais les normes internationales requièrent maintenant que les risques supportés par les institutions financières soient analysés en terme de la VaR et que le capital de ces institutions soit également calculé en fonction de leur VaR. Les caisses doivent donc se plier à ces nouvelles exigences et se familiariser à cette nouvelle technique d'analyse du risque. Pour mieux les aider à la maîtriser, les auteurs comparent plusieurs méthodes de simulation de la VaR dans cet article. D'abord, ils proposent de calculer la VaR d'une obligation canadienne détenue par un investisseur américain sur une période de 298 semaines. Ce portefeuille est exposé aux risques de change et de taux d'intérêt. Deux approches historiques (selon la volatilité équipondérée et la volatilité exponentielle) et deux approches de simulation Monte Carlo sont employées. Puis, ils comparent les VaR obtenues aux variations réelles du portefeuille et les VaR entre elles selon six critères de performance. Une des deux méthodes de simulation Monte Carlo développée par les auteurs se distingue: elle permet de couvrir suffisamment les pertes réelles du portefeuille sans toutefois immobiliser trop d'argent pour couvrir le risque de capital.

**Mots clés :**

- bilans
- VaR
- risque
- caisses populaires Desjardins

Théoret, Raymond et Jean-Marc Thuotte. 1996. "L'insuffisance du capital chez les caisses populaires Desjardins du Québec." *Chaire de coopération Guy-Bernier*, 073.

Cette étude exploratoire vise à déterminer les causes de l'insuffisance du capital chez les caisses populaires affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec Depuis l'entrée en vigueur des normes de Bâle en matière de capitalisation, un grand nombre de caisses populaires font montre d'une insuffisance de capital. Il est montré dans cette étude que plusieurs facteurs sont reliés à l'insuffisance du capital, dont les plus importants sont les revenus nets d'intérêt par 100 \$ d'actifs et les dépenses en personnel par 100 \$ d'actifs. Le lancement de nouveaux véhicules de capitalisation pourrait aider à résoudre le problème de sous-capitalisation des caisses mais il reste que ces instruments doivent être utilisés avec circonspection. Il semble en effet que ce soit les caisses qui font montre de la plus grande insuffisance de capital qui aient le plus recouru aux nouveaux véhicules de capitalisation à leur disposition.

**Mots clés :**

- capital
- caisses populaires Desjardins

Verville, J. 2002. "Travailleur actionnaire. Mémoire du secteur des coopératives de travailleurs actionnaires présenté dans le cadre de la consultation sur l'avant-projet de politique de développement de coopératives du gouvernement du Québec." Fédération des coopératives de travailleurs actionnaire du Québec.

«Les américains ont leurs ESOP (Employee Stock Ownership Program), les français sont à la recherche de formules d'investissement retraite pour les travailleurs, les québécois inventent la CAT : Coopérative de Travailleurs Actionnaires. Il s'agit d'une formule coopérative qui participe à la capitalisation des entreprises par l'épargne retraite des travailleurs. Cet article présente au ministre québécois de l'Industrie et du Commerce (M. Gilles Baril) une série de recommandations sur ce thème. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- retraite
- actionnariat salarié
- Canada
- épargne retraite
- Québec

**5.2. Développement coopératif et modèles endogènes de financement (n : 28)**

1999. "Les coopératives italiennes." *La tribune Fonda*, 135:18-19.

« Présentation des coopératives sociales italiennes (3500); fonctionnement fiscalité. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- action sociale
- Italie
- activité de service
- secteur coopératif
- coopérative sociale

Bergeron, Michel et Denis Martel. 1993. "Vers une stratégie financière pour les coopératives." Université de Sherbrooke, Institut de recherche et d'Enseignement pour les coopératives.

Le but de ce document est de susciter une réflexion sur la démarche à adopter pour la mise en place d'un processus d'innovation financière pour les coopératives. L'objectif est de définir les étapes inhérentes au processus (stratégie coopérative d'innovation financière), cerner ses difficultés et identifier les conditions à réunir pour que la mise en place d'une stratégie coopérative à ce niveau s'avère un succès.

**Mots clés :**

- commun
- coopérative
- financement
- financier
- fonds
- innovation
- instrument
- mutuel
- placement
- société

Bergeron, Richard. 1994. "Formation et partage de la valeur en immobilier résidentiel : éléments d'une économie coopérative du logement."

—. 1996. "Éléments de faisabilité de la Coopérative d'habitation-Équité."

Bouchard, Marie J. et Richard Bergeron. 1994. "Pertinence et faisabilité d'une formule de coopérative d'habitation fondée sur l'équité." *Coopératives et développement* 25, 1:113-123.

**Mots clés :**

- coopératives d'habitation
- Québec (province)
- recherche
- Mouvement des coopératives d'habitation du Québec

Bouchard, Marie, Gilles Roy, et Danielle Dunn. 1995. "Coopérative-Équité : Problématique, contraintes réglementaires, et motivations des membres." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-14.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- Coopérative-Équité
- étude de cas

Da Silva, S. 1995. "Colloque économie sociale et innovation." in *Colloque économie sociale et innovation: Vie-sociale*.

**Mots clés :**

- structure sociale
- innovation sociale
- innovation
- financement
- économie sociale
- fonds communs

Dalmaz, S. 2002. "Les banques coopératives européennes : bilan et perspectives." *Revue d'économie financière*, 67:73 - 83.

« Les réseaux coopératifs en France, Allemagne, Italie, Autriche, Finlande et aux Pays-Bas sont des acteurs importants du paysage bancaire européen. Certains groupes coopératifs privilégient la recherche de partenariats, d'autres réseaux la démutualisation. Le mode d'organisation des banques coopératives est décrit, ainsi que leurs caractéristiques financières et leurs perspectives de développement. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- banque mutualiste coopérative
- coopérative de crédit
- démutualisation

Demers, Chantal. 2001. "Monographie de la coopérative de solidarité de services à domicile Avantages." Université du Québec à Montréal/LAREPPS, Montréal, No 01-10.

Cette monographie de la Coopérative de solidarité de services à domicile Avantages décrit une entreprise d'économie sociale en aide domestique qui fait preuve d'exemplarité à plusieurs égards. La Coopérative Avantages fait partie des premières entreprises québécoises d'économie sociale en aide à domicile puisqu'elle a été fondée en 1988 sous le nom d'Aide

communautaire Limoilou. Elle représente également la première entreprise à être accréditée en 1997 au Programme d'exonération financière pour les services d'Aide domestique (PEFSAD) et fait partie des premiers organismes à but non lucratif à se transformer en coopératives de solidarité en 1998.

**Mots clés :**

- aide
- coopérative
- domicile
- économie
- entreprise
- familiale
- province
- Québec
- social

Ferrelra, Nathalie. 2001. "L'autogestion : de l'économie du rêve à l'économie sociale." *Vie-sociale. Paris*, 2:73-80.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- autogestion
- économie sociale
- organisation du travail
- entreprise, coopérative
- histoire-sociale

Fischer, K. L. 2000. "Régie, réglementation et performance des coopératives financières." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 4:607-636.

« Cet article étudie la structure institutionnelle et le système de réglementation et supervision (R&S) des coopératives financières de quelques pays industrialisés et tente de catégoriser et comparer la performance des différents modèles. - Existe-t-il des modèles de structures de contrôle des coopératives financières ? - Est-il possible d'évaluer la performance de ces modèles »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- contrôle
- France
- sociétariat
- organisation
- évaluation
- coopérative financière
- méthodologie
- Canada

Fontan, Jean-Marc, Pierre Hamel, Richard Morin, et Eric Shragge. 2003. "Initiatives de développement économique communautaire dans quatre métropoles nord-américaines." *Organisations et territoires* 12, 2:71-77.

La réalité du développement économique communautaire en milieu métropolitain nord-américain est mal connue. Cet article apporte des éléments d'éclairage en étudiant les modalités de cohabitation entre les stratégies de développement économique reposant sur une logique métropolitaine d'intervention et celles fondées sur une approche locale et communautaire. L'étude indique que des blocages apparaissent très clairement au niveau de l'espace politique métropolitain. Ce dernier continue de penser le développement comme il était pris en considération sous le fordisme où la division des responsabilités faisait reposer les mesures providentielles sous la juridiction de l'État-nation.

**Mots clés :**

- développement local
- développement communautaire
- gouvernance

Fortin, Mario. 1997. "Économies d'échelle et économies de gamme dans les caisses populaires et d'économie Desjardins." Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

Gaudreault, Allan et Marie Bouchard. 2002. "Le financement du logement communautaire : évolution et perspective." ARUC-ÉS, Montréal, R-08-2002.

<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-08-02.PDF>

Problématique du financement du logement communautaire, Historique ; l'habitation et l'État au Canada et au Québec ; des mesures de guerre au virage communautaire, expériences européennes, expériences américaines, expériences canadiennes.

**Mots clés :**

- financement
- logement communautaire
- histoire

Grégoire, P. 1993. "Des coopératives des associations et de leurs nouvelles formes de financement. Présentation et analyse du pôle financier alternatif de l'économie sociale belge. Mémoire primé par l'ADDES en 1994." Institut supérieur de commerce, Bruxelles.

«Après une présentation de l'économie sociale belge et des considérations sur la problématique du financement de ce secteur l'auteur analyse les groupements actifs en Flandres et en Wallonie dans le financement de projets dits "alternatifs" : associations d'épargne de proximité coopératives de financement...»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- financement
- économie sociale
- épargne solidaire
- mouvement alternatif
- Belgique
- épargne locale

Hild, G. 1993. "Pourquoi des assurances mutuelles à forme coopérative?" *L'assurance mutuelle*, 1:4-13.

« L'auteur apporte une nouvelle contribution à la recherche de solutions possibles au problème de financement de la croissance des sociétés d'assurance mutuelle en mettant en avant un nouveau statut : celui de la société d'assurance mutuelle à forme coopérative. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- financement
- assurance mutuelle
- France
- statut
- société d'assurance mutuelle

Kraus, Deborah, Margaret Eberle, et Joffre Pomerleau. 1999. "Solutions de logements abordables : quinze modèles de réussite." Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa.

Les initiatives dont il est question dans le présent rapport constituent la première étape de la conception d'une base de renseignements plus importante et plus complète, sur les approches,

les stratégies et les techniques relatives au logement à coût abordable. L'un des objectifs à atteindre consiste à mettre sur pied un système continu de partage de l'information dans l'ensemble de ce secteur, concernant les différents ensembles de logement à coût abordable dans le pays.

**Mots clés:**

- Canada
- Communautaire
- coopératif
- coopérative
- défavorisé
- défavorisée
- démuné
- économiquement
- faible
- habitat
- habitation
- HLM
- logement
- logis
- loyer
- modéré
- modique
- monde
- pauvre
- personne
- prix public
- quart
- revenu
- social

Moreau, J. 1995. "Le financement de l'économie sociale in : dossier sur l'économie sociale." *Finance et gestion*, 41:20-22.

« La spécificité des coopératives associations et mutuelles pose des problèmes particuliers pour assurer leur financement particulièrement en ce qui concerne les fonds propres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- financement
- France
- capitaux propres
- économie sociale

Petit, J. 2000. "Histoire d'un grossiste-répartiteur: La CERP-Rouen." *Revue d'histoire de la pharmacie* 48, 326:209-214.

**Mots clés :**

- histoire des sciences de la vie
- France
- pharmacie
- industrialisation
- commerce
- commerce de gros

Pumain, Denise. 1998. "Les modèles d'auto-organisation et le changement urbain." *Cahiers de géographie du Québec* 42, 117:349-366.

C'est en référence à la théorie de l'auto-organisation que des modèles dynamiques non linéaires ont été transposés depuis les sciences physiques vers les sciences sociales et, en particulier, la géographie urbaine. Un bilan provisoire des principales applications à la structuration des villes et des systèmes de villes souligne les vertus heuristiques et didactiques de ces modèles, qui peuvent engendrer des changements qualitatifs à partir de petites variations quantitatives de certains paramètres. Toutefois, l'analogie entre systèmes physiques et systèmes géographiques a des limites et le résultat des expérimentations invite à compléter ces modèles dans le cadre d'une théorie évolutive, pour tenir compte des aspects créatifs et cognitifs intervenant dans la genèse de la complexité des systèmes spatiaux.

**Mots clés :**

- développement communautaire
- auto-organisation
- milieu urbain

Conseil de la coopération du Québec, 1999. *Démarrer et gérer une entreprise coopérative*. Montréal, Charlesbourg: Transcontinental, Fondation de l'entrepreneurship.

Cet ouvrage collectif vise à mieux faire connaître la formule coopérative et guider toutes les personnes qui souhaitent démarrer une entreprise collective. Celles-ci y trouveront toute l'information relative à la gestion de ce type d'entreprise.

**Mots clés :**

- administration
- affaires
- coopérative
- création
- démarrage
- direction
- guide
- management
- nouveau
- organisation
- ouvrier
- participatif

- émergent
- entreprise
- gestion
- start-up
- travail
- travailleur

Québec, ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Direction des coopératives. 1998. "Les coopératives funéraires au Québec." ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Québec.

L'industrie des services funéraires est en pleine mutation, une mutation engendrée par l'arrivée sur le marché d'entreprises étrangères géantes. En effet, depuis quelques années, elles ont acquis diverses entreprises funéraires québécoises. Les 31 coopératives funéraires qu'on dénombrerait au Québec en 1995 doivent composer avec cette nouvelle donne.

**Mots clés :**

- aspect
- coopératif
- économie
- économique
- funéraire
- province
- Québec

Québec, ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Direction des coopératives. 1993. "Profil des coopératives du milieu scolaire de 1986 à 1990." ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Québec.

Malgré certaines erreurs de parcours, le mouvement des coopératives du milieu scolaire se porte bien dans son ensemble. Il connaît même, depuis quelques années, une nouvelle phase de développement et de consolidation de ses acquis. Cet attrait pour ce type de coopérative (démonstré par une hausse du nombre de membres et du nombre de coopératives) n'est pas étranger aux avantages de plus en plus évidents que retirent les membres de leurs coopératives.

**Mots clés :**

- collègue
- coopérative
- école
- milieu
- province
- Québec
- scolaire
- secondaire
- université

Rondot, Sylvie (sous la direction de Marie Bouchard). 2002. "Symposium sur le financement du logement communautaire, le 25 février 2002, organisé à l'Université du Québec à Montréal, par le Cap Logement communautaire de l'ARUC-ÉS." in *Symposium sur le financement du logement communautaire*, vol. T-01-2003: ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-01-2003.pdf>)

Ce texte est la synthèse du Symposium sur le financement du logement communautaire, tenu à Montréal le 25 février 2002. Cette rencontre est devenue possible grâce au soutien de L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), de la Société d'habitation du Québec et du Fonds québécois de l'habitation communautaire. L'organisation du Symposium s'est déroulée dans le cadre du CAP logement communautaire, co-dirigé par Marie Bouchard, professeure à l'École des sciences de la gestion de l'UQÀM, et Marcellin Hudon, coordonnateur de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec. Organisée avec le soutien d'Allan Gaudreault, consultant en habitation et développement communautaire, cette rencontre a reçu 38 participants provenant du CAP, du Conseil d'administration du Fonds québécois d'habitation communautaire, d'autres organismes intéressés par ces questions et des chercheurs universitaires.

**Mots clés :**

- financement
- logement communautaire

Rouzier, Ralph, Marguerite Mendell, et Benoît Lévesque. 2003. "Symposium sur le financement de l'économie sociale, le 15 octobre 2002 à l'Université du Québec à Montréal : rapport préparé par le CAP Financement et le CAP Échanges et comparaisons internationales de l'ARUC-ÉS." in *Symposium sur le financement de l'économie sociale*, vol. T-06-2003: ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-06-2003.pdf>)

Ce symposium a été organisé par l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), dans le cadre des activités du chantier Échanges et comparaisons internationales et avec le reste du Canada. Plus d'une cinquantaine de personnes, praticiens et universitaires, ont participé à cet événement, incluant les neuf conférencières et conférenciers. Elles provenaient de diverses organisations québécoises, canadiennes ou étrangères impliquées dans le développement des activités d'économie sociale ou impliquées dans le développement économique communautaire (DEC).

**Mots clés :**

- financement
- économie sociale

Séguin, Marie-Thérèse. 1995. "Pratiques coopératives et mutations sociales." 269 p.: L'Harmattan.

Il est vrai que les pressions de la concurrence internationale et les mutations du capitalisme poussent tellement à l'uniformisation des pratiques commerciales et financières, que le mouvement coopératif, dans les économies occidentales, est en permanence sur la défensive pour ce qu'il en est de son identité, et est même souvent obligé de reculer. Mais l'ensemble des mouvements coopératifs dans nos sociétés n'est pas en train de passer au "coopitalisme". En fonction de différents facteurs, comme le secteur d'activités, la taille minimale pour survivre, l'intensité de la concurrence, l'enracinement social des entreprises, les mouvements coopératifs pourront maintenir, en la renouvelant, une véritable identité coopérative tout en assurant leur réussite économique.

**Mots clés :**

- Canada
- changement
- collectivité
- communautaire
- coopération
- coopérative
- développement
- économique
- financement
- local
- mutation
- organisation
- social
- société
- sociologie
- transformation
- transition

Simard, Majella. 1998. "Une réponse à la pauvreté des milieux ruraux: le cas du JAL." *L'action nationale* LXXXVIII, 3:19-30.

L'action menée au JAL fut à la fois sociale, économique, communautaire et politique. À maintes reprises, la population s'est montrée solidaire. À travers leurs interrelations de voisinage, leurs manifestations communautaires de confiance mutuelle et de leur connivence rurale, les Jallois se sont donnés des moyens concrets (expertise, entrepreneuriat, développement sectoriel, etc) dans le but d'améliorer leur qualité de vie et leur niveau de bien-être. Certaines entreprises créées grâce à l'approche coopérative, occupent toujours le cœur de la vie socio-économique locale. Elles demeurent toutefois extrêmement fragiles puisqu'elles se situent à la périphérie de l'économie dominante. De plus, la formule coopérative révèle ses limites dans la gestion des entreprises et dans le processus de prise de décisions face aux stratégies de développement. Majella Simard se demande si les gains de l'époque, où prédominait la logique locale du développement intégré et communautaire, pourront se maintenir dans le contexte socio-économique qui prévaut actuellement.

**Mots clés :**

- économie sociale
- développement communautaire
- développement rural
- bilan
- pauvreté

Thiercelin, M. 1999. "La gestion coopérative des copropriétés." *RECMA*, 272:85-89.

« Après la présentation du contexte de la copropriété en France l'auteur annonce la "renaissance " de la gestion coopérative des copropriétés et l'élargissement du rôle de l'ANCC (Association nationale de la copropriété coopérative). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- coopérative de consommateurs d'usagers
- copropriété
- syndicat coopératif de copropriété

### **5.3. Mondialisation et modèles coopératifs adaptés à la nouvelle économie globalisée et aux nouveaux besoins de capitaux (n : 62)**

1994. "Projet d'études internationales : les coopératives d'Europe." Université du Québec à Montréal, Montréal.

Les étudiants du projet d'études internationales PEI "*Les coopératives d'Europe*" se sont penchés sur les répercussions de la mondialisation sur les entreprises de type coopératif. Les membres du PEI se sont rendus en France, en Italie et en Espagne visiter des coopératives et s'entretenir avec leurs dirigeants.

**Mots clés :**

- coopératif
- coopérative
- entreprise
- Europe

1995. "Les valeurs de l'économie sociale." *Le Monde*, 15587 suppl initiatives:9 p.

« Quelles sont les valeurs de l'économie sociale aujourd'hui? Une série d'articles tente de le comprendre à travers des exemples de coopératives d'associations et de mutuelles. Le tiers secteur doit s'adapter aux contraintes économiques actuelles sans pour autant perdre ses principes. Dans un contexte libéral ceux-ci peuvent assurer la cohésion sociale face à l'exclusion montante. Un défi reste encore à relever: celui de l'intégration dans le droit communautaire. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- SCOP
- association
- assurance mutuelle
- France
- économie sociale
- secteur coopératif
- secteur associatif
- secteur mutualiste
- CEE

1999. "Les coopératives italiennes." *La tribune Fonda*, 135:18-19.

« Présentation des coopératives sociales italiennes (3500) ; fonctionnement fiscalité. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- action sociale
- Italie
- activité de service
- secteur coopérati
- coopérative sociale

2000. "Coopératives actuelles." *Épargne et finance*, 3:16-41.

« Ce dossier sur les coopératives met en avant les valeurs mutualistes des entreprises d'économie sociale et leur validité à l'aube de l'an 2000 à travers divers exemples : les Banques populaires le Crédit agricole les Caisses d'épargne Gleb store (Allemagne) Banca etica (Italie) les sociétés mutualistes et les sociétés d'assurance mutuelle (GEMA). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- sociétariat
- Allemagne
- solidarité
- mutualité
- banque mutualiste coopérative
- marketing
- gestion démocratique
- Italie
- doctrine coopérative

2002. "Les bonnes pratiques coopératives européennes." Pp. 1-12.

« Compte rendu de la rencontre du 26 juin 2002 des 15 organisations européennes du GNC. Le mouvement coopératif anglais et celui du pays basque espagnol ont présenté leur évolution. En Grande Bretagne, les menaces de démutualisation ont échoué et on assiste à une renaissance des coopératives de consommateurs. La structure coopérative gagne du terrain dans d'autres secteurs d'activité. Quant au mouvement coopératif basque espagnol il est créatif, notamment pour rassembler des moyens financiers. La fiscalité est particulièrement incitative pour la promotion des coopératives espagnoles. M. Detilleux, président du GNC a insisté sur la nécessité pour les dirigeants coopératifs européens de se concerter et de collaborer, l'adoption du statut de la coopérative européenne en est une preuve. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- Royaume-Uni
- fiscalité
- Belgique
- mouvement coopératif

Auvolat, M. 1997. "Un nouveau souffle pour la coopérative artisanale." *RECMA*, 263:14-27.

« Panorama de la coopération artisanale qui s'est considérablement développée au cours des années 85-90. Les artisans se sont orientés vers un modèle plus entrepreneurial et professionnalisé avec des parts sociales réévaluées et l'apparition de structures intercoopératives fédérations et unions de coopératives. Présentation des principales coopératives par branche selon l'indicateur du chiffre d'affaires. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- fédération
- France
- chiffre d'affaires
- artisanat
- intercoopération
- coopératives d'artisans
- union de coopératives

Bachalart, Dominique, Claude Bourachot, Maurice Gueneau, Gilbert Leonhardt, Jacqueline Lorthiois, et Patrick Senault. 2001. "Économie solidaire : Ancrer l'utopie, tisser l'avenir!" *Pour*, 172:191.

**Mots clés :**

- structure sociale
- économie sociale
- solidarité
- réseau
- nouveau mouvement social
- coopérative
- mouvement associatif
- mutualité
- lien social
- citoyenneté
- participation sociale
- formation des adultes
- développement social
- socialisme utopique
- marxisme
- don
- alternative
- commerce équitable
- anti-utilitarisme

Bager, T. 1994. "Processus isomorphique et transformation des coopératives." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 1:35-37.

« L'article examine les raisons pour lesquelles de nombreuses coopératives scandinaves ou d'autres pays industrialisés ont récemment modifié de manière partielle ou totale leur forme d'organisation. Les coopératives ont ceci de particulier qu'elles agissent à la fois au service de leurs membres et comme les autres entreprises sur le marché. Sur la pression externe de l'environnement socio-économique ou sur décisions internes des membres les coopératives se sont rapprochées soit d'autres coopératives de même vocation soit d'entreprises non coopératives. On observe une forte tendance à la fusion avec des entreprises non coopératives. L'évolution des coopératives scandinaves agricoles et de consommateurs illustre l'argumentation. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- entreprise
- sociétariat
- marché
- concurrence
- coopérative de consommateurs d'usagers
- coopérative agricole
- Suède
- Danemark
- structure
- Norvège
- OCDE
- principes coopératifs

Bergeron, M. Y. et D. Martel. 1995. "Une proposition d'innovation de financement : le fonds de placement en coopératives." *RECMA*, 256:73-80.

« Présentation d'un dispositif Québécois original : le Fonds de Placement en Coopératives FPC; institut financier de statut non coopératif le FPC offre selon les deux auteurs québécois la possibilité d'améliorer la capitalisation tout en respectant les valeurs coopératives créant en outre une émulation entre les coopératives elles-mêmes pour s'approprier une partie des fonds générés. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- financement
- instrument financier
- Québec

Bergeron, Michel et Denis Martel. 1993. "Vers une stratégie financière pour les coopératives." Université de Sherbrooke, Institut de recherche et d'Enseignement pour les coopératives.

Le but de ce document est de susciter une réflexion sur la démarche à adopter pour la mise en place d'un processus d'innovation financière pour les coopératives. L'objectif est de définir les étapes inhérentes au processus (stratégie coopérative d'innovation financière), cerner ses difficultés et identifier les conditions à réunir pour que la mise en place d'une stratégie coopérative à ce niveau s'avère un succès.

**Mots clés :**

- commun
- coopérative
- financement
- financier
- fonds
- innovation
- instrument
- mutuel
- placement
- société

Caballero, M. et J. B. Brioux. 1993. *Actions, conduites par l'ICOSI en direction des pays d'Europe centrale et orientale*. Paris: ICOSI.

« Compte-rendu des initiatives de l'ICOSI pour soutenir le développement des PECO à travers l'économie sociale. Missions concernant la protection sociale la formation professionnelle et le partenariat économique avec les coopératives. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- partenariat
- action sociale
- France
- santé
- économie sociale
- développement économique
- syndicalisme
- formation professionnelle
- tourisme
- loisir
- secteur coopératif
- Pologne
- Hongrie
- Tchécoslovaquie
- Bulgarie
- secteur mutualiste
- Russie
- Europe de l'Est
- Roumanie

Colin, Isabelle (sous la direction de Marie J. Bouchard). 2000. "L'intercoopération et le partenariat comme modalités de développement coopératif. Le cas de la Fédération des coopératives funéraires du Québec." Mémoire de maîtrise, Administration des affaires, Université du Québec à Montréal.

Le but du mémoire de maîtrise est d'étudier la stratégie de développement de nouvelles coopératives funéraires par la Fédération des coopératives funéraires du Québec (FCFQ), celle-ci souhaitant contrer la menace des entreprises étrangères qui procèdent à l'achat de

salons funéraires au Québec. La FCFQ, afin d'acquérir des salons funéraires au nom des coopératives, pratique le développement par le haut et a aussi recours au partenariat et à l'intercoopération.

**Mots clés :**

- intercoopération
- partenariat
- développement coopératif
- Fédération des coopératives funéraires du Québec

Comeau, Yvan. 1994. "L'adaptation de coopératives de travail à la crise économique." Chaire de coopération Guy-Bernier, 065.

La crise économique du début des années 1990 a été néfaste pour bon nombre d'entreprises, tant de nature capitaliste que coopérative. En ce sens, ce fascicule décrit le fonctionnement de cinq coopératives de travail qui ont été actives au début des années 1990. L'auteur désire ainsi montrer les difficultés qu'ont eues ces coopératives pendant la crise économique et déterminer les moyens utilisés pour contrer les effets de celle-ci. Trois problèmes majeurs rencontrés par les coopératives face à la crise du début des années 1990 sont soulignés : la rentabilité, la qualité du produit ou du service et le fonctionnement coopératif. Les solutions privilégiées par les coopératives de travail sont nombreuses pour pallier leurs problèmes. D'un point de vue général cependant, il semble que deux types de stratégie ressortent pour contrer la crise économique du début des années 1990 : une innovatrice, qui correspond plus à l'esprit coopératif et une d'inspiration fordiste, qui tend plus vers le capitalisme.

**Mots clés :**

- adaptation
- coopératives de travail
- crise économique

Côté, D., S. Koulytchizky, R. Caves, J.Y. Manoa, et R. Spear. 2001. *Les holdings coopératifs : Évolution ou transformation définitive*. Bruxelles: De Boeck et Larcier.

« Que deviennent les grandes coopératives dans le contexte de mondialisation ? Comment concilient-elles les impératifs de l'efficacité économique avec les exigences de la démocratie ? Les études de cas de grands groupes coopératifs mondiaux (holdings coopératifs), font apparaître des fractures qui conduisent ces organisations vers des démarches plus concurrentielles où le dispositif démocratique s'effrite. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- gestion démocratique
- fédération
- économie de marche

Côté, Daniel. 1997. "L'Entrepreneurship coopératif : une réponse aux défis actuels et à venir : regard sur diverses expériences récentes au Québec." Montréal: Centre de gestion des coopératives, École des hautes études commerciales.

—. 2000. "Les coopératives et le prochain millénaire : l'émergence d'un nouveau paradigme." *RECMA*, 275-276:149-166.

« Après avoir rapidement décrit le contexte dans lequel opèrent les coopératives, l'auteur aborde la question de la "différence coopérative" de plus en plus difficile à apprécier pour enfin chercher à établir des liens entre les fondements de "l'organisation du futur" et la structure des coopératives. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- mouvement coopératif
- France

Côté, Daniel, Martine Vézina, et Micheline Tétrault. 1998. "Profil des institutions bancaires coopératives dans le monde." École des hautes études commerciales, HEC Montréal, Montréal.

Cette recherche vise à évaluer l'importance des institutions bancaires coopératives à l'échelle internationale. Bien sûr, plusieurs indicateurs sont à même de décrire ce phénomène. Nous en avons retenu un certain nombre qui nous semblaient pertinents pour rendre compte de l'importance de ces institutions et ce, autant au plan financier que sur la base de leur spécificité d'organisations coopératives. Les actifs, les crédits, les dépôts, les fonds propres ainsi que le nombre de sociétaires et d'unités de base (coopératives de premier niveau) constituent à cet égard les principaux éléments statistiques permettant de décrire l'ampleur de ces organisations et, plus généralement, du mouvement.

**Mots clés :**

- actif
- Afrique
- Amérique
- Australasie
- coopérative
- crédit
- dépôt
- Europe
- fonds
- institution

Da Silva, S. 1995. "Colloque économie sociale et innovation." in *Colloque économie sociale et innovation: Vie-sociale*.

**Mots clés :**

- structure sociale
- innovation sociale
- innovation
- financement
- économie sociale
- fonds communs

d'épargne, Association pour l'histoire des caisses. 2000. "L'économie sociale et le modèle bancaire coopératif aujourd'hui. Enjeux, défis, perspectives." Association pour l'histoire des caisses d'épargne, no 2.

« Quels enjeux pour l'économie sociale ? Quelles perspectives pour le modèle bancaire coopératif ? Parmi les questions : \n- la spécificité mutualiste- l'avenir des banques mutualistes face aux restructurations- quelle attente pour la clientèle ? \n- la gouvernance coopérative. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- France
- marketing bancaire
- gouvernement d'entreprise
- économie sociale
- banque mutualiste coopérative
- théorie économique
- stratégie
- coopérative de crédit
- mouvement coopératif
- mouvement mutualiste
- relations interbancaires
- Québec

Donni, O et V Hamende. 1993. "Performance des sociétés belges d'assurance. Comparaison des formes institutionnelles." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 64, 3:419-437.

« Cet article présente une comparaison du point de vue de l'efficacité technique des sociétés belges d'assurance. On constate une supériorité en terme de performance des sociétés à but non lucratif (coopératives mutuelles ASBL et caisses communes) sur les sociétés anonymes. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- comparaison
- assurance mutuelle
- assurance
- rendement
- Belgique

Etoh Laurent, Y. 1996. "Le financement des groupes d'initiative commune (GIC) : à la recherche de garanties fiables." École des hautes études commerciales (HEC). Centre d'études en administration internationale. (CETAI), Montréal.

**Mots clés :**

- finance
- comptabilité
- société coopérative

Commission des communautés européennes. 2001. "Les coopératives dans l'Europe entrepreneurial." Commission des communautés européennes, Bruxelles.

« Comment les entreprises coopératives fonctionnent-elles dans l'espace européen ? De quelles façons répondent-elles aux besoins et aspirations de leurs membres ? Comment s'insèrent-elles dans le schéma de l'espace économique européen ? »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- entreprise
- gouvernement d'entreprise
- économie sociale
- entreprise d'économie sociale
- environnement social

Favreau, Louis. 2002. "Configuration et défis de l'économie sociale québécoise dans la solidarité internationale avec le Sud." ARUC-ÉS, Montréal, R-04-2002.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-04-02.PDF>)

Le Québec est très engagé dans les nouvelles dynamiques de coopération au développement : l'Union des producteurs agricoles (UPA) est particulièrement active dans le soutien à des projets de commercialisation collective de produits agricoles et artisanaux dans une douzaine de pays d'Amérique latine et d'Afrique; la CSN et la FTQ font de la formation sociale et syndicale dans de nombreux pays francophones du Sud; le Mouvement Desjardins travaille à l'émergence de caisses populaires autant en Asie qu'en Afrique ou en Amérique latine; la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses (Québec) soutient des projets de reprise d'entreprises en Amérique latine; le Fonds de solidarité de la FTQ est actionnaire avec Hydro-Québec dans des entreprises d'électrification en Amérique latine tandis qu'une cinquantaine d'organisations de coopération internationale (OCI) québécoises – regroupées au sein de l'AQOCI, travaillent, bon an mal an, avec l'apport de centaines de coopérants, sur place et ici, dans l'animation de projets locaux de développement. La liste est longue et loin d'être exhaustive. S'agit-il là d'économie sociale ? Si oui comment et pourquoi ? D'autre part, non seulement des initiatives sectorielles et bilatérales ont pris forme depuis deux, parfois trois décennies, mais le Québec est porteur d'initiatives Nord-Sud d'envergure internationale : l'organisation par le Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) de la 2e Conférence internationale de globalisation de la solidarité en octobre 2001 à Québec et la Marche mondiale des femmes à l'automne 2000 en témoignent. Comment caractériser ces nouvelles dynamiques ? Dans quelle direction évoluent-elles ? Participent-elles d'un courant international pour une «autre mondialisation» ? Telles sont les questions que nous voudrions aborder ici.

**Mots clés :**

- économie sociale
- Québec
- solidarité internationale
- Sud

Favreau, Louis et Lucie Fréchette. 2002. "L'économie sociale au Nord et au Sud : Pistes de réflexion pour une politique de recherche en développement international au Canada." Centre de recherche sur les innovations sociales dans les innovations sociales dans l'économie sociale, les entreprises et les syndicats (Crises) et la Chaire de recherche du Canada en développement des collectivités (CRDC). Montréal, no 0211.

Le présent texte aborde successivement différents thèmes afférents au concept d'économie sociale. En premier lieu, la pertinence de ce dernier, par une approche historique et théorique. Par la suite, il est mis en rapport avec d'autres notions qu'on identifie, à tort ou à raison, comme étant proches, telles celles d'économie informelle, de «non-profit sector», de gouvernance locale et de capital social. Dans un second temps, nous faisons l'examen des convergences et différences existantes dans l'utilisation de cette notion-repère lorsqu'il s'agit de sociétés du Sud ou du Nord : Y a-t-il des enjeux communs ? L'économie sociale représente-t-elle un troisième pôle de développement à côté et en interaction avec l'État et le marché ? Quels sont les principales directions et enjeux de la recherche dans ce domaine ? Par la suite, huit chantiers viennent illustrer l'intérêt scientifique pour l'étude de cette réalité encore fort mal connue. Puis, seront tour à tour présentés : ses rapports aux politiques publiques, ses rapports à de nouveaux modèles de développement et ses rapports à de nouvelles formes de régulation. Finalement, seront abordés les thèmes de l'économie sociale dans le contexte actuel de la mondialisation et ce qu'elle a à offrir à des communautés et pour le renouvellement de la coopération au développement, ce qui est particulièrement manifeste pour ceux du Sud.

### Mots clés :

- économie sociale
- pays en voie de développement
- économie sociale
- pays industrialisés
- organisation communautaire
- pays en voie de développement
- études de cas
- développement communautaire
- économie sociale
- recherche

Fischer, K. L. 2000. "Régie, réglementation et performance des coopératives financières." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 4:607-636.

« Cet article étudie la structure institutionnelle et le système de réglementation et supervision (R&S) des Coopératives financières de quelques pays industrialisés et tente de catégoriser et comparer la performance des différents modèles. - Existe-t-il des modèles de structures de contrôle des coopératives financières ? - Est-il possible d'évaluer la performance de ces modèles ? »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- contrôle
- France
- sociétariat
- organisation
- évaluation
- coopérative financière
- méthodologie
- Canada

Gaudreault, Allan et Marie Bouchard. 2002. "Le financement du logement communautaire : évolution et perspective." ARUC-ÉS, Montréal, R-08-2002.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-08-02.PDF>)

Problématique du financement du logement communautaire, Historique : l'habitation et l'État au Canada et au Québec : des mesures de guerre au virage communautaire, expériences européennes, expériences américaines, expériences canadiennes.

**Mots clés :**

- financement
- logement communautaire
- histoire

Giguère, Pierre. 1993. "La sécurité de l'épargne à la coopérative d'épargne et de crédit : modélisation et étude de cas : Desjardins au Québec." Société de développement international Desjardins, Lévis.

Gravel, Jean-Paul. 1993. "La globalisation des marchés et la coopération universitaire internationale." IRECUS, DOC 93-01F.

**Mots clés :**

- globalisation
- marchés
- coopération universitaire internationale

Grégoire, P. 1993. "Des coopératives des associations et de leurs (nouvelles formes de financement. Présentation et analyse du pôle financier alternatif de l'économie sociale belge. Mémoire primé par l'ADDES en 1994." Institut supérieur de commerce, Bruxelles.

« Après une présentation de l'économie sociale belge et des considérations sur la problématique du financement de ce secteur, l'auteur analyse les groupements actifs en Flandres et en Wallonie dans le financement de projets dits "alternatifs" : associations d'épargne, de proximité, coopératives de financement... »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- financement
- économie sociale
- épargne solidaire
- mouvement alternatif
- Belgique
- épargne locale

Jarrige, F. et J.M. Touzard. 2001. "Les mutations de l'organisation coopérative à travers l'évolution de ses règles. La rémunération de la vendange dans les caves coopératives du Midi." *RECMA*, 280:36-48.

« Le système de rémunération de la matière première dans une coopérative agricole est révélateur de sa stratégie : l'évolution actuelle vers des systèmes de rémunération différenciée traduit la diversité des trajectoires suivies par les caves coopératives pour faire face aux exigences d'une économie de qualité dans un univers très concurrentiel. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- rémunération du capital
- France
- salaire
- coopérative agricole

Karafolas, Simeon. 2002. "Aide financière publique pour le développement des coopératives, le cas des coopératives de crédit en Grèce : économie sociale et État : reconnaissance ou instrumentation?" *Revue internationale de l'économie sociale*, 284:45-59, 95-96 [16 p.].

**Mots clés :**

- sociologie économique
- Grèce
- coopérative
- économie sociale
- aide financière
- intervention de l'État
- Union européenne
- crédit

Laflamme, Dany. 1993. "Un modèle économétrique de la marge bénéficiaire des institutions de dépôt sises au Canada et au Québec." Chaire de coopération Guy-Bernier, 049.

Le but de ce mémoire est de proposer un modèle économétrique qui permet d'expliquer la marge bénéficiaire des principales institutions de dépôt au Canada et au Québec. Les résultats ont démontré que c'est l'une des «imperfections» du marché, la volatilité des taux d'intérêt, qui explique le mieux, bon an mal an, les fluctuations de la marge bénéficiaire des différentes catégories d'institutions de dépôt. Les facteurs institutionnels ont aussi un impact considérable sur la marge bénéficiaire. À l'intérieur de cette catégorie, les variables de structure du bilan telles que la proportion grandissante des prêts hypothécaires et personnels dans les actifs totaux, ont permis de rendre compte, en partie, des marges des fiducies et des caisses populaires Desjardins du Québec. Toujours dans les variables de structure du bilan, c'est le ratio des prêts personnels aux actifs totaux qui exerce le plus d'impact sur les marges des banques. Finalement, les écarts d'appariement, autres facteurs institutionnels, influencent grandement les marges des institutions de dépôt canadiennes et québécoises.

**Mots clés :**

- modèle économétrique
- institutions de dépôt
- marge bénéficiaire
- caisses populaires Desjardins

Lassen, BC. 1999. "Les apports de capitaux extérieurs : quels risques pour les principes et objectifs coopératifs." *RECMA*, 271:37-42.

« Le président de la Fédération des coopératives agricoles danoises examine les évolutions de son secteur; alors que pour affronter la concurrence, elles s'engagent vers l'ouverture de leur capital à des associés extérieurs, elles entendent ne pas y sacrifier l'intérêt de leurs membres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- capital
- capitaux propres
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- intercoopération
- Danemark

Lebossé, J. 2000. "L'expérience réussie d'une banque solidaire : la caisse d'économie des travailleuses et travailleurs (Québec)." *Économie et solidarités* 31, 1:95-109.

« Présentation de cet établissement créé en 1971 dans une démarche coopérative militante axée essentiellement sur la promotion de l'action collective. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- histoire
- France
- militantisme
- dirigeant
- solidarité
- économie solidaire
- épargne solidaire
- coopérative de crédit
- Canada

Lévesque, Benoît. 2001. "Économie sociale et solidaire dans un contexte de mondialisation : pour une démocratie plurielle." in *Communication présentée à la 2e rencontre internationale à Québec du 9 au 12 octobre 2001 sur le thème " Globalisation de la solidarité "*, vol. I-04-2001 : Copublication Crises/Aruc en économie sociale.

[\(http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/I-04-2001.PDF\)](http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/I-04-2001.PDF)

Dans ce court exposé, nous nous inspirerons principalement de l'expérience québécoise dans le domaine de l'économie sociale et solidaire. Dans un premier temps, nous voudrions montrer comment l'économie sociale émergente au Québec relève à la fois d'une logique de résistance et d'une logique d'aspiration vers un autre modèle de développement, tout en identifiant la nécessité de passerelles entre le Nord et le Sud (nouvelles formes de coopération). Dans un deuxième, nous tenterons de montrer comment la reconnaissance du social dans l'économie suppose la démocratie, sans doute représentative mais également participative et délibérative (production d'espaces publics). Sur ce point, nous plaiderons à la fois pour une démocratie plurielle qui ferait écho à l'économie plurielle tout en lui permettant de s'épanouir (Laville,

1992). Cette démocratie plurielle suppose une radicalisation des diverses formes de démocratie (démocratie représentative, démocratie directe ou participative, démocratie délibérative) et ne peut faire l'économie du « doute démocratique ».

**Mots clés :**

- économie sociale et solidaire
- mondialisation
- démocratie plurielle

Lévesque, Benoît et Marie-Claire Malo. 1994. "Un nouveau Desjardins à l'ère de la globalisation : législation et pratiques coopératives dans les caisses d'épargne et de crédit." Chaire de coopération Guy-Bernier, 067.

Le Mouvement des caisses Desjardins constitue une réussite coopérative exemplaire. Au cours des récentes années, cette grande institution financière comme d'ailleurs le secteur auquel elle appartient, a connu des changements majeurs qu'il convenait de présenter dans un texte synthèse. Les aspects suivants sont successivement abordés: nouvelle législation financière, nouvelle loi sur les caisses, nouveau discours coopératif, nouvelle structure, nouvelles formes de capitalisation, nouvelle mission, développement de nouveaux produits et services, et nouveau Desjardins international. De leur analyse, les auteurs tirent quatre grandes conclusions qui portent respectivement sur : 1) l'équilibre entre le volet coopératif et le volet corporatif; 2) l'équilibre entre l'avoir des membres et l'apport des investisseurs institutionnels; 3) l'équilibre entre les acteurs de «l'association» et ceux de «l'entreprise»; et enfin, 4) l'équilibre entre le développement national de Desjardins et son développement international. Cette recherche a été réalisée à partir de données documentaires et d'entretiens avec des personnes clés.

**Mots clés :**

- caisses Desjardins
- globalisation
- législation
- pratiques
- caisses d'épargne et de crédit

Malo, Marie-Claire, Benoît Lévesque, Omer Chouinard, Pierre-Marcel Desjardins, et Éric Forgues. 2001. "Coopératives financières, cohésion sociale et nouveau territoire local à l'ère de la mondialisation." Copublication du Crises et la Chaire des caisses populaires acadiennes d'études coopératives de l'Université de Moncton, Montréal, No 0108.

<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2002/0108.mars2002.PDF>

La mondialisation force les entreprises à se redéfinir pour s'ajuster aux nouvelles réalités du marché. On constate les résultats : les méga fusions et la concentration économique, la création de nouvelles entreprises et la fermeture d'autres entreprises, l'appauvrissement des uns, personnes et communautés, alors que d'autres s'enrichissent. Dans ce contexte, de plus en plus d'hommes et de femmes se sentent aliénés et exclus des avantages qui peuvent découler de ces changements et se sentent isolés et éloignés des centres de décision et d'influence. Les mouvements coopératifs composés de sociétés de personnes contrôlant des entreprises collectives, ont historiquement constitué des points d'ancrage et de mobilisation sociale pour nombre de collectivités. Or, aujourd'hui, les coopératives font également face aux changements. Comment s'adaptent-elles à ce nouvel environnement ? Seront-elles aptes à continuer à générer le capital social qui aidera les individus et les collectivités à relever leurs nouveaux défis ? Comment pourrons-nous mesurer leur vitalité et leur impact ? Afin de contribuer à répondre à ces questions, les auteurs ont choisi d'étudier des coopératives financières au Québec et au Nouveau-Brunswick parce qu'elles vivent d'importants changements.

**Mots clés :**

- mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins
- réingénierie organisationnelle
- études de cas
- changement organisationnel
- intégration sociale

—. 2002. "Coopératives financières et cohésion sociale : quelle interface dans le nouveau territoire « local » à l'ère de la mondialisation ?" CRISES

Secrétariat aux coopératives, Montréal.

[http://www.agr.gc.ca/policy/coop/malo\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/malo_f.phtml)

La mondialisation force les entreprises à se redéfinir pour s'ajuster aux nouvelles réalités du marché. On constate les résultats : les méga fusions et la concentration économique, la création de nouvelles entreprises et la fermeture d'autres entreprises, l'appauvrissement des uns, personnes et communautés, alors que d'autres s'enrichissent. Dans ce contexte de plus en plus d'hommes et de femmes se sentent aliénés et exclus des avantages qui peuvent découler de ces changements et se sentent isolés et éloignés des centres de décision et d'influence. Les mouvements coopératifs composés de sociétés de personnes contrôlant des entreprises collectives, ont historiquement constitué des points d'ancrage et de mobilisation sociale pour nombre de collectivités. Or, aujourd'hui, les coopératives font également face aux

changements. Comment s'adaptent-elles à ce nouvel environnement ? Seront-elles aptes à continuer à générer le capital social qui aidera les individus et les collectivités à relever leurs nouveaux défis ? Comment pourrions-nous mesurer leur vitalité et leur impact ? Les cinq études de cas ont été réalisées en faisant ressortir quatre aspects : le rapport au territoire, la caisse comme entreprise, la caisse comme association, le rapport au développement du milieu. La synthèse livrée dans le présent rapport, tout en tenant compte de ces quatre aspects, fait plus spécifiquement ressortir cinq dimensions de l'identité des coopératives financières sous l'angle de la cohésion sociale : la territorialité locale, l'accessibilité aux services financiers, l'employabilité des travailleuses déclassées par les changements, la démocratie dans les nouvelles caisses et leur connectivité aux réseaux locaux du développement économique, social et communautaire.

**Mots clés :**

- coopératives financières
- cohésion sociale
- mondialisation
- développement local

Malo, MC. 2001. "La gestion stratégique de la coopérative et de l'association d'économie sociale." *RECMA*, 282:84-94.

«Comment se définissent les orientations stratégiques des coopératives et associations ? Seule une articulation entre perspective de changement social et positionnement économique rend le processus stratégique porteur à la fois d'identité et de viabilité.»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- France
- théorie économique
- stratégie
- gestion

Malservisi, Mauro-F. et Isabel Faubert-Mailloux. 1999. "L'expérience de la Banca Etica : exemple d'une approche alternative pour le financement de l'économie sociale." Chaire de coopération Guy-Bernier, 109.

Mise sur pied il y a quelques mois à peine en Italie, la Banca Etica amène avec elle une nouvelle manière de concevoir tant l'épargne que le crédit. En n'investissant que dans des

projets à caractère éthique et à forte retombée sociale, la Banca Etica permet aux épargnants de faire un geste socialement responsable et surtout, assure un accès au crédit aux entreprises relevant de l'économie sociale grâce à des critères de prêts assouplis et adaptés à cette clientèle. Le choix d'une structure coopérative à sociétariat mixte témoigne de cette orientation éthique et démocratique. Faisant écho au rapport McKay et aux recommandations du Chantier sur l'économie sociale, l'expérience de la Banca Etica pourrait peut-être constituer un modèle intéressant dont pourrait se doter le secteur de l'économie sociale au Québec.

**Mots clés :**

- Banca Etica
- économie sociale
- financement

Martin, C., J. M. Touzard, Y. Chiffolleau, F. Dreyfus, J. Ewert, et G. Williams. 2002. "Qualité et solidarité dans les coopératives viticoles : des enjeux communs en Afrique du Sud et en Languedoc - entretiens de Maraussan." *RECMA*, 285:63-74.

« Les auteurs analysent ici comment les coopératives viticoles du Cap Occidental en Afrique du sud et celles du Languedoc s'adaptent aux évolutions mondiales que connaît le secteur. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- stratégie
- Languedoc-Roussillon
- coopérative agricole
- Afrique du Sud

Moreau, J. 1995. "Le financement de l'économie sociale in : dossier sur l'économie sociale." *Finance et gestion*, 41:20-22.

«La spécificité des coopératives associations et mutuelles pose des problèmes particuliers pour assurer leur financement particulièrement en ce qui concerne les fonds propres.»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- financement
- France
- capitaux propres
- économie sociale

Crédit mutuel. 1999. "Les banques coopératives." SL, Caractéristiques du secteur coopératif bancaire français comparé à l'ensemble des banques : PNB par client part des commissions dans le PNB MNA par client et par effectif nombre de clients gérés par salariés coefficient d'exploitation...

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- statistiques
- client
- France
- capitaux propres
- banque mutualiste coopérative
- rentabilité
- ratio bancaire
- coopérative de crédit
- productivité

Québec, Ministère de l'Industrie et du commerce. 2000. "Le Régime d'investissement coopératif." Ministère de l'Industrie et du commerce (Québec), Québec.

<http://www.mic.gouv.qc.ca/cooperatives/fr/RIC.html><http://www.hec.ca/biblio2/traitement/html/01-0062047.html>

1994. "Résolution d'orientation adoptée par le 30<sup>e</sup> congrès national des SCOP entreprises. Présidence, nouvelle équipe." *Coopération de production*, 515:10-14.

« Orientations du plan d'actions 1994-1997 des SCOP entreprises:- adaptation des méthodes de gestion d'entreprise à la crise économique- développement des aptitudes et mise à contribution des coopérateurs- partenariat dans le cadre de la décentralisation- incitation à la création de coopératives- intégration des jeunes en mouvement coopératif- ouverture vers l'extérieur et développement des réseaux multiples Présentation des 3 nouveaux vice-présidents du mouvement coopératif. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- partenariat
- SCOP
- collectivité locale
- fiscalité
- France
- congrès
- jeune
- gestion de l'entreprise
- conjoncture
- principes coopératifs
- mouvement coopératif
- femme
- relations publiques

Ndong, Franklin Assoumou. 2001. "Financement et gestion des coopératives : étude des pratiques de gestion des avoirs dans les coopératives agricoles du Québec." IRECUS, IREC 01-02.

**Mots clés :**

- financement
- gestion
- coopératives
- coopératives agricoles
- Québec

Nilsson, J. 1994. "Recherche nordique et thèmes coopératifs." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 1:149-177.

« Dans les pays nordiques la recherche en matière coopérative existe depuis une vingtaine d'années et s'est développée dans un esprit de collaboration. Les domaines des sciences humaines furent tout d'abord l'objet des recherches. Actuellement la priorité est donnée à la recherche appliquée concernant la stratégie le mode de financement l'évolution et les perspectives d'avenir des organisations coopératives et ce à partir de problèmes concrets. »

**Mots clés :**

- organisation
- sociologie
- évolution
- stratégie
- théorie
- Suède
- Finlande
- Danemark
- secteur coopératif
- Norvège

PAMEF, Programme d'appui à la mobilisation de l'épargne dans la francophonie. 1996. "Le développement et l'implantation de nouveaux produits et services financiers au sein des coopératives d'épargne et de crédit." Programme d'appui à la mobilisation de l'épargne dans la francophonie PAMEF.

«Actes du premier séminaire technique du PAMEF qui s'est tenu du 29 janvier au 1er février 1996. »

**Mots clés :**

- marketing
- coopérative de crédit
- Afrique

Parodi, M. 2000. "Les banques coopératives dans le jeu capitaliste mondial." *RECMA*, 277:35-48.

«Cet article décrit le contexte international de concentration et de globalisation financière auquel sont confrontées les banques coopératives françaises.»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés:**

- France
- banque mutualiste coopérative
- capitalisme
- fusion
- stratégie
- concentration d'entreprises

Petit, J. 2000. "Histoire d'un grossiste-répartiteur : La CERP-Rouen." *Revue d'histoire de la pharmacie* 48, 326:209-214.

**Mots clés :**

- histoire des sciences de la vie
- France
- pharmacie
- industrialisation
- commerce
- commerce de gros

Pires, Maria Luiza Lins E Sil Va. 1998. "Les coopératives agricoles dans une économie globalisée. Une étude comparative Brésil-Canada - Le cas de la coopérative agricole de Juazeiro da Bahia." IRECUS, DOC 98-01.

**Mots clés :**

- coopératives agricoles
- mondialisation
- étude comparative
- Brésil
- Canada

Québec, Conseil de la coopération du. 1999. *Démarrer et gérer une entreprise coopérative*. Montréal, Charlesbourg: Transcontinental, Fondation de l'entrepreneurship.

Cet ouvrage collectif vise à mieux faire connaître la formule coopérative et guider toutes les personnes qui souhaitent démarrer une entreprise collective. Celles-ci y trouveront toute l'information relative à la gestion de ce type d'entreprise.

**Mots clés :**

- administration
- affaires
- coopérative
- création
- démarrage
- direction
- émergent
- entreprise
- gestion
- guide
- management
- nouveau
- organisation
- ouvrier
- participatif
- start-up
- travail
- travailleur

Québec, ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Direction des coopératives. 1998. "Les coopératives funéraires au Québec." ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Québec.

L'industrie des services funéraires est en pleine mutation, une mutation engendrée par l'arrivée sur le marché d'entreprises étrangères géantes. En effet, depuis quelques années, elles ont acquis diverses entreprises funéraires québécoises. Les 31 coopératives funéraires qu'on dénombrait au Québec en 1995 doivent composer avec cette nouvelle donne.

**Mots clés :**

- aspect
- coopératif
- économie
- économique
- funéraire
- province
- Québec

Québec, Secteur des coopératives d'alimentation du. 2001. "Alimentation - recommandations du secteur des coopératives d'alimentation du Québec dans le cadre de la consultation sur l'avant-projet de politique gouvernementale en matière de développement des coopératives." secteur des coopératives d'alimentation du Québec.

Les coopératives de consommation alimentaire sont historiquement des organisations sous capitalisées. Les quelques 93 000 membres des 63 coopératives membres de la Fédération des coopératives d'alimentation du Québec devraient être encouragés à mieux capitaliser leurs coopératives. Pour les stimuler nous aurions besoin d'incitatifs pour soutenir nos appels de capitalisation. De plus, des organisations tels Investissement Québec et le RISQ devraient pouvoir investir dans nos coopératives via des parts privilégiées. Cela pourrait conforter nos premiers partenaires (nos membres) à investir davantage.

**Mots clés :**

- capitalisation
- financement
- coopératives d'alimentation
- Québec

Rondot, Sylvie (sous la direction de Marie Bouchard). 2002. "Symposium sur le financement du logement communautaire, le 25 février 2002, organisé à l'Université du Québec à Montréal, par le Cap Logement communautaire de l'ARUC-ÉS." in *Symposium sur le financement du logement communautaire*, vol. T-01-2003: ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-01-2003.pdf>)

Ce texte est la synthèse du Symposium sur le financement du logement communautaire, tenu à Montréal le 25 février 2002. Cette rencontre a été réalisée grâce au soutien de L'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), de la Société d'habitation du Québec et du Fonds québécois de l'habitation communautaire. L'organisation du Symposium s'est déroulée dans le cadre du CAP logement communautaire, co-dirigé par Marie Bouchard, professeure à l'École des sciences de la gestion de l'UQÀM, et Marcellin Hudon, coordonnateur de l'Association des groupes de ressources techniques du Québec. Organisée avec le soutien d'Allan Gaudreault, consultant en habitation et développement communautaire, cette rencontre a reçu 38 participants provenant du CAP, du Conseil d'administration du Fonds québécois d'habitation communautaire, d'autres organismes intéressés par ces questions et des chercheurs universitaires.

**Mots clés :**

- financement
- logement communautaire

Rouzier, Ralph, Marguerite Mendell, et Benoît Lévesque. 2003. "Symposium sur le financement de l'économie sociale, le 15 octobre 2002 à l'Université du Québec à Montréal : rapport préparé par le CAP Financement et le CAP Échanges et comparaisons internationales de l'ARUC-ÉS." in *Symposium sur le financement de l'économie sociale*, vol. T-06-2003: ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-06-2003.pdf>)

Ce symposium a été organisé par l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS), dans le cadre des activités du chantier *Échanges et comparaisons internationales et avec le reste du Canada*. Plus d'une cinquantaine de personnes, praticiens et universitaires, ont participé à cet événement, incluant les neuf conférencières et conférenciers. Elles provenaient de diverses organisations québécoises, canadiennes ou étrangères impliquées dans le développement des activités d'économie sociale ou impliquées dans le développement économique communautaire (DEC).

**Mots clés :**

- financement
- économie sociale

Séguin, Marie-Thérèse. 1995. "Pratiques coopératives et mutations sociales." Pp. 269 p.: L'Harmattan.

Il est vrai que les pressions de la concurrence internationale et les mutations du capitalisme poussent tellement à l'uniformisation des pratiques commerciales et financières, que le mouvement coopératif, dans les économies occidentales, est en permanence sur la défensive pour ce qu'il en est de son identité, et est même souvent obligé de reculer. Mais l'ensemble des mouvements coopératifs dans nos sociétés n'est pas en train de passer au "coopitalisme". En fonction de différents facteurs, comme le secteur d'activités, la taille minimale pour survivre, l'intensité de la concurrence, l'enracinement social des entreprises, les mouvements coopératifs pourront maintenir, en la renouvelant, une véritable identité coopérative tout en assurant leur réussite économique.

**Mots clés :**

- Canada
- changement
- collectivité
- communautaire
- coopération
- coopérative
- développement
- économique
- financement
- local
- mutation
- organisation
- social
- société
- sociologie
- transformation
- transition

SODIAAL. 1994. *Mémoires de lait : une saga de la coopération laitière*. Paris: A. Michel.

Le groupe SODIAAL, fort de ses racines coopératives, a désormais la tâche de relever les défis de la compétition économique, celle d'un marché national et européen dominé par de grands groupes privés. Face à ceux-ci, le groupe bénéficie de l'expérience et des valeurs de solidarité forgées par la longue histoire du mouvement coopératif.

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- industrie
- lait
- laitier
- produit
- société

St-Pierre, M. 1998. "Compétitivité et solidarité : mondialisation, crise de l'emploi et entreprises coopératives." *Économie et solidarités* 29, 2:118-123.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- compétition économique
- coopérative
- internationalisation
- solidarité
- pauvreté
- Québec
- économie sociale
- économie de marche
- développement économique
- adaptation
- innovation
- emploi familial

Sy, Élimane. 1997. "Desjardins et l'internationalisation de l'économie : une étude descriptive." Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- Desjardins
- internationalisation
- économie

Urban, Sabine Marie-Laure et Serge Vendemini. 1994. *Alliances stratégiques, coopératives européennes*. Bruxelles: De Boeck-Wesmael.

Face au danger (la guerre économique, globale) face aux mutations (modification en profondeur du paysage politique, des systèmes économiques, des connaissances scientifiques et des techniques, des valeurs éthiques), les entreprises doivent réagir, s'organiser. Le regroupement des énergies s'impose, mais sous quelle forme ? ; cumuler le pouvoir pour mieux combattre l'adversaire ou trouver des réseaux de complémentarité permettant d'accroître les gains mutuels des acteurs solidairement liés ? Il nous semble permis d'affirmer que les alliances de nature coopérative trouvent leur justification.

**Mots clés :**

- 1992
- alliance
- CEE
- communauté
- Europe
- européen
- européenne
- gestion

- coopération
- économique
- entreprise
- stratégie
- stratégique
- union

Vienney, Claude. 1994. *L'économie sociale*. Paris: La découverte.

Dans un premier temps, nous allons décrire ces organisations dites "d'économie sociale" dans leur situation des années quatre-vingt-dix, en utilisant le découpage qui résulte de l'extension de la production marchande et du désengagement de l'État à leur égard : coopératives non financières, mutualités de protection sociale et d'assurances, associations et organismes assimilables, établissement de crédits. Nous reviendrons ensuite sur le processus qui les a fait naître et les forces qui provoquent leurs transformations.

**Mots clés :**

- association
- assurance
- but
- coopérative
- corporation
- crédit
- économie
- établissement
- France
- lucratif
- mutuelle
- non-lucratif
- ONP
- organisation
- organisme
- prêt
- producteur
- profit
- sans
- social
- société

**5.4. Planification stratégique coopérative (n : 65)**

Argand, M, M Bayad, et Université de Metz. Institut d'Administration des Entreprises. (IAE), France, tutelle. 2001. "L'effet des pratiques de gestion des ressources humaines sur l'efficacité des caisses populaires Desjardins du Québec." Sciences de Gestion, Université de Metz. Institut d'Administration des Entreprises.-(IAE), Metz, France, tutelle, Metz. France.

**Mots clés :**

- gestion du personnel
- gestion des ressources humaines
- efficacité
- entreprises performantes
- management

Auclair, Yves. 1995. "La qualité totale : un processus d'amélioration pour le développement des coopératives ; une étude dans quatre caisses populaires du Sherbrooke-métropolitain." Bibliothèque nationale du Canada, Ottawa.

Bataille-Chedotel, F. et F. Huntzinger. 2002. "Quelle gouvernance pour les sociétés coopératives de production?" in *Congrès international francophone sur la PME, 6*. Montréal: Association internationale de langue française de recherche sur la PME. (AIREPME), France, patr.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- gouvernement d'entreprise
- PME
- société
- coopérative
- direction d'entreprise
- France

Beauchamp, Michel. 1994. "Communication et bilan social : le cas du Mouvement Desjardins." Chaire de coopération Guy-Bernier, 061.

Ce texte porte sur l'utilisation, dans un contexte coopératif, du bilan social comme instrument de communication, notamment à l'interne. Après avoir brièvement décrit certaines notions repères, l'auteur procède à l'examen du bilan social qu'a produit, entre 1987 et 1992, le Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, une vaste organisation coopérative œuvrant dans le secteur financier.

**Mots clés :**

- communication
- bilan social
- Mouvement Desjardins
- caisses populaires et d'économie Desjardins

Bergeron, Michel et Denis Martel. 1993. "Vers une stratégie financière pour les coopératives." Université de Sherbrooke, Institut de recherche et d'Enseignement pour les coopératives

Le but de ce document est de susciter une réflexion sur la démarche à adopter pour la mise en place d'un processus d'innovation financière pour les coopératives. L'objectif est de définir les étapes inhérentes au processus (stratégie coopérative d'innovation financière), cerner ses difficultés et identifier les conditions à réunir pour que la mise en place d'une stratégie coopérative à ce niveau s'avère un succès.

**Mots clés :**

- commun
- coopérative
- financement
- financier
- fonds
- innovation
- instrument
- mutuel
- placement
- société

Bouchard, Marie et Julie Rondeau. 2002. "Le bilan social dans les entreprises, une pratique à imiter ? Le cas des institutions financières coopératives." ARUC-ÉS, Montréal, R-10-2002.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-10-2002.PDF>)

La pratique du bilan social est de plus en plus courante. Des normes ont été élaborées par des organisations non-gouvernementales afin d'aider les entreprises à produire un bilan social. Cette pratique est intrinsèquement liée au débat de la responsabilité sociale de l'entreprise. Sous cette perspective, l'étude des bilans sociaux du secteur coopératif est intéressante puisque les valeurs coopératives peuvent être vues comme un modèle à suivre par les entreprises. Les entreprises du secteur coopératif ont donc avantage à produire un bilan social puisque leur nature devrait leur permettre d'avoir une bonne performance sociale organisationnelle. La pratique du bilan social soulève des enjeux théoriques et empiriques. Dans ce document, nous illustrons certains de ces enjeux en étudiant le cas du Mouvement Desjardins. Nous relevons les incidences de la pratique du bilan social sur la distinction coopérative du Mouvement Desjardins. Ainsi, le lecteur trouvera dans ce document des considérations théoriques et empiriques sur le bilan social. Les points théoriques sont abordés par la présentation du débat autour de la responsabilité sociale de l'entreprise. Pour les aspects empiriques, nous présentons des normes qui aident les entreprises à produire un bilan social, les tendances du bilan social dans le secteur des services financiers ainsi que l'incidence de ces tendances sur les institutions financières coopératives. Ce document vise aussi à alimenter la réflexion au sein des autres secteurs coopératifs et d'économie sociale dans leur recherche d'indicateurs de performance et d'impacts sociaux.

**Mots clés :**

- bilan social
- institutions financières
- coopératives

Bridault, A. 1993. "À la recherche de la différence perdue : polégomènes d'une philosophie de gestion fondée sur les principes de la coopération." *Coopératives et développement* 25, 1:89-110.

« Cet article présente les premiers résultats d'une recherche théorique visant à définir une philosophie de gestion proprement coopérative ».

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- théorie
- gestion démographique
- principes coopératifs

Calvez, E. 1998. "Quelques explications pour comprendre les mutations récentes de l'économie laitière bretonne." *Annales de géographie* 107, 601:273-289.

**Mots clés :**

- géographie de l'Europe
- industrie laitière
- produit laitier
- quotas laitiers
- coopérative-agricole
- restructuration économique
- agro-industrie
- partenariat
- France
- Bretagne
- politique agricole
- diversification
- gestion de l'environnement

Canada, Fédération de l'habitation coopérative du. 1998. "Planifier pour le changement : le plan stratégique de la FHCC." FHCC, Ottawa, <http://www.chfc.ca/fra/chf/news4P.html>

(<http://www.hec.ca/biblio2/traitement/html/01-0072565.html>)

Côté, Daniel. 2001. *Les holdings coopératifs : évolution ou transformation définitive?* Bruxelles: De Boeck Université.

Les changements survenus dans nos environnements, spécialement au cours des 10 dernières années, interpellent particulièrement le monde coopératif, non seulement sur le plan de ses structures et stratégies, mais aussi directement en ce qui concerne la pertinence de son identité distincte. Bien sûr, un questionnement aussi fondamental touche au premier chef les grands secteurs coopératifs tels les assurances, les services financiers et l'agro-alimentaire, mais il affecte également nos coopératives de travail, les coopératives sociales, etc.

#### Mots clés :

- agricole
- assurance
- caisse
- coopérative
- crédit
- Desjardins
- économie
- épargne
- holding
- mondialisation
- mouvement
- organisation
- social
- travailleur

Côté, Daniel et Francine Boulva. 2000. "La coopérative fédérée de Québec : qu'en est-il de son identité ?" Centre d'études en gestion des coopératives (HEC), Montréal, Cahier n° 2000-03.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/2000-09/2000-03.pdf>)

Coopérative fédérée de Québec (C.F.Q), division de l'approvisionnement de la ferme, structure démocratique et pratiques associatives, orientations, contrôle et arbitrages stratégiques, les enjeux et les défis.

#### Mots clés :

- Coopérative fédérée de Québec
- structure
- orientations

Côté, Daniel et Montréal, École des hautes études commerciales (HEC). Centre de gestion des coopératives, Canada. 2000. "L'identité coopérative : handicap ou avantage concurrentiel..." École des hautes études commerciales (HEC), Montréal.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- société coopérative
- performance
- structure organisationnelle
- style de management
- Canada

Côté, Daniel, Normand de Montigny, Danielle Luc, et Sophie Reboud. 1995. "L'industrie laitière de demain : stratégies pour le développement durable du secteur de la transformation. L'analyse des grandes tendances : ruptures et nouveaux paradigmes." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-6.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- industrie laitière
- stratégies
- développement durable
- transformation
- coopératives agricoles

Couret, F, S Evraert, et Université de Bordeaux-4. 1998. "Contribution à l'étude des comportements et des règles de gestion des coopératives vinicoles à l'aide de l'analyse systémique de la décision et de l'information." Sciences de gestion, Université de Bordeaux 4, Bordeaux, France.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- coopérative agricole
- conflit
- processus de décision
- gestion de l'entreprise
- cave coopérative
- France

Curutchet, M-P, D Leclere, et Reims Université de Reims. UFR Sciences économiques et gestion, France, tutelle. 1999. "La dimension socioculturelle des stratégies conjointes : l'exemple des agro-industries champardennaises." Sciences économiques et gestion,, Université de Reims. UFR, REIMS.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- stratégie conjointe
- coopérative agricole
- France

Dauchy, D. et C. Marmuse. 1994. "Dimension institutionnelle, frontière de l'entreprise et stratégie - Mobilisation de concepts constructivistes. Les cas de la coopérative agricole et de SODIAAL." Université de Lille 2. École supérieure des affaires (ESA), Lille, France.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- processus de décision
- coopérative agricole
- structure organisationnelle
- stratégie de l'entreprise
- France

Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM. 2003. "Les coopératives d'HLM et l'Europe." Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM.

La dimension européenne mérite d'être prise en compte par les administrateurs, dirigeants et salariés des coopératives d'Hlm dans toutes leurs actions. Il est important qu'elles développent leur capacité d'anticipation vis-à-vis des décisions européennes et arrêter de considérer la Commission européenne comme des " technocrates apatrides ". Ce guide est un premier élément pour leur en donner les moyens.

**Mots clés :**

- Europe
- coopératives de logement
- HLM

Drainville, Isabelle, Michaël Robert-Angers, et Paul Prévost. 2001. "Le réseautage comme outil efficace de développement organisationnel : application partielle de la méthode des

systèmes souples au cas de la Conférence des coopératives forestières du Québec." IRECUS, IREC 01-09.

**Mots clés :**

- réseautage
- développement organisationnel
- systèmes souples
- Conférence des coopératives forestières du Québec

—. 2002. "Le cas de l'utilisation d'un réseautage stratégique par la Fédération des coopératives funéraires du Québec en vue de contrer la concurrence américaine sur le marché funéraire québécois." IRECUS, IREC 02-05.

**Mots clés :**

- Fédération des coopératives funéraires du Québec
- concurrence américaine
- réseautage stratégique

Drolet, Simon. 1999. "Analyse de l'impact productif des pratiques de rémunération incitative pour une entreprise de services: Application a une coopérative financière québécoise." Université Laval (Canada).

Duvaleix, S. et V. Hovelaque. 2003. "Vers un nouvel engagement coopératif dans le secteur laitier." *RECMA*, 288:37-47.

« Sous la pression du contexte économique, du libéralisme accru et du mouvement de concentration des entreprises, la relation coopérative / adhérents se trouve remise en cause : pour répondre aux attentes des adhérents, la coopérative pourrait proposer à l'avenir des contrats plus individualisés. Une méthode d'étude de tels contrats est ici proposée, appliquée au secteur laitier. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés:**

- coopérative
- organisation
- industrie agroalimentaire
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- adhérent

Espagne, F. 1999. "Les coopératives à but social et le multisociétariat." *RECMA*, 274:69-85.

« Coopérative à but social société coopérative d'intérêt collectif (SCIC)...analyse de ce type de coopérative face au statut des coopératives en France : comment gérer dimension altruiste caractère non lucratif et unisociétariat ? Exemples étrangers : Belgique Espagne Portugal et Italie. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- sociétariat
- SCIC
- utilité sociale
- principes coopératifs
- Portugal
- Italie
- Espagne
- Belgique
- coopérative sociale

Gentzoglanis, A. 1994. "Stratégies de concurrence, innovations technologiques et performance exportatrice des petites et moyennes organisations (PMO) et des coopératives : comparaisons et expériences des pays développés et en voie de développement (PVD)." *Coopératives et développement* 25, 2:133-142.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- petite et moyenne entreprise
- coopérative
- économie
- développement économique
- pays développés
- pays en voie de développement
- rôle économique
- innovation technologique
- stratégie
- concurrence
- production
- productivité
- chômage
- fonctionnement
- structure organisationnelle
- gestion
- capital humain
- formation

Giroux, Nicole. 1993. "Le retournement stratégique : étude comparée du processus." *Coopératives et développement* 24, 1:101-106.

**Mots clés :**

- planification stratégique
- gestion
- coopératives

GNC, Groupement national de la coopération. 1996. "Communiquer sur l'entreprise coopérative." *Lettre du GNC*, spécial 233:1-8.

« Compte rendu du débat sur la "communication sur l'entreprise coopérative" ayant eu lieu lors de la rencontre annuelle du GNC le 11 octobre 1995. En préambule les résultats d'une étude SOFRES ont été présentés. Celle-ci a tenté de fournir une explication sur l'insuffisante prise en considération du statut coopératif par les leaders d'opinion du milieu économique. Par ailleurs des interventions de Denis Tzarevcan de Maurice Piques président de la Camif de Joseph d'Auzay directeur de la communication de la Fédération du Crédit agricole sont retranscrites. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- entreprise d'économie sociale
- France
- communication
- crédit coopératif
- enquête
- crédit agricole

Grenier, Mario et Carol Lapierre. 1993. "Fonds foncier communautaire." Saint-Henri : Service d'aménagement populaire, Ce travail se veut la démonstration de l'utilité d'une fiducie foncière communautaire comme outil de promotion sociale et de développement continu dans le Sud-Ouest de Montréal par l'instauration d'un droit de regard sur la qualité de vie du milieu. Il s'agit alors de rendre cet outil aussi efficace que peu coûteux à utiliser en lui adjoignant une société de développement foncier.

**Mots clés :**

- communautaire
- coopératif
- coopérative
- fiducie
- foncier
- fonds
- logement
- Montréal
- ville

Gurtner, G, M Jaeger, J-N Ory, et France Association Française de Finance. (AFFI). 2001. "Le statut de coopérative est-il source d'efficacité dans le secteur bancaire?" Pp. 26 p. in *Conférence internationale en finance, 18*. Namur, Belgique.

**Mots clés :**

- finance comptabilité
- institution financière internationale
- banque
- société coopérative
- société anonyme
- statut de l'entreprise
- performance
- concurrence
- France

Huntzinger, F. et A. Moysan-Louazel. 1997. "Marché interne du travail et carrière des dirigeants de SCOP." *RECMA*, 266:42-54.

« La carrière d'un dirigeant de SCOP se déclinerait selon un double parcours de compétences : celui de la technicité qui peut s'acquérir en externe et celui de la culture coopérative qui s'acquiert principalement en interne. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- sociologie
- dirigeant

Jolicoeur, Michel. 1993. "Stratégies et risques d'une coopérative dans l'industrie de la production audiovisuelle." Communication, Université du Québec à Montréal, Montréal.

Cette recherche vise à identifier et à analyser les différentes composantes du risque et les stratégies d'acteurs dans l'industrie de la production audiovisuelle indépendante au Québec. Afin de mieux saisir les paramètres de l'analyse et de la gestion du risque dans ce contexte, nous avons choisi d'étudier l'une des plus anciennes maisons de production québécoise, l'Association coopérative de productions audiovisuelles (ACPAV).

**Mots clés :**

- audio-visuel
- audiovisuel
- coopérative
- industrie
- production
- risque
- stratégie

Kraus, Deborah et Margaret Eberle. 1998. "Moyens novateurs de produire des logements abordables." Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa.

La recherche visait à étudier les activités entreprises dans le secteur du logement sans but lucratif, municipal et coopératif au Canada pour produire des logements abordables sans recourir aux programmes traditionnels d'aide au logement de l'État.

**Mots clés :**

- Canada
- communautaire
- coopératif
- coopérative
- coût
- habitat
- habitation
- HLM
- logement
- loyer
- modéré
- modique
- prix
- public
- social

Lafleur, Michel. 2002. "Stratégie et personnalité coopérative : application du modèle des défis coopératifs." IRECUS, IREC 02-10.

**Mots clés :**

- stratégie
- personnalité coopérative
- modèle des défis coopératifs

Lassen, BC. 1999. "Les apports de capitaux extérieurs : quels risques pour les principes et objectifs coopératifs." *RECMA*, 271:37-42.

« Le président de la Fédération des coopératives agricoles danoises examine les évolutions de son secteur; alors que pour affronter la concurrence elles s'engagent vers l'ouverture de leur capital à des associés extérieurs elles entendent ne pas y sacrifier l'intérêt de leurs membres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- capital
- capitaux propres
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- intercooperation
- Danemark

Malo, Marie-Claire. 2000. "La coopération et l'économie sociale." HEC, Montréal, Pour découvrir la coopération et l'économie sociale, une présentation d'auteurs classiques dans ce champ de recherche (Desroche et Vienney, Angers et Gide ainsi que Polanyi) en recourant aux notions d'idéologie et d'utopie approfondies par Paul Ricoeur. Puis, comme les coopératives et les associations d'économie sociale fonctionnent dans un système où elles entrent en rapport avec le Marché ou l'État, suivra un aperçu de leur gestion stratégique en utilisant et adaptant des grilles développées par des contemporains, d'une part la typologie des configurations de Mintzberg et d'autre part, l'analyse de l'industrie et l'analyse de l'entreprise comme chaîne de valeur, mises au point par Porter.

**Mots clés :**

- coopération
- philosophie
- coopératives
- économie sociale

Malo, MC , P Hugron, et R. Chaussé. 1996. "Entreprises familiales, coopératives et PME : Quelle propension au regroupement?" *RECMA*, 260:54-63.

« Les auteurs québécois montrent comment l'entreprise familiale est elle-même une organisation bipolaire et que la propension à se regrouper est différente selon chacun des trois types d'organisations considérées (entreprise familiale coopérative et PME). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- organisation
- PME
- coopérative d'entrepreneurs
- Québec

Malo, M.-C. 2001. "La gestion stratégique de la coopérative et de l'association d'économie sociale." *RECMA*, 282:84-94.

« Comment se définissent les orientations stratégiques des coopératives et associations ? Seule une articulation entre perspective de changement social et positionnement économique rend le processus stratégique porteur à la fois d'identité et de viabilité. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- France
- théorie économique
- stratégie
- gestion

—. 2001. "La gestion stratégique de la coopérative et de l'association d'économie sociale 1ère partie : l'entrepreneur et son environnement." *RECMA*, 281:84-95.

« Les spécificités de la gouvernance des coopératives et associations sont au cœur de cet article. Cette première partie analyse deux facteurs essentiels qui influent sur les orientations stratégiques : l'entrepreneur collectif et la dimension idéologique l'environnement et les acteurs qui l'animent. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- France
- gouvernement d'entreprise
- groupement d'entreprises
- stratégie
- gestion de l'entreprise
- entreprise d'économie sociale

Martin, Maude. 2000. "Le processus d'apprentissage dans la gestion des alliances stratégiques : une étude de cas d'Agropur Coopérative agro-alimentaire." Sciences de la gestion, Écoles des hautes études commerciales, Montréal.

Basé sur deux concepts théoriques, ce mémoire cherche à comprendre comment une organisation gère les alliances stratégiques dans lesquelles elle est impliquée et comment elle s'y prend pour transférer d'une alliance à l'autre les connaissances et expériences apprises au cours du processus.

**Mots clés :**

- affaires
- alliance
- apprentissage
- coopérative
- gestion
- laitière
- organisationnelle
- province
- Québec
- stratégique

Mauget, R. 1994. "Analyse stratégique des groupes coopératifs européens." in *Conférence internationale de management stratégique, 3, Lyon FRA, 1994-05-09*: Institut de gestion internationale agro-alimentaire (IGIA), Cergy-Pontoise, France.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- coopérative agricole
- stratégie
- structure organisationnelle
- CEE

—. 1997. "La coopération agricole en France depuis trente ans." *RECMA*, 264:27-37.

« Le mouvement coopératif agricole a connu de fortes transformations entre 1965 et 1990 et tout particulièrement la diminution du nombre de coopératives et la concentration sous forme de groupes complexes. L'auteur identifie ici les variables de l'environnement qui apparaissent importantes dans l'analyse des coopératives et dégage les tendances stratégiques du secteur. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- France
- évolution
- coopérative agricole

Mauget, R. et M. Forestier. 2000. "De la coopérative au groupe coopératif agro-alimentaire : évolution ou dénaturation ?" ADDES, Nanterre, « Quelle est l'ampleur du mouvement de filialisation au sein des coopératives agricoles ? Quels sont les critères d'efficacité retenus dans ces groupes coopératifs ? Quelles sont les conséquences par rapport aux finalités aux valeurs et aux principes coopératifs ? »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- évolution
- filiale
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- démutualisation

Melmoth, GJ. 1999. "Les stratégies de CWS face à la tentative de rachat des coopératives de consommateurs." *RECMA*, 271:29-36.

« Le directeur de CWS groupement des coopératives de consommateurs au Royaume-Uni expose la stratégie mise en œuvre pour faire échec à la tentative de démutualisation du groupe en 1997. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Royaume-Uni
- coopérative de consommateurs d'usagers
- transfert de propriété
- démutualisation

Mendez, A. et N. Richez-Battesti. 2000. "Les banques coopératives et mutuelles entre concurrence et solidarité. La confiance au centre d'un modèle alternatif de compétitivité?" *RECMA*, 274:17-41.

« À travers l'exemple du Crédit Mutuel Méditerranéen l'auteur cherche à montrer comment les banques mutualistes peuvent concilier le développement d'activités économiques dans un univers concurrentiel et leur mission de solidarité et d'intérêt général. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- solidarité
- banque mutualiste
- coopérative
- concurrence
- utilité sociale
- valeur ajoutée
- marketing social
- coopérative de crédit

Nilsson, J. 1994. "Recherche nordique et thèmes coopératifs." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 1 : 149-177.

« Dans les pays nordiques la recherche en matière coopérative existe depuis une vingtaine d'années et s'est développée dans un esprit de collaboration. Les domaines des sciences humaines furent tout d'abord l'objet des recherches. Actuellement la priorité est donnée à la recherche appliquée concernant la stratégie le mode de financement l'évolution et les perspectives d'avenir des organisations coopératives et ce à partir de problèmes concrets. »

**Mots clés :**

- organisation
- sociologie
- évolution
- stratégie
- théorie
- Suède
- Finlande
- Danemark
- secteur coopératif
- Norvège

Ontario, ministère des Finances, service de développement des coopératives. 1995. "Les coopératives en Ontario : constituer une coopérative en personne morale avec capital social." ministère des Finances, Toronto.

Cet ensemble comprend les renseignements et les formules dont vous avez besoin pour constituer une coopérative avec capital social.

**Mots clés :**

- action
- capital
- capital-action
- capital-actions
- civil
- coopérative
- juridique
- moral
- Ontario
- personne
- province
- social
- société

—. 1995. "Les coopératives en Ontario : constituer une coopérative en personne morale sans capital social." ministère des Finances, Toronto.

Cet ensemble comprend les renseignements et les formules dont vous avez besoin pour constituer une coopérative sans capital social.

**Mots clés :**

- action
- capital
- capital-action
- capital-actions
- civil
- coopérative
- juridique
- moral
- Ontario
- personne
- province
- social
- société

Ontario, ministère des Finances, Services de développement des coopératives. 1995. "Les coopératives en Ontario : comment constituer une coopérative." ministère des Finances, Toronto.

Ce document traite des étapes de base à suivre pour constituer une coopérative. Il s'adresse aux groupes qui mettent sur pied des entreprises coopératives ou des coopératives sans but lucratif. *Comment constituer une coopérative* renferme des renseignements généraux sur la *Loi sur les sociétés coopératives* et des questions générales d'ordre financier.

**Mots clés :**

- aspect
- coopérative
- droit
- finance
- financement
- financier
- juridique
- légal
- Ontario
- province
- société

Parodi, M. 2000. "Les banques coopératives dans le jeu capitaliste mondial." *RECMA*, 277 : 35-48.

« Cet article décrit le contexte international de concentration et de globalisation financière auquel sont confrontées les banques coopératives françaises. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- banque
- mutualiste
- coopérative
- capitalisme
- fusion
- stratégie
- concentration d'entreprises

Prévost, Paul. 2001. "La formulation de stratégies coopératives et le développement du milieu." IRECUS, IREC 01-08.

**Mots clés :**

- stratégies coopératives
- développement du milieu

Puech, Jean et Philippe Guérin. 1995. "Les industries agro-alimentaires. Quelles stratégies face à l'ouverture des marchés ?" *Réalités industrielles: Saint-Etienne*, 90 p.

**Mots clés :**

- gestion de l'entreprise
- France
- agroalimentaire
- qualité totale
- compétitivité de l'entreprise

Québec, ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Direction des coopératives. 1993. "Profil des coopératives du milieu scolaire de 1986 à 1990." ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Québec.

Malgré certaines erreurs de parcours, le mouvement des coopératives du milieu scolaire se porte bien dans son ensemble. Il connaît même, depuis quelques années, une nouvelle phase de développement et de consolidation de ses acquis. Cet attrait pour ce type de coopérative (démonstré par une hausse du nombre de membres et du nombre de coopératives) n'est pas étranger aux avantages de plus en plus évident que retirent les membres de leurs coopératives.

**Mots clés :**

- collègue
- coopérative
- école
- milieu
- province
- Québec
- scolaire
- secondaire
- université

Rabinovitch, B. 1998. "Innovation et coopératives d'habitation en Suisse." *RECMA*, 267 : 52-60.

« Les coopératives d'habitation se sont développées en Suisse depuis une vingtaine d'années avec le soutien des pouvoirs publics; l'auteur souligne les difficultés rencontrées en amont comme en aval de la construction qui conduisent parfois à un alourdissement des coûts et des délais de production. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- financement
- Suisse
- coopérative d'habitation

Rhéaume, A. et M. Beauchamp. 1994. "Communication institutionnelle et recherche de cohérence : évaluation de l'approche du Mouvement Desjardins entre 1970 et 1992." *Communication* 15, 1:60-87.

**Mots clés :**

- sociologie de la connaissance
- sociologie de la culture
- Canada
- Québec
- communication
- publicité
- entreprise
- coopérative
- finance
- changement organisationnel
- changement structurel
- image publicitaire
- cohérence
- étude de cas

Richomme, K et Université de Nancy 2. Groupe de recherche en économie financière et gestion des entreprises (GREFIGE). 1999. "Contribution au management relationnel : un cas de développement de coopérative artisanale; La métamorphose des organisations." Pp. 20 p. in *Colloque international*, 2. Nancy, France.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- société coopérative
- artisan
- stratégie conjointe
- bâtiment
- France

Rivas, Roxana Maritza. 2000. "Le changement organisationnel d'ordre stratégique en milieu coopératif : le cas du Centre de la Petite Enfance "Le Bilboquet"." Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- changement organisationnel
- Centre de la Petite Enfance
- Le Bilboquet

Robert-Angers, Michael. 2000. "L'exercice d'un leadership résiliable et le positionnement stratégique d'une coopérative de développement régional : le cas de l'Intercoopérative de Montérégie." Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- leadership résiliable
- positionnement stratégique coopérative de développement régional
- Intercoopérative de Montérégie

Robert-Angers, Michaël. 2001. "Consolider l'implication d'une coopérative de développement régional dans le développement local." *Revue organisations et territoires* 10, 3:49-54.

**Mots clés :**

- développement régional
- coopératives
- gestion coopération entre les entreprises
- réseaux
- Québec (province)

Robert-Angers, Michaël et Paul Prévost. 2001. "Le cas de l'utilisation d'un réseautage stratégique pour la Coopérative de Développement de l'Estrie en vue de soutenir le développement de la formule de Coopérative de travailleurs-actionnaires." IRECUS, IREC 01-10.

**Mots clés :**

- réseautage stratégique
- Coopérative de développement de l'Estrie travailleurs-actionnaires

—. 2002. "Le cas de la mise en place d'un réseautage stratégique par la Fédération des coopératives de services à domicile du Québec en vue de soutenir un réseau d'entreprises d'économie sociale en aide domestique distinctes." IRECUS, IREC 02-06.

**Mots clés :**

- réseautage stratégique
- aide domestique
- Fédération des coopératives de services à domicile du Québec

Sanchis-Palacio. 1998. "Les alliances entre coopératives agricoles et caisses rurales en Espagne." *RECMA*, 267:72-82.

« L'auteur analyse le rôle que jouent les stratégies de coopération développées par les coopératives agricoles et les coopératives de crédit. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- stratégie
- coopérative de crédit
- coopérative agricole
- intercoopération
- Espagne

Sanchis-Palacio et D. Ribeiro Soriano. 1997. "Typologie des coopératives de crédit espagnoles par la méthode des groupes stratégiques." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 68, 1:5-37.

« Le but de ce travail est d'appliquer l'analyse des groupes stratégiques au sous-secteur des coopératives de crédit en Espagne. Les divergences stratégiques entre les différents types de coopératives de crédit représentent un obstacle à l'intégration de ce secteur en Espagne, intégration qui s'est pourtant produite dans d'autres pays européens où la banque coopérative a une grande importance dans le système bancaire. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative de crédit
- Espagne
- nomenclature

Séguin, Marie-Thérèse. 1995. "Pratiques coopératives et mutations sociales." 269 p. : L'Harmattan.

Il est vrai que les pressions de la concurrence internationale et les mutations du capitalisme poussent tellement à l'uniformisation des pratiques commerciales et financières, que le mouvement coopératif, dans les économies occidentales, est en permanence sur la défensive pour ce qu'il en est de son identité, et est même souvent obligé de reculer. Mais l'ensemble des mouvements coopératifs dans nos sociétés n'est pas en train de passer au "coopitalisme". En fonction de différents facteurs, comme le secteur d'activités, la taille minimale pour survivre, l'intensité de la concurrence, l'enracinement social des entreprises, les mouvements coopératifs pourront maintenir, en la renouvelant, une véritable identité coopérative tout en assurant leur réussite économique.

**Mots clés :**

- Canada
- changement
- collectivité
- communautaire
- coopération
- coopérative
- développement économique
- financement
- local
- mutation
- organisation
- social
- société
- sociologie
- transformation
- transition

Sourbes, L. et R. Courtot. 1998. "Tourisme alternatif et durabilité dans l'île de Lesbos (Grèce); La ville et ses territoires en Méditerranée septentrionale." *Méditerranée-Gap* 89 . 2-3:81-86.

**Mots clés :**

- géographie de l'Europe
- tourisme
- développement durable
- île
- gestion de l'environnement
- Grèce
- Lesbos
- potentiel touristique

Urban, Sabine Marie-Laure et Serge Vendemini. 1994. *Alliances stratégiques, coopératives européennes*. Bruxelles: De Boeck-Wesmael.

Face au danger (la guerre économique, globale) face aux mutations (modification en profondeur du paysage politique, des systèmes économiques, des connaissances scientifiques et des techniques, des valeurs éthiques), les entreprises doivent réagir, s'organiser. Le regroupement des énergies s'impose, mais sous quelle forme ? : cumuler le pouvoir pour mieux combattre l'adversaire ou trouver des réseaux de complémentarité permettant d'accroître les gains mutuels des acteurs solidairement liés ? Il nous semble permis d'affirmer que les alliances de nature coopérative trouvent leur justification.

**Mots clés :**

- 1992
- alliance
- CEE
- communauté
- coopération
- économique
- entreprise
- Europe
- européen
- européenne
- gestion
- stratégie
- stratégique
- union

Vézina, Martine. 2002. "L'éducation coopérative au sein du réseau des coopératives en milieu scolaire : un enjeu stratégique." Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, Cahier de recherche: 2002-01.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/2000-09/2002-01.pdf>)

Ce texte de réflexion porte sur l'éducation coopérative au sein du réseau des coopératives en milieu scolaire. Il vise à démontrer l'importance stratégique que représente cette activité pour le développement futur du réseau. L'argument principal apporté par cette réflexion est à l'effet que le contexte changeant des trois types d'utilisateurs (étudiant, professeur et institution

d'enseignement) de la coopérative scolaire génère des défis importants pour la coopérative. Or, l'éducation coopérative est au centre de la capacité des coopératives scolaires à relever avec brio ces défis, constituant de ce fait un enjeu stratégique majeur pour le développement futur des coopératives et du réseau.

**Mots clés :**

- éducation coopérative
- coopératives en milieu scolaire

Zandonai, F. 2002. "La coopération sociale en Italie, entre consolidation et transformation." *RECMA*, 286:36-46.

« La coopération sociale se développe en Italie depuis le début des années 90; les réseaux se multiplient et prennent une dimension stratégique de plus en plus importante au niveau local. L'auteur dégage dans cet article deux modèles de coopératives (modèle adaptatif et modèle proactif). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- Italie
- coopérative sociale

### **5.5. Coopérative de travailleurs comme option pour le propriétaire individuel, la PME, la relève (n :5)**

1993. "Actionnariat salarié : les salaires mutants." *Coopération de production*, 508:9-16.

« Ce dossier sur l'actionnariat salarié comprend : un débat entre responsables de SCOP décrivant le vécu des salariés associés dans leur coopérative, une enquête sur le développement et les limites de l'actionnariat salarié hors secteur coopératif, notamment dans le cadre des RES. Un reportage sur le statut de salariés sociétaires dans trois coopératives. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- sociétariat
- coopérateur
- actionnariat salarié

1993. "Corepreneurs : la renaissance de l'emploi." *Coopération de production*, 511:11-18.

« Le redémarrage d'entreprises en coopératives peut être une des solutions à envisager pour remédier au problème des entreprises en difficulté. Deux expériences : LBM et tandem normeca-moul / commor. Panorama de l'évolution des reprises d'entreprises en difficulté en France et en Europe. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- faillite
- transformation en SCOP

2000. "Colloque Nouvelles formes de coopération, de création d'emploi et d'activités

Entrepreneur-e-s et salarié-e-s : les coopératives d'activités." Lyon, France: Économie et humanisme.

2000. "Très petites entreprises - TPE : la voie coopérative." *Participer*, 577.

« 97,5 % des entreprises se créent avec au démarrage moins de 5 salariés. Pour le député Éric Besson "la création de TPE est l'un des enjeux de l'économie plus solidaire". »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- France

Belleville, P. 1994. "Une coopération de "travailleurs-entrepreneurs" : le groupe Mondragon des années 90." *RECMA*, 253-254:64-75.

« Analyse des structures et des stratégies du groupe Mondragon. Créé il y a trente ans il est organisé en trois groupes : un groupe industriel comprenant 70 coopératives, un groupe de distribution (Eroski) et un groupe financier (Caja Laboral Popular). La formation et le maintien de l'emploi de ses salariés (25 000) sont les priorités de ce groupe. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- groupement d'entreprises
- coopérative de crédit
- Espagne
- coopérative de production
- structure
- coopérative de détaillants
- coopérative d'entrepreneurs

Browne, Carole. 1995. "Recherche-intervention en communication organisationnelle : le cas d'une coopérative de travail." *Communication*, Université du Québec à Montréal, Montréal.

Dans ce mémoire, nous ferons le récit et l'analyse d'une recherche intervention qui fut réalisée auprès d'une coopérative de travail. Cette organisation offre des services de publicité, marketing et communication à ses différentes clientèles. L'objectif est de mieux saisir le "contexte de la communication" dans la complexité des interactions et des échanges entre les unités (ou individus) et les systèmes dans lesquels ils évoluent, pour procéder ensuite à une évaluation critique et générer une nouvelle perception de l'organisation, afin d'élargir le bassin des idées dans un cadre conceptuel différent qui n'est pas issu de la convention tacite en vigueur dans l'organisation.

**Mots clés :**

- action-recherche
- communication
- coopérative
- entreprise
- recherche-action
- société

Cadotte, François. 1997. "Une coopérative d'habitation pour travailleurs autonomes : rapport final." *Société canadienne d'hypothèques et de logement*, Ottawa.

CADRE, Centre d'appui au développement de la recherche sur l'économie sociale, GNC. 1994. "Promotion de la recherche en sciences sociales sur les coopératives d'entreprises familiales." CADRE, Paris.

« État de la recherche en sciences sociales sur les coopératives d'entreprises familiales. Avec la participation de Véronique SINGER (voir article dans la RECMA sur le même thème). Des comparaisons sont faites avec la Suisse et le Québec. Présentation des mouvements coopératifs invités : CCMCM (Confédération de la Coopération, de la Mutualité et du Crédit Maritime), de la CFCGA (Confédération Française des Coopératives et Groupements d'Artisans), de UNICOOPTRANS (Fédération des Coopératives et Groupements du Transport Routier). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- famille
- coopérative
- financement
- action sociale
- PME
- recherche
- mouvement coopératif
- Suisse
- coopérative d'entreprises
- Québec

Canada, Secrétariat aux coopératives. 1999. "Coopératives : la solution de rechange." Gouvernement du Canada, Secrétariat aux coopératives, Ottawa.

Canada, Secrétariat aux coopératives (en collaboration avec la Fédération canadienne des coopératives de travail). 2000. "Histoires à succès des coopératives de travail." Secrétariat aux coopératives (en collaboration avec la Fédération canadienne des coopératives de travail - août 2000).

<http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/successfran.pdf>

Présentation de différents cas de coopératives de travail.

**Mots clés :**

- coopératives de travail
- Canada

Chagnon, Lucie. 2001. "Les services à la personne : une opportunité de développement en économie sociale." *Revue Organisations et Territoires* 10, 2:67-71.

**Mots clés :**

- Coopérative de travail Interface
- coopératives de travail
- Québec
- Montréal
- économie sociale
- France
- services de proximité
- travailleurs

Chrétien, C. et J. Renard. 2001. "L'économie sociale / souffrance et charbons ardents : le cas de la Tower Colliery." *RECMA*, 279:44-59.

« Les entreprises d'économie sociale ont-elles un mode d'organisation qui permettrait, de par leur nature même de réduire la souffrance au travail ? La démonstration s'appuie sur l'exemple anglais de la Tower Colliery, mine de charbon gérée de façon coopérative. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Royaume-Uni
- France
- organisation
- sociologie
- économie sociale
- condition de travail
- coopérative de production

Comeau, Y. 1993. "Les éléments de satisfaction et d'insatisfaction dans les coopératives de travail au Québec." *Coopératives et développement* 25, 1:31-46.

« Du point de vue du mode de gestion, la diversité des coopératives de travail est manifeste. L'auteur constate que - la participation à la gestion suscite le plus de satisfaction chez les travailleurs - une division technique poussée du travail et une trop grande spécialisation des tâches provoquent l'insatisfaction - les coopératives de petite taille sont nettement avantagées. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérateur
- gestion démocratique
- coopérative de production
- Canada
- participation des travailleurs
- motivation
- province
- Québec

Comeau, Yvan. 1994. "L'adaptation de coopératives de travail à la crise économique." Chaire de coopération Guy-Bernier, 065.

La crise économique du début des années 1990 a été néfaste pour bon nombre d'entreprises, tant de nature capitaliste que coopérative. En ce sens, ce fascicule décrit le fonctionnement de cinq coopératives de travail qui ont été actives au début des années 1990. L'auteur désire ainsi montrer les difficultés qu'ont eues ces coopératives pendant la crise économique et déterminer les moyens utilisés pour contrer les effets de celle-ci. Trois problèmes majeurs rencontrés par les coopératives face à la crise du début des années 1990 sont soulignés : la rentabilité, la qualité du produit ou du service et le fonctionnement coopératif. Les solutions privilégiées par les coopératives de travail sont nombreuses pour pallier leurs problèmes. D'un point de vue général cependant, il semble que deux types de stratégies ressortent pour contrer la crise économique du début des années 1990 : une innovatrice, qui correspond plus à l'esprit coopératif et une d'inspiration fordiste, qui tend plus vers le capitalisme.

**Mots clés :**

- adaptation
- coopératives de travail
- crise économique

Comeau, Yvan et Benoît Lévesque. 1994. "La participation des travailleurs dans les coopératives de travail et dans les entreprises capitalistes au Québec." Chaire de coopération Guy-Bernier, 064.

Le texte est constitué de trois parties. En premier lieu, nous présentons un état des recherches comparant la participation entre les entreprises capitalistes et les coopératives de travail. En deuxième lieu, nous définissons quelques principes méthodologiques de l'approche comparative et nous présentons les principales caractéristiques des coopératives de travail constituant l'échantillon. En troisième lieu, nous identifions deux dimensions permettant de comparer les deux types d'entreprises: la dimension institutionnelle et la dimension organisationnelle. La dimension institutionnelle réfère aux règles du jeu qui précisent la partie

patronale et les travailleurs, entre les actionnaires et la direction, entre les entreprises. À cet égard, les coopératives de travail ont une longueur d'avance, car la loi sur les coopératives reconnaît aux travailleurs le droit de diriger leur entreprise, qui peuvent ainsi faire des choix stratégiques (investissement, technologie, mise en marché). Ce droit est fondé sur la notion de propriété collective et sur une règle non capitaliste, c'est à dire un membre un vote. La dimension organisationnelle renvoie à la division du travail et sa coordination, le mode de gestion, la mobilisation des ressources nécessaires à la production, la mise en oeuvre de la production, etc. Les résultats actuels de nos recherches indiquent que les coopératives de travail n'ont pas été plus innovatrices que les entreprises capitalistes, notamment en ce qui concerne l'organisation du travail. Cette situation peut être attribuée à au moins deux facteurs. Premièrement les coopératives de travail ont sans doute moins souffert de la crise du travail que les entreprises capitalistes, ce qui aurait limité le besoin d'intervenir dans la sphère de l'organisation du travail. Deuxièmement, le marché des coopératives de travail se limite pratiquement à leur région immédiate et au territoire du Québec, dans des secteurs où la concurrence internationale est faible. La réponse aux questions que nous soulevons nous incite à poursuivre nos travaux, étant convaincu de la pertinence et de l'utilité de la recherche comparative.

**Mots clés :**

- participation
- travailleurs
- coopératives de travail
- entreprises
- Québec

Côté, Daniel. 1997. "Recherche-action sur la création d'une coopérative de travailleurs actionnaire dans l'industrie du tourisme d'aventure au Québec." Mémoire, Université de Sherbrooke (Canada).

Côté, Daniel et Danielle Luc. 1995. "Le profil des coopératives de travailleurs actionnaires du Québec." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-4.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- coopératives de travailleurs
- actionnaires
- Québec

Defourny, J. 1994. "Coopératives de travail : une recherche foisonnante et novatrice." *JURIS Associations*, 253-254:23-35.

« Présentation des principales tendances de la recherche menée sur les coopératives de travailleurs depuis une vingtaine d'années. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- recherche

Dondi, J. 1997. "La société anonyme de travail espagnole : une forme originale d'actionnariat des salariés." Institut d'administration des entreprises (IAE). Centre de recherches et d'études en gestion (CREGE-IAE).

**Mots clés :**

- Finance
- comptabilité
- société anonyme
- société coopérative
- actionnariat des salariés
- Espagne

Dupont, Gaëtan, Claude Martel, et Guylaine Morin. 1999. "Coopérative de travail : constitution, organisation, fonctionnement." ministère de l'Industrie et du commerce, Québec, Exposé de la constitution, de l'organisation et du fonctionnement des coopératives de travail.

—. 1999. "Coopérative de travailleurs actionnaires (CTA) : constitution, organisation, fonctionnement." ministère de l'Industrie et du commerce, Québec, Exposé de la constitution, de l'organisation et du mode de fonctionnement d'une coopérative de travailleurs actionnaire (CTA)

**Mots clés :**

- actionnariat
- coopérative
- ouvrier
- personnel
- province
- Québec
- salarié
- travail
- travailleur

Favreau, Louis et Benoît Lévesque. 1993. "Les Coopératives Jeunesse de services au Québec : des entreprises d'insertion sociale pour des jeunes de milieux populaires." *Apprentissage et socialisation* 16, 1-2:9-20.

**Mots clés :**

- coopératives jeunesse de services
- adolescents
- travail
- Québec (province)
- coopératives de travail
- insertion professionnelle

Giguère, Joseph. 1993. "La démocratie : clé du succès dans les coopératives de travailleurs." *Coopératives et développement* 24, 1:87-98.

Mon propos vise à commenter la fécondité de la coopérative de travailleurs, en examinant cette dernière sous l'angle de ce qui la différencie radicalement de l'entreprise traditionnelle, à savoir, la démocratie.

**Mots clés :**

- démocratie
- coopératives de travailleurs

Girard, Jean-Pierre. 2001. "La coopérative de travail : interaction conseil d'administration et direction générale : une dynamique à mieux comprendre : revue de littérature." CSMO économie sociale, action communautaire, Montréal.

Au cœur du gouvernement de l'entreprise, la relation conseil d'administration/direction générale s'avère une articulation délicate entre des fonctions stratégiques et des fonctions opérationnelles. Si en général dans les coopératives, on peut facilement démarquer l'un de l'autre parce que les administrateurs ne sont pas nécessairement en lien direct avec l'activité de

la coopérative, dans une coopérative de travail, il en va autrement, car les dirigeants sont aussi des salariés de l'entreprise. Il peut être tentant d'utiliser la tribune du conseil d'administration pour traiter des questions d'intendance quotidienne en perdant de vue d'autres responsabilités, y inclus celles prescrites par la loi. De plus, si la finalité d'une entreprise à capital action est aisément mesurable et perceptible, la valorisation de l'avoir des actionnaires, celle d'une coopérative est plus diffuse : la satisfaction des besoins des membres ou la maximisation de l'avantage coopératif. Comment bien camper cet objet dans les travaux d'un conseil d'administration d'une coopérative de travail sans pour autant se substituer à la direction ?

### Mots clés :

- administration
- conseil
- coopérative
- entreprise
- gouvernement
- Grande-Bretagne
- France
- province
- Québec
- travailleur

Gosselin, Roch. 2003. "Monographie de la coopérative de travail « Au Royaume de la Tarte »." CRISES, Montréal.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2003/ES0302.pdf>)

L'intérêt de cette monographie est double. En premier lieu, puisqu'il s'agit de la transformation d'une entreprise privée en coopérative de travail, l'expérience du « Royaume de la Tarte » offre un exemple d'émergence plutôt rare. En deuxième lieu, il s'agit d'une coopérative de travail œuvrant dans le domaine de la transformation des aliments, alors que la très grande majorité des coopératives de travail œuvrent dans le domaine des services. L'étude de cas montre ainsi que l'entreprise privée « Au Royaume de la tarte » a été transformée en 1998 en coopérative de travail. On y souligne également l'importance que prenait la conservation des emplois dans un quartier de Québec fortement éprouvé par le chômage. Le soutien de plusieurs organismes a été nécessaire pour réaliser cette transformation. La Coopérative de développement régional, le Carrefour de la relance de l'économie et de l'emploi du centre de Québec (CRÉECQ) (devenu CDÉC de Québec) de même que la Société de développement industriel (SDI), le Fonds industriel de développement économique (FIDE) et la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses de Québec ont appuyé la création de la coopérative et se sont impliqués dans un comité de gestion au cours des premières années, afin de consolider la situation financière de l'entreprise. Les défis de l'entreprise sont nombreux dans un domaine d'activités où la concurrence est très vive. L'adaptation des produits au goût des consommateurs/consommatrices soucieux de la qualité de leur alimentation, la localisation de l'entreprise dans des lieux regroupant la production sur un même plancher, la mécanisation des opérations tout en maintenant l'aspect artisanal de la production, l'équilibre en la variété

des produits et les économies d'échelle, et l'empowerment des salariés sociétaires représentent quelques uns de ces défis.

**Mots clés :**

- coopérative de travail
- Au Royaume de la Tarte
- étude de cas

—. 2003. "Monographie de la coopérative de travail Horisol." CRISES, Montréal, no ES0304.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2003/ES0304.pdf>)

L'intérêt de cette monographie est double. En premier lieu, puisqu'il s'agit de la transformation d'une corporation à but non lucratif en coopérative de travail, l'expérience de la Coopérative de travail Horisol offre un exemple d'émergence plutôt rare. En deuxième lieu, il s'agit d'une coopérative de travail œuvrant dans le domaine de la transformation du bois, alors que la très grande majorité des coopératives de travail œuvrent dans le domaine des services. Horisol est la seule coopérative de travail reconnue comme Centre de travail adapté (CTA) par l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ). La principale mission sociale de l'entreprise consiste à favoriser la création d'emplois et l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail. Le principal avantage concurrentiel de l'entreprise est d'être située dans une région où la forêt permet une source d'approvisionnement proche et continue en matières premières pour la fabrication de planches de clôture qui est la spécialité de l'entreprise depuis 1998. En 2001, l'entreprise compte 63 travailleurs/travailleuses dont 48 sont des membres réguliers ; une quarantaine de personnes présentent un handicap physique ou mental. Son chiffre d'affaires dépasse aujourd'hui 1,5 millions de dollars. Horisol relève le défi d'un fonctionnement démocratique, offre des conditions de travail au-dessus des normes minimales de travail et possède une capacité de génération de revenus autonomes de l'ordre de 70 %. Son avenir est étroitement lié à sa capacité de maintenir de hauts standards de qualité et de favoriser un climat coopératif chez les travailleurs / travailleuses.

**Mots clés :**

- coopérative de travail
- Horisol
- étude de cas

—. 2003. "Monographie de la coopérative de travail Promo Plastik." CRISES, Montréal, cahier numéro ES0303.

<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2003/ES0303.pdf>

L'intérêt de cette monographie est double. En premier lieu, puisqu'il s'agit de la transformation partielle d'une entreprise privée, l'expérience de la Coopérative de travail Promo Plastik offre un exemple d'émergence plutôt rare. En deuxième lieu, il s'agit d'une coopérative de travail œuvrant dans le domaine de la fabrication d'articles publicitaires et promotionnels par injection de plastique et dans l'impression par estampage à chaud, sérigraphie et « tampographie » ; on sait, par ailleurs, que la très grande majorité des coopératives de travail œuvrent dans le domaine des services. La Coopérative voit le jour en 1992 lorsque la compagnie Plastique Gagnon de Saint-Jean-Port-Joli se départit de sa division Promo Plastik. Elle compte neuf travailleurs / travailleuses sociétaires et un membre auxiliaire ; en période de haute production, 25 personnes œuvrent à la production. Trois ans après un démarrage ayant demandé une certaine adaptation de la part des travailleurs/travailleuses, la coopérative traverse la crise majeure de son histoire après la faillite de deux clients. Plusieurs indices révèlent que la coopérative favorise l'inclusion politique des travailleurs / travailleuses sociétaires et qu'elle cherche à promouvoir la qualification au travail. Il demeure que le développement de l'esprit coopératif représente un souci perpétuel et que la formation est très souvent reléguée au second plan à cause des urgences de la production. Pourtant, Promo Plastik ne peut faire l'économie d'une main-d'œuvre polyvalente et innovatrice dans un secteur où la nouveauté des produits permet de préserver et d'acquérir de nouvelles parts du marché.

#### Mots clés :

- coopérative de travail
- Promo Plastik
- étude de cas

—. 2003. "Monographie de la coopérative de travail Resto-Bar La Fourmi Atomick." CRISES, Montréal, cahier numéro ES0305.

<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2003/ES0305.pdf>

La Coopérative de restauration Resto-Bar, La Fourmi Atomik, est constituée le 25 novembre 1989 après que la Coopérative de travailleurs/travailleuses Le Croque-Mitaine, elle-même créée le 6 mai 1988, change sa dénomination. Lorsque l'incendie force la Coopérative à cesser ses activités au printemps 2002, elle compte 12 travailleurs/travailleuses membres et 23 travailleurs/travailleuses non membres. La monographie montre les difficultés que la Coopérative a connues lors de la période de démarrage. Les fondateurs/fondatrices manquent de capital, mènent leurs activités dans un emplacement mal situé en particulier l'hiver et suscitent, dès les premiers mois, un changement de clientèle. Au cours de son développement, La Fourmi Atomik fait face à une vive concurrence dans un domaine d'activités où les faillites

sont courantes. L'implication des travailleurs/travailleuses s'avère un avantage concurrentiel ayant permis à l'entreprise de traverser des périodes de difficultés majeures. La créativité et l'organisation d'activités nouvelles et inédites représentent un défi constant pour la Coopérative. Une réflexion a également cours chez les sociétaires à propos de leur avenir professionnel puisque le travail de bar revêt souvent un caractère provisoire.

**Mots clés :**

- coopérative de travail
- études de cas
- Resto-Bar La Fourmi Atomick

Herail, M. 2000. "Contribution à l'étude du lien coopératif au sein des sociétés coopératives." SN, «L'auteur veut démontrer qu'il existe une légitimité de la réglementation coopérative qui repose sur un autre fondement que le caractère social qui s'est considérablement atténué dans de nombreuses sociétés coopératives. Il met en avant la qualité d'"associé-coopérateur".»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- principes coopératifs
- sociétariat

Landry, Eric. 1993. "Étude sur les conflits potentiels lors de la période de transition organisationnelle : le cas d'une coopérative de travailleurs actionnaires." Bibliothèque nationale du Canada, Ottawa.

Landry, Éric. 1993. "Étude sur les conflits potentiels lors de la période de transition organisationnelle: le cas d'une coopérative de travailleurs actionnaires." Mémoire, Université de Sherbrooke (Canada).

Lasne, L. 1998. *Une épopée coopérative dans le siècle*: SCOPEDIT.

« Histoire de la société des ouvriers plombiers couvreurs zingueurs de limoges (SOPCZ) fondée le 6 février 1905. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- SCOP
- France
- vie coopérative

Laville, J.L., 1994. "Les coopératives de travail en Europe : un essai de synthèse." *RECMA*, 253-254:76-85.

« Au cours des années 70 et 80 deux vagues de création de coopératives se sont succédées. La première rassemblait des groupes où l'ensemble des membres affirmait son appartenance commune à partir de l'exercice d'un même métier; dans la seconde au contraire la diversité des appartenances socio-professionnelles créa des clivages entre les membres en fonction des compétence et des prééminences hiérarchiques. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- histoire
- coopérative de production

Lévesque, B. 1994. "Une forme originale d'association capital-travail : les coopératives de travailleurs au Québec." *RECMA*, 251:49-60.

« Cet article analyse le fonctionnement des coopératives de travailleurs-actionnaires au Québec et établit une comparaison avec les ESOP (Employee Stock Ownership Plan) américains. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- France
- gestion démocratique
- actionnariat salarié
- coopérative de production
- Canada

Papon-Vidal, P. 2000. "Le statut de l'associé-coopérateur." SN, « La spécificité des coopératives se manifeste tout particulièrement dans le statut de l'associé-coopérateur. »

**Mots clés :**

- France
- sociétariat
- coopérateur
- principes coopératifs
- doctrine coopérative

Québec - Appalaches, Coopérative de développement régional. 1999. "La coopérative de travailleurs actionnaires." Coopérative de développement régional, Sainte-Foy.

« Une formule originale de capitalisation est accessible aux PME du Québec : la coopérative de travailleurs actionnaire; cette entité juridique qui regroupe les travailleurs d'une entreprise reçoit lorsqu'il y a déclaration de dividendes sa part qu'elle redistribue sous forme de ristourne à chacun de ses membres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- capitaux propres
- PME
- actionnaire
- actionnariat salarié
- Canada
- province
- Québec

Québec, ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Direction des coopératives. 1995. "Les coopératives de travailleurs du Québec : profil du mouvement coopératif de travail au Québec." ministère de l'Industrie, du commerce, de la science et de la technologie, Québec.

La formule coopérative de travailleurs ou de travail, après s'être solidement implantée dans le secteur forestier, a commencé à se propager dans les années 70 dans de nouveaux secteurs économiques et cette tendance s'est accélérée au cours des années 80. Depuis quelques années, elle s'est imposée de plus en plus comme un moyen privilégié pour les gens de se prendre en main pour ainsi créer ou maintenir leur emploi. L'entrepreneuriat collectif que propose la formule coopérative de travailleurs, est maintenant reconnu comme une importante alternative

de développement dans la plupart des régions du Québec. Afin de bien situer la problématique des coopératives de travailleurs et d'apprécier leur évolution, particulièrement au cours des dernières années, nous avons tracé un profil économique et financier de ce type d'entreprise.

**Mots clés :**

- aspect
- coopératif
- coopérative
- économie
- économique
- finance
- financier
- mouvement
- ouvrier
- province
- Québec
- travail
- travailleur

Rhéaume-Champagne, M. 1993. "Les coopératives de travail : bibliographie 1985-1993." *Coopératives et développement* 25, 1:147-155.

**Mots clés :**

- Europe
- France
- États-unis
- bibliographie
- coopérative de production
- Canada

Robert-Angers, Michaël et Paul Prévost. 2001. "Le cas de l'utilisation d'un réseautage stratégique pour la Coopérative de Développement de l'Estrie en vue de soutenir le développement de la formule de Coopérative de travailleurs-actionnaires." IRECUS, IREC 01-10.

**Mots clés :**

- réseautage stratégique
- Coopérative de développement de l'Estrie
- travailleurs-actionnaires

Robitaille, Eugène. 1997. "Profil des fondateurs de coopérative et de l'organisation coopérative du Québec (de 1990 à 1997)."

Roy, Marcel. 1993. "L'impact de la formule de "propriétaire-usager" sur la gestion des coopératives." Chaire de coopération Guy-Bernier, 051.

Si l'on accepte l'idée généralement répandue que l'entreprise doit servir prioritairement les intérêts de ses propriétaires, ou si l'on considère que ceux-ci, par les droits qui leur sont conférés, sont les plus en mesure, parmi les partenaires de l'entreprise, d'imposer leurs objectifs à cette dernière, il faut admettre que la forme de propriété exercera une contrainte sur les pratiques de gestion puisque celles-ci sont fonction des objectifs de l'entreprise. Dans cette perspective, l'auteur analyse l'impact de la propriété coopérative, c'est-à-dire aux mains des "usagers", sur la gestion par rapport à celui de la propriété capitaliste, c'est-à-dire aux mains des "actionnaires". Il analyse aussi les différences dans la gestion des coopératives qui sont introduites par les différentes formules de propriété coopérative : propriétaires-clients, propriétaires-fournisseurs et propriétaires-travailleurs.

**Mots clés :**

- propriétaire-usager
- gestion

Sajardo-Moreno, A. 1996. "Économie sociale et services sociaux en Espagne." *RECMA*, 261:59-67.

« Depuis les années 70 le champ des services sociaux a connu en Espagne de profondes transformations qui ont favorisé la réémergence d'anciennes formes d'économie sociale (associations coopératives de travailleurs associés...) et l'apparition de nouvelles structures comme les société anonymes de travailleurs (SAL). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- action sociale
- entreprise d'économie sociale
- Espagne
- activité de service
- coopérative de service

Texier, J. 2000. "Socialisme, démocratie, autogestion." *La Pensée*, 231: 5-24, 169 [21 p.].

**Mots clés :**

- sociologie politique
- socialisme
- autogestion
- Marx, K.
- Engels, F.
- coopérative
- démocratie
- anarchisme
- capitalisme

Thomas, A. et C. Cornforth. 1995. "Les coopératives de travail au Royaume-Uni, déclin ou croissance?" *RECMA*, 255:17-22.

« Après avoir atteint un point culminant en 1988 avec 1 400 coopératives, le secteur des coopératives de travail au Royaume-uni a connu une chute du rythme des créations; par contre le nombre d'emplois coopératifs n'a cessé d'augmenter atteignant 10 800 à fin 1992. Des tableaux présentent la répartition des coopératives selon leur taille et leur secteur d'activité. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- salarié
- Royaume-Uni
- Statistiques
- secteur d'activité
- coopérative de production
- secteur coopératif
- travail

Regroupement québécois des coopératrices et coopérateurs du. 2000. "Colloque sur les nouvelles problématiques liées au développement des coopératives de travail

Soutien au démarrage de coopératives de travail." Montréal, Québec : Regroupement québécois des coopératrices et coopérateurs du travail.

## 6. OPPORTUNITÉS ET LIMITES DANS LE DÉVELOPPEMENT DES COOPÉRATIVES (N : 370)

1993. "Actionnariat salarié : les salaires mutants." *Coopération de production*, 508:9-16.

« Ce dossier sur l'actionnariat salarié comprend : un débat entre responsables de SCOP décrivant le vécu des salariés associés dans leur coopérative une enquête sur le développement et les limites de l'actionnariat salarié hors secteur coopératif notamment dans le cadre des RES. Un reportage sur le statut de salariés sociétaire dans trois coopératives. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

### Mots clés :

- SCOP
- France
- sociétariat
- coopérateur
- actionnariat salarié

1993. "Avis de conformité no 93-02 relatif au plan comptable professionnel des sociétés, coopératives artisanales." *Bulletin trimestriel du Conseil national de la comptabilité*, 95:10-35.

### Mots clés :

- plan comptable
- France
- coopérative d'artisans
- avis

1993. "Co-operatives in Switzerland - Les coopératives en Suisse." *Review of International cooperation* 86, 2:3-37.

« Panorama des coopératives en Suisse : coopératives de commerçants, coopératives de consommateurs, coopératives de crédit, raiffeisen, coopératives d'habitation et la société coopérative migros. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- histoire
- coopérative de consommateurs et d'usagers
- coopérative de crédit
- coopérative de détaillants
- Suisse
- coopérative d'habitation

1993. "Démocratie économique et coopératives de travail." *Coopératives et développement* 25, 1:155 p.

« Portrait international des coopératives de travail : les aspects historique, économique et sociologique sont abordés. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- économie sociale
- États-unis
- coopérative de production
- mouvement coopératif
- Canada

1993. "La formation de l'Association coopérative de productions audiovisuelles (ACPAV)." *L'Action nationale* 83, 10:1391-1405.

**Mots clés :**

- Association coopérative de productions audiovisuelles
- cinéma québécois

1994. "25<sup>e</sup> anniversaire du groupement national de la coopération (GNC) : quels sociétaires aujourd'hui pour la coopérative de demain ? Paris, 16 novembre 1993." *Lettre du GNC*, 212 : 1-40.

« Compte rendu du colloque du GNC qui a ouvert le débat sur les divers aspects du rôle du sociétaire dans les coopératives et les effets de l'apparition dans le capital des coopératives de nouveaux acteurs prévus par la loi de 1992. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- fédération
- France
- sociétariat
- capitaux propres
- congrès
- droit coopératif
- principes coopératifs
- mouvement coopératif
- coopérative d'entrepreneurs

1994. "Quatrième conférence de l'économie sociale - 8-10 novembre 1993 Bruxelles." *La tribune Fonda*, 101:39-47.

« Conclusions de la 4<sup>e</sup> conférence de l'économie sociale. Face à la crise sociale économique structurelle de l'Europe, les mutuelles associations et coopératives affirment leur volonté de continuer à contribuer à la cohésion sociale européenne et à son développement économique. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- association
- France
- mutualité
- évolution
- économie sociale
- congrès

1995. *Associations coopératives, loi des 1er mai 1889 et 20 mai 1898*: Éditions du Juris classeur.

« Texte de la loi sur les associations coopératives de production et de consommation (régime d'Alsace Lorraine de 1889 ). Ce texte légifère ce type d'association. Son fonctionnement est détaillé ainsi que ses obligations; les rapports juridiques de l'association avec des associés, sa gestion, la dissolution de l'association, la procédure de la faillite et la responsabilité des associés, les dispositions pénales. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- association
- loi
- France
- droit des associations
- conseil d'administration
- Lorraine
- Alsace
- association de droit local

1995. *Bienvenue à la coopérative de Mondragon.*

« Historique rapide de la coopérative de Mondragon. Cette coopérative a su s'adapter et s'ouvrir aux marchés étrangers. Elle est devenue le onzième groupe industriel espagnol. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- entreprise
- international
- rentabilité
- résultat de l'exercice
- principes coopératifs
- Espagne
- coopérative de production

1996. "L'économie sociale face aux lois du marché." *Liaisons sociales supplément mensuel*, 27-31.

« Les mutuelles, les coopératives et les associations veulent démontrer que l'économie est compatible avec la solidarité. Cependant à trop vouloir s'adapter au marché et à la concurrence l'économie sociale risque de se banaliser. Les entreprises d'économie sociale insistent davantage sur la rigueur de leur gestion plutôt que sur leurs "bonnes actions". Avec cette démarche, leur spécificité risque d'être moins remarquée. Quelques exemples étayent cette contradiction. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- association
- France
- mutualité
- économie sociale
- gestion
- principes coopératifs
- bibliographie

1997. "Des républiques de salariés : actualité des coopératives de production." *Économie et humanisme*, no 341: pp. 5-73.

« Un portrait de la coopération de production aujourd'hui : les valeurs démocratiques sont restées les mêmes tout en s'ouvrant sur une gestion moderne de l'entreprise. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- économie sociale
- gestion démocratique
- coopérative de production
- mouvement coopératif

1997. "Exonération de taxe professionnelle et d'IS au bénéfice des sociétés coopératives artisanales : le cas des sociétés coopératives d'achat en commun des bouchers, charcutiers, détaillants." *Droit fiscal*, 22:717-723.

« Confirmation des orientations de jurisprudence en matière d'exonération de taxe professionnelle et d'impôt sur les sociétés au bénéfice des sociétés coopératives artisanales; ce régime de faveur est subordonné à la condition que ces organismes soient constitués et fonctionnent conformément aux dispositions de la loi 83-657 du 20/7/1983 et de la loi 47-1775 du 10/9/1947; ils doivent notamment avoir pour principal objet de contribuer au développement des activités proprement artisanales de leurs membres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- fiscalité
- France
- jurisprudence
- droit coopératif
- exonération fiscale
- IS
- coopérative d'artisans
- taxe professionnelle

1997. "Loi no 96-1237 du 30 décembre 1996 relative à l'Union d'économie sociale du logement." « L'union d'économie sociale du logement est une SA coopérative à capital variable; elle conclut avec l'État des conventions définissant des politiques nationales d'emploi des fonds issus de la participation des employeurs à l'effort de construction et des ressources du fonds d'intervention de l'union. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- loi
- logement
- France
- UES
- logement social
- droit

1997. "Un nouveau statut pour les coopératives au sein du marché unique." Euro coop, Bruxelles, « Cette brochure est destinée à fournir aux entreprises et aux particuliers, qui envisagent de créer une nouvelle coopérative, un aperçu rapide des possibilités offertes par le projet de statut de société coopérative européenne (SCE). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statut
- CEE
- coopérative européenne

1999. "Cooperativas Sociales / Coopératives sociales." SN, SL.

« Présentation succincte de l'organisation des coopératives sociales en Italie. Elles ont été créées par la loi 381/91. Ces coopératives poursuivent des buts sociaux. Elles permettent l'intégration dans le monde du travail des personnes socialement défavorisées. Leur organisation et leur typologie sont détaillées. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- fiscalité
- action sociale
- entreprise d'économie sociale
- Italie
- activité de service
- coopérative sociale

1999. "Le mouvement coopératif [au Québec]." *Les Affaires* 71, 35:25-29.

**Mots clés :**

- coopératives
- Québec (province)
- développement régional
- politique gouvernementale
- Mouvement des caisses Desjardins

1999. "Le tiers secteur." *Nouvelles pratiques sociales* 11, 2:21-159.

**Mots clés :**

- économie sociale
- services sociaux
- organismes communautaires
- organismes sans but lucratif
- coopératives
- politique sociale
- services sociaux communautaires
- État-providence
- Organisations non gouvernementales
- coopération internationale
- développement communautaire
- pays en voie de développement
- regroupement pour la relance économique et sociale du sud-ouest (Montréal, Québec)
- développement communautaire urbain
- Québec (province)
- Montréal
- insertion professionnelle

1999. "L'entrepreneurship coopératif : mouvement entrepreneurial ? : un projet d'avenir dans un proche avenir : actes du colloque : Colloque sur l'entrepreneurship coopératif." Pp. 66 in *L'entrepreneurship coopératif : mouvement entrepreneurial ? : un projet d'avenir dans un proche avenir : actes du colloque : Colloque sur l'entrepreneurship coopératif*. Université de Sherbrooke: Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'Université de Sherbrooke (IRECUS), Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- Entrepreneurship
- développement coopératif
- aspect social

2000. "Coopératives actuelles." *Épargne et finance*, 3:16-41.

« Ce dossier sur les coopératives met en avant les valeurs mutualistes des entreprises d'économie sociale et leur validité à l'aube de l'an 2000 à travers divers exemples : les Banques populaires le Crédit agricole les Caisses d'épargne Gleb store (Allemagne) Banca etica (Italie) les sociétés mutualistes et les sociétés d'assurance mutuelle (GEMA). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- sociétariat
- Allemagne
- solidarité
- mutualité
- banque mutualiste coopérative
- marketing
- gestion démocratique, doctrine coopérative
- Italie

2000. "L'utopie d'une économie de changement social." *Économie et humanisme*, 354:5-79.

**Mots clés :**

- économie sociale
- utopies
- coopération
- France
- histoire
- coopératives de consommation
- coopératives
- gestion
- Québec (province)
- Hascoët, Guy

2001. "Renforcement de la concertation des acteurs européens de l'économie sociale - Création de la CEP-CMAF." *La tribune Fonda*, 147:64-66.

« Les regroupements européens des familles des coopératives des mutualités des associations et des fondations ont constitué le 17/11/2000 à Bruxelles une instance de concertation de proposition et de représentation sur les questions qui leur sont communes. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- France
- économie sociale
- mouvement associatif
- mouvement coopératif
- mouvement mutualiste

2001. "Travailleur actionnaire - Mémoire du secteur des coopératives de travailleurs actionnaires présenté dans le cadre de la consultation sur l'avant-projet de Politique de développement des coopératives du gouvernement du Québec." Secteur des coopératives de travailleurs actionnaires, Mémoire présenté par la Fédération des coopératives de travailleurs actionnaires du Québec - novembre 2001.

**Mots clés :**

- coopératives de travailleurs actionnaires
- Québec
- politique

2002. "ADDES - Les groupes d'économie sociale : concurrence et concentration. Colloque." *Revue internationale de l'économie sociale*, 287:7-67.

**Mots clés :**

- sociologie-économique
- France
- économie-sociale
- mutualité
- groupe
- coopérative
- banque
- industrie agro-alimentaire
- assurance-maladie
- contrôle
- démocratie
- capitalisme
- commercialisation
- marché
- mutuelle-complémentaire

2002. "Entrepreneuriat coopératif." *Entreprendre* hors série, 15:1-54.

**Mots clés :**

- Fédération des caisses  
Desjardins du Québec
- Coopérative fédérée de Québec
- coopératives
- coopération
- histoire
- institutions financières
- caisses d'épargne et de crédit
- coopération internationale
- développement économique  
régional

2003. "L'immobilier bétonne son avenir." *Franchise Magazine*, 174:92 - 98.

« Les réseaux d'agences immobilières en franchise ou en coopérative se développent fortement. Ils ont décidé de regrouper leurs offres pour s'implanter sur Internet afin de gagner des parts de marché .»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- marché immobilier
- réseau commercial
- franchise

Conseil coopératif acadien. 1999. "Le mouvement coopératif francophone en Nouvelle-Écosse." Conseil coopératif acadien (Nouvelle-Écosse).

ACI. 1996. "Cooperative principles for the 21st Century - Les principes coopératifs pour le 21<sup>e</sup> siècle." ACI, Genève, « Les sept principes prônés par l'ACI et leurs applications dans le monde; les perspectives pour le 21<sup>e</sup> siècle. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- congrès
- principes coopératifs
- coopération internationale
- ACI

—. 1999. "Statuts, principes, procédures et règlement permanent de l'ACI." Pp. 35-69. Genève: ACI.

**Mots clés :**

- France
- statut
- principes coopératifs
- ACI

ACI, ICA /. 1996. "XXXI ICA Congress Manchester 1995 Agenda & Reports - XXXI<sup>e</sup> Congrès de l'ACI." *Review of International Cooperation* 88, 3:116 p.

« Numéro entièrement consacré au congrès de l'ACI. Rapports des travaux des différentes commissions des mouvements. Présentation des problèmes discutés à Manchester - les principes coopératifs à l'approche du XXI<sup>e</sup> siècle les coopératives et l'aide au développement-. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- congrès
- international
- théorie
- Principes coopératifs
- Aide au développement
- ACI

ACI, International Cooperation Alliance. 1995. "Le mouvement coopératif Allemand." International Cooperation Alliance ACI.

« Étude du mouvement coopératif allemand. Le développement des coopératives de consommation allemandes depuis 1845 et dans la nouvelle Allemagne unifiée est plus particulièrement détaillé. Les coopératives d'habitation dans la nouvelle Allemagne sont également étudiées ainsi que l'organisation fédérative du mouvement coopératif. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- Allemagne
- évolution
- coopérative de consommateurs d'utilisateurs
- mouvement coopératif
- coopérative d'habitation

ADDES. 2000. "L'économie sociale sous le feu de la globalisation – XV<sup>e</sup> Colloque ADDES 7 MARS 2000." Nanterre: ADDES.

« Le quinzième colloque de l'ADDES a permis de présenter les contributions suivantes :- de la coopérative au groupe coopératif agro-alimentaire par René Mauget - les mutuelles de santé face à la législation européenne par Henri Faivre - panorama de l'économie sociale au Japon par Hiroatsu Nohara - l'économie sociale en Corée du sud par Eric Bidet. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- économie sociale
- congrès
- agricole
- Commission de la coopération

1996. "Les Fusions de coopératives agricoles." Commission de la coopération agricole, Paris.

Antoine, B. 1995. "La dynamique associative." *Revue-nouvelle* 102 (12), 50-57.

**Mots clés :**

- politique sociale
- France
- association
- coopérative
- action sociale
- entreprise
- économie sociale

Antoine, P. 1995. "Les coopératives de commerçants in : Dossier sur l'économie sociale." *Finance et gestion*, 41:5-6.

« Bref panorama du secteur des coopératives de commerçants détaillants; 12% du commerce de détail en 1992 des groupements coopératifs au poids important (Leclerc UFCC...). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- France
- coopérative de détaillants

Coopérative de développement régional Québec, Appalaches. 2001. "Développement régional - Propositions faites par la Coopérative de développement régional Québec - Appalaches dans le cadre de l'avant-projet de politique de développement des coopératives." Coopérative de développement régional Québec, Avant-projet. Politique de développement des coopératives.

**Mots clés :**

- politique
- coopérative
- développement régional

Argand, M., M. Bayad, et Université de Metz. Institut d'Administration des Entreprises. (IAE), France, tutelle. 2001. "L'effet des pratiques de gestion des ressources humaines sur l'efficacité des caisses populaires Desjardins du Québec." *Sciences de Gestion*, Université de Metz. Institut d'Administration des Entreprises.-(IAE), Metz, France, tutelle, Metz. France.

**Mots clés :**

- gestion du personnel
- gestion des ressources humaines
- efficacité
- entreprises performantes
- management

Arnau, F. 1999. "Fonctions sociales des coopératives, des mutuelles et des associations, fondements de l'économie sociale Européenne." Conseil de l'Europe, Bruxelles.

« Dans le cadre de la mondialisation et de la transition à l'économie de marché des pays de l'Europe de l'Est, ce texte présente en premier lieu une redéfinition de la mission et des structures de l'économie sociale puis propose un ensemble de mesures destiné à créer un environnement favorable au développement des organismes qui la composent. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- statistique
- association
- action sociale
- France
- sociétariat
- mondialisation
- économie sociale
- théorie
- société mutualiste
- définition
- Pologne
- Bulgarie

Bachalart, Dominique, Claude Bourachot, Maurice Gueneau, Gilbert Leonhardt, Jacqueline Lorthiois, et Patrick Senault. 2001. "Économie solidaire : Ancrer l'utopie, tisser l'avenir!" *Pour* , 172:191.

**Mots clés :**

- structure sociale
- économie sociale
- solidarité
- réseau
- nouveau mouvement social
- coopérative
- participation sociale
- formation des adultes
- développement social
- socialisme utopique
- marxisme
- don

- mouvement associatif
- mutualité
- lien social
- citoyenneté
- alternative
- commerce équitable
- anti-utilitarisme

Bastien, Geneviève et Michel Beauchamp. 2001. "Examen des campagnes de publicité institutionnelle télévisée du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec entre 1960 et 2000." Chaire de coopération Guy-Bernier, 120.

Le présent texte vise principalement à caractériser la publicité institutionnelle télévisée du Mouvement Desjardins entre 1969 et l'an 2000, en regard du slogan, de l'axe de communication, des objectifs et des publics ciblés de chacune des campagnes qui ont été mises de l'avant durant cette période. Il ressort de l'étude de cas que la publicité institutionnelle télévisée de Desjardins vise principalement à accroître la reconnaissance du Mouvement, à mettre en relief sa spécificité coopérative et à mettre en valeur le réseau et la gamme complète des services et produits de Desjardins ainsi que la compétence du personnel des caisses. Quant aux divers slogans retenus, bien que différents sur le plan de leur formulation, ils se rejoignent bien souvent en ce qui a trait à la signification que l'on peut leur attribuer.

**Mots clés :**

- publicité
- Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins

Bataille-Chedotel, F. et F. Huntzinger. 2002. "Quelle gouvernance pour les sociétés coopératives de production?" in *Congrès international francophone sur la PME, 6*. Montréal: Association internationale de langue française de recherche sur la PME. (AIREPME), France, patr.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- gouvernement d'entreprise
- PME
- société
- coopérative
- direction d'entreprise
- France

Beauchamp, Michel et Yvan Comeau. 1996. "La promotion de la coopérative par le vécu : le cas des caisses étudiantes." *Recherches sociographiques* 37, 2:301-318.

**Mots clés :**

- caisses d'épargne scolaires
- aspect social
- Québec (province)
- coopératives scolaires
- élèves du secondaire
- relations sociales

Bekkum, Onno-Frank van. 1997. "L'Évolution des coopératives agricoles dans l'Union européenne : tendances et questions-clés à l'aube du 21<sup>e</sup> siècle." The Netherlands Institute for Co-operative Entrepreneurship, Breukelen, the Netherlands.

Béland, Claude, Hans-H. Münkner, Bernard Piot, et Marcel Roy. 1997. "Limites et potentialités du modèle coopératif : Faut-il changer de modèle ? Allocutions de la séance d'ouverture du Colloque du C.I.R.I.E.C.-Canada, 62<sup>e</sup> Congrès de l'ACFAS, Université du Québec à Montréal, 16 mai 1994." Chaire de coopération Guy-Bernier, 084.

Ce cahier regroupe quatre des cinq allocutions prononcées lors de la séance d'ouverture du Colloque du C.I.R.I.E.C.-Canada " Limites et potentialités du modèle coopératif : Faut-il changer de modèle ? ", dans le cadre du 62<sup>e</sup> Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences, à l'Université du Québec à Montréal, le 16 mai 1994. Les allocutions sont présentées dans l'ordre où elles ont été prononcées : Limites et potentialités du modèle coopératif : Faut-il changer de modèle ?, Marcel Roy, président du Colloque et chercheur associé à la Chaire de coopération Guy-Bernier de l'UQÀM, Les défis contemporains de la coopération, Claude Béland, président du Conseil de la coopération du Québec et président du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins (Québec), Révision des principes coopératifs. Adaptation ou déviation?, Hans-H. Münkner, directeur de l'Institut pour la coopération dans les pays en voie de développement à l'Université de Marburg (Allemagne) et La réforme de la législation coopérative française (loi du 13 juillet 1992), Bernard Piot, directeur central de la Caisse centrale de crédit coopératif (France). On trouvera également dans ce document le programme des travaux du Colloque qui se sont étendus sur deux jours et demi.

**Mots clés :**

- modèle coopératif
- colloque
- C.I.R.I.E.C.-Canada

Bélangier, Guy. 2000. *La Caisse populaire de Lévis, 1900-2000 : là où tout a commencé*. Sainte-Foy, Québec: Éditions MultiMondes ; Lévis, Québec : Éditions Dorimène.

Benimana, Thérèse. 1997. "La gestion coopérative et le développement technologique : contraintes et opportunités. Étude de cas : caisses populaires Desjardins." Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- gestion coopérative
- développement technologique
- étude de cas
- caisses populaires Desjardins

Bentolica, M. 1994. "La nouvelle politique agricole commune." *Problèmes politiques et sociaux* 723, 57 p.

**Mots clés :**

- structure administrative
- agriculture
- Europe
- politique agricole commune
- PAC
- Union européenne

Berbiche, Yassir. 1994. "Analyse de l'appariement des caisses populaires et d'économie Desjardins et des six grandes banques à charte canadiennes; étude comparative." Chaire de coopération Guy-Bernier, 062.

Cette étude a pour objet l'appariement de l'ensemble des caisses populaires et d'économie Desjardins ainsi que les six grandes banques à charte canadiennes, soit la Banque de Montréal, la Banque Nationale du Canada, la Banque de Nouvelle Écosse, la Banque Canadienne Impériale de Commerce, la Banque Royale du Canada et finalement la Banque Toronto Dominion. Dans ce document, nous nous proposons d'étudier les deux composantes du risque de taux d'intérêt, soit le risque revenu et le risque prix. Une fois la revue de littérature présentée, nous élaborons un modèle économétrique qui mesure les ajustements des revenus et des dépenses d'intérêt par 100 \$ d'actifs aux fluctuations des taux d'intérêt à court et à long terme. Après avoir estimé les équations de revenus et de dépenses d'intérêt par 100 \$ d'actifs, nous analysons le désappariement des institutions étudiées et isolons par la suite les variables qui permettent le mieux de prévoir l'évolution desdits revenus et dépenses. Nous effectuons par la suite des simulations de taux d'intérêt afin de déterminer leur impact sur la marge bénéficiaire des institutions ci-haut.

**Mots clés :**

- caisses populaires et d'économie Desjardins
- banques à charte canadiennes
- étude comparative

Bergeron, M. Y. et S. Lalancette. 1993. "Caractéristiques des principes coopératifs au plan financier : une perspective d'agence." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 64, 3:439-450.

« Selon la théorie des relations d'agence la valeur de survie d'une forme d'organisation dépend en grande partie des avantages ou des limitations découlant des caractéristiques de ses droits de propriété. Examen dans cette optique de la forme coopérative; conclusion sur la nécessité de développer des instruments financiers coopératifs. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- organisation
- théorie
- principes coopératifs

Bergeron, Richard. 1996. "Éléments de faisabilité de la Coopérative d'habitation-Équité."

Bidet, E. 1994. "Les nouvelles coopératives : une solution aux privatisations des services sociaux en Italie et en Suède." *RECMA*, 253-254:117 p.

« Quelques chiffres sur l'évolution des coopératives de solidarité sociale en Italie et les crèches parentales en Suède. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- action sociale
- solidarité
- crèche
- Suède
- Italie
- coopérative de service

Bidet, Eric. 2000. "Économie sociale : un éclairage théorique sur un concept méconnu : Économie sociale, coopération Nord-Sud et développement." *Économie et solidarités* 31, 2:64-81.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- économie sociale
- association a but non lucratif
- coopérative
- bien-collectif
- Walras, L
- Gide, C

BIT. 1995. "La législation coopérative et le rôle régulateur de l'État." Bureau international du travail, Genève.

—. 1995. "L'incidence de la législation du travail, des systèmes de relations professionnelles et des normes internationales sur les coopératives et la législation coopérative." Bureau international du travail, Genève.

BIT, Bureau international du travail. 2002. "Promotion des coopératives : quatrième question à l'ordre du jour." Bureau international du travail, Genève, On trouvera ci-dessous le texte d'un projet de recommandation concernant la promotion des coopératives. Ce texte a été établi sur les bases des conclusions que la conférence internationale du travail a adoptées lors de sa 89<sup>e</sup> session à l'issue de la première discussion.

**Mots clés :**

- coopérations internationales
- politique gouvernementale
- droit
- coopérative

Boissinot, Michèle et Isabelle Garon. 1997. "Guide de démarrage pour les coopératives de services de santé au Québec." IRECUS, E. 27.

**Mots clés :**

- démarrage
- Québec
- coopératives de services de santé

Borzaga, C. 1995. "La coopération en Italie." *RECMA*, 258:47-55.

« Après avoir décrit l'évolution et les caractéristiques de la coopération sociale en Italie, l'auteur analyse les raisons qui ont conduit au choix de la forme coopérative pour la production de services sociaux et notamment pourquoi cette forme a été préférée à d'autres (associative par exemple). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- action sociale
- Italie
- coopérative de service

—. 1997. "L'évolution récente de la coopération sociale en Italie : aspect quantitatifs et qualitatifs." *RECMA*, 266:55-63.

« Les coopératives sociales italiennes sont reconnues par la loi depuis 1991. Caractéristiques, fonctionnement, rôle social, statistiques. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- insertion sociale
- action sociale
- principes coopératifs
- Italie
- mouvement coopératif
- coopérative sociale

Bouchard, Marie. 1997. "Desjardins : les nouveaux enjeux économiques et sociaux." *Économie et solidarités* 29, 1:117 p.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- Canada
- banque
- coopérative
- mouvement coopératif
- économie sociale
- développement local
- histoire sociale
- culture organisationnelle
- solidarité
- crise économique
- développement communautaire
- structure organisationnelle
- capitalisme
- finance
- comptabilité

Bouchard, Marie, Gilles L. Bourque, et Benoît Lévesque. 2000. "L'évaluation de l'économie sociale dans la perspective des nouvelles formes de régulation socio-économique de l'intérêt général." CRISES, Montréal, cahier numéro 0013.

([http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/c2000/0013\\_M.B.PDF](http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/c2000/0013_M.B.PDF))

La recomposition des compromis et des logiques fondant l'intérêt général, mène à voir les enjeux de l'évaluation de l'économie sociale (ÉS) sous l'angle de sa contribution spécifique au renouvellement du modèle de développement. La problématique de l'économie sociale fait ressortir la diversité de ses définitions, la pluralité de ses pratiques ainsi que les particularités de son insertion dans la société où elle émerge. Ce faisant, elle peut contribuer à la reformulation de la notion d'intérêt général en la faisant évoluer pour exprimer de nouveaux besoins sociaux. Dans la mesure où elle permet de dépasser ses problématiques traditionnelles, longtemps limitées aux services publics, la notion d'intérêt général s'avère utile pour mieux comprendre les enjeux institutionnels qui se posent à l'ÉS, notamment les tensions qui s'exercent entre son inscription dans le marché et son mandat de service collectif, de même que le rôle qu'elle est à même de jouer dans la redéfinition du marché et de l'État. Des critères d'orientation de l'évaluation de l'ÉS peuvent être identifiés à partir des principes d'action que s'est donné l'ÉS québécoise. L'examen de guides et de manuels d'évaluation produits dans les dernières années montre que la nature des activités (liées à la production ou aux services) de même que le type de public auquel ses activités s'adressent (interne ou externe à l'organisation) différencient les objets de même que les conceptions de l'évaluation de l'ÉS. Cependant, une meilleure identification des dimensions organisationnelles et institutionnelles de l'ÉS ainsi que de sa capacité à articuler de manière originale l'économique et le social, permettrait une meilleure appréciation du potentiel et des limites de l'ÉS. Cela permettrait notamment d'identifier le rôle qu'elle est à même de jouer dans les nouvelles modalités de prise en compte de l'intérêt général.

**Mots clés :**

- économie sociale
- théorie
- évaluation
- bien commun

Bouchard, Marie, Gilles Bourque, et Benoit Lévesque. 2001. "L'évaluation de l'économie sociale dans la perspective des nouvelles formes de régulation socio-économique de l'intérêt général." *Cahiers de recherche sociologique*, 35:31-53.

**Mots clés :**

- structure sociale
- économie sociale
- évaluation
- coopérative
- association à but non lucratif
- intérêt général

Bouchard, Marie, Ginette Carré, Daniel Côté, et Benoît Lévesque. 1995. "Pratiques et législations coopératives au Québec : un chassé-croisé entre coopératives et État." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-3.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- pratiques
- législations
- Québec
- coopératives
- État

Bouchard, Marie J. et Richard Bergeron. 1994. "Pertinence et faisabilité d'une formule de coopérative d'habitation fondée sur l'équité." *Coopératives et développement* 25, 1:113-123.

**Mots clés :**

- coopératives d'habitation
- Québec (province)
- recherche
- Mouvement des coopératives d'habitation du Québec

Bouchard, Marie, Gilles Roy, et Danielle Dunn. 1995. "Coopérative-Équité : Problématique, contraintes réglementaires, et motivations des membres." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-14.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- Coopérative-Équité
- étude de cas

Bouchard, Marie-J. 1993. "L'habitation coopérative [au Québec] à l'heure du changement." *L'Action nationale* 83, 7:940-963.

**Mots clés :**

- coopératives d'habitation
- Québec (province)

Bouthemy, E. 1997. "Le mouvement coopératif : L'ébauche d'une société fraternelle." *ArMen: Douarnenez*, 12-19.

**Mots clés :**

- structure sociale
- France
- Bretagne
- histoire
- classe ouvrière
- mouvement coopératif
- coopérative de consommation

Brazda, J. 1995. "À la recherche d'une "économie sociale" en Autriche." *RECMA*, 256:43-54.

« Il n'existe en Autriche ni terme juridique d'économie sociale ni sentiment d'appartenance à un tel secteur; cependant on y trouve des structures proches des mutuelles coopératives et associations françaises. Cet article en fait un panorama statistique et économique. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- statistiques
- économie sociale
- entreprise d'économie sociale
- Autriche
- secteur coopératif

Breton, Daniel. 1995. "Les contraintes et les possibilités juridiques de mettre sur pied des coopératives d'habitation de type condominium." Bibliothèque nationale du Canada, Ottawa.

Bridault, A. 1993. "À la recherche de la différence perdue : polégonèmes d'une philosophie de gestion fondée sur les principes de la coopération." *Coopératives et développement* 25, 1:89-110.

« Cet article présente les premiers résultats d'une recherche théorique visant à définir une philosophie de gestion proprement coopérative. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- théorie
- gestion démographique
- principes coopératifs

Bridault, Alain. 1998. *Gérer le développement d'une coopérative*: ORION.

Initie aux particularités de la gestion de l'entreprise coopérative concernant l'offre et le développement des services aux membres, qui manifeste la deuxième dimension de la différence coopérative : la propriété des membres-usagers.

**Mots clés :**

- gestion
- services aux membres
- membres-usagers

—. 1998. *Valoriser le potentiel humain d'une coopérative*: ORION.

Traite également des particularités de la gestion de l'entreprise mais en ce qui concerne la gestion des ressources humaines employées qui devrait manifester la troisième dimension de la différence coopérative : la primauté de la personne.

**Mots clés :**

- gestion
- employés
- ressources humaines

Brochu, Paul. 2002. "De la mission coopérative au partenariat associatif : le développement de la Fédération des caisses d'économie du Québec, 1962-1996." *Économie et solidarités* 33, 2:54-80.

**Mots clés :**

- Fédération des caisses d'économie du Québec
- histoire
- caisses d'épargne et de crédit
- Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins
- Québec (province)

—. 2002. "Émergence et développement de la Fédération des Caisses d'économie du Québec (FCÉQ) : une analyse de l'enracinement cognitif des représentations sociales d'une économie coopérative (1962-1996)." CRISES, Montréal, ES 0206.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2002/ES0206.PDF>)

L'histoire de l'origine de la Fédération des Caisses d'économie du Québec (FCÉQ), rend possible l'identification de représentations sociales qui sont d'ordre culturel, politique, religieux, et économique ayant contribué à son émergence et à son développement. Ces représentations - mettant en scène des acteurs individuels et institutionnels - peuvent être posées comme étant caractéristiques de la FCÉQ mais également de la société québécoise en général qui y est décrite et qu'il est dès lors possible d'expliquer. De plus, la description du développement de la FCÉQ demeure un observatoire à partir duquel l'on peut examiner la transition qu'a connue cette société à partir de la Révolution tranquille, i.e. le processus par lequel émergera la dimension économique comme vecteur d'orientation des pratiques. L'analyse des discours contenus dans les bilans annuels de la FCÉQ permet de dresser le

portrait d'une transformation générale qu'a connue cette organisation coopérative, de sa fondation en 1962 jusqu'en 1996. Les traces historiques que sont ces discours publics viennent fonder cette description où la forme sociale coopérative se transformera, passant d'une forme politique (1962-68), juridique (1969-72), à une forme marquée par la dualité Individu (1973-84) / Groupe (1979-84), et dont la forme associative (1985-96) tentera la réarticulation par la suite.

**Mots clés :**

- Fédération des Caisses d'économie du Québec
- FCEQ
- économie coopérative
- histoire

Butstraen, L. 2002. "La société coopérative d'intérêt collectif (SCIC) : une nouvelle structure de l'économie sociale." 251:24-26.

« La SCIC est une société coopérative dont l'activité peut s'exercer au profit de non-associés; elle peut recevoir des subventions; ce statut pourrait intéresser les associations exerçant une activité économique. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- France
- statut
- subvention
- activité économique
- SCIC

Canada, Consultatif du ministre sur les Coopératives. 2002. "L'option coopérative : composante naturelle d'une politique gouvernementale en agriculture." Consultatif du ministre sur les Coopératives, Secrétariat aux coopératives

[http://www.agr.gc.ca/policy/coop/agriculture\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/agriculture_f.phtml)

Nous recommandons que le CSA intègre, dans sa conception stratégique, des mesures visant à aider à combler les lacunes cernées dans le présent document, notamment :

1. Offrir un soutien élaboré à la création et au développement des coopératives afin que les agriculteurs aient accès à de l'information adéquate ainsi qu'à de l'expertise sur la formule coopérative :
  - a) Une façon de le faire consisterait à appuyer un réseau d'expertise professionnel en matière de gestion commerciale et de coopératives. À titre d'exemple, des initiatives telles que le Programme de consultation agricole, pourraient être élargies afin de mettre à la disposition des agriculteurs une expertise particulière dans le domaine des coopératives.
  - b) L'examen de l'utilisation des fonds publics à l'étranger, par exemple les programmes de l'USDA, nous fournit des indications sur les options qui s'offrent au gouvernement pour financer sur une base concurrentielle, des initiatives telles que les « centres de développement coopératif ». L'objectif de telles initiatives est de fournir un soutien à la création de nouvelles coopératives et à l'amélioration du fonctionnement des coopératives existantes.
2. Appuyer des stratégies qui aident les coopératives à obtenir une capitalisation suffisante pour être concurrentielles.

**Mots clés :**

- agriculture
- politiques
- coopératives

Canada, ministère des Finances. 2000. "Les caisses populaires et autres coopératives de crédit du Canada." Ministère des finances du Canada, Ottawa.

([http://www.fin.gc.ca/tocf/2000/ccu\\_f.html](http://www.fin.gc.ca/tocf/2000/ccu_f.html))

Au Canada, le mouvement des coopératives de crédit est vigoureux. Il se compose des Credit Unions et des caisses populaires, lesquelles sont surtout présentes au Québec.

Le Canada est le pays dont la population compte la plus forte proportion de membres de coopératives de crédit – actuellement quelque 10 millions, soit environ 33 % de la population. En 1997, la principale institution financière de 26 % des Canadiens était une Credit Union ou une caisse populaire. Le mouvement est réputé pour l'importance qu'il accorde aux services financiers de consommation. En outre, il contribue nettement à l'innovation et à la mise au point de produits. En 1998, le mouvement des coopératives de crédit intervenait pour environ 12 % de l'actif national des institutions de dépôt du Canada. Même s'il est présent dans

presque toutes les régions du Canada, ce mouvement est surtout actif au Québec, en Saskatchewan et en Colombie-Britannique. Sa part de marché s'établit à près de 40 % au Québec et en Saskatchewan, et à environ 20 % en Colombie-Britannique. Les coopératives de crédit sont une source importante de financement pour les petites et moyennes entreprises. La très grande majorité des prêts consentis par les Credit Unions sont de moins de 1 million de dollars. Au Canada, la réglementation de cette industrie relève presque exclusivement des provinces. Toutefois, six centrales de coopératives de crédit provinciales ont choisi d'être assujetties à la réglementation fédérale, en plus d'être réglementées par une administration provinciale. Bien que la plupart des coopératives de crédit tirent la majeure partie de leurs capitaux propres de bénéfices non répartis, la législation de certaines provinces leur permet d'émettre des actions privilégiées et des actions sans droit de vote. Les coopératives de crédit du Canada sont très présentes sur la scène internationale; elles fournissent partout dans le monde une expertise technique aux mouvements des coopératives de crédit en développement. Le présent feuillet d'information décrit le contexte réglementaire qui s'applique actuellement aux coopératives de crédit du Canada. Le 25 juin 1999, le gouvernement fédéral a annoncé une vaste réforme du secteur des services financiers. Il a proposé des changements au cadre de réglementation des Credit Unions et des centrales de coopératives de crédit. Le gouvernement déposera dans les meilleurs délais les dispositions législatives nécessaires à la mise en place de ce cadre stratégique. La déclaration du ministre des Finances et le document d'orientation sont affichés sur le site Web du ministère des Finances.

**Mots clés :**

- caisses populaires
- Canada
- coopératives de crédit

—. 2000. "Les caisses populaires et les autres coopératives de crédit du Canada." ministère des Finances, Ottawa, Le présent feuillet d'information décrit le contexte réglementaire qui s'applique actuellement aux coopératives de crédit du Canada. Le 25 juin 1999, le gouvernement fédéral a annoncé une vaste réforme du secteur des services financiers. Il a proposé des changements au cadre de réglementation des *Credit Unions* et des centrales de coopérations de crédits. Le gouvernement déposera dans les meilleurs délais les dispositions législatives nécessaires à la mise en place de ce cadre stratégique.

**Mots clés :**

- caisse
- Canada
- coopérative
- crédit
- Desjardins
- économie
- épargne
- mouvement populaire
- Québec

Canada, Secrétariat aux coopératives. "Les histoires à succès des coopératives II." Secrétariat aux coopératives.

(<http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/succes2f.pdf>)

Présentation de différents cas de coopératives à succès.

**Mots clés :**

- coopératives
- cas

—. 1995. "Les coopératives au Canada." Secrétariat aux coopératives, Ottawa, Les statistiques de 1995 sont basées sur les données fournies par quelques 5 412 coopératives non financières. Ensemble, elles représentaient plus de 4,5 millions de sociétaires et avaient un chiffre d'affaire cumulé de 24,8 milliards de dollars et des actifs de 14,1 milliards. De plus, ces coopératives employaient au-delà de 70 000 personnes dont plus de 73 pour cent étaient des emplois à temps plein. Parmi ces coopératives, 808 étaient reliées à l'agriculture et représentaient plus de 620 000 producteurs, un chiffre d'affaires cumulé de 15,7 milliards de dollars et des actifs de 5,0 milliards. Ces données incluent les statistiques fournies par les coopératives de gros et les fédérations.

**Mots clés :**

- Canada
- coopérative
- société
- statistique

—. 1998. "L'alternative coopérative pour la prestation de services publics (juin 1998)." Secrétariat aux coopératives

(<http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/coop0fr.pdf>)

La restructuration de beaucoup de services publics offre de nouvelles possibilités pour le lancement d'entreprises coopératives. La propriété et l'opération d'installations publiques comme les aéroports, les ports et les havres. Les services d'entretien ou de gestion d'installations publiques comme les parcs nationaux, les musées, etc. Les coopératives de développement économique communautaire qui se concentrent sur le développement industriel et la création d'emplois dans les collectivités locales. Les réseaux de petites et moyennes entreprises (PME) qui concentrent leurs activités sur la mise en marché, les achats

en commun et le partage de l'expertise pour améliorer la compétitivité des PME. Dans bien des cas, les coopératives ont servi de modèle pour certains services et certains programmes que l'État offre actuellement. Dans certaines situations, des études ont démontré que les coopératives fournissent un meilleur service que le gouvernement ou les entreprises privées à but lucratif.

**Mots clés :**

- services publics
- coopératives

—. 2001. "Les coopératives : des outils pour relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle." Secrétariat aux coopératives

([http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/21st\\_f.pdf](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/pdf/21st_f.pdf))

Portrait des coopératives et de leur rôle.

**Mots clés :**

- coopératives
- développement

—. 2003. "Créer notre coopérative : trousse d'information pour les groupes entrepreneurs." Secrétariat aux coopératives.

(<http://www.agr.gc.ca/policy/coop/kitcoop/sphashe.html>)

Trousse d'outils pour les coopératives.

**Mots clés :**

- créer une coopérative

—. 2003. "Guide pour le démarrage de coopératives dans le secteur de la santé." Secrétariat aux coopératives, Conseil canadien de la coopération

(<http://www.agr.gc.ca/policy/coop/health/intro-f.html>)

Ce document de référence est présenté en trois sections distinctes. Les trois sections peuvent être utilisées indépendamment l'une de l'autre, car elles s'adressent à des publics différents. Cependant, nous croyons que tous les aspects du développement d'une coopérative dans le domaine de la santé sont couverts dans ce guide. La première section s'adresse aux personnes-ressources en développement, c'est-à-dire les personnes qui travaillent sur le terrain avec des promoteurs de projets de nouvelles entreprises coopératives. Ces personnes-ressources en développement connaissent très bien la formule coopérative, avec ses avantages et ses désavantages, de même que les différentes étapes pour démarrer une coopérative. Cependant, il est fort probable que ces personnes aient une connaissance limitée du secteur de la santé ou des faits nouveaux dans le secteur des coopératives de santé au Canada. Ce domaine étant encore nouveau, il est normal qu'il soit encore méconnu.

**Mots clés :**

- santé
- démarrage d'une coopérative

Canada, Secrétariat aux coopératives. 1999. "Guide pour le démarrage de coopératives dans le secteur de la santé." Secrétariat aux coopératives, Ottawa.

Ce document de référence est présenté en trois sections distinctes. La première servira à présenter aux personnes-ressources en développement, la situation du secteur de la santé en utilisant comme toile de fond, la *Loi canadienne sur la santé*, les déterminants sociaux et les besoins précis des communautés francophones et acadiennes du Canada. Nous suggérons dans cette section des pistes de développement susceptibles d'intéresser les personnes engagées dans la création de nouvelles coopératives au Canada. La deuxième section s'adresse à la fois aux personnes-ressources en développement et aux promoteurs de projets coopératifs, qu'il s'agisse de communautés intéressées à une coopérative de production ou de travail, ou encore de partenaires multiples. On y aborde l'identification des besoins ainsi que les différents modèles coopératifs. La troisième section s'adresse à ceux qui sont décidés à passer à l'action et déterminés à démarrer une coopérative dans le domaine de la santé.

**Mots clés :**

- Canada
- coopérative
- création
- démarrage
- entreprise
- guide
- médical
- santé
- secteur
- société
- soin

CEEP, Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général. 2000. "Les services d'intérêt économique général en Europe : régulation, financement, évaluation, bonnes pratiques." Centre européen des entreprises à participation publique et des entreprises d'intérêt économique général (CEEP); Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (CIRIEC), Bruxelles.

L'Union européenne reconnaît la valeur commune des services d'intérêt économique général dans une loi (article 16 du traité, 1995), mais sans établir les principes généraux qui caractérisent et différencient les services publics des autres services. D'où l'idée développée en commun CEEP/CIRIEC, de remettre l'ouvrage sur le métier quelque 5 ans plus tard, en profitant de la grande variété des actions et des expériences dans les divers États et selon les secteurs.

**Mots clés :**

- droit
- évaluation
- Europe
- public
- service

CFCGA. 1995. "Zoom sur les coopératives et groupements." CFCGA.

« Radioscopie des coopératives et groupements artisanaux réalisée par l'Observatoire économique mis en place par le CFCGA: démographie, fonctions, localisation, structures, chiffre d'affaires, secteurs d'activité, concurrence... »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- France
- groupement d'entreprises
- coopérative d'artisans
- coopérative d'entrepreneurs

—. 2000. "L'artisanat Groupe." CFCGA, Paris.

« Plaquette de présentation de la coopération artisanale : 800 coopératives et groupements. 7000 MF CA 4 775 salariés 113 000 entreprises adhérentes et de la CFCGA. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- fédération
- France
- secteur d'activité
- coopérative d'artisans

Champagne, P. 1998. "Les administrateurs de coopératives agricoles sont-ils indispensables ?" *RECMA*, 269:32-45.

« Il semble que les notions d'administrateur ou de conseil d'administration soient des notions très formelles essentiellement juridiques qui renvoient à des réalités très différentes selon le type de coopérative (taille # ancienneté implantation locale plus ou moins forte). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- administrateur
- coopérative agricole

Chanial, Philippe et Jean-Louis Laville. 2001. "Société civile et associationnisme : une analyse sociohistorique du modèle français d'économie sociale et solidaire : Gouvernance et société civile." *Politique et sociétés: Montréal* 20, 2-3:9-36.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- France
- économie sociale
- histoire sociale
- solidarité
- associationnisme
- citoyenneté
- démocratie
- coopérative
- socialisme utopique
- mouvement ouvrier
- révolution
- mutualité
- développement économique
- économie de marche
- État providence
- 19<sup>e</sup> siècle
- Saint-Simon

Chiffolleau, Y. 1999. "Pour une coopération rurale en Languedoc-Roussillon." *RECMA*, 273:27-39.

« À travers le cas d'une coopérative viticole, l'auteur analyse l'évolution des relations entre les coopérateurs (qui paraissent de moins en moins impliqués) et leur coopérative. Au-delà de la non participation aux assemblées générales, on découvre les attentes de ces "anonymes" qui pourraient bien impulser une nouvelle dynamique à la coopération. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- militantisme
- coopérative agricole
- adhérents
- milieu rural

Chikamoto, S. 1999. "La parité hommes-femmes dans les coopératives de consommateurs japonaises." *RECMA*, 273:56-61.

« Alors que les femmes composent l'essentiel du sociétariat des coopératives de consommateurs, le système de gestion est conçu par des hommes et les postes à responsabilité sont largement réservés au sexe masculin. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- sociétariat
- sociologie
- coopérateur
- salaire
- coopérative de consommateurs d'usagers
- Japon
- femme

Chomel, A. 1994. "L'éducation coopérative et la formation des élus : l'expérience française depuis le début du siècle." *Coopératives et développement* 26, 1:15-36.

« Bilan et perspectives de l'éducation coopérative en France. Les coopératives de consommation à l'origine de cette tradition se sont affaiblies depuis 1983. Le mouvement coopératif devra donc inclure plus largement l'économie sociale dans son ensemble pour lui redonner vie. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- France
- mouvement coopératif
- formation en économie sociale
- formation coopérative

—. 1995. "L'évolution de la pensée coopérative en France." *RECMA*, 257:79-88.

« Panorama de l'évolution de la pensée coopérative au cours du 20<sup>e</sup> siècle depuis Charles Gide et Georges Fauquet puis avec Georges Lasserre et enfin Claude Vienney et Henri Desroche. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- France
- recherche
- doctrine coopérative

Chomel, André et Marie-Claire Malo. 2002. "Entretien avec Claude Vienney." Chaire de coopération Guy-Bernier, 121.

Claude Vienney est l'auteur de ce qui constitue à ce jour l'une des synthèses les plus complètes pour l'analyse de l'organisation coopérative et de l'économie sociale. Ses ouvrages, notamment *Socio-économie des organisations coopératives*, paru chez CIEM, et *L'économie sociale*, publié aux éditions de La Découverte, ont marqué et influencé de nombreuses recherches dans la francophonie, particulièrement au Québec. Son œuvre, qui a accompagné l'évolution des coopératives au Nord durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, a puissamment contribué à expliquer leurs transformations pendant cette période ainsi que le débouché de ce courant coopératif dans l'économie sociale. Ces constats ont conduit à lui proposer un interview franco-québécois sur son œuvre, mais aussi sur le parcours qui en explique le pourquoi et le comment.

**Mots clés :**

- entretien
- Claude Vienney

CIRIEC, Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative. 2002. "Plural Economy and Socio-economic Regulation : 24th International Congress of CIRIEC

Économie plurielle et régulation socio-économique : 24<sup>e</sup> congrès international du CIRIEC." Pp. 208 p. : Liège : International Centre of Research and Information on Public and Cooperative Economy.

Un groupe de travail du CIRIEC tente de dégager de nouveaux schémas d'analyse afin d'appréhender les interrelations et intersections entre organisations lucratives et non lucratives, privées et publiques dans la fourniture des services sociaux et d'intérêt général. Il s'agit de privilégier une approche théorique des relations (complémentarité, substituabilité, concurrence, ...) et des processus de prise en compte de l'intérêt général, basée sur des illustrations concrètes ou empiriques.

**Mots clés :**

- Allemagne
- association
- bien commun
- Danemark
- domicile
- économie
- État
- infirmiers
- lucratif
- mutuelle
- providence
- Québec
- service social
- société
- soins

CIRIEC, Centre interuniversitaire de recherche, d'information et d'enseignement sur les coopératives. Comité sur la législation coopérative. 1993. "Les coopératives à la croisée des chemins : mémoire." CIRIEC, Montréal.

Cleyet Michaud, Rosine et Jean-Francois Caraes. 1995. "La coopérative de reconstruction de Nantes." *303* 47, 8-13; 8 ill. (5 col.).

**Mots clés :**

- coopérative de reconstruction
- Nantes
- histoire

CMAF, Comité consultatif des coopératives, mutualités, associations et fondations. 1999. "Définition de l'économie sociale." Commission européenne, Bruxelles.

« Définition du concept d'économie sociale à travers les caractéristiques communes de ses composantes : — primauté de l'homme et de l'objet social sur le capital adhésion volontaire et ouverte — conjonction des intérêts des membres et/ou de l'intérêt général- défense du principe de solidarité et de responsabilité- autonomie de gestion et indépendance des pouvoirs publics – affectation de l'excédent à l'objet social. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés:**

- France
- économie sociale
- organisme d'économie sociale
- définition

CNAM, Centre d'études sociologiques du travail et de l'entreprise. 2001. "Office central de la coopération à l'école et coopératives scolaires. Évolutions historiques." OCCE, Paris,

« L'OCCE milite au travers des coopératives scolaires pour la défense des valeurs et des principes de l'économie sociale. Il présente une autre vision de l'école pour une autre société. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés:**

- histoire
- économie sociale
- coopérative scolaire

CNLAMCA, Comité national de liaison des activités mutualistes, coopératives et associatives. 1994. "CNLAMCA : II<sup>e</sup> Convocation nationale de l'économie sociale, 22 avril 1994. Conseil économique et social CES." CNLAMCA. Paris: CNLAMCA.

« Programme de la II<sup>e</sup> convention nationale de l'économie sociale. Fiches de présentation des organisations membres. Déclaration du CNLAMCA rappelant les principes de solidarité qui animent l'économie sociale. (CCOMCEN CNMCCA FNMF GEMA GNA GNC CN GRCMA) »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- salaire
- statistiques
- fédération
- France
- sociétariat
- économie sociale
- congrès
- chiffre d'affaires
- organisme d'économie sociale
- secteur coopératif
- secteur associatif
- secteur mutualiste

—. 1999. "Associations et fondations : acteurs de la construction européenne." *Lettre de l'économie sociale*, 856:41 p.

« Actes de la conférence européenne organisée à Paris les 25 et 26 mai 1998. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- association
- France
- congrès
- fondation

CNLAMCA-GNCCJDES. 1993. "Gestion et fiscalité de l'union d'économie sociale (UES) - Compte-rendu de la journée d'étude du 3 juin 1993." Pp. 15 p.: GNC.

« Dix ans après la création des UES, un premier bilan est dressé basé sur une enquête réalisée par le GNC et le CJDES en 1992. Principaux points abordés : les secteurs d'activité des UES; leur importance économique; les modifications juridiques de leur statut; leur fiscalité; les problèmes particuliers des coopératives et des associations. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- droit
- fiscalité
- France
- statut
- économie sociale
- UES
- ristourne
- secteur coopératif
- secteur associatif
- secteur mutualiste

Comeau, Y. 1993. "Les éléments de satisfaction et d'insatisfaction dans les coopératives de travail au Québec." *Coopératives et développement* 25, 1:31-46.

« Du point de vue du mode de gestion, la diversité des coopératives de travail est manifeste. L'auteur constate que - la participation à la gestion suscite le plus de satisfaction chez les travailleurs - une division technique poussée du travail et une trop grande spécialisation des

tâches provoquent l'insatisfaction - les coopératives de petite taille sont nettement avantagées. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérateur
- gestion démocratique
- coopérative de production
- Canada
- participation des travailleurs
- motivation
- province
- Québec

Comeau, Yvan. 1993. "L'éducation coopérative dans le mouvement coopératif québécois." Chaire de coopération Guy-Bernier, 055.

Dans ce rapport de recherche, nous traitons de la notion d'éducation coopérative, de son développement au Québec, des pratiques d'éducation dans le mouvement coopératif et des défis qui se posent au développement de l'éducation dans les coopératives. Les informations relatives à l'éducation coopérative proviennent de trois sources: entrevues structurées ayant permis la confection d'un répertoire sur l'éducation coopérative au Québec; entretiens informels avec des responsables de l'éducation coopérative; et leurs réponses à six questions ouvertes.

**Mots clés :**

- éducation coopérative
- mouvement coopératif
- Québec

Comeau, Yvan, André Beaudoin, Daniel Turcotte, Jean-Pierre Villeneuve, Marie J. Bouchard, Sylvie Rondot, Benoît Lévesque, et Margie Mendell. 2002. "Les contributions des associations au mode local de régulation et les inégalités entre les régions." CRISES, Montréal, cahier numéro 0215.

Les auteurs s'intéressent à la contribution des organismes de lutte contre la pauvreté, au système régional de régulation dans une zone métropolitaine et une zone rurale périphérique, toutes deux défavorisées. L'analyse comparée de ces organismes montre que ceux-ci présentent des capacités et des limites différenciées sur le plan socioculturel et sur le plan des mécanismes de régulation politique pour contribuer au développement régional dans une

perspective de lutte à la pauvreté. Des pistes d'intervention sont proposées afin d'accroître la contribution de ces organismes au développement local.

**Mots clés :**

- aide au développement économique régional
- Québec province
- développement rural
- développement communautaire urbain
- pauvres
- services aux disparités régionales

Comeau, Yvan, Jacques L. Boucher, Marie-Claire Malo, et Yves Vaillancourt. 2001. "Essai de typologie des entreprises de l'économie sociale et solidaire." *CRISES*, Montréal, no 0117.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/0117.PDF>)

Bien des interprétations sur l'économie sociale et solidaire aplanissent la variété et l'hétérogénéité de ces entreprises, ce qui entraîne soit leur idéalisation, soit leur rejet en bloc (Boivin et Fortier, 1998). Si, au contraire, on admet la diversité, comment peut-on reconnaître les différentes formes que prend l'économie sociale et solidaire réelle? Qu'est-ce qui explique ces différences? Une typologie empiriquement fondée pouvant illustrer la variété de l'économie sociale et solidaire, et capable d'expliquer les phénomènes qui entraînent la diversification des formes des entreprises, pourrait contribuer à nuancer les représentations de l'économie sociale et solidaire, faire avancer le débat public et produire une connaissance de second degré permettant de comprendre les influences sur les dynamiques internes de ces initiatives économiques et sociales.

**Mots clés :**

- typologie
- économie sociale

Centre de gestion des coopératives de l'École des hautes études commerciales. 1998. *Profil des institutions bancaires, coopératives dans le monde 1998*. Montréal: École des hautes études commerciales.

« Ce rapport cherche à évaluer l'importance des institutions bancaires coopératives au plan international. Série de fiches descriptives sur les banques coopératives dans le monde entier. En 1996, 29 pays ont des actifs cumulés sous gestion par des banques coopératives supérieurs à 1 milliard de dollars. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- statistiques
- banque
- annuaire
- client
- monde
- France
- sociétariat
- banque
- mutualiste
- coopérative
- coopérative de crédit
- Australie
- Afrique
- Asie

Conseil supérieur de la coopération. 2002. "Le mouvement coopératif en France - Rapport 2001." DIES, Paris, « Panorama du secteur coopératif français en 2001: les principales caractéristiques des sociétés coopératives, les principaux textes législatifs, les institutions chargées de la promotion du secteur, les chiffres clés 2000. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- banque
- mutualiste
- coopérative
- mouvement coopératif
- secteur coopératif

Conseil supérieur de la coopération. 2003. "Le mouvement coopératif en France - Rapport 2002." Conseil supérieur de la coopération, Paris.

« Panorama du secteur coopératif français en 2002 : les principales caractéristiques des sociétés coopératives, les principaux textes législatifs, les institutions chargées de la promotion du secteur, les chiffres clés en 2002. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- banque mutualiste coopérative
- mouvement coopératif
- secteur coopératif

Côté, D. et F. Boulva. 2000. "La coopérative fédérée de Québec : qu'en est-il de son identité ?" École des hautes études commerciales (HEC Montréal). Centre de gestion des coopératives, Montréal.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- société coopérative
- structure organisationnelle
- processus de décision
- Canada
- province
- Québec

Côté, D. et B. Lévesque. 2000. "L'impact socio-économique des caisses dans le Montréal-Métropolitain." École des hautes études commerciales (HEC). Centre de gestion des coopératives, Montréal.

**Mots clés :**

- environnement de l'entreprise
- société coopérative
- développement régional
- analyse socio-économique
- Canada

Côté, D., M. Vézina, et B. Tremblay. 2000. "Les banques coopératives dans le monde : panorama, enjeux et défis." *RECMA*, 277:16-34.

« Après un aperçu statistique des banques coopératives cet article analyse le phénomène des banques coopératives en dégagant les caractéristiques principales par pays. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- monde
- France
- Sociétariat
- banque
- mutualiste
- coopérative
- international
- principes coopératifs
- coopérative de crédit

Côté, Daniel. 1999. *Démarrer et gérer une entreprise coopérative*. Montréal.

—. 1999. "Les coopératives et le prochain millénaire : l'émergence d'un nouveau paradigme." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1999-5.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- coopératives
- paradigme

—. 2000. "Desjardins, entre rupture et continuité... L'identité coopérative, handicap ou avantage concurrentiel !" Centre de gestion des coopératives, École des HEC, Montréal, Cahier no : 20000-4.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/2000-09/2000-04.pdf>)

Identité coopérative : rupture ou continuité, handicap ou avantage concurrentiel... Comment traiter de ce thème pour le moins complexe, de manière constructive, et en allant au-delà de la simple réaffirmation du caractère coopératif de la caisse Desjardins? Cette interrogation, nécessaire à mon avis, doit être faite en prenant en compte les mutations profondes qui bouleversent nos sociétés.

**Mots clés :**

- identité coopérative
- Desjardins

—. 2000. "Les banques coopératives dans le monde : panorama, enjeux et défis." Institut de l'économie sociale, Paris.

Côté, Daniel et Francine Boulva. 2000. "La coopérative fédérée de Québec : qu'en est-il de son identité ?" Centre d'études en gestion des coopératives (HEC), Montréal, Cahier n° 2000-03.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/2000-09/2000-03.pdf>)

Coopérative fédérée de Québec (C.F.Q), division de l'approvisionnement de la ferme, structure démocratique et pratiques associatives, orientations, contrôle et arbitrages stratégiques, les enjeux et les défis.

**Mots clés :**

- coopérative fédérée de Québec
- orientations
- structure

Côté, Daniel et Ginette Carré. 1995. "Profil de la coopération agricole dans le monde 1995." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-10.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- coopératives agricoles
- monde

Côté, Daniel, Ginette Carré, et Andrée-Anne Gratton. 1995. "Conseil des coopératives de l'Outaouais : hier, aujourd'hui et demain." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-7.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- Conseil des coopératives de l'Outaouais
- histoire
- étude de cas

Côté, Daniel et Danielle Luc. 1996. "Profil de la coopération agricole dans le monde - 1996." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1996-1.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- coopératives agricoles
- monde

Côté, Daniel et Jacques Michel. 1995. "Portrait statistique du mouvement coopératif agricole à travers le monde." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1995-5.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- statistique
- mouvement coopératif agricole
- monde
- coopératives agricoles

Côté, Daniel et Micheline Tétrault. 1998. "Profil de la coopération agricole dans le monde 1998." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1998-1.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- coopératives agricoles
- monde

Côté, Daniel et Martine Vézina. 1993. "Approvisionnement de la ferme - Note sectorielle." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1993-12.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- approvisionnement
- ferme
- note sectorielle
- coopératives agricoles

—. 1993. "Industrie porcine - Note sectorielle." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1993-11.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- industrie porcine
- note sectorielle
- coopératives agricoles

—. 1993. "L'industrie avicole - Note sectorielle." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1993-10.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- industrie avicole
- note sectorielle
- coopératives agricoles

—. 1993. "L'industrie laitière - Note sectorielle." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1993-9.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- industrie laitière
- coopératives agricoles

—. 1999. "Profil des institutions bancaires coopératives dans le monde 1998." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1999-2.

(<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>)

**Mots clés :**

- institutions bancaires
- monde
- coopératives

Courier, IRU. 2000. "Les discussions de fonds de l'IRU, réflexions sur le sociétariat." *IRU Courier*, 17-24.

La Rabobank Nederland a rédigé ce document sous forme de questions/réponses :- Qu'est-ce qui différencie les coopératives des autres entreprises ?- Qu'est-ce qui fait la plus-value des coopératives ?

**Mots clés :**

- coopérative
- plus-value
- France
- principes coopératifs
- sociétariat
- doctrine coopérative

Coursin, F. 1994. "Politique de concurrence communautaire et coopératives, mutualités et associations." *La Tribune Fonda*, 103:29-41.

« Synthèse des travaux du carrefour "le marché intérieur européen, la politique de concurrence de la Communauté européenne et les coopératives mutualités et associations" de la quatrième conférence européenne de l'économie sociale (novembre 1993). Rappel du cadre légal de la politique communautaire applicable aux entreprises (ententes et abus de positions dominantes) et aux États membres (aides publiques). À travers plusieurs interventions, les positions des acteurs de l'économie sociale:- respect des règles de la concurrence par les acteurs de l'économie sociale au même titre que les autres agents économiques- demande de garanties concernant l'application des règles de concurrence: parfaite équité de traitement, liberté d'accès au marché, respect des spécificités du secteur de l'économie sociale. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- État
- politique économique
- politique européenne
- France
- marche
- concurrence
- entreprise d'économie sociale
- intervention de l'État
- société mutualiste
- CEE

Dalmaz, S. 2002. "Les banques coopératives européennes : bilan et perspectives." *Revue d'économie financière*, 67:73 - 83.

« Les réseaux coopératifs en France, Allemagne, Italie, Autriche, Finlande et aux Pays-bas sont des acteurs importants du paysage bancaire européen. Certains groupes coopératifs privilégient la recherche de partenariats, d'autres réseaux la démutualisation. Le mode d'organisation des banques coopératives est décrit, ainsi que leurs caractéristiques financières et leurs perspectives de développement. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- banque mutualiste coopérative
- coopérative de crédit
- démutualisation

D'Amours, Martine. 2000. "Procès d'institutionnalisation de l'économie sociale au Québec." Copublication CRISES/LAREPPS, Montréal, No 0003.

(<http://www.crisis.uqam.ca/c2000/c/0003.htm>)

Au terme de cette analyse, nous concluons que quatre ans après la Marche des femmes, qui réclamait des infrastructures sociales, la définition de l'économie sociale demeure large mais son opérationnalisation est restrictive et différenciée selon les différents segments (coopératives, OBNL marchands et OBNL non marchands) et selon les sous-secteurs (santé et services sociaux, éducation populaire, etc.). Ce faisant, l'action gouvernementale renforce le clivage entre une économie sociale non-marchande (tenue à une complémentarité de services), une économie sociale marchande (entreprises créatrices d'emplois au plan local) et une économie sociale concurrentielle (capable de compétitionner sur les marchés mondiaux. Par ailleurs, pour le moment, le développement de l'économie sociale au plan local demeure dans le paradigme de l'emploi, avec le maintien de la norme du rapport salarial (salaire, durée indéterminée, horaire temps plein, etc.), mais on peut craindre qu'il s'agisse d'un marché du travail "secondarisé", dans une logique duale de développement de l'emploi au Québec.

**Mots clés :**

- économie sociale
- Québec
- histoire

Decailot, M. 2000. "Autogestion : Apprentissages et projets." *La Pensée*, 321:25-41, 169 [18 .].

**Mots clés :**

- sociologie économique
- Yougoslavie
- autogestion
- coopérative
- salariat
- égalitarisme
- redistribution
- propriété collective
- technocratie
- subordination
- délégation
- économie de marche
- finance
- prix
- indivision

Defourny, J. 1994. "Apports et limites de trois approches courantes des associations; valeurs coopératives et démocratie économique." *Coopératives et développement* 26, 1:81-101.

**Mots clés :**

- structure sociale
- association
- mouvement associatif
- domaine de recherche
- science économique
- approche historique
- analyse structurale
- économie sociale

Defourny, J., D. Mignot, et A. Leclerc. 1999. "Un siècle d'histoire coopérative à travers les statistiques de l'ACI." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 70, 1:75-100.

« Les auteurs retracent les grandes orientations de l'évolution du sociétariat coopératif sur un siècle en s'appuyant sur des informations statistiques détenues par l'ACI. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- histoire
- France
- organisme d'économie sociale
- principes coopératifs
- ACI
- mouvement coopératif international

Defourny, Jacques. 1993. "Vers une économie politique des associations." CIRIEC, Liège.

Demoustier, D. 1999. "L'économie sociale et les transformations de l'emploi – 14<sup>e</sup> colloque de l'ADDES, 28 janvier 1999." ADDES, Nanterre.

« L'économie sociale participe à l'émergence et à la définition de nouveaux services supports des emplois de demain. En Europe on assiste à un double mouvement : — de diffusion de structures intermédiaires à l'image de ce qui s'est constitué en France dans les années 80 — de création de postes de travail pérennes à l'intention des personnes peu qualifiées encouragées à suivre des parcours de professionnalisation dans des associations des coopératives des unions mutualistes. À travers ces initiatives les entreprises d'économie sociale mettent en avant les principes de solidarité et de démocratie pour répondre à 3 ou 4 des axes définis par les pactes nationaux pour l'emploi : employabilité adaptabilité et esprit d'entreprise. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- solidarité
- emploi
- entreprise d'économie sociale
- création d'emploi

Desjardins, Pierre-Marcel et Guy Robinson. 1998. "Globalisation et nouvelles technologies de l'information et des communications : Le cas du mouvement des caisses populaires acadiennes." Chaire des caisses populaires acadiennes en études coopératives, Moncton, Cahier de recherche no. 98-09.

[\(http://www.umoncton.ca/cecoop/cahier9.pdf\)](http://www.umoncton.ca/cecoop/cahier9.pdf)

En quoi consiste ce Mouvement des caisses populaires acadiennes et dans quel environnement opère-t-il ? À quel niveau et dans quelle mesure se trouve-t-il bousculé par les récents développements évoqués ci-dessus ? Quels sont les choix stratégiques retenus pour lui permettre d'affronter avec succès les défis actuels et futurs ? Voilà les principales questions auxquelles notre présente contribution veut apporter des réponses. L'examen de la littérature pertinente, l'étude des documents de l'organisation et les résultats obtenus suite à des entrevues auprès des dirigeants ainsi qu'à un sondage auprès des membres du personnel de la permanence de ce Mouvement vont nous y aider.

**Mots clés :**

- globalisation
- nouvelles technologies de l'information et des communications
- caisses populaires
- Acadie

Desmoustier, Danièle. 2001. *L'économie sociale et solidaire : s'associer pour entreprendre autrement*. Paris: Syros.

Les entreprises d'économie sociale, qui tentent de concilier l'efficacité économique, la démocratie et la solidarité sont fortes d'une expérience de deux siècles, reconnues par un secrétaire d'État à l'Économie solidaire et un délégué interministériel à Innovation et à l'Économie Sociale (en France). Elles proposent des valeurs fortes issues du socialisme, du

christianisme social, de l'humanisme, et sont toujours en prise sur les défis sociaux et politiques.

**Mots clés :**

- condition
- coopérative
- économie
- France
- politique
- social
- solidarité
- syndicalisme

Develtere, P. 1993. "Les mouvements coopératifs dans les pays en développement." *Annales de l'économie sociale et coopérative* 64, 2:179-207.

« Les coopératives dans les pays en développement ont principalement été introduites par des acteurs extérieurs tels que les gouvernements ou les agences d'aide au développement. Il en a résulté diverses formes de résistance populaire qui ont influé sur l'impact final de ces interventions. Récemment cependant des structures plus favorables à une action collective et à des mouvements autonomes se sont développés. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- mouvement coopératif
- aide au développement
- PVD

Confédération québécoise des coopératives d'habitation. 2001. "Habitation - Mémoire du Mouvement coopératif en habitation dans le cadre de l'avant-projet de politique de développement des coopératives." Confédération québécoise des coopératives d'habitation, Mémoire présenté par la Confédération québécoise des coopératives d'habitation (CQCH) - 23 novembre 2001

**Mots clés :**

- Confédération québécoise des coopératives d'habitation
- coopératives d'habitation
- Québec
- politique

Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM. 1998. "La place de la forme coopérative d'habitation en France." Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM.

Cette recherche, initiée par le Plan Construction et Architecture, rend compte de l'histoire de la coopération d'habitation en France depuis 50 ans et dresse un état des lieux de cette forme de production et de gestion de l'habitat aujourd'hui.

**Mots clés :**

- histoire
- coopération d'habitation
- coopératives de logement
- FRANC

—. 2002. "Le guide de l'habitat et du développement durable." Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM.

Ce guide a pour ambition de donner aux maîtres d'ouvrages en accession et en locatif les clés d'une démarche réussie de prise en compte des préoccupations du développement durable dans la conception et la gestion de leurs programmes immobiliers. Après une approche des grands thèmes soulevés par le développement durable, cet ouvrage décortique plusieurs opérations de promotion en insistant sur les modes de prise en compte de la qualité environnementale. Il s'agit d'un outil sans équivalent dans le Mouvement HLM.

**Mots clés :**

- HLM
- développement durable
- coopératives de logement

—. 2003. "Les coopératives d'HLM et l'Europe." Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM.

La dimension européenne mérite d'être prise en compte par les administrateurs, dirigeants et salariés des coopératives d'HLM dans toutes leurs actions. Il est important qu'elles développent leur capacité d'anticipation vis-à-vis des décisions européennes et arrêter de considérer la Commission européenne comme des " technocrates apatrides ". Ce guide est un premier élément pour leur en donner les moyens.

**Mots clés :**

- Europe
- HLM
- coopératives de logement

Doiron, Melvin. 1996. "Évolution, problématique, potentialité et conditions d'appui au développement de nouvelles coopératives en Acadie, Nouveau-Brunswick." Chaire des caisses populaires acadiennes en études coopératives, Moncton, Cahier de recherche no 96-07.

<http://www.umoncton.ca/cecoop/cahier7.PDF>

Le présent ouvrage vise à dégager la problématique, le potentiel et les conditions d'appui au développement de nouvelles coopératives dans les régions acadiennes du Nouveau-Brunswick. Pour ce faire, il propose d'explorer le contexte particulier ayant favorisé la mise sur pied de nombreuses coopératives en milieu acadien durant la première moitié du 20<sup>e</sup> siècle et de relever, à la lumière d'une expérience collective, certaines exigences et conditions jugées optimales. Il est donc prévu, en premier lieu, de présenter brièvement le contexte socio-économique de la période ci-haut mentionnée et d'en démontrer les influences qui furent déterminantes en fonction de la création de nombreuses coopératives acadiennes. En deuxième partie, il sera relaté les effectifs demeurés disponibles au développement de nouvelles coopératives par rapport à ceux souhaités; et cela en fonction des orientations stratégiques proposées pour le Mouvement coopératif acadien. Ces orientations supposent que le secteur coopératif le plus développé s'intéresse et travaille activement au développement des autres secteurs. Une étude de faisabilité pour l'établissement d'un groupe d'experts-conseils coopératif viendra conclure cet ouvrage en précisant la viabilité d'un tel mécanisme de soutien, soit une entreprise regroupant des professionnels chargés de la promotion, de l'encadrement et du développement de nouvelles coopératives. On y retrouvera donc une analyse du marché potentiel, une analyse technique et des ressources humaines, ainsi qu'une analyse financière et économique.

**Mots clés :**

- développement
- Acadie
- nouvelles coopératives
- Nouveau-Brunswick

Draperi, J. F. 1995. "L'ACI a cent ans : regard sur une histoire mémorable." *RECMA*, 258 : 73-82.

« Présentation rapide des grandes étapes qui ont jalonné l'histoire de l'Alliance coopérative internationale. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- monde
- organisme d'économie sociale
- mouvement coopératif international

—. 2000. "L'économie sociale face à un siècle de pratiques coopératives." *RECMA*, 275-276:123-135.

« Identification des grandes phases historiques des modèles d'action coopérative, suivie de la présentation des transformations actuelles dans des entreprises d'économie sociale. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- France
- sociologie
- économie sociale
- mouvement coopératif

Draperi, J. F., E. Archambault, M. C. Malo, D. Demoustier, M. Parodi, J. Lacroix, M. Tixador, B. Tremblay, B. Gibaud, A. Chomel, et P. Prévost. 2002. *Coopération et économie sociale au "second" XX<sup>e</sup> siècle. Claude Vienney (1929-2001)*. Paris: L'Harmattan.

« Recueil de textes en hommage à Claude Vienney. Théoricien et analyste des organisations coopératives, Claude Vienney a été le premier à repenser la coopération et, plus tard, l'économie sociale, sous l'angle de l'analyse économique et de l'étude sociologique. Cet ouvrage reflète l'apport de sa réflexion dans la pensée coopérative. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés:**

- économie sociale
- droit coopératif
- théorie
- éducation populaire

Draperi, J. F. et L. M. Jan. 2002. "L'émergence de l'entreprise sociale. Les initiatives et les innovations dans l'économie sociale." Fondation crédit coopératif, Paris, « Cette étude a été menée à partir des lauréats des Prix et Trophées de l'initiative de la Fondation Crédit Coopératif. Elle vise à dresser un portrait des entreprises sociales et de leur place dans l'économie sociale. Elle met à jour leur caractère innovant et leur diversité de statuts : associations, mutuelles, coopératives mais aussi sociétés anonymes, SARL. Elles agissent essentiellement dans le secteur des actions de solidarité et au niveau local. Animées par des bénévoles, le plus souvent, leurs actions s'inscrivent dans la durée. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- bénévolat
- financement
- crédit coopératif
- solidarité
- économie sociale
- développement économique
- fondation
- fondation d'entreprise
- entreprise d'économie sociale
- société mutualiste
- société anonyme
- initiative locale
- innovation

Duchesne, Karine et Marie Malavoy. 2002. "Coopérative de services à domicile de l'Estrie : monographie d'une entreprise d'économie sociale en aide domestique." Université du Québec à Montréal/Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales-LAREPPS, Montréal, No 02-06.

Ce cahier présente les résultats d'une recherche de type monographique sur la Coopérative de services à domicile de l'Estrie, une entreprise d'économie sociale en aide domestique implantée à Sherbrooke. Fondée en 1989, la Coopérative entreprend véritablement ses activités en 1990 et se développe au fil des ans selon différentes phases qui façonneront son quotidien. Cette coopérative d'usagers compte, en date de juillet 2001, 131 employés dont une

très grande majorité de femmes. La Coopérative de services à domicile de l'Estrie a connu un essor fulgurant depuis 1998. En l'an 2000, l'entreprise effectue 125 880 heures de services. Dans un premier temps, nous nous attarderons aux conditions d'émergence de cette entreprise et nous présenterons ses acteurs. Par la suite, cette recherche met en lumière les dimensions institutionnelle et organisationnelle de la Coopérative. Enfin, cette étude permet de tracer un bilan et met ainsi en perspective certains éléments dont le processus d'institutionnalisation de la Coopérative de même que des enjeux liés à l'économie sociale.

**Mots clés :**

- domestique
- domicile
- économie
- entreprise
- Estrie
- province
- Québec
- service
- social
- travail

Duet, D. 2000. "Les caisses d'épargne au rendez-vous de leur histoire. De la caisse mono-produit à la banque coopérative..." *RECMA*, 277:53-66.« Parcours historique des Caisses d'épargne. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- France
- sociétariat
- organisation
- statut
- banque mutualiste
- coopérative
- coopérateur
- caisse d'épargne prévoyance

Dumarche, Catherine. 2000. *Coop-suisse*. Paris: Éditions du CFCE.

Dussart, C, B Thiry, et Commission des communautés européennes : DG 23CIRIEC international. 1993. *Répertoire des instituts de recherche en économie sociale coopérative mutualiste et associative dans les pays de la CEE*. Liège.

« Ce répertoire a pour objet de recenser les instituts de recherche et les chercheurs dans le champ de l'économie sociale dans les pays de la CEE et la Suède. Parmi les organismes recensés on trouve l'ADDES. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- annuaire
- France
- économie sociale
- recherche
- Suède
- organisme
- CEE

Espagne, F. 1994. "Le modèle "Buchezien" et les réserves impartageables." *RECMA*, 253-254:54-63.

« Analyse du principe d'impartageabilité des réserves qui donne son identité à l'entreprise coopérative et des évolutions récentes apportées par la loi du 14/07/1992 - ouverture du capital aux investisseurs extérieurs -. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- capitaux propres
- théorie
- principes coopératifs
- patrimoine social

—. 1999. "Les coopératives à but social et le multisociétariat." *RECMA*, 274:69-85.

« Coopérative à but social société coopérative d'intérêt collectif (SCIC)...analyse de ce type de coopérative face au statut des coopératives en France : comment gérer dimension altruiste caractère non lucratif et unisociétariat ? Exemples étrangers : Belgique, Espagne, Portugal et Italie. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- sociétariat
- SCIC
- utilité sociale
- principes coopératifs
- Portugal
- Italie
- Espagne
- Belgique
- coopérative sociale

—. 1999. "Les règles fiscales applicables aux sociétés coopératives dans différents pays de l'Union européenne." SN.

« Ancien membre de la CGSCOP, l'auteur analyse la situation fiscale des coopératives de l'union européenne vis à vis des impôts directs. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- fiscalité
- France
- ristourne
- déduction fiscale
- CEE

Espagne, Instituto Nacional de Fomento de la Economia Social. 1993. *Legislacion Cooperativa en la Comunidad Europea - Législation coopérative dans la communauté européenne*. Madrid: Instituto Nacional de Fomento de la Economia Social.

« Pour chaque pays de la communauté européenne, un panorama du droit coopératif est établi : contexte général statut des coopératives régimes spécifiques intervention de l'État... »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- France
- droit coopératif
- CEE

Européen, Parlement. 1993. "Compte rendu de la séance du 19 janvier 1993. Association, société, coopérative et mutualité européennes." *JOCE SERIE L*, 3-426:64-74.

« Après un rappel du poids économique du secteur de l'économie sociale en Europe (63 millions de membres de coopératives en Europe réalisant 370 milliards d'écus de c.a. 47 millions de sociétaires de mutuelles de prévoyance, 25 millions de familles couvertes par des coopératives ou des mutuelles d'assurance, 10 millions d'affiliés à des institutions de prévoyance à gestion paritaire, 40 millions de membres d'associations et 3 millions de salariés qui animent ces associations) examen des trois propositions portant respectivement sur le statut d'une association européenne d'une société coopérative européenne et de la mutualité européenne et de trois projets de directives sur le rôle des travailleurs dans ces trois structures. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- statistiques
- assurance mutuelle
- statut
- économie sociale
- entreprise d'économie sociale
- droit européen
- débat parlementaire
- association européenne
- proposition de loi
- coopérative européenne

Conseil des communautés européennes. 1993. "Proposition modifiée de règlement (CEE) du conseil portant sur le statut de la société coopérative européenne - Complément pour ce qui concerne les travailleurs." Conseil des communautés européennes.

**Mots clés :**

- salaire
- coopérative
- financement
- contrôle
- comptabilité
- statut
- droit coopératif
- assemblée générale
- GIE
- droit européen
- communication dans l'entreprise
- constitution de société
- CEE
- coopérative européenne

EUROSTAT. 1993. "Profil statistique des organisations coopératives mutualistes et associatives dans la communauté européenne." EUROSTAT, SL.

« Cette brochure expose les principaux résultats de l'étude sur le secteur coopératif mutualiste et associatif réalisée par eurostat en collaboration avec les instituts nationaux de statistique : résultats au niveau communautaire. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- statistiques
- France
- entreprise d'économie sociale
- secteur coopératif
- secteur associatif
- secteur mutualiste
- CEE

Fairbairn, Brett. 1993. "Le Développement d'entreprises coopératives au Canada : plan d'action." S.l. : s.n.

FAO. 2003. *Land Reform. Land Settlement and Cooperatives - Réforme agraire. Colonisation et coopératives agricoles - Reforma Agraria. Colonizacion y Cooperativas*. Rome: FAO.

« Articles traitant des régimes fonciers et des réformes agraires aux Philippines, au Proche Orient, en Europe, et en Afrique. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- agriculture
- coopérative agricole
- Afrique
- agriculteur

Fauvel, Yvon, Alain Paquet, et Patrick Sabourin. 1997. "Une évaluation de l'Indice Précurseur Desjardins fondée sur l'approche probaliste de Neftci." Chaire de coopération Guy-Bernier, 079.

Au début des années 1990, la Direction de l'analyse économique de la Confédération des caisses populaires Desjardins a développé un indice composite avancé de l'économie québécoise. L'Indice Précurseur Desjardins (IPD) se veut un outil d'analyse et de prévision permettant de mieux suivre l'évolution conjoncturelle de l'économie du Québec. Il est le seul outil du genre pour le Québec. La présente étude vise à évaluer l'IPD comme outil de prévision. Nous mesurons et analysons la capacité de l'IPD et de ses composantes à prédire les points de retournement du cycle économique québécois. Pour ce faire, nous recourons à l'approche probabiliste de Neftci. Préalablement, nous proposons une nouvelle mesure de l'activité économique globale du Québec ainsi qu'une chronologie du cycle d'affaires québécois. Nos résultats permettent d'identifier les éléments les plus problématiques du système d'indicateurs avancés de Desjardins. Ils sont susceptibles de guider une révision de l'IPD pour en améliorer l'efficacité comme outil de prévision économique.

**Mots clés :**

- indice précurseur
- Desjardins
- approche probabiliste
- Neftci

Ferrelra, Nathalie. 2001. "L'autogestion : de l'économie du rêve à l'économie sociale." *Vie-sociale. Paris*, 2:73-80.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- autogestion
- économie sociale
- organisation du trav
- ail
- entreprise
- coopérative
- histoire sociale

Association d'économie financière. 1997. *Exclusion et liens financiers*.

« Alors que l'accès au crédit n'est guère mentionné dans la loi cadre contre l'exclusion des chercheurs et des praticiens, ce rapport démontre qu'il est un facteur indispensable au développement tant économique que social. Présentation d'expériences multiples dans divers pays du Monde. Pour la France : la NEF FINANSOL l'association "éthique et investissement" la société coopérative œcuménique de développement l'association emploi chèque domicile... »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- insertion sociale
- France
- pauvreté
- micro crédit
- épargne solidaire
- coopérative de crédit
- aide au développement

Forestier, M. 1998. "Du besoin d'administration des coopératives." *RECMA*, 269:46-54.

« Quels sont les dysfonctionnements de l'administration coopérative ? Les coopératives ont-elles toutes besoin d'administrateurs ? Quelle formation apporter aux élus... Autant de questions posées dans ce dossier. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- administrateur
- formation coopérative

Festival international des francophonies. 1998. "L'entreprise coopérative : expérience et recherches francophones : treizième Festival international des francophonies : actes du colloque international pluridisciplinaire." Limoges: PULIM.

FRCA, Fédération régionale de la coopération agricole. 1994. "La coopération agricole en Languedoc-Roussillon." Lattes, « Présentation de la situation des entreprises coopératives agricoles en Languedoc-Roussillon et du programme de développement de la FRCA. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- France
- coopérative agricole
- Languedoc-Roussillon

FRCA, Fédération régionale des coopératives agricoles. 1993. *Coopératives Poitou-Charente*. Poitiers.

« Présentation de la Fédération régionale des coopératives agricoles et des organismes coopératifs puis liste des coopératives adhérentes classées par secteur : céréales, élevage, bâtiment et travaux publics industries du livre, services et transports maritimes. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- fédération
- annuaire
- France
- secteur d'activité
- secteur coopératif
- Poitou-Charentes

Gabriel, Geneviève et Raymond Théoret. 1998. "L'application de la théorie des options de Black et Scholes au bilan des caisses affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec." Chaire de coopération Guy-Bernier, 098.

Après avoir fait la synthèse des théories financières portant sur la structure du capital et son effet sur la valeur de la firme ainsi que de la théorie des options appliquée au bilan, un cadre conceptuel est élaboré. Un modèle économétrique est ensuite développé. Il inclut certaines variables traitées dans la revue de la littérature et vise à expliquer, comprendre et prévoir la valeur marchande de l'équité des caisses populaires de façon à anticiper une faillite éventuelle. D'autres variables sont par ailleurs exclues du modèle en raison de questions méthodologiques. En conclusion, quelques avenues de recherche sont discutées.

**Mots clés :**

- options
- Black Scholes
- bilan
- caisses
- Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec

Gagné, Jean et Henri Dorval. 1994. "Le défi du partenariat: le cas des ressources communautaires dans le secteur de la santé mentale." *Nouvelles pratiques sociales* 7, 1:63-77.

La mise en place de la réforme des services sociaux et de santé aura menée le secteur communautaire à s'interroger sur la pertinence de se joindre au projet de concertation avec le réseau étatique. Cette réforme, selon plusieurs observateurs, répond à une crise de régulation de l'État Providence et en annonce la transformation néolibérale. Cette dynamique comporte deux grandes dimensions : l'une budgétaire et l'autre de légitimité de l'appareil politique. Les auteurs élaborent quelques pistes de renouvellement des pratiques sociales ou le secteur communautaire situerait sa participation dans une perspective de développement de l'autonomie des groupes locaux plutôt qu'en compétition avec les institutions pour obtenir l'homologation étatique.

**Mots clés :**

- partenariat
- santé mentale
- ressources communautaires

Gallant, Paul-D. 1999. "Le mouvement coopératif chez les Acadiens et les Acadiennes de la région Évangéline (1982 à 1995)." Conseil coopératif de l'Île-du-Prince-Edouard, Wellington, Î.-P.-É.

Galor, Z. 2000. "Les coopératives de crédit et les banques coopératives : le cas Israélien." *RECMA*, 278:80-87.

« L'histoire des coopératives d'épargne et de crédit en Israël met en évidence le processus de transformation qui les a conduit à leur disparition presque complète sauf dans les mochavim et les kibboutzim. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- Israël
- coopérative de crédit

Gareau, Laurier. 1997. "Conseil de la coopération de la Saskatchewan : 50<sup>e</sup> anniversaire." Société historique de la Saskatchewan, Régina.

Garon, Isabelle. 1997. "Le développement des coopératives de services de santé au Québec : Les conditions de création et d'émergence." IRECUS, Sherbrooke, E.27.

**Mots clés :**

- développement
- coopératives de services de santé
- Québec
- émergence

Giguère, Pierre. 1993. "Démarrage d'une coopérative d'épargne et de crédit : [guide pratique]." Société de développement international Desjardins, Lévis.

Girard, Jean-Pierre. 1995. "Connaissance de l'économie coopérative québécoise : quelques repères." Chaire de coopération Guy-Bernier.

Ce cahier vise à donner un aperçu d'ensemble de la réalité coopérative au sein de l'économie québécoise tout en identifiant les principales sources de références permettant d'approfondir un domaine ou l'autre de la connaissance. Après une présentation des particularités organisationnelles et légales propres à cette formule, on en expose l'importance économique globale. La troisième section est consacrée à la trame historique de la coopération, de ses origines européennes à son rayonnement au Québec avec une insistance sur une période encore méconnue : les années 1980-1995. Quelques notions sont également développées dans cette section sur les différents courants de pensée portant l'idée de la coopération et le rôle des institutions. La section suivante fait le point sur la situation actuelle des coopératives dans une dizaine de secteurs d'activités en y soulignant les aspects institutionnel, organisationnel et économique. Ce cahier se termine par la formulation de quelques enjeux capitaux dans le développement de la formule.

**Mots clés :**

- économie coopérative
- Québec

—. 1999. "Une identité à affirmer, un espace à occuper : aperçu historique du mouvement coopératif au Canada français." Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec et de la Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire.

(<http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/histoire-cooperatives.pdf>)

Reconnu pour l'importance de ses ressources naturelles, la vitalité de ses institutions démocratiques et la qualité de vie de ses habitants, le Canada est aussi riche d'une tradition de développement coopératif. Dans de nombreux secteurs d'activités, les organisations coopératives ont, depuis plus d'une centaine d'années, contribué au mieux-être de millions de

personnes tout en les sensibilisant aux rouages d'une citoyenneté active et dynamique. Les formes, les contextes ont varié mais ces projets ont tous en commun de s'être faits par ce modèle d'organisation économique et sociale qui place la personne et son bien-être au centre de ses préoccupations. Réponse à des besoins non ou mal desservis, la coopérative a aussi été souvent pour les

différentes communautés francophones du pays, un moyen de perpétuer la culture et la langue. Au Québec plus particulièrement, la formule coopérative est reconnue comme un acteur de premier plan dans différents secteurs d'activités, dont les services financiers, l'agro-alimentaire, l'industrie forestière et la consommation en milieu scolaire. Cette identification des francophones à la formule coopérative se reflète sur le plan des statistiques. Selon des données récentes, on constate qu'en rapport avec leur population, les

francophones ont 2,7 fois plus de coopératives que les anglophones. La présente brochure veut refléter la diversité et l'importance souvent méconnues qu'a occupé et qu'occupe toujours la coopérative comme modèle d'organisation et d'intervention dans la vie économique auprès des francophones au Canada. Entreprise d'hommes et de femmes, la coopérative est aussi traversée d'influences, portée par des mouvements sociaux dont il sera fait écho dans ce document. La décision de réaliser un document soulignant les faits saillants historiques de la coopération au Canada français a nécessité des choix de contenu et d'angles de traitements parfois fort exigeants. Devant l'abondance des sources et des faits, tout ne pouvait être dit à l'intérieur d'une cinquantaine de pages. Le lecteur tiendra compte de ces limites. Quant à ceux qui souhaitent aller plus loin, et espérons qu'ils soient nombreux, nous les invitons à consulter la bibliographie.

**Mots clés :**

- identité
- histoire
- mouvement coopératif
- Canada français

—. 2001. "La coopérative de travail : interaction conseil d'administration et direction générale : une dynamique à mieux comprendre : revue de littérature." CSMO économie sociale, action communautaire, Montréal.

Au cœur du gouvernement de l'entreprise, la relation conseil d'administration/direction générale s'avère une articulation délicate entre des fonctions stratégiques et des fonctions opérationnelles. Si en général dans les coopératives, on peut facilement démarquer l'un de l'autre parce que les administrateurs ne sont pas nécessairement en lien direct avec l'activité de la coopérative, dans une coopérative de travail, il en va autrement, car les dirigeants sont aussi des salariés de l'entreprise. Il peut être tentant d'utiliser la tribune du conseil d'administration pour traiter des questions d'intendance quotidienne en perdant de vue d'autres responsabilités y

inclus celles prescrites par la loi. De plus, si la finalité d'une entreprise à capital action est aisément mesurable et perceptible, la valorisation de l'avoir des actionnaires, celle d'une coopérative est plus diffuse : la satisfaction des besoins des membres ou la maximisation de l'avantage coopératif. Comment bien camper cet objet dans les travaux d'un conseil d'administration d'une coopérative de travail sans pour autant se substituer à la direction ?

**Mots clés :**

- administration
- conseil
- coopérative
- entreprise
- gouvernement
- Grande-bretagne
- France
- province
- Québec
- travailleur

Girard, Jean-Pierre, Frank Coggins, Michel Clément, et Michel Cournoyer. 1998. "La réserve impartageable : origine, évolution, situation actuelle." Chaire de coopération Guy-Bernier, 096.

Cette étude est le résultat d'une collaboration entre la Direction des coopératives du ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie et de la Chaire de coopération Guy-Bernier de l'Université du Québec à Montréal dans le but de mieux comprendre d'un point de vue légal et organisationnel les fondements, l'évolution et l'application de la règle d'impartageabilité de la réserve générale.

**Mots clés :**

- réserve impartageable
- impartageabilité
- réserve générale

Girard, Jean-Pierre et Isabelle Garon. 2000. "Les coopératives dans le domaine sociosanitaire au Québec : état de la situation." Chaire de coopération Guy-Bernier, 111.

Ce cahier brosse un portrait des coopératives dans le domaine sociosanitaire au Québec. Un bref rappel historique de leur développement précède l'identification de quelques éléments clés d'interprétation. Dans un nombre croissant de pays, en complémentarité aux organismes publics et aux entreprises privées à finalité lucrative, on reconnaît, voire encourage, la présence d'un troisième acteur dans le domaine sociosanitaire. Il s'agit d'entreprises privées à but non lucratif, de type coopératif. Les cas du Japon, de l'Espagne et du Brésil illustrent bien

cette tendance. L'apport des coopératives au Japon, concernant la participation des usagers et la promotion continue en matière de prévention est remarquable.

**Mots clés :**

- sociosanitaire
- Québec

Girard, Jean-Pierre, Enzo Pezzini, et Isabel Faubert-Mailloux. 2000. "Les coopératives sociales italiennes : description et éléments de réflexion sur le contexte québécois." Chaire de coopération Guy-Bernier, 115.

Le réseau des coopératives sociales italiennes est riche d'enseignement pour le Québec tant en termes de stratégies de développement, de composition du sociétariat, du rôle de l'État, de dynamique syndicale que d'établissement de nouveaux rapports avec des grands acteurs institutionnels.

**Mots clés :**

- coopératives sociales
- Italie

Girard, Jean-Pierre et Annik St-Pierre. 2001. "La coopérative de travail : interaction conseil d'administration et direction générale : une dynamique à mieux comprendre" Revue de littérature. Chaire de coopération Guy-Bernier, 116.

Au cœur du gouvernement de l'entreprise, la relation conseil d'administration/direction générale s'avère une articulation délicate entre des fonctions stratégiques et des fonctions opérationnelles. Si en général dans les coopératives, on peut facilement démarquer l'un et l'autre parce que les administrateurs ne sont pas nécessairement en lien direct avec l'activité de la coopérative, dans une coopérative de travail il en va autrement : les dirigeants sont aussi des salariés de l'entreprise. Il peut être tentant d'utiliser la tribune du conseil d'administration pour traiter des questions d'intendance quotidienne en perdant de vue d'autres responsabilités y inclus celles prescrites par la loi. De plus, si la finalité d'une entreprise à capital action est aisément mesurable et perceptible, la valorisation de l'avoir des actionnaires, celle d'une coopérative est plus diffuse : la satisfaction des besoins des membres ou la maximisation de l'avantage coopératif. Comment bien camper cet objet dans les travaux d'un conseil d'administration d'une coopérative de travail sans pour autant se substituer à la direction ?

**Mots clés :**

- coopérative de travail
- conseil d'administration
- direction générale
- revue de littérature

Girard, J.P. 1996. "Les coopératives au Québec : Importance et évolutions récentes." *RECMA*, 260:16-22.

« Regroupant plus de cinq millions de membres au sein de 3500 entreprises, les coopératives québécoises sont présentes dans plus d'une centaine de secteurs. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- sociétariat
- chiffre d'affaires
- secteur coopératif
- Québec

GNC, Groupement national de la coopération. 1996. *Coopératives : des acteurs performants*. Paris.

« Plaquette du GNC présentant les grandes familles coopératives leurs domaines d'activité leurs valeurs... »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- fédération
- France
- organisme d'économie sociale
- mouvement coopératif
- secteur coopératif

—. 2000. "L'associé en coopérative : quelle place pour un sociétariat diversifié ?" *Lettre du GNC*, 280:8 p.

« Débat autour de la notion d'associé coopérateur; faut-il ouvrir plus largement le sociétariat des coopératives hors de la traditionnelle double qualité notamment dans le cas des coopératives à but social ? »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- sociétariat
- principes coopératifs
- coopérative sociale

—. 2002. "Les coopératives et le droit de la concurrence." GNC, NO 295.

« Compte-rendu du séminaire juridique du 12 septembre 2001 sur "les coopératives et le droit de la concurrence". M. Saintourens est intervenu sur : la pratique des prix communs et les coopératives d'entreprises; M. Lucas sur : l'engagement d'activité de l'associé coopératif à l'épreuve de la liberté; M. Hérail sur : le lien d'associé, subordination et dépendance économique. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- congres
- concurrence
- droit coopératif

Gosselin, Roch. 2003. "Monographie de la coopérative de travail Au Royaume de la Tarte." CRISES, Montréal.

<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2003/ES0302.pdf>

L'intérêt de cette monographie est double. En premier lieu, puisqu'il s'agit de la transformation d'une entreprise privée en coopérative de travail, l'expérience du « Royaume de la Tarte » offre un exemple d'émergence plutôt rare. En deuxième lieu, il s'agit d'une coopérative de travail œuvrant dans le domaine de la transformation des aliments, alors que la très grande majorité des coopératives de travail œuvrent dans le domaine des services. L'étude

de cas montre ainsi que l'entreprise privée « Au Royaume de la tarte » a été transformée en 1998 en coopérative de travail. On y souligne également l'importance que prenait la conservation des emplois dans un quartier de Québec fortement éprouvé par le chômage. Le soutien de plusieurs organismes a été nécessaire pour réaliser cette transformation. La Coopérative de développement régional, le Carrefour de la relance de l'économie et de l'emploi du centre de Québec (CRÉECQ) (devenu CDÉC de Québec) de même que la Société de développement industriel (SDI), le Fonds industriel de développement économique (FIDE) et la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses de Québec ont appuyé la création de la coopérative et se sont impliqués dans un comité de gestion au cours des premières années, afin de consolider la situation financière de l'entreprise. Les défis de l'entreprise sont nombreux dans un domaine d'activités où la concurrence est très vive. L'adaptation des produits au goût des consommateurs/consommatrices soucieux de la qualité de leur alimentation, la relocalisation de l'entreprise dans des lieux regroupant la production sur un même plancher, la mécanisation des opérations tout en maintenant l'aspect artisanal de la production, l'équilibre en la variété des produits et les économies d'échelle, et l'empowerment des salariés sociétaires représentent quelques-uns de ces défis.

**Mots clés :**

- coopérative de travail
- Au Royaume de la Tarte
- étude de cas

—. 2003. "Monographie de la coopérative de travail Horisol." CRISES, Montréal, no ES0304.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2003/ES0304.pdf>)

L'intérêt de cette monographie est double. En premier lieu, puisqu'il s'agit de la transformation d'une corporation à but non lucratif en coopérative de travail, l'expérience de la Coopérative de travail Horisol offre un exemple d'émergence plutôt rare. En deuxième lieu, il s'agit d'une coopérative de travail oeuvrant dans le domaine de la transformation du bois, alors que la très grande majorité des coopératives de travail oeuvrent dans le domaine des services. Horisol est la seule coopérative de travail reconnue comme Centre de travail adapté (CTA) par l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ). La principale mission sociale de l'entreprise consiste à favoriser la création d'emplois et l'intégration des personnes handicapées sur le marché du travail. Le principal avantage concurrentiel de l'entreprise est d'être située dans une région où la forêt permet une source d'approvisionnement proche et continue en matières premières pour la fabrication de planches de clôture qui est la spécialité de l'entreprise depuis 1998. En 2001, l'entreprise compte 63 travailleurs/travailleuses dont 48 sont des membres réguliers ; une quarantaine de personnes présentent un handicap physique ou mental. Son chiffre d'affaires dépasse aujourd'hui 1,5 millions de dollars. Horisol relève le défi d'un fonctionnement démocratique, offre des conditions de travail au-dessus des normes

minimales de travail et une capacité de génération de revenus autonomes de l'ordre de 70 %. Son avenir est étroitement lié à sa capacité de maintenir de hauts standards de qualité et de favoriser un climat coopératif chez les travailleurs / travailleuses.

**Mots clés :**

- coopérative de travail
- Horisol
- étude de cas

—. 2003. "Monographie de la coopérative de travail Promo Plastik." CRISES, Montréal, no ES0303.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/2003/ES0303.pdf>)

L'intérêt de cette monographie est double. En premier lieu, puisqu'il s'agit de la transformation partielle d'une entreprise privée, l'expérience de la Coopérative de travail Promo Plastik offre un exemple d'émergence plutôt rare. En deuxième lieu, il s'agit d'une coopérative de travail œuvrant dans le domaine de la fabrication d'articles publicitaires et promotionnels par injection de plastique et dans l'impression par estampage à chaud, sérigraphie et « tampographie » ; on sait, par ailleurs, que la très grande majorité des

coopératives de travail œuvrent dans le domaine des services. La Coopérative voit le jour en 1992 lorsque la compagnie Plastique Gagnon de Saint-Jean-Port-Joli se départit de sa division Promo Plastik. Elle compte neuf travailleurs / travailleuses sociétaires et un membre auxiliaire ; en période de haute production, 25 personnes œuvrent à la production. Trois ans après un démarrage ayant demandé une certaine adaptation de la part des travailleurs/travailleuses, la Coopérative traverse la crise majeure de son histoire après la faillite de deux clients. Plusieurs indices révèlent que la Coopérative favorise l'inclusion politique des travailleurs / travailleuses sociétaires et qu'elle cherche à promouvoir la qualification au travail. Il demeure que le développement de l'esprit coopératif représente un souci perpétuel et que la formation est très souvent reléguée au second plan à cause des urgences de la production. Pourtant, Promo Plastik ne peut faire l'économie d'une main-d'œuvre polyvalente et innovatrice dans un secteur où la nouveauté des produits permet de préserver et d'acquérir de nouvelles parts du marché.

**Mots clés :**

- coopérative de travail
- Promo Plastik
- étude de cas

Goulet, Henri. 1993. "Origines et développement du mouvement ACEF au Québec, 1960 à 1970."

Grenier, Mario et Carol Lapierre. 1993. "Fonds foncier communautaire." Saint-Henri : Service d'aménagement populaire.

Ce travail se veut la démonstration de l'utilité d'une fiducie foncière communautaire comme outil de promotion sociale et de développement continu dans le Sud-Ouest de Montréal par l'instauration d'un droit de regard sur la qualité de vie du milieu. Il s'agit alors de rendre cet outil aussi efficace que peu coûteux à utiliser en lui adjoignant une société de développement foncier.

**Mots clés :**

- communautaire
- coopératif
- coopérative
- fiducie
- foncier
- fonds
- logement
- Montréal
- ville

Guenegou, A. M. 1993. *Diversité des coopératives de consommation en Grande-Bretagne.*

« Après un historique du développement des coopératives de consommation au Royaume-Uni l'auteur fait l'analyse du portefeuille d'activité d'une coopérative et présente les perspectives d'évolution du mouvement qualifié aujourd'hui de "géant endormi du commerce britannique". ».

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Royaume-uni
- statistiques
- histoire
- évaluation
- rentabilité
- coopérative de consommateurs d'usagers

Guerra Valderrama, Donaldo. 1996. "La coopération au Québec: Approche socio-historique, portrait et perspective." Mémoire, Université de Sherbrooke (Canada).

Guerrand, Roger-Henri. 1994. "Nous, les coopératives - de l'utopie à la réalité." Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM, Sur un texte écrit par Roger-Henri Guerrand, un bref historique illustré des coopératives d'HLM.

**Mots clés :**

- histoire
- HLM
- coopératives de logement

Gurtner, G, M Jaeger, J-N Ory, et France, Association française de finance. (AFFI). 2001. "Le statut de coopérative est-il source d'efficacité dans le secteur bancaire?" Pp. 26 p. in *Conférence internationale en finance, 18*. Namur, Belgique.

**Mots clés :**

- finance comptabilité
- institution financière-internationale
- banque
- société coopérative
- société anonyme
- statut de l'entreprise
- performance
- concurrence
- France

Herail, M. 2000. "Le lien coopératif au sein des sociétés coopératives." *RECMA*, 278:47-57.

« Le principe de double qualité d'associé coopérateur fonde le droit coopératif. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- organisation
- droit coopératif
- coopérateur
- principes coopératifs

—. 2002. "Régulation des mouvements des associés dans les sociétés coopératives." 1:6-12.

« Analyse du droit de retrait d'un associé dans les sociétés coopératives et du droit d'exclure à l'initiative de la société. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- droit coopératif
- coopérateur

Hild, G. 1993. "Pourquoi des assurances mutuelles à forme coopérative?" *L'assurance mutuelle*, 1:4-13.

« L'auteur apporte une nouvelle contribution à la recherche de solutions possibles au problème de financement de la croissance des sociétés d'assurance mutuelle en mettant en avant un nouveau statut : celui de la société d'assurance mutuelle a forme coopérative. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- financement
- assurance mutuelle
- France
- statut
- société d'assurance mutuelle

Holler, J. 1997. "Coopératives de commerçants : la Genèse (1ère partie)." *RECMA*, 263:80-89.

« Historique de la coopération commerciale depuis les premières sociétés d'achat en commun dans les années 1885 jusqu'à la crise de 1929. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- France
- coopérative de détaillants

Houtman, A. 1994. "La politique communautaire à l'égard des coopératives mutuelles et associations." *La tribune Fonda*, 101:49-63.

« Communication de Anne HOUTMAN administrateur principal à la DG IV Commission des Communautés européennes lors de la 4<sup>e</sup> conférence de l'économie sociale en novembre 1993. Cette intervention a essayé de dégager des principes susceptibles de clarifier pour les associations mutuelles et coopératives les obligations qui leur incombent et qui incombent aux États membres en vertu des règles de concurrence communautaire. L'application des règles de concurrence pour les entreprises de l'économie sociale ne sont pas liées à leur statut mais à leurs activités et aux secteurs particuliers dans lesquelles elles s'exercent. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- association
- politique européenne
- entreprise
- France
- statut
- mutualité
- concurrence
- association européenne
- mutuelle européenne
- coopérative européenne

Huchet, M. 1993. *Le réseau des coopératives ouvrières de production : émergence, structuration, renforcement*. Paris.

« Ce mémoire veut répertorier et identifier les principaux dispositifs de coordination qui structurent et renforcent le réseau des SCOP en France. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- SCOP
- fédération
- France
- mouvement coopératif

Huntzinger, F, A Moysan-Louazel, Paris, Association francophone de gestion des ressources humaines (AGRH), France, et Montréal, École des hautes études commerciales (HEC). 1997. "Mode d'accès au pouvoir et enracinement dans la carrière des dirigeants de coopératives; GRH face à la crise : GRH en crise?" Pp. 277-288.

**Mots clés :**

- gestion du personnel
- dirigeant d'entreprise
- société coopérative de production
- carrière professionnelle
- motivation
- France

Huot, Geneviève. 2000. "Coopératives financières, cohésion sociale et territoire : la Caisse populaire Desjardins de Kildare issue de fusions de caisses dans Lanaudière." *CRISES*, Montréal, ES-0105.

(<http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/c2000/ces0105.htm>)

Cette étude de cas fait partie de la recherche "coopératives financières et cohésion sociale : quelle interface dans le nouveau territoire local ? ". L'objectif est de voir comment des services financiers de proximité ont aussi une fonction de cohésion sociale en plus de leur fonction économique. Plus précisément, la question est de savoir comment des caisses populaires qui fusionnent arrivent encore (ou non) à contribuer à la cohésion sociale d'un territoire lui-même en transformation. Une double mouvance est ainsi à l'étude : celle de la reconfiguration des caisses populaires et celle de la redéfinition des territoires locaux.

**Mots clés :**

- développement communautaire
- Québec, province de
- Lanaudière
- études de cas
- caisses d'épargne et de crédit
- fusion

—. 2001. "Portrait des passerelles au sein de l'économie sociale au Québec." ARUC-ÉS, Montréal, R-05-2001.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/R-05-01.PDF>)

Cette recherche a été effectuée dans le cadre du projet de coopération France-Québec en économie sociale et solidaire. Elle est née de la volonté de travailler au rapprochement entre les acteurs de cette économie. Son objectif était d'identifier des passerelles construites entre eux de même que les obstacles rencontrés et les pistes à explorer. Elle a été menée de façon différente en France et au Québec. Ici, c'est le Chantier de l'économie sociale qui l'a pilotée. Elle a pris la forme d'une enquête téléphonique visant dix-neuf secteurs économiques où l'on retrouve des entreprises d'économie sociale. Dans chaque secteur, les regroupements d'entreprises, lorsqu'il en existe, et les chercheurs concernés ont été contactés. Le réseau de l'ARUC a ainsi grandement été mis à contribution. L'enquête, non exhaustive, a permis de répertorier une centaine de passerelles de divers types (concertation, liens d'affaires, appui financier et autres aides aux entreprises) s'ancrant sur différents territoires. Pour chaque secteur, le rapport de recherche présente une fiche. On y trouve une description des acteurs et de la problématique, un tableau résumant les passerelles identifiées et une présentation des obstacles et pistes propres au secteur.

**Mots clés :**

- passerelles
- Québec
- économie sociale

Huot, Geneviève et Louis Jolin (sous la direction de Denis Bussièrès, Michel Nolin et Sonia Vaillancourt). 2002. "Les entreprises d'économie sociale en loisir et tourisme social." Pp. 57 p.: ARUC-ÉS.

(<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/T-03-2002.PDF>)

Ce texte est une synthèse du séminaire sur les caractéristiques et les particularités des entreprises d'économie sociale en loisir et tourisme social, tenu à Montréal le 23 octobre 2001. Ce séminaire a été organisé par le Chantier d'activités partenariales (CAP) en loisir et tourisme social, l'une des composantes de l'Alliance de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS). Le CAP loisir et tourisme social est dirigé conjointement par Louis Jolin, professeur au département d'études urbaines et touristiques à l'Université du Québec à Montréal et par Sonia Vaillancourt, coordonnatrice au développement au Conseil québécois du loisir (CQL). Michel Nolin, professeur au département des sciences du loisir et

de la communication sociale à l'Université du Québec à Trois-Rivières participe aussi à la coordination du CAP.

**Mots clés :**

- entreprises d'économie sociale
- loisirs
- tourisme social

ICOSIUNION, Institut slovaque de coopération sociale, internationale, des coopératives de production SZVD. 1993. "Actes de la rencontre franco-slovaque de l'économie sociale à Smolenice 30 mars au 2 avril 1993." Pp. 58 p., ICOSI.

« La Slovaquie possède une tradition coopérative vieille de 150 ans qui tente aujourd'hui de se développer également vers l'étranger. Cette rencontre propose une collaboration étroite avec l'ICOSI et un programme de développement de l'économie sociale comme facteur de redressement de l'économie nationale. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- économie sociale
- formation professionnelle
- logement social
- protection sociale
- tourisme social
- coopérative de crédit
- secteur coopératif
- coopération internationale
- Tchécoslovaquie
- coopération commercial

Energy Pathways Inc., Fédération canadienne des municipalités, et Société canadienne d'hypothèques et de logement. 1997. "La planification des ensembles d'habitations communautaires." Société canadienne d'hypothèques et de logement, Ottawa, Le guide qui a résulté de ce projet intitulé *Planning for cohousing: Cohousing and the Municipal Planning Process*, présente une description de l'habitation communautaire pour aider les urbanistes municipaux à comprendre le concept. Le guide dresse aussi les grandes lignes du processus de planification urbaines pour les groupes d'habitation communautaire, ainsi que la stratégie pour l'établissement d'un rapport de collaboration avec les fonctionnaires municipaux et les voisins. L'éducation et l'application des principes écrits dans ce guide peuvent aider à simplifier le processus d'approbation des projets d'habitation communautaire et favoriser l'amélioration des choix du logement dans les collectivités de toutes les régions du Canada.

**Mots clés :**

- agglomération
- communautaire
- coopératif
- coopératives
- habitation
- logement
- métropolitain
- région
- Toronto

Alliance coopérative internationale. 1998. *Guide de reconversion pour les coopératives de production*. Sainte-Foy.

Jaeger, M, E Gurtner, et J-N Ory. 2001. "Le statut de coopérative est-il source d'efficacité dans le secteur bancaire?" Université de Nancy-2. Groupe de recherche en économie financière et en gestion des entreprises (GREFIGE), Nancy, France, ed.

**Mots clés :**

- finance comptabilité
- banque
- société coopérative
- société mutualiste
- efficacité
- performance
- gouvernement d'entreprise
- structure de propriété
- France

Janssen, A. et J.P. Pollenus. 1997. *L'économie sociale et son VADE-MECUM*. Bruxelles.

« Panorama de l'économie sociale en Belgique : les secteurs d'activité traditionnels et émergents leur poids dans les différentes régions le cadre juridique des sociétés coopératives des sociétés à finalité sociale et des ASBL les problèmes de financement. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- financement
- économie sociale
- droit coopératif
- droit des associations
- Belgique
- secteur coopératif
- secteur associatif
- secteur mutualiste

Jeantet, T. 1995. *L'économie sociale en action : faits, enjeux, options*: CIEM Éditions.

«Ce rapport au Comité consultatif de l'économie sociale éclaire les coopératives les mutuelles et les associations sous leur vrai jour : celui du dynamisme et de la solidarité. Il révèle les défis les préoccupations vis-à-vis de l'État des collectivités locales de Bruxelles aussi insiste sur des demandes précises de réformes ou de partenariats et met en valeur la part multiforme prise par l'économie sociale dans les changements de la société part qui est celle des citoyens acteurs.»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- réforme
- coopérative
- statistiques
- association
- financement
- fiscalité
- France
- mutualité
- économie sociale
- international
- patrimoine

Juneau, François. 1997. "Le développement des coopératives de santé en Ontario. La coopération, une idée saine." Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- développement des coopératives
- santé
- Ontario

Kaiser, V. 2000. "L'économie sociale." *Wallonie*, 62:20-30.

**Mots clés :**

- géographie de l'Europe
- coopérative
- mutuelle
- association
- société
- économie sociale
- secteur d'activité
- Belgique
- Wallonie

Karafolas, S. 1997. "Le crédit coopératif en Grèce." *RECMA*, 164:39-47.

La modification du cadre législatif en 1992 a provoqué un fort développement du crédit coopératif en Grèce pendant les années 1993-1996 : 31 banques coopératives ont été créées alors qu'il n'en existait que 3 avant 1992.

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- droit coopératif
- coopérative de crédit
- Grèce

Konsumverband. 2001. "L'organisation coopérative en Allemagne." Konsumverband, Berlin.

« Un allemand sur quatre est membre d'une coopérative : panorama du mouvement coopératif allemand chiffres à l'appui. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- organisation
- Allemagne
- mouvement coopératif
- secteur coopératif

Kontoyannatos, C. 2001. "Les banques coopératives en Grèce : un développement au service de ses membres." *RECMA*, 280:62-68.

« Bilan de la situation des banques coopératives grecques : structure de l'activité et analyse du sociétariat. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- sociétariat
- coopérative de crédit
- Grèce

Koulytchizky, S. 1999. "Le quadrilatère d'Henri Desroches revisité." *RECMA*, 272:77-84.

« Henri Desroche a présenté avec son modèle différents cas de rupture entre les pôles d'une coopérative (managers employés administration et sociétaires). L'auteur nous rappelle la modernité de ce concept. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- organisation
- dirigeant
- entreprise d'économie sociale

Lacroix, J. 1993. "Université et coopération : soixante ans d'expérience (1920-1980)." *RECMA*, 46:107-117.

« Histoire des relations des coopératives de consommation (FNCC) avec l'université qui se sont étendues sur soixante ans et ont donné naissance à des réalisations très diverses. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- coopérative de consommateurs d'utilisateurs
- coopérative scolaire
- formation coopérative

—. 2001. "Émile Bugnon (1880-1962) au service de la République coopérative." *RECMA*, 279:83-88.

« Emile Bugnon fut un promoteur de l'enseignement de la coopération entre les deux guerres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- France
- coopérateur
- coopérative de consommateurs d'usagers

Lallement, Michel et Jean-Louis Laville. 2000. "Qu'est-ce que le tiers secteur? Associations, économie solidaire, économie sociale." *Sociologie du travail* 42, 4:85 p.

**Mots clés :**

- politique sociale
- économie sociale
- solidarité
- association à but non lucratif
- histoire sociale
- coopérative
- mutualité
- altruisme
- don
- marché
- sociologie économique
- espace social
- État-providence
- protection sociale
- régulation
- capital social
- groupe d'intérêt
- bien collectif
- Walras, L.
- Gide, C.

Lancetti, Marco. 1997. "Le Secteur coopératif mutualiste et associatif dans l'Union européenne." Office des publications officielles des Communautés européennes, Luxembourg.

Laplante, Robert. 1995. *L'expérience de Guyenne : colonisation et coopération en Abitibi Guyenne* : Corporation de développement de Guyenne.

L'ouvrage comprend sept chapitres: 1) L'utopie colonisatrice; 2) La colonisation comme idéologie; 3) Les années trente : le retour à la terre; 4) Roquemaure: la voie coopérative; 5) Les chantiers coopératifs ; 6) Guyenne : une colonie modèle; 7) Un succès éphémère.

**Mots clés :**

- communauté
- développement coopératif
- pionnier
- État
- développement local
- coopérative forestière

Lasne, L. 1999. "Société coopérative d'intérêt collectif : un statut pour de nouveaux professionnels." *Participer*, 653:8-21.

« Dossier sur une nouvelle forme d'entreprise d'économie sociale : La Société coopérative d'intérêt collectif. Si le projet est retenu, il devrait permettre d'ouvrir la voie coopérative à de nouveaux secteurs d'activité et favorisera la reconnaissance d'un tiers secteur solidaire d'utilité sociale. Ce pourrait être également un moyen de rajeunir le mouvement Scop en pérennisant les activités dévolues aux emplois-jeunes. La chronologie de ce projet est donnée. Ces entreprises connaissent un succès en Italie car elles ont une authentique démarche entrepreneuriale et non une démarche d'assistance. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- entreprise
- France
- environnement
- emploi
- SCIC
- utilité sociale
- Italie

Laville, Jean-Louis et Michel Lallement. 2000. "Le tiers secteur : un objet d'étude pour la sociologie économique; Qu'est-ce que le tiers secteur? Associations, économie solidaire, économie sociale." *Sociologie du travail*. 42, 4:531-550.

**Mots clés :**

- politique sociale
- économie sociale
- solidarité
- régulation
- État-providence
- association à but non lucratif
- société civile
- approche historique
- partenariat
- coopérative
- mutualité
- service social
- Europe
- chômage
- insertion professionnelle
- prestation sociale
- emploi familial

Laville, JL. 1994. "Les coopératives de travail en Europe : un essai de synthèse." *RECMA*, 253-254:76-85.

« Au cours des années 70 et 80, deux vagues de création de coopératives se sont succédées. La première rassemblait des groupes où l'ensemble des membres affirmait son appartenance commune à partir de l'exercice d'un même métier ; dans la seconde, au contraire, la diversité des appartenances socio-professionnelles créa des clivages entre les membres en fonction des compétences et des prééminences hiérarchiques. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- histoire
- coopérative de production

Le Scornet, D. 1999. "Quelle appropriation de la propriété sociale ? Formes de propriété." *La Pensée*, 317:35-44, 169-170 [12 p.].

**Mots clés :**

- sociologie économique
- économie sociale
- organisation économique
- coopération
- technique
- système de valeurs
- association
- coopérative
- mutuelle complémentaire

Lebel, Carole. 1997. "La motivation et la participation des jeunes producteurs et productrices agricoles établis de 35 ans et moins face au mouvement coopératif agricole québécois." Mémoire, Université de Sherbrooke (Canada).

—. 1998. "Les jeunes productrices et producteurs agricoles (JPPA) : profil de motivation et de participation à l'égard du mouvement coopératif d'approvisionnement agricole québécois." IRECUS, IREC 98-01.

**Mots clés:**

- jeunes producteurs agricoles
- JPPA
- motivation
- participation
- mouvement coopératif d'approvisionnement agricole
- Québec

Lefebvre, Francis. 1993. "Textes et commentaires de l'instruction du 21 décembre 1992 (4H-17-92) sur les sociétés coopératives." *Feuille rapide Francis Lefebvre*, 2:26-32; 4-5.

« Commentaires et textes de l'instruction du 21-12-92 sur les modifications du régime des sociétés coopératives. Parmi ces mesures la possibilité est donnée aux coopératives de s'ouvrir à des capitaux extérieurs. Ces parts de capitaux peuvent avoir différents régimes : parts avec droits de vote; parts à intérêt prioritaire parts sociales rémunérées; il est également possible de revaloriser les parts et de sortir du statut coopératif. Enfin le régime fiscal des coopératives a été modifié. Désormais à l'exception des coopératives d'hlms les coopératives sont assujetties partiellement ou totalement à l'impôt sur les sociétés et à la taxe professionnelle. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- capital
- SCOP
- fiscalité
- rémunération du capital
- France
- statut
- instruction
- IS
- taxe professionnelle
- certificat coopératif d'investissement

Lemay, Nancy et (sous la direction de R. Mathieu et la codirection de Y. Vaillancourt). 2002. "Les conditions d'émergence des coopératives de travail en milieu urbain : l'exemple du Café campus et celui du Café Chaos." École de travail social, UQÀM.

Lepage, Daniel. 2000. *Coopératives du Québec, données statistiques 2000*: La Direction générale des consultations et des affaires publiques du MFER, Québec.

<http://www.mic.gouv.qc.ca/publications/cooperatives/rapport2002.pdf>

**Mots clés :**

- coopératives
- Québec
- statistiques

Lévesque, B. 1998. "Appel en faveur d'une économie sociale et solidaire." *Économie et solidarités*. 29, 2:110-117.

**Mots clés :**

- sociologie économique
- économie sociale
- solidarité
- Québec
- action communautaire
- coopérative
- emploi
- citoyenneté
- égalité des sexes
- développement social
- innovation sociale
- politique publique
- intérêt général

Lévesque, B. et M.-C. Malo. 1995. "Les études sur les coopératives: base de données bibliographiques, centres de recherche universitaires." Pp. 247-267 in *Pratiques coopératives et mutations sociales*. Paris: L'Harmattan.

Lévesque, Benoît. 2002. "Entrepreneurship collectif et économie sociale : entreprendre autrement." in *Communication présentée au Forum " L'entrepreneurship en économie sociale : Oser l'entrepreneuriat différemment "*. organisée par le Centre local de développement des Moulins et par Emploi-Québec le 21 février 2002.

<http://www.aruc-es.uqam.ca/aruces/publications/I-02-2002.PDF>

Dans mon exposé, je m'en tiendrai principalement aux entreprises collectives émergentes. Dans un premier temps, je m'efforcerai de caractériser à grands traits les entreprises d'économie sociale. Dans un deuxième temps, je tenterai de montrer comment l'entrepreneuriat collectif se distingue substantivement de l'entrepreneuriat capitaliste, bien qu'il en partage formellement la plupart des grands traits. Les différences sont néanmoins lourdes de conséquences pour le soutien et le développement des entreprises d'économie sociale.

**Mots clés :**

- entrepreneurship collectif
- économie sociale

Lévesque, Benoît, Marie-Claire Malo, et Jean-Pierre Girard. 1999. "L'ancienne et la nouvelle économie sociale : deux dynamiques, un mouvement? Le cas du Québec." Chaire de coopération Guy-Bernier, 103.

Dans cet article, nous voudrions illustrer cette problématique à partir du cas québécois qui constitue à bien des égards un cas exemplaire comme le sont entre autres les cas basque et italien. Ce faisant, nous voudrions mettre en lumière l'intérêt réciproque de l'ancienne économie sociale et de la nouvelle à établir des partenariats. En 1990, les nouvelles coopératives et les anciennes semblaient répondre à des logiques et à des projets de société bien différents, soit un projet de nationalisme économique pour les anciennes et un projet de socialisme autogestionnaire pour les nouvelles. Moins de dix ans plus tard, les nouvelles coopératives semblent bien être entrées dans le rang de sorte qu'elles sont de plus en plus proches pour ne pas dire semblables aux anciennes. En revanche, plusieurs indices laissent supposer l'apparition d'une nouvelle opposition entre les entreprises coopératives (anciennes et nouvelles) d'une part, et le secteur associatif formé d'OBNL, d'autre part. Ce constat n'invalide pas pour autant la possibilité d'alliances entre le mouvement coopératif et les autres composantes de l'économie sociale, notamment la nouvelle économie sociale. À cette fin, nous présenterons le développement coopératif, dans une première partie, et le développement récent de la nouvelle économie sociale, dans une seconde. En conclusion, nous nous interrogerons sur les passerelles possibles.

**Mots clés :**

- économie sociale
- Québec
- dynamiques

Lévesque, Benoît et Marguerite Mendell. 1999. "L'économie sociale au Québec : éléments théoriques et empiriques pour le débat et la recherche." CRISES, Montréal, 9908.

<http://www.crisis.uqam.ca/c99/9908.htm>

Ce texte veut démontrer que l'économie sociale occupe aujourd'hui une place de plus en plus importante dans nos sociétés. Après avoir mis en lumière les diverses significations du concept d'économie sociale, il propose une analyse du contexte institutionnel québécois et un aperçu de la "nouvelle économie sociale". En conclusion, quelques questions sont soulevées pour élargir le débat politique et poursuivre la recherche sur l'économie sociale.

**Mots clés :**

- économie sociale
- Québec

Levi, Y. 2003. "L'économie sociale, une menace à l'indépendance du mouvement coopératif? Actualisation du débat autour de l'approche Allemande." *RECMA*, 289:30-39.

La vocation exclusive de la coopérative pour ses membres et l'unité du sociétariat sont aujourd'hui largement remis en cause par de nouvelles formes d'entreprises (scic ou coopérative sociale en Italie). En Allemagne les coopératives ont désormais le souci de se démarquer des entreprises d'intérêt collectif.

<http://experts.ceges.org/>

**Mots clés :**

- sociétariat
- principes coopératifs

Liikanen, E. 2002. "La contribution des coopératives à la compétitivité européenne : discours d'ouverture de l'assemblée européenne de l'ACI, Lisbonne, 10/10/2002." 11 p.: SN.

« Pertinence de la forme coopérative, passerelle entre les collectivités locales et l'économie mondiale, statut de la coopérative européenne... autant de sujets brièvement abordés dans ce texte. »

<http://experts.ceges.org/>

**Mots clés :**

- Europe
- vie coopérative
- coopérative
- coopérative européenne

Linda, R. 1993. "Avantages compétitifs et distorsions de la concurrence : les défis des multinationales globales aux coopératives agroalimentaires." *RECMA*, 47:100-111.

« À travers l'analyse de l'industrie agroalimentaire italienne l'auteur montre que de nombreux concurrents nationaux notamment les coopératives agricoles sont menacées par les mega-multinationales globales qui non seulement mettent en péril l'équilibre social à l'échelle régionale mais pour certains présentent en plus des performances très médiocres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- coopérative agricole
- concurrence
- Italie
- industrie agroalimentaire
- CEE

Linteau, Paul-André. 1993. "L'expansion des caisses populaires à Montréal, 1940-1960." Chaire de coopération Guy-Bernier, 052.

Au cours de ses quarante premières années d'existence, le mouvement des caisses populaires Desjardins progresse et malgré certaines embûches, il est relativement bien organisé à l'aube de la Deuxième Guerre mondiale. Jusqu'à ce jour, le mouvement Desjardins tient essentiellement sa force du milieu rural, mais cette tendance change rapidement pendant la guerre et l'après-guerre. Afin de montrer la spectaculaire croissance du mouvement des caisses populaires Desjardins à partir de la Deuxième Guerre mondiale, cet opuscule propose de mesurer l'expansion des caisses montréalaises et d'en dégager les rythmes de 1940 à 1960. Ce fascicule propose une dynamique spatio-temporelle afin d'analyser la fulgurante progression des caisses populaires montréalaises. Cette méthodologie permettra finalement de dégager les principales tendances à la base de la forte expansion des caisses populaires pendant les décennies 1940 et 1950.

**Mots clés :**

- histoire
- caisses populaires Desjardins

Luzzatti, Istituto. 1998. "L'Entrepreneuriat coopératif dans l'Europe de l'an 2000 : actes, Bologne, 30 novembre - 1er décembre 1998."

Macpherson, I. 1995. "Vers le XXI<sup>e</sup> siècle. Les coopératives d'hier, d'aujourd'hui et de demain." Alliance coopérative internationale, Genève, « Déclaration sur l'identité coopérative historique et le respect des principes coopératifs. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- international
- coopération internationale
- principes coopératifs

MacPherson, Ian. 1996. "Les principes coopératifs vers le 21<sup>e</sup> siècle." Alliance coopérative internationale, Genève.

Mager, Lucie. 2001. "Coopératives financières cohésion sociale et territoire : la Caisse populaire Desjardins Saint-Patrice de Magog issue de fusions de caisses dans la MRC Memphrémagog." CRISES, Montréal, <http://www.crisis.uqam.ca/cahiers/c2000/ces0104.htm>

Le Mouvement des caisses Desjardins a entrepris non seulement une réingénierie de ses processus mais aussi une restructuration à la fois au sommet (fédération unique) et à sa base, dans son réseau. Les fusions de caisses amènent des caisses plus grosses chapeautant des centres de services aux particuliers. Les conseillers financiers pour les entreprises sont regroupés dans des centres financiers pour les entreprises (CFE). Voilà pour le modèle mais qu'en est-il sur le terrain d'autant plus que le passage à une échelle supra-locale n'est pas un phénomène isolé ? L'élargissement du territoire local au Québec a débuté il y a plusieurs années et s'intensifie avec les projets de fusions de municipalités. Dans ce contexte, qu'en est-il de l'arrimage entre la "nouvelle caisse" et le "nouveau local"? Comme entreprise, comment la nouvelle coopérative financière répond-elle aux besoins en services financiers de son milieu (particuliers, entreprises) ? Comme association, comment sa nouvelle gouvernance combine-t-elle l'ancien et le nouveau ; quel est son arrimage aux nouveaux réseaux supra-locaux ? Enfin, quel est son rapport au développement du milieu (secteurs et projets structurants, etc.)?

Organisation à dimension collective, comment la caisse populaire Desjardins participe-t-elle à la production de cohésion sociale ? C'est dans cette perspective que sont présentés ici les résultats d'une étude de cas dans la municipalité régionale de comté (MRC) Memphrémagog : celui de la nouvelle Caisse populaire Desjardins Saint-Patrice de Magog, issue des fusions des caisses d'Eastman et de Mansonville avec la caisse Saint-Patrice de Magog.

**Mots clés :**

- caisses d'épargne et de crédit
- fusion
- aspect économique
- Québec
- Memphrémagog
- développement communautaire
- études de cas

Malo, M. C., P. Hugron, et R. Chaussé. 1995. "Coopératives et groupements de PME familiales." École des hautes études commerciales (HEC). Groupe de recherche sur les entreprises familiales (GREF), Montréal, Canada, ed., Montréal.

**Mots clés :**

- entreprise familiale
- société coopérative
- PME
- coopérative de consommation

Malo, Marie-Claire. 1993. "Les magasins coopératifs avant 1930 au Québec." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1993-1.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

Portrait des magasins coopératifs avant 1930 au Québec.

**Mots clés :**

- magasins coopératifs
- Québec
- histoire

—. 2000. "La coopération et l'économie sociale." HEC, Montréal.

Pour découvrir la coopération et l'économie sociale, une présentation d'auteurs classiques dans ce champ de recherche (Desroche et Vienney, Angers et Gide ainsi que Polanyi) en recourant aux notions d'idéologie et d'utopie approfondies par Paul Ricoeur. Puis, comme les coopératives et les associations d'économie sociale fonctionnent dans un système où elles entrent en rapport avec le Marché ou l'État, suivra un aperçu de leur gestion stratégique en utilisant et adaptant des grilles développées par des contemporains, d'une part la typologie des configurations de Mintzberg et d'autre part, l'analyse de l'industrie et l'analyse de l'entreprise comme chaîne de valeur, mises au point par Porter.

**Mots clés :**

- coopération
- philosophie
- coopératives
- économie sociale

Malo, Marie-Claire et Albert Lejeune. 2002. "Le modèle coopératif Desjardins : évolution et enjeux." *L'Action nationale* 92, no 9-10:p. 86-127.

Les principales phases de développement, les configurations diverses du Mouvement des caisses Desjardins depuis sa fondation jusqu'à aujourd'hui; les forces majeures de modernisation (technologie et réingénierie) qui le poussent aujourd'hui vers la coopérative unique; enjeux pour l'avenir.

**Mots clés :**

- Mouvement des caisses Desjardins
- caisses d'épargne et de crédit
- Québec (province)
- histoire
- gestion
- institutions financières

Malo, M.C., P. Hugron, et R. Chaussé. 1996. "Entreprises familiales, coopératives et PME : Quelle propension au regroupement ?" *RECMA*, 260:54-63.

« Les auteurs québécois montrent comment l'entreprise familiale est elle-même une organisation bipolaire et que la propension à se regrouper est différente selon chacun des trois types d'organisations considérées (entreprise familiale coopérative et PME). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- organisation
- PME
- coopérative d'entrepreneurs
- Québec

Malo, M.C. et M. Bouchard. 2002. "En hommage à Claude Vienney (1929-2001)." *RECMA*, 283:5-14.

« Hommage à Claude Vienney tout particulièrement pour son apport à la pensée coopérative. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- biographie
- coopérateur
- recherche

Mangin, P. 2001. "Le bilan sociétal un outil novateur d'évaluation de l'impact global des coopératives agricoles." *RECMA*, 281:101-107.

« Cet article présente la démarche d'expérimentation du bilan sociétal actuellement conduite par la Confédération française de la coopération agricole (CFCA). Il s'agit d' un outil pour évaluer l'opportunité des réponses coopératives aux demandes sociales il constitue aussi une aide à la décision stratégique et doit permettre une meilleure implication des adhérents. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- sociétariat
- évolution
- gestion
- coopérative agricole
- adhérent
- bilan sociétal

Marengo, Michel. 2002. "Le coopératisme : un projet d'avenir (Une introduction à la pensée coopérative)." IRECUS, H.11.

**Mots clés :**

- coopératisme
- pensée coopérative

Margado, A. 2002. "SCIC, société coopérative d'intérêt collectif." *RECMA*, 284:19-30.

« Analyse juridique de la SCIC créée par la loi 2001-624 du 17 juillet 2001. Ses caractéristiques, le critère d'utilité sociale, le multisociétariat et le rôle de la SCIC en matière de développement local... »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- sociétariat
- droit coopératif
- développement local
- SCIC

Martel, Denis. 2001. "Pour une politique de développement des coopératives : questionnement et prise de position." IRECUS, DOC 01-03.

**Mots clés :**

- politique
- développement des coopératives

Martimort, D. et M. Moreaux. 1994. "La nouvelle micro-économie et l'analyse du secteur agro-alimentaire : quelques développements récents." *Cahiers d'économie et de sociologie rurales* 32, 42-71.

**Mots clés :**

- industrie agro-alimentaire
- coopérative
- marche
- politique agricole
- oligopole
- France
- stratégie

Martinez, Inmaculada Buendia. 1999. "Le développement local coopératif à travers la formation des réseaux." IRECUS, DOC 99-04.

**Mots clés :**

- développement local
- réseaux

Mathis, A. 1995. "Les principes coopératifs et l'évolution de la législation coopérative belge." CIRIEC, Liège.

Mauget, R. 1996. "L'évolution du mouvement coopératif et mutualiste en agriculture en France – XII<sup>e</sup> colloque de l'ADDES 12 juin 1996." ADDES, Nanterre, « Analyse des stratégies de développement dans le monde coopératif et mutualiste agricole. Présentation de la CNMCCA des coopératives agricoles du groupe Crédit agricole et du groupe de la mutualité agricole .»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- statistiques
- France
- évolution
- congrès
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- mutualité agricole

—. 2000. "Évolution et mutation des coopératives dans les pays de l'Est." *RECMA*, 275-276:100-122.

« La coopération dans deux pays d'Europe de l'est : l'Ukraine et la Pologne. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- statistiques
- France
- secteur coopératif
- Pologne

—. 2001. "De la coopérative au groupe coopératif agro-alimentaire : quelle gouvernance?" *RECMA*, 279:60-70.

« L'auteur analyse le glissement qui se montre dans les groupes coopératifs agricoles complexes de la notion de valeur coopérative pour l'adhérent à celle de valeur du groupe pour "l'actionnaire". ».

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- gouvernement d'entreprise
- gestion démocratique
- gestion du personnel
- actionnaire
- principes coopératifs
- coopérative agricole
- adhérent
- ristourne

Mauget, R. et S. Koulytchizky. 2003. "Le développement des groupes coopératifs agricoles depuis un demi-siècle, 17ème colloque ADDES, 22 octobre 2002." Pp. 14-40 in *17<sup>e</sup> colloque ADDES*.

« Sous la pression de la concentration des concurrents, fournisseurs et clients, les coopératives agricoles ont dû se transformer et construire des stratégies d'alliance entre elles, certes, mais aussi avec des partenaires capitalistes : à côté de la valeur de la coopérative pour l'utilisateur, apparaît la valeur de la coopérative pour l'actionnaire, au risque de remettre en cause les principes coopératifs tels que les définissaient les Pionniers de Rochdale. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- contrôle
- groupement d'entreprises
- filiale
- principes coopératifs
- coopérative agricole

Maurel, M.C. et S. Arlaud. 1997. "Décollectivisation agraire et mutations des espaces ruraux en Europe centrale; Crises et mutations agricoles et rurales." *Norois* 44, 173:39-60.

**Mots clés :**

- décollectivisation
- mutation rurale
- crise
- coopérative
- agriculture familiale
- Europe

McNeill, Claudette. 1993. "Le modèle coopératif de Modragon est-il applicable à l' Île-du-Prince-Édouard. Mémoire de maîtrise, Université de Sherbrooke, Sherbrooke.

L'orientation de cette recherche est de faire une analyse comparative, en dégagant les facteurs primordiaux qui ont façonné cet empire coopératif à Mondragon pour ensuite examiner la réalité de ces facteurs à l'Île. La dernière partie de l'essai consistera à proposer des modifications ou des changements à la réalité coopérative de l'I.P.É qui pourraient servir à rapprocher cette réalité de l'Île au modèle de Mondragon.

**Mots clés :**

- Mondragon
- modèle coopératif
- Île-du-Prince-Édouard

MEDEF. 2002. "Marche unique, acteurs pluriels : pour de nouvelles règles du jeu." MEDEF, Paris.

« La concurrence, élément essentiel de l'économie de marché, suppose qu'elle soit égale entre les divers acteurs du marché, entreprises privées, entreprises publiques et structures de l'économie sociale (coopératives, mutuelles et associations): or, le Medef estime qu'actuellement ce n'est pas le cas. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- entreprise
- mutualité
- concurrence
- entreprise d'économie sociale
- société mutualiste

Mendez, A. et N. Richez-Battesti. 2000. "Les banques coopératives et mutualistes, entre concurrence et solidarité. La confiance au centre d'un modèle alternatif de compétitivité?" *RECMA*, 274:17-41.

« À travers l'exemple du Crédit Mutuel Méditerranéen, l'auteur cherche à montrer comment les banques mutualistes peuvent concilier le développement d'activités économiques dans un univers concurrentiel et leur mission de solidarité et d'intérêt général. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- solidarité
- banque mutualiste, coopérative, concurrence
- utilité sociale
- valeur ajoutée
- marketing social
- coopérative de crédit

Meusy, JJ. 2001. *La Bellevilloise (1877-1939) : une page de l'histoire de la coopération et du mouvement ouvrier français*. Paris: CREAPHIS.

« Histoire de la coopérative la Bellevilloise : fondée dans le nord-est de Paris en 1877 autour de la distribution de produits de consommation, elle a progressivement développé des œuvres sociales culturelles et éducatives très étendues. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- France
- coopérative de consommateurs d'utilisateurs

Ministère de l'emploi et de la solidarité, confédération générale des SCOP CGSCOP. 1999. "Les sociétés coopératives d'intérêt collectif." CGSCOP, Paris.

« Ce rapport sur les Sociétés coopératives d'intérêt collectif définit dans un premier temps le contexte de la création des SCIC puis ses règles de fonctionnement et enfin des appréciations de dirigeants d'associations et d'UES sur ce projet. Les SCIC ont pour objet de fournir des

services " utiles socialement " en respectant certaines règles éthiques. Une analyse comparative des sociétés du même type dans d'autres pays européens est fournie. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- comparaison
- SCOP
- association
- France
- statut
- UES
- congrès
- SCIC
- utilité sociale
- valeur ajoutée
- coopérative sociale

Monnier, Lionel et Bernard Thiry. 1997. *Mutations structurelles et intérêt général*. Paris: De Boeck Université.

Au-delà de la diversité des modes d'organisation et d'expression de l'intérêt général, celui-ci est une composante essentielle de notre système économique et social. Plutôt qu'un système monolithique, tout au marché et aux sociétés de capitaux comme le prônent certains ultra-libéraux, tout à l'État comme certains régimes, aujourd'hui disparus pour la plupart, ont voulu l'imposer ou encore tout ; à la coopérative et aux autres formes d'organisation d'économie sociale comme dans le cas de la "République coopérative" de C. Gide, nous observons une vaste combinatoire à la fois entre différents secteurs de l'économie mais aussi à l'intérieur même de l'économie de l'intérêt général.

**Mots clés :**

- bien
- changement
- collectif
- commun
- coopérative
- économie
- entreprise
- état
- fluctuation
- intérêt
- mutation
- privatisation
- public
- secteur
- social
- société
- structurel

Monzon, JL. et A. ZeviI. 1994. *Coopératives, marché, principes coopératifs*. Madrid (Espagne): CIRIEC Espana.

« L'évolution du droit et des principes coopératifs dans les pays suivants : Autriche, Belgique, Espagne, France, Italie, Québec et Suède. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- |                         |            |
|-------------------------|------------|
| ▪ France                | ▪ Espagne  |
| ▪ droit coopératif      | ▪ Belgique |
| ▪ principes coopératifs | ▪ Autriche |
| ▪ Suède                 | ▪ Canada   |
| ▪ Italie                |            |

Moreau, J. 1994. *L'économie sociale face à l'ultra-libéralisme*. Paris: Syros alternatives.

« S'appuyant sur son expérience à la direction du Crédit Coopératif et au sein d'organismes représentatifs de l'économie sociale (GNC CNLAMCA). Jacques Moreau retrace la naissance du troisième secteur et du concept d'économie sociale. Il en définit les principes, les contours et les acteurs (associations coopératives mutuelles) et s'interroge sur son avenir, notamment sur sa capacité de résistance et de réaction face aux défis de l'ultra-libéralisme. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- |               |                      |
|---------------|----------------------|
| ▪ coopérative | ▪ évolution          |
| ▪ histoire    | ▪ économie sociale   |
| ▪ association | ▪ définition         |
| ▪ France      | ▪ secteur mutualiste |

—. 1994. "Les associations et leurs adhérents." *La Tribune Fonda*, 103:52-56.

« L'auteur présente les dangers de l'usage abusif de la forme juridique de l'association. Il propose de compléter la loi de 1901 par des clauses à effet dissuasif comme il en existe pour les coopératives et les mutuelles. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- vie associative
- décentralisation
- France
- loi 1901
- fondation
- droit des associations
- épargne
- association parapublique

—. 2002. "Pour une étude des rapports entre l'État et l'économie sociale : spontanéité et instrumentalisation." *RECMA*, 284:10-18.

« L'auteur s'attache à montrer le degré de corrélation entre les objectifs gouvernementaux et ceux des coopératives ainsi que la genèse des rapports d'instrumentalisation État / économie sociale. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- partenariat
- coopérative
- État
- relation avec l'administration
- économie sociale
- mouvement coopératif

Moreau, J. et C. Raviot. 1998. "Quelques pistes d'innovation coopérative." *RECMA*, 267 : 8-89.

« Les associations adoptent de plus en plus souvent le statut de SA pour développer des activités commerciales alors même qu'il existe deux formes qui paraissent négligées à tort selon les auteurs : le recours au statut d'union d'économie sociale et l'utilisation du statut coopératif. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- France
- UES
- activité économique

Moreau, J., B. Richard, JP. Minquet, P. Tardy-Joubert, R. Grison, P. Simonet, P. Antoine, et G. Carretier. 1995. "Économie sociale." *Finance et gestion*, 41:2-24.

« Ce dossier consacré à l'économie sociale au sens large s'intéresse plus particulièrement aux coopératives de commerçants, au positionnement et au financement des mutuelles d'assurance, aux associations liées à des collectivités locales, à celles engagées dans des tâches d'intérêt général (et à leur financement) ainsi qu'aux structures et politiques financières des associations sportives. Un article de Jacques MOREAU sur le financement de l'économie sociale ainsi que quelques réflexions sur la notion de responsabilité des dirigeants complètent ce dossier. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- financement
- collectivité locale
- France
- dirigeant
- mutualité
- économie sociale
- association sportive
- responsabilité civile

Moreau, M.J. 1997. "Où en est l'économie sociale?" *Humanisme et entreprise* 221, 49-59.

**Mots clés :**

- économie sociale

Morel, Jacques. 1997. "La santé communautaire : historique, définitions et méthodologie." *Service social dans le monde*, 1-2:15-30.

Le concept de "santé communautaire" s'inscrit dans l'histoire de la médecine sociale et de la santé publique; il connaît cependant un regain d'intérêt récent dû à la crise des systèmes de santé et plus largement à l'impact des contraintes économiques sur les politiques sociales. En fait, c'est aux interstices de l'action sanitaire que se situent les activités relatives à la santé communautaire. C'est dans les failles des dispositifs de "droit commun" qu'elles vont inscrire leur intervention posant, dans une perspective de service public, la question de leur légitimité. Mais l'observation attentive d'un certain nombre d'expériences de santé communautaire montre qu'en réalité, la plupart du temps, l'entrée en scène de ce nouveau type d'acteurs est fortement empreinte d'un soutien plus ou moins institutionnel et plus ou moins formalisé. Ce support garantit une qualité de service mais n'en cause pas moins des problèmes. Dans la mesure où l'on constate que ces nouveaux acteurs viennent se substituer à d'autres, la question de la pertinence de leur pérennité se pose, entre autres, par les risques de dualisation du système de santé qu'entraînerait une trop rapide institutionnalisation.

**Mots clés :**

- santé
- santé communautaire
- concept
- histoire

Munkner, H. 1993. "Projet de recherche sur le traitement fiscal des coopératives dans les pays de la CEE." Institut für Kooperation, Marburg.

« Cet article a pour but de clarifier les principaux problèmes de l'imposition des coopératives partant du système allemand. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- fiscalité
- France
- CEE

Munkner, HH. 1994. "Panorama des coopératives mutuelles et associations en Allemagne, secteurs d'une économie sociale non reconnue." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 65, 2:301-331.

« Au sein du système social économique et politique spécifique de l'Allemagne, le concept d'économie sociale est inconnu. Les coopératives mutuelles et associations existent néanmoins

mais elles ont leurs racines propres et peu ou pas de contacts entre elles. L'article présente de manière détaillée les différents concepts et classifications utilisés dans le contexte allemand pour qualifier ces trois groupes d'organisations et décrit la façon dont ils se considèrent eux-mêmes et voient leur position dans leur environnement social et économique. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- Allemagne
- mutualité
- économie sociale
- théorie
- nomenclature

—. 2001. "Économie sociale et entreprise promotrice." *RECMA*, 281:54-68.

« L'auteur propose une tentative de définition de l'économie sociale en Allemagne à partir du terme d' "entreprise promotrice" qui réunit les coopératives les entreprises d'intérêt général, les associations et les entreprises à vocation sociale. Il montre qu'une théorie de la gestion des entreprises promotrices doit dépasser le débat autour de la finalité des coopératives et s'appuyer sur l'analyse des modes de prise de décision tout en respectant une approche pluridisciplinaire. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- entreprise
- organisation
- dirigeant
- Allemagne
- économie sociale
- utilité sociale
- gestion de l'entreprise
- définition

Nadeau, Guylaine. 1996. "Les Cercles de fermières et l'action coopérative féminine au Québec, 1915-1944." Mémoire, Université Laval (Canada).

N'Gbo, G.M. 1994. "L'efficacité productive des scop françaises." *Revue économique* 45, 1:115-128.

« Évaluation de l'efficacité productive des coopératives françaises de production dans neuf secteurs d'activité à partir d'une frontière stochastique. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- SCOP
- France
- évaluation
- productivité

Nicolas, P. 1994. "Les sociétés coopératives agricoles en Europe : spécificités nationales et convergences actuelles." *RECMA*, 252:55-67.

« Analyse comparative du modèle coopératif (agricole) dans les pays du Nord (Allemagne) et du Sud (Italie). Au delà des divergences, l'auteur constate une tendance à la banalisation du mode d'organisation des coopératives qui se rapproche progressivement de celui des sociétés de capitaux. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- France
- Allemagne
- statut
- évolution
- droit coopératif
- coopérative agricole
- Italie

Nijimbere, Berchmans. 1997. "Guide d'implantation d'une coopérative œuvrant dans le domaine de la santé au Canada." Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- implantation
- santé
- Canada

Noel, André. 2000. "Impact des programmes gouvernementaux de subvention sur la viabilité économique des coopératives d'habitation : le cas des subventions offertes en vertu de l'article 95 de la LNH." Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- programmes gouvernementaux
- subvention
- viabilité économique
- coopératives d'habitation
- article 95
- LNH

Normark, P. 1996. "A Role for Cooperatives in the Market Economy - Le rôle des coopératives dans l'économie de marché." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 67, 3:429-439.

« Pour l'auteur, les coopératives doivent jouer un rôle important dans la variété des formes organisationnelles qui composent l'économie de marché. Le développement de nouvelles coopératives est très lié aux réseaux sociaux existant déjà dans l'environnement local. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- théorie économique
- mouvement coopératif
- économie de marché

Nouyrit, H. 1993. "Un nouveau champ d'action pour les coopératives en Europe : la coopération intersectorielle et intercatégorielle." *RECMA*, 47:123-129.

« Un élargissement de la coopération apparaît absolument nécessaire et pourrait se faire dans deux directions : - par une coopération intersectorielle destinée à aménager les concurrences actuelles dévastatrices pour l'emploi. - par une coopération intercatégorielle à vocation de gestion territoriale et patrimoniale pour associer des catégories socio-professionnelles complémentaires dans le développement rural en particulier. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés:**

- France
- évolution
- mouvement coopératif
- vie coopérative

Officiels, Direction des journaux. 2002. *Sociétés coopératives : textes législatifs et réglementaires*. Paris: JORF.

« Cet ouvrage rassemble les dispositions générales régissant le statut de la coopération et celles particulières propres à chaque forme ou domaine de coopération. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- scop
- loi
- France
- crédit coopératif
- banque mutualiste coopérative
- crédit agricole
- crédit mutuel
- droit coopératif
- code
- monographie
- crédit maritime mutuel
- coopérative de consommateurs d'usagers
- coopérative de crédit
- coopérative agricole
- décret
- coopérative de production
- coopérative de détaillants
- source du droit
- coopérative maritime
- coopérative d'artisans
- coopérative d'HLM
- coopérative de construction
- coopérative d'entrepreneurs
- coopérative de transporteurs

OIF, Bureau international du travail (BIT) organisation internationale du travail. 1993. "Développement des coopératives." BIT, Genève, « Rapport des experts de l'OIT sur l'intérêt des coopératives pour l'aide au développement des pays pauvres. Présentation du projet intercoopératif associant Europe et Afrique (exemple d' ACOPAM qui réunit le BIT, la Norvège et les pays du Sahel). Compte-rendu d'une rencontre entre le BIT et le GNC en février 1994. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- développement économique
- international
- gestion démocratique
- principes coopératifs
- mouvement coopératif
- organisme
- secteur coopératif
- Afrique
- organisation du travail
- aide au développement
- PVD

Ontario, ministère des Finances. Services de développement des coopératives. 1995. "Les coopératives en Ontario : exigences en matière de dépôt et de tenue de dossier." ministère des Finances, Toronto.

Le présent guide décrit les formulaires et documents que les coopératives doivent déposer en vertu de la *Loi sur les sociétés coopératives* et des règlements. Il indique également les dossiers que les coopératives doivent tenir.

**Mots clés :**

- action
- capital
- capital-action
- capital-actions
- civil
- coopérative
- juridique
- moral
- Ontario
- personne
- province
- social
- société

Ory, J-N. 2001. "Le statut de coopérative est-il source d'efficacité dans le secteur bancaire?" Université de Nancy 2. Groupe de recherche en économie financière et en gestion des entreprises (GREFIGE), Nancy.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- structure de propriété
- banque
- société anonyme
- société coopérative
- gouvernement d'entreprise
- performance
- France

Paquet, R. 1999. "Emplois de l'économie sociale : démocratisation du travail ou exploitation d'une main-d'œuvre qualifiée?" *Économie et solidarités* 30, 1:78-94.

« L'auteur analyse ici la nature de la relation à l'emploi et les rapports au travail dans deux types d'organisations d'économie sociale au Québec : les coopératives et les OSBL. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- salaire
- coopérative
- association
- France
- sociologie
- emploi
- entreprise d'économie sociale
- gestion du personnel
- canada
- province
- Québec

Parodi, M. et F. Perroux. 2000. "Une fonction de préférence coopérative entre utilité individuelle et utilité collective." *RECMA*, 275-276:61-73.

« Analyse d'un texte de François Perroux publié en 1966 sur le problème de l'efficacité des procédés coopératifs et leur contribution au système économique et social. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- France
- théorie économique
- coopérateur
- théorie

Parpais, C. 1993. "Les actions en Europe centrale et orientale." *RECMA*, 47:138-141.

« Bref panorama des actions de partenariat menées avec les pays d'Europe de l'est dans les secteurs de la mutualité de la vie associative et des coopératives. »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- Europe
- France
- entreprise d'économie sociale
- intercoopération
- coopération internationale
- Pologne
- Hongrie
- URSS
- Tchécoslovaquie
- aide au développement
- Russie
- Roumanie

Pelletier, Gérard-R. 1993. "Économie sociale ou démocratie économique ?" IREC 93-04.

**Mots clés :**

- économie sociale
- démocratie économique

—. 1993. "Les valeurs coopératives et la législation : approche par l'analyse récente." IREC 93-02.

**Mots clés :**

- valeurs coopératives
- législation

—. 1995. "Les valeurs coopératives et la législation : approche par l'analyse récente." *Coopératives et développement* 26, 1:37-57.

**Mots clés :**

- coopératives
- droit
- Québec (province)
- coopération
- Alliance coopérative internationale
- Rapport Böök

Penin, M. 1997. "À la redécouverte de Charles Gide." *RECMA*, 266:14-27.

« L'année 1997 marque le cinquantième anniversaire de la naissance de Charles Gide présenté dans cet article comme l'un des théoriciens les plus marquants de la doctrine coopérative et un théoricien de l'associationnisme. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- France
- coopérateur
- doctrine coopérative

Perrin, C. 2002. "L'instrumentalisation des coopératives artisanales sous Vichy." *RECMA*, 286:71-80.

« Le régime de Vichy a affiché des ambitions vis à vis de l'artisanat en tentant de développer un réseau centralisé de coopératives permettant de diffuser sur l'ensemble du territoire les programmes techniques conçus par le ministère de la production industrielle. Mais les réalisations sont restées très en retrait des ambitions du régime. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- coopérative d'artisans

Petulante, Antonio. 1997. "Politique de crédit pour la société coopérative agricole du comté de Châteauguay, Directeur de recherche." Université de Sherbrooke.

**Mots clés :**

- politique de crédit
- Châteauguay
- coopérative agricole

Pflimlin, E. 1999. "La démutualisation des coopératives financières." *RECMA*, 271:43-49.

« Le président du Crédit Mutuel démontre les avantages de l'impartageabilité des réserves pour l'économie nationale et pour l'emploi. Si les protections juridiques qui existent en France sont absolument nécessaires, elles sont bien insuffisantes face au risque de banalisation qui est le vrai défi auquel sont confrontées les coopératives. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- principes coopératifs
- évolution
- démutualisation
- banque mutualiste coopérative
- réserve obligatoire

Piot, B. 1995. "Les principes coopératifs et la réforme de la législation française." *Boletín de la Asociación Internat de Derecho Cooperativo*, 23-24:15-26.

« Présentation du cadre législatif du secteur coopératif en France. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- principes coopératifs
- droit coopératif

Poulin, André. 1997. "Le patrimoine immobilier des coopératives d'habitation : le défi de la pérennité." École des hautes études commerciales, Centre de gestion des coopératives, Montréal.

Proteau, Jocelyn. 1994. "Les transformations de l'économie, un défi pour la coopération." Chaire de coopération Guy-Bernier.

Au 20<sup>e</sup> siècle, la plupart des gens ont été élevés dans un monde où, grosso modo, deux grands systèmes économiques s'affrontaient : le capitalisme et le communisme. Avec la disparition de ce dernier système cependant, plusieurs s'interrogent sur les conséquences d'un monde où existe presque uniquement un système économique. Ce document traite en ce sens des valeurs du coopératisme, car ce système trop mal connu peut certes répondre aux nouvelles réalités économiques. Les convictions de l'auteur sont claires à cet égard : "le système coopératif combine les vertus du capitalisme et dans une certaine mesure du socialisme sans en avoir les défauts et en palliant leurs faiblesses". L'auteur explique que la formule coopérative est utile et applicable à peu près partout. Le grand défi cependant est de "vendre" les bienfaits du coopératisme, car le manque de notoriété de la formule est son handicap majeur. Pour ce faire, l'auteur souligne qu'il faut à tout prix éduquer la population sur le système coopératif, car des lacunes au niveau de ses connaissances entraînent souvent des préjugés. La péroraison exprime d'ailleurs bien l'idée du texte: "Lorsqu'un plus grand nombre de personnes y [coopératisme] croiront un peu plus, de telles entreprises à succès se feront plus nombreuses et notre économie nous appartiendra davantage. Nous serons moins locataires et plus propriétaires".

**Mots clés :**

- transformations
- économie
- coopération
- valeurs coopératives

Québec - Appalaches, Coopérative de développement régional. 1999. "La coopérative de travailleurs actionnaire." Coopérative de développement régional, Sainte-Foy.

« Une formule originale de capitalisation est accessible aux PME du Québec : la coopérative de travailleurs actionnaire; cette entité juridique qui regroupe les travailleurs d'une entreprise reçoit lorsqu'il y a déclaration de dividendes sa part qu'elle redistribue sous forme de ristourne à chacun de ses membres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés:**

- coopérative
- France
- capitaux propres
- PME
- actionnaire
- actionnariat salarié
- Canada
- province
- Québec

Québec, Conférence des coopératives forestières du. 2001. "Forêts - Mémoire de la Conférence des coopératives forestières du Québec présenté dans le cadre de l'avant-projet de politique de développement des coopératives." Conférence des coopératives forestières du Québec.

Le mémoire de la CCFQ va débiter avec une mise en contexte visant à bien situer les coopératives forestières de même que le bien-fondé de la démarche. Il va préciser les problématiques et présenter des propositions particulières en lien avec les quatre axes d'intervention suggérés par le MIC.

**Mots clés :**

- coopératives forestières
- Québec

Québec, Conseil de la coopération du. 1993. "Sommet sur l'éducation coopérative, Québec, 12-14 novembre 1993." Conseil de la coopération du Québec, Québec.

« Ces assises se sont voulues un témoignage de l'importance du rôle que la formule coopérative assume, assume aujourd'hui et assumera davantage encore dans le développement économique et social de la société québécoise. Les travaux ont été structurés en trois thèmes : - l'éducation coopérative dans le réseau coopératif - l'éducation coopérative dans les institutions d'enseignement - l'éducation coopérative dans les milieux de travail non coopératifs. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- gestion démocratique
- intercoopération
- Canada
- participation des travailleurs
- coopérative scolaire
- Québec

—. 1995. "Pour un meilleur développement de notre potentiel humain." Conseil de la coopération du Québec, Mémoire du Conseil de la coopération du Québec à la Commission des États généraux sur l'éducation - 11 août 1995.

**Mots clés :**

- Conseil de la coopération du Québec
- Québec
- politique
- éducation

—. 2003. "La coopérative, un outil de développement à visages humains." Conseil de la coopération du Québec.

Un outil démocratique de développement qui permet à des groupes de personnes de se prendre en charge et de s'organiser formellement autour de valeurs telles que responsabilité et solidarité, égalité et équité, voilà l'essence de la formule coopérative ! Cet instrument social et économique a depuis longtemps fait ses preuves en donnant l'occasion à des individus d'accroître leur autonomie et de devenir plus efficaces au sein de nombreux projets de toute nature et répondant aux objectifs de l'économie solidaire. À la base de tout projet coopératif, des valeurs et des principes placent la dignité humaine avant tout et accordent plus d'importance à la capacité de responsabilisation des gens, au développement de la personne et à l'entraide qu'au capital et au profit, tout en considérant la nécessaire viabilité de l'entreprise coopérative. Lutte à la pauvreté, défis du vieillissement de la population et structuration de l'économie locale sont autant de sphères où les coopératives permettent à leurs membres de satisfaire collectivement certains besoins, tout en rendant des services à la communauté. La coopérative s'inscrit alors comme un lieu d'apprentissage et d'épanouissement. Bien que soucieuse d'efficacité, elle est d'abord et avant tout une entreprise à visages humains.

**Mots clés :**

- développement
- coopérative

—. 2003. "La coopérative, une entreprise à parts égales, une réussite à part entière." Conseil de la coopération du Québec.

Guide présentant de nombreux cas de coopératives ainsi que les outils qui leur sont disponibles.

**Mots clés :**

- coopératives

Québec, Fédération des coopératives de services à domicile du. 2001. "Services à domicile - Mémoire de la Fédération des coopératives de services à domicile du Québec dans le cadre de l'avant-projet de politique de développement des coopératives." Fédération des coopératives de services à domicile du Québec, Politique de développement des coopératives - Mémoire présenté par la Fédération des coopératives de services à domicile du Québec.

**Mots clés :**

- services à domicile
- Québec

Québec, Fédération des coopératives funéraires du. 2001. "Funéraire - Mémoire de la Fédération des coopératives funéraires du Québec dans le cadre de la consultation touchant la politique de développement des coopératives." Fédération des coopératives funéraires du Québec, Mémoire présenté par la Fédération des coopératives funéraires du Québec – 18 octobre 2001.

**Mots clés :**

- coopératives funéraires
- politique
- Québec

Québec, ministère de l'Industrie et du commerce. 1994. "Coopératives du Québec : données statistiques 1992." ministère de l'Industrie, Montréal.

« Informations statistiques financières économiques et régionales sur les coopératives (hors caisses d'épargne et de crédit) du Québec au 31 décembre 1992; sont également fournis des renseignements sur la composition, la répartition géographique et la taille de ces entreprises. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- secteur coopératif
- Québec

Raiffeisen, Union internationale. 1999. *Banque Cera Holding : Créativité en matière de coopérative*. Bonn : Union internationale Raiffeisen.

« Étude de la banque Cera qui a pour origine les guildes d'épargne et de crédit créées en Belgique à la fin du 19<sup>e</sup> siècle. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- coopérative de crédit
- Belgique

RECMA. 1994. "Préhistoire des banques coopératives au 19<sup>e</sup> siècle français (1857-1868)." *RECMA*, 252:80-88.

**Mots clés :**

- histoire
- France
- banque mutualiste coopérative
- bibliographie

Regis, Y. 1994. "Cinq années d'expérience du Cicopa." *RECMA*, 253-254:100-110.

« Le Cicopa (comité international des coopératives de production industrielles et artisanales) a organisé quatre conférences mondiales en quinze ans au cours desquelles les mouvements coopératifs des différents pays se sont rencontrés et ont échangé leurs expériences. Détails de certaines d'entre elles (Japon Inde) et des caractéristiques du programme de solidarité mis en place à l'initiative du Cicopa. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- États-unis
- Japon
- Espagne
- coopérative de production
- mouvement coopératif
- Inde
- aide au développement
- mouvement coopératif international

Réhaume-Champagne, Michelle. 1994. "Les coopératives de travail : bibliographie." *Coopératives et développement* 25, 1:147-155.

Voici une bibliographie sélective d'ouvrages sur les coopératives de travail depuis 1985. Cette sélection a été effectuée à partir de la collection de la bibliothèque de l'École des HEC. J'ai regroupé les références par pays après une rubrique plus générale.

**Mots clés :**

- coopératives de travail
- bibliographie

Republic, Cooperative Union of the Slovak. *150 Years of the Slovak Cooperative Movement. Victories and Defeats - 150 ans du mouvement coopératif slovaque. Victoires et défaites.* Bratislava.

« Histoire du mouvement coopératif slovaque. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- mouvement coopératif
- Slovaquie

Richard, D. 1994. "L'avenir européen des entreprises d'économie sociale (deuxième partie)." *Juris Associations*, 108:45-50.

« La Commission européenne a proposé des statuts européens spécifiques adaptés aux entreprises d'économie sociale, associations coopératives et mutuelles. Ces statuts qui assurent le maintien de l'identité et de la spécificité de ces entreprises sont établis sur une base optionnelle et se limitent à établir une structure d'entreprise de dimension communautaire. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- politique européenne
- France
- entreprise d'économie sociale
- association européenne
- mutuelle européenne
- coopérative européenne

Rigaud, B. 2001. "Au-delà de l'association Loi 1901 : mieux connaître les structures de l'économie solidaire." *Juris Associations*, 242:34-43.

« Présentation des divers types de groupements hors l'association qui exercent une activité tournée vers l'action sociale : la société coopérative l'union d'économie sociale le GIE, la SARL, la SA, la SAS. »

**Mots clés :**

- coopérative
- association
- action sociale
- France
- loi 1901
- économie solidaire
- UES
- GIE
- SARL

Rochard, Y. 1997. "La Coop de Lorient : symbole de l'entraide ouvrière." *ArMen : Douarnenez*, 20-25.

**Mots clés :**

- France
- Bretagne
- histoire
- pouvoir d'achat
- mouvement coopératif
- coopérative de consommation
- développement
- Union coopérative

Rock, C. et M. Klinedinst. 1995. "L'économie sociale aux États-Unis." *Revista de Debate Sobre Economia Publica Social Y Cooperativa*, 21:89-109.

« Tentative de définition et de description de ce qui pourrait être considéré comme l'économie sociale dans un pays où ce terme n'existe pas réellement; (coopératives et entreprises d'intérêt mutuel organisations non-profit...). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- économie sociale
- États-unis
- entreprise d'économie sociale
- définition
- nomenclature

Rolland, P., J.F. Draperi, et G. Bousquet. 2001. *La coopérative une autre façon d'entreprendre, d'hier à aujourd'hui*. Paris: SCOPEDIT.

« Ouvrage pédagogique sur la coopération. Une première partie décrit l'histoire de la coopération de 1830 à nos jours. Dans une deuxième partie les scop sont présentées dans leurs réalités humaines d'aujourd'hui et dans leurs réalités d'entreprises. En conclusion le développement de la coopération dans le monde dans la seconde moitié du 20<sup>e</sup> siècle et sur leur avenir est analysé. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- histoire
- création d'entreprise
- gestion financière
- SCOP
- France

Routier, R. 1998. "Un substitut à la propriété immobilière : les coopératives de logements." *Revue de droit immobilier*, 2:175-181.

« Comment adapter le modèle canadien en France en matière de coopération de logements. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- droit
- France
- coopérative d'habitation

Roux, M. 2003. "Le mutualisme en proie à la banalisation." *Crédit coopératif. Service juridique*, 2.793.

« Les mutuelles d'assurance, les banques coopératives ont dû se transformer pour suivre les évolutions du marché. Mais certains établissements refusent de suivre des démarches conduisant à terme à la démutualisation.»

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- assurance mutuelle
- mutualité
- banque mutualiste coopérative
- assurance
- stratégie
- démutualisation
- service mutualiste

Rute, M. 1996. "Pays Baltes : les coopératives pourront-elles supporter la thérapie de choc?" *RECMA*, 260:42-53.

« Quelle est la place accordée au secteur coopératif dans l'économie des pays baltes ? Estonie, Lituanie, Lettonie. Modeste en Lituanie, ce rôle est central dans le domaine agricole en Lettonie et dans celui de la consommation en Estonie. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- mouvement coopératif
- Europe de l'Est

Saintourens, B. 1996. "Sociétés coopératives et sociétés de droit commun." *Revue des sociétés*, 1:1-15.

« Depuis la loi de 1992, les coopératives se sont rapprochées du droit commun des sociétés; analyse des particularités juridiques qui subsistent. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- France
- statut
- droit coopératif
- principes coopératifs
- mouvement coopératif

Sauer, D. 1995. "5<sup>e</sup> conférence européenne de l'économie sociale, Séville, octobre 1995 : L'union européenne et l'économie sociale en tant que "partenaire social"." 19 p. Belgique: Confédération des entreprises non-marchandes CENM.

« Réflexions sur la contribution des coopératives mutuelles et associations à la création d'emploi et au bien-être social en Europe. Présentation succincte des premiers résultats de la Confédération des Entreprises non-marchandes. CENM, organisation belge patronale interprofessionnelle, intersectorielle qui regroupe des associations. Elle coordonne, représente et défend toutes les personnes, organisations et institutions qui prennent des initiatives dans le champ des prestations sociales éducatives et socioculturelles. En conclusion, l'auteur déclare

que le secteur non marchand jouera un rôle de plus en plus important en détection optimale de nouveaux besoins sociaux et en matière de création d'emploi. Il espère que le modèle belge sera suivi par les autres pays européens. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- personne âgée
- action sociale
- santé
- politique sociale
- économie sociale
- congrès
- emploi
- handicapé
- Belgique
- syndicat professionnel

Sauffroy, JL. 2000. "Réforme des caisses d'épargne : un aménagement des principes coopératifs." *RECMA*, 277:67-77.

« Avec la réforme des Caisses d'épargne on peut constater un aménagement important des principes coopératifs en ce qui concerne tant la finalité des coopératives que le principe de la double qualité ou le principe démocratique. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- réforme
- coopérative
- France
- sociétariat
- statut
- principes coopératifs
- caisse d'épargne prévoyance

Savoie, Raymond. 1995. "Étude de certains principes coopératifs en parallèle avec certains éléments de réforme de la Loi sur les associations coopératives du Nouveau-Brunswick." Chaire d'études coopératives, Université de Moncton, Moncton, N.-B.

Schaerer, F. 1993. "Droit coopératif et droit européen de la concurrence." *RECMA*, 47:73-83.

« Le droit communautaire retient la différence fondamentale qui sépare le droit de la concurrence (fondé sur la liberté individuelle de décision) et le droit coopératif (fondé sur un renoncement partiel à cette liberté pour un objectif commun); les coopératives sont d'avantages assimilées à des ententes qu'à des concentrations et donc à priori suspectes au regard du droit de la concurrence. D'ou la nécessité pour les coopératives d'obtenir en cas de besoin une exemption aux règles communautaires de la concurrence. Analyse du problème. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- France
- jurisprudence
- concurrence
- droit coopératif
- droit européen

Schediwy, R. 1998. "La Teoria Del Ciclo de Vida de Los Holdings Y Otros Grupos O Federaciones Cooperativos - La théorie du cycle de vie des holdings et autres groupements et fédérations de coopératives." *Revista De Debate Sobre Economia Publica Social Y Cooperativa*, 21:7-21.

« Selon cette théorie du cycle de vie des systèmes fédératifs de coopératives après quelques dizaines d'années d'existence la diminution de l'engagement idéologique et la pression de la concurrence engendrent une tension interne qui risque d'aboutir à la destruction de la structure. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- fédération
- organisation
- théorie
- faillite
- système économique

Schediwy, R. et J. Nilsson. 1996. "Konsum Autriche : la voie vers la fin." *RECMA*, 259:44-52.

« Analyse de la décadence prévisible depuis plusieurs années des coopératives de consommation autrichiennes. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- Autriche
- coopérative de consommateurs d'usagers

Schwerer, F. 1996. "Les coopératives européennes et le droit communautaire." *Problèmes économiques*, 2461:12-15.

« Position de la communauté européenne au regard du droit coopératif et de ses spécificités, particulièrement en matière de droit de la concurrence. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- concurrence
- droit européen
- droit coopératif

—. 1996. "Principes coopératifs et droit communautaire." *RECMA*, 259:53-58.

« L'auteur défend la prise en compte de la spécificité coopérative dans le droit européen de la concurrence. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- jurisprudence
- droit européen
- droit coopératif
- principes coopératifs

Séguin, Michel. 1994. "La pensée économique d'Alphonse Desjardins et ses filiations." *Économie*, Université du Québec à Montréal, Montréal.

Ce mémoire veut mettre en valeur la contribution d'Alphonse Desjardins à la doctrine coopérative et à la pensée économique en général. Il s'agit donc d'un mémoire sur l'histoire de la pensée économique.

**Mots clés :**

- caisse
- coopération
- coopérative
- Desjardins
- économie
- économique
- mouvement
- pensée
- populaire
- Québec
- société

Singer, V. 1993. "La coopération entre PME : Quel avenir en Europe?" *RECMA*, 47:130-137.

« Caractéristiques de la coopération entre PME dans sept pays de la CEE (Belgique, France, Allemagne, Irlande, Italie, Espagne, Royaume-Uni) et actions et politiques susceptibles de favoriser les coopératives de PME. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- coopérative
- statistiques
- France
- PME
- coopérative de service
- CEE
- coopérative d'entrepreneurs

—. 1995. "Recherche en sciences sociales et coopératives d'entreprises familiales." *RECMA*, 256:35-42.

« Les travaux de recherche sur les coopératives d'entreprises familiales sont récents et peu nombreux; cet article fait le point dans ce domaine et présente les thèmes dominants et les travaux sectoriels. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- histoire
- France
- recherche
- coopérative d'entrepreneurs

Soulage, F. 1993. "Les outils de financement d'un développement européen pour l'économie sociale." *RECMA*, 47:84-91.

« Actuellement les entreprises d'économie sociale ne disposent pas de moyens adaptés pour faire face au développement du libéralisme européen. En France certains statuts ont été modifiés (loi du 13/07/92 relative aux coopératives) des structures (ides esfin...) Et des actifs financiers spécifiques ont été créés. Au niveau européen, de nouveaux moyens ont été mis en œuvre: création d'un titre participatif européen de 2 FCP, d'un institut de financement spécifique (soficatra). »

(<http://experts.ceges.org/>)

**Mots clés :**

- Europe
- financement
- France
- capitaux propres
- économie sociale
- entreprise d'économie sociale
- filiale
- FCP
- titre participatif
- titre associatif
- certificat coopératif d'investissement

—. 2000. *Les groupes d'économie sociale*. Paris: Mission délégation à l'économie sociale.

« Ce rapport propose des solutions pour construire en droit français des groupes d'économie sociale. Après une typologie de l'existant - le groupe patrimonial et le groupe de solidarité, les exemples étrangers (les Consorzi italiens et le groupe Mondragon au pays basque espagnol), français (banques coopératives, unions de coopératives, filialisation dans la mutualité, UES) -, l'auteur détermine les structures qu'il serait possible de créer : pour les coopératives un nouveau type d'UES, un statut de filiale coopérative contrôlée, l'intercoopération; dans le secteur des assurances mutuelles, le groupement d'intérêt mutualiste et la société de réassurance mutuelle, pour la mutualité de prévoyance le groupement d'unions mutualistes; la constitution de groupes dans le secteur associatif, filiales ou holdings, UES, coopératives multisociétariat... »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- SCOP
- association
- France
- économie sociale
- banque mutualiste coopérative
- crédit agricole
- banques populaires
- crédit mutuel
- UES
- groupement d'entreprises
- Italie
- Espagne
- union d'associations
- union mutualiste
- union de coopératives

Soumagne, J. 1993. "Les boulangeries coopératives en Poitou-Charentes. De l'apogée au déclin." *Bulletin de la société historique et scientifique des Deux-Sevres* 24, 3:207-228.

**Mots clés :**

- géographie de l'Europe
- géographie historique
- coopérative agricole
- boulangerie
- économie rurale
- France
- Poitou
- Charente

—. 1995. "En marge du centenaire de la coopérative laitière de Soignon : cent ans de laiteries coopératives en Deux-Sèvres." *Bulletin de la société historique et scientifique des Deux-Sèvres* 3, 1:129-166.

**Mots clés :**

- coopérative laitière
- histoire

St-Martin, Nicole et Michel Côté. 1999. "La coopérative de solidarité : guide de formation." IRECUS, DOC 99-03.

**Mots clés :**

- coopérative de solidarité
- guide

St-Pierre, Majella. 1998. "Développement local et développement coopératif." *L'action nationale* LXXXVIII, 3:31-45.

Majella St-Pierre estime que notre société traverse une triple crise: une crise de l'emploi, une crise du travail et une crise de l'État. Cette triple crise a fait en sorte que les sources traditionnelles de développement économique qu'étaient l'entreprise par l'investissement et l'État par le programme ciblé et normatif ont été remis en question. Les solutions à cet ensemble de crises doivent donc être globales. La stratégie appliquée par les groupes qui animent le développement local est une stratégie d'"empowerment" qui tente d'inverser le processus d'appauvrissement du milieu et d'exclusion des citoyens. Recréer un carrefour solidaire de réseaux locaux, donner une voix aux sans voix, permettre la participation aux décisions, fournir des conditions pour s'attaquer aux causes individuelles et collectives de la pauvreté, soutenir les initiatives de création d'emplois, constituent les principaux axes de l'intervention en développement local. Majella St-Pierre note que si la philosophie coopérative prône une approche globale de développement des personnes, elle n'a pas la prétention ni les outils pour assurer le développement complet d'un milieu comme on l'aborde en développement local.

**Mots clés :**

- développement local
- développement coopératif
- crise
- modèle de développement
- insertion sociale

Stryjan, Y. 1996. "Cooperatives and Non Profit Organizations in Swedish Social Welfare - Coopératives et organisations à but non lucratif au sein du système de protection social suédois." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative* 67, 1:5-27.

« Le système de protection sociale suédois s'est développé de façon progressive sur la base d'une interaction constante de l'État et d'une série d'organisations privées à but non lucratif. Il en résulte que les organisations privées à but non lucratif en Suède ne se prêtent guère aux typologies fondées sur les principes normatifs sur le type d'activité ou la forme organisationnelle. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- organisation
- activité à but non lucratif
- protection sociale
- Suède

Sylvestre, Pierre, Ronald Charbonneau, Éric McDevitt David, et Julie Rochette. 2000. *La coopérative et la loi*. Montréal: Wilson et Lafleur.

L'expérience des coopératives d'habitation au Québec nous apprend que les citoyens, en acceptant des modes d'organisation qui leur permettent d'avoir une prise directe sur leurs conditions de vie, le font avec beaucoup d'efficacité et de créativité. Cette leçon est à retenir alors que nous sommes aux prises à la fois avec de lourdes bureaucraties et des décideurs économiques qui agissent à l'échelle mondiale en réduisant le citoyen à n'être qu'un simple consommateur passif. Le juriste a un rôle éminent à jouer pour favoriser l'émergence de ces nouveaux modes d'organisations.

**Mots clés :**

- communautaire
- coopératif
- coopérative
- droit
- habitation
- logement
- province
- Québec

Tejeiro, JB. 2002. *Rapport de synthèse sur l'économie sociale en Espagne en 2000*. Valencia: CIRIEC.

« L'économie sociale en Espagne est un secteur en très forte croissance. Il couvre un taux d'emplois supérieur à 6% du total du secteur privé. Les ventes dans le secteur sont proches des 50 000 millions d'euros. Cet ouvrage, mené avec la participation du ministère espagnol du travail et des affaires sociales, contient de nombreuses données chiffrées et tableaux. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- association
- économie sociale
- coopérative de consommateurs d'usagers
- coopérative de crédit
- coopérative agricole
- Espagne
- mutuelle d'entreprise
- association étrangère

Texier, J. 2000. "Socialisme, démocratie, autogestion." *La Pensée*, 231: 5-24, 169 [21 p.].

**Mots clés :**

- sociologie politique
- socialisme
- autogestion
- Marx, K.
- Engels, F.
- cooperative
- démocratie
- anarchisme
- capitalisme

Texier, Jacques. 2002. "La question de l'appropriation sociale : la définition du communisme comme libre association des travailleurs et le point de vue de Marx sur les coopératives ouvrières." *La Pensée*, 331:69-93.

**Mots clés :**

- sociologie politique
- Marx, K.
- Engels, F.
- conceptualisation
- communisme
- association volontaire
- prolétariat
- travail productif
- mode de production
- attitude envers
- coopérative de production
- ouvrier
- transition
- appropriation
- autogestion
- appropriation sociale

Théoret, Raymond et Jean-Marc Thuotte. 1996. "L'insuffisance du capital chez les caisses populaires Desjardins du Québec." *Chaire de coopération Guy-Bernier*, 073.

Cette étude exploratoire vise à déterminer les causes de l'insuffisance du capital chez les caisses populaires affiliées à la Fédération des caisses populaires Desjardins de Montréal et de l'Ouest-du-Québec. Depuis l'entrée en vigueur des normes de Bâle en matière de capitalisation, un grand nombre de caisses populaires font montre d'une insuffisance de capital. Il est montré dans cette étude que plusieurs facteurs sont reliés à l'insuffisance du capital, dont les plus importants sont les revenus nets d'intérêt par 100 \$ d'actifs et les dépenses en personnel par 100 \$ d'actifs. Le lancement de nouveaux véhicules de capitalisation pourrait aider à résoudre le problème de sous-capitalisation des caisses mais il reste que ces instruments doivent être utilisés avec circonspection. Il semble en effet que ce soit les caisses qui font montre de la plus grande insuffisance de capital et qui aient le plus recouru aux nouveaux véhicules de capitalisation à leur disposition.

**Mots clés :**

- capital
- caisses populaires Desjardins

Thiry, Bernard. 1993. "Répertoire des instituts de recherche en économie sociale, coopérative, mutualiste et associative dans les pays de la CEE." CIRIEC, Liège, Belgique.

—. 1995. *Les Entreprises publiques dans l'Union européenne : entre concurrence et intérêt général*. Paris: Éditions A. Pedone.

Thomas, A. et C. Cornforth. 1995. "Les coopératives de travail au Royaume-Uni, déclin ou croissance?" *RECMA*, 255:17-22.

« Après avoir atteint un point culminant en 1988 avec 1 400 coopératives, le secteur des coopératives de travail au Royaume-Uni a connu une chute du rythme des créations; par contre le nombre d'emplois coopératifs n'a cessé d'augmenter atteignant 10 800 à la fin 1992. Des tableaux présentent la répartition des coopératives selon leur taille et leur secteur d'activité. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- salarié
- Royaume-Uni
- statistiques
- secteur d'activité
- coopérative de production
- secteur coopératif

Thomas, A., J. Kendall, M. Knapp, et R. Paton. 1993. "L'économie sociale au Royaume-Uni." *RECMA*, 46:51-75.

« Essai de délimitation de l'économie sociale au Royaume-Uni : le "voluntary sector" les coopératives (aux structures juridiques diverses) les mutuelles et autres structures (building societies credit unions...). »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Royaume-Uni
- statistiques
- financement
- économie sociale
- ressources
- entreprise d'économie sociale
- définition
- nomenclature

Toulouse, Performances humaines et techniques: 1997. "Travail et agriculture." *Performances humaines et techniques : Toulouse 90*, 66 p.

**Mots clés :**

- agriculture
- organisation du travail
- changement organisationnel
- gestion
- coopérative agricole
- travail

Fédération québécoise des coopératives de. 2001. "Travail - Politique de développement des coopératives - Mémoire présenté par la Fédération québécoise des coopératives de travail dans le cadre de l'avant-projet de politique de développement coopératif." Fédération québécoise des coopératives de travail.

Il nous semble que le moment serait bien choisi pour que le gouvernement du Québec permette au mouvement de la coopération du travail de bénéficier d'un développement axé sur une vision, des stratégies et un contrat social négocié entre les partenaires concernés et nous débarrasse d'un développement ad hoc qui depuis plus de vingt ans constitue un frein à notre capacité de répondre à la création d'emploi et d'entreprises collectives tant demandée par l'État québécois.

**Mots clés :**

- Fédération québécoise des coopératives de travail
- coopérative de travail

Tremblay, Gaëtan. 1993. "L'Association coopérative de production audio-visuelle (ACPAV) : la production indépendante dans un milieu coopératif." Chaire de coopération Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal, Montréal.

Urban, Sabine Marie-Laure et Serge Vendemini. 1994. *Alliances stratégiques, coopératives européennes*. Bruxelles: De Boeck-Wesmael.

Face au danger (la guerre économique, globale) face aux mutations (modification en profondeur du paysage politique, des systèmes économiques, des connaissances scientifiques et des techniques, des valeurs éthiques), les entreprises doivent réagir, s'organiser. Le regroupement des énergie s'impose, mais sous quelle forme ? : cumuler le pouvoir pour mieux combattre l'adversaire ou trouver des réseaux de complémentarité permettant d'accroître les gains mutuels des acteurs solidairement liés ?

Il nous semble permis d'affirmer que les alliances de nature coopérative trouvent leur justification.

**Mots clés :**

- 1992
- alliance
- CEE
- communauté
- coopération
- économique
- entreprise
- Europe
- européen
- européenne
- gestion
- stratégie
- stratégique
- union

Vachon, Gisele. 1998. "Étude des contextes favorables à l'émergence d'entreprises de l'économie sociale visant l'insertion de personnes sans emploi." Mémoire, Université Laval (Canada).

Van-Der-Elst, N. 2000. "L'économie du don et son éthique." *Humanisme et entreprise Paris*, 239 : 77-88.

**Mots clés :**

- sociologie de la connaissance
- sociologie de la culture
- échange social
- utilitarisme
- charité
- don
- violence
- médiation
- ethnique
- coopérative
- commerce international
- équité
- entreprise
- citoyenneté
- droits de l'homme
- développement durable
- désintéressement
- Godbout, J.

Verreault, Lisa. 1994. "Analyse de contenu des manuels et guides de formation utilisés par les coopératives de développement régional du Québec lors de la formation coopérative offerte aux nouveaux coopérateurs et nouvelles coopératrices." Mémoire, Université Laval (Canada).

Vézina, Daniel Côté et Martine. 1997. "Les relations État et Mouvement Coopératif dans cinq pays européens." Centre d'étude Desjardins en gestion des coopératives de services financiers, Montréal, 1997-2.

<http://www.hec.ca/gestiondescoop/cahiers/1975-99.html>

**Mots clés :**

- relations
- État
- mouvement coopératif
- Europe

Vézina, M, M Bouchikhi, et Université d'Aix-Marseille 3. Institut d'administration des entreprises (IAE). 1997. "Le contexte comme mouvement : une analyse contextualiste du développement de deux coopératives laitières québécoises (1930-1980)." Sciences de gestion, Université d'Aix-Marseille 3. Institut d'administration des entreprises (IAE), Aix-en-Provence, France.

**Mots clés :**

- politique de l'entreprise
- stratégie de l'entreprise
- coopérative agricole
- Canada
- province
- Québec

Vézina, M, D Côté, L Bernier, et École des hautes études commerciales (HEC). Centre de gestion des coopératives. 2000. "Les dimensions institutionnelles du rapport entre l'État et le secteur coopératif dans le développement : expériences européennes." École des hautes études commerciales (HEC). Centre de gestion des coopératives, Montréal.

**Mots clés :**

- gestion publique
- société coopérative
- relations
- administration
- entreprise
- économie sociale
- concertation
- Espagne
- France
- Italie
- Portugal
- Canada

Vienney, C., D. Rault, et Délégation générale à l'innovation sociale et à l'économie sociale DGISES. 1993. *Les coopératives non financières in : les institutions de l'économie sociale dossiers documentaires*. Paris: DGISES.

« Place et activité des entreprises coopératives dans l'économie : nombre de coopératives, effectifs, chiffre d'affaires ... par secteur d'activité. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- salaire
- statistiques
- SCOP
- France
- droit coopératif
- chiffre d'affaires
- secteur d'activité
- coopérative de consommateurs d'utilisateurs
- coopérative agricole
- secteur coopératif
- coopérative de détaillants
- coopérative maritime
- coopérative d'artisans
- coopérative d'HLM
- coopérative de transporteurs

—. 1993. *Les institutions de l'économie sociale : dossiers documentaires*. Paris.

« Dossiers sur le fonctionnement de l'économie sociale présentée à travers ses principales institutions et composantes : coopératives non financières; mutualités de protection sociale et d'assurance; mouvement associatif; établissements de crédit mutuel et coopératif : nombreux chiffres. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- coopérative
- statistiques
- association
- réglementation
- assurance mutuelle
- France
- statut
- économie sociale
- banque
- mutualiste
- coopérative
- entreprise d'économie sociale
- monographie
- organisme d'économie sociale
- définition
- secteur coopératif
- secteur associatif
- secteur mutualiste

Vienney, C. et A. Chomel. 1996. "Déclaration de l'ACI : la continuité au risque de l'irréalité." *Annales de l'économie publique, sociale et coopérative*, 67-4:655-664.

« Après le réexamen des principes coopératifs défendus par l'ACI, comment se positionnent au regard des nouvelles formulations les coopératives observables dans le monde ? »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- France
- principes coopératifs
- doctrine coopérative
- ACI

Vincent, Paul. 1996. "L'Imprimerie coopérative Harpell : ses origines exceptionnelles, son développement." Chaire de coopération Guy-Bernier, Université du Québec à Montréal, Montréal.

Vranken, Gunther. 1997. "Les entreprises à participation publique aux Pays-Bas et au Luxembourg." CIRIEC, Liège.

—. 1997. "Les entreprises à participation publique en Belgique." CIRIEC, Liège.

WOCCU, Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit. 1995. "Statistiques 1994 : membres du conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit." Conseil mondial des coopératives d'épargne et de crédit WOCCU, Madison (USA).

« Statistiques sur les coopératives d'épargne et de crédit dans le monde : nombre de coopératives de sociétaires, taux de pénétration épargne, prêts, réserves et actifs. »

[\(http://experts.ceges.org/\)](http://experts.ceges.org/)

**Mots clés :**

- Europe
- statistiques
- fédération
- monde
- sociétariat
- organisme d'économie sociale
- coopérative de crédit
- Amérique-Latine
- Afrique
- Asie
- Amérique-du-Nord

Zevi, Alberto et José Luis Monzon Campos. 1995. *Coopératives, marchés, principes coopératifs*. Bruxelles: De Boeck-Wesmael.

Malgré qu'une approche "systématique" soit capable de rendre compte de la spécificité de la combinaison coopérative, nous pouvons néanmoins conclure qu'aucune approche examinée (dont l'utilitarisme) n'est suffisante pour élaborer ou réviser une législation coopérative.

**Mots clés :**

- agricole
- consommation
- coopérative
- droit
- Europe
- province
- Québec
- société

## ANNEXE 1

### LISTE DE BANQUES DE DONNÉES, SITES INTERNET ET REVUES

#### LISTE DES BANQUES DE DONNÉES UTILISÉES

Hector (HEC) : <http://www.hec.ca/biblio/>

Manitou (UQAM) : <http://www.bibliotheques.uqam.ca/>

Francis : [http://web5.silverplatter.com/webspirs/start.ws?customer=uqbec&language=fr&databanques=\(FNCS\)](http://web5.silverplatter.com/webspirs/start.ws?customer=uqbec&language=fr&databanques=(FNCS))

Repère : <http://repere.sdm.qc.ca/>

Conseil des entreprises et groupements de l'économie sociale (CEGES) (France) : <http://experts.ceges.org/>

ProQuest Digital Dissertations : <http://wwwlib.umi.com/dissertations/gateway>

#### LISTE DES SITES INTERNET CONSULTÉS

Centre d'études Desjardins en gestion des coopératives de services financiers (Québec) : <http://www.hec.ca/gestiondescoop/>

CIRIEC : <http://www.ciriec.uqam.ca/liens.html>

Chaire de coopération Guy Bernier (Québec) : <http://www.er.uqam.ca/nobel/ccgb/>

Institut de recherche et d'enseignement pour les coopératives de l'université de Sherbrooke, (IRECUS) (Québec) : <http://www.callisto.si.usherb.ca/~irecus/>

Chaire des caisses populaires acadiennes en études coopératives (Moncton) : <http://www.umoncton.ca/cecoop/>

Centre de recherche sur les innovations sociales dans l'économie sociales, les entreprises et les syndicats (Québec) : <http://www.crisis.uqam.ca/>

Alliances de recherche universités-communautés en économie sociale (ARUC-ÉS) : <http://www.aruc-es.uqam.ca/>

Conseil de la coopération du Québec : <http://www.coopquebec.qc.ca/index.htm>

Secrétariat aux coopératives (Canada) : [http://www.agr.gc.ca/policy/coop/information\\_f.phtml](http://www.agr.gc.ca/policy/coop/information_f.phtml)

- MICST Direction des coopératives (Québec) : <http://www.mic.gouv.qc.ca/accueil.html>
- Confédération québécoise des coopératives d'habitation (Québec) : <http://www.coop-habitation.org/Publications/>
- Confédération des coopératives forestières du Québec (Québec) : [http://www.ccfq.qc.ca/liens\\_fr.htm](http://www.ccfq.qc.ca/liens_fr.htm)
- Coopérative fédérée du Québec : <http://www.coopfed.qc.ca/index.htm>
- Coopératives jeunesse de services (Québec) : <http://www.rqcct.org/cjs/cjspub/>
- Fédération des coopératives québécoises en milieu scolaire (Québec) : <http://www.coopsco.com/index.html>
- Mouvement Desjardins : <http://www.desjardins.com/>
- Fédération québécoise des coopératives de travail : <http://www.fqct.org/Home.htm>
- Coopérative de recherche et de conseil, (ORION) (Québec) : <http://www.orion.coop/>
- Confédération française de la coopération agricole, (CFCA) (France)
- Confédération européenne des coopératives de production (European Confederation of Workers' Co-operatives, Social Cooperatives and Participative Enterprises), (CECOP) (Belgique) : <http://www.cecop.org/>
- Committee for the Promotion and Advancement of Cooperatives, (COPAC) (Suisse) : <http://www.copacgva.org/>
- Comité International des Coopératives de Production et Artisanales, (CICOPA) (France) : <http://www.cecop.org/>
- Comité de coordination des associations coopératives européennes (CCACE) (Belgique) : <http://www.ccace.org/>
- Collège Coopératif-Rhône-Alpes (France) : <http://www.ccra.asso.fr/>
- Collège Coopératif-Provence Alpes Méditerranée (France) : <http://sceco.univ-aix.fr/collcoop/>
- Collège Coopératif-Paris (France) : <http://www.universite-cooperative.org/>
- Collège Coopératif-Bretagne (France) : <http://www.uhb.fr/ccb/>
- Centre des jeunes dirigeants et des acteurs de l'économie sociale, (CJDES) (France) : <http://www.cjdes.org/>
- Confédération des Magasins Coopératifs de Produits Biologiques, (BIOCOOP - CONFEDERAT) (France) : <http://www.biocoop.fr/>
- Alternatives Economiques, (Alternatives Economi) (France) : <http://www.alternatives-economiques.fr/>
- Alliance Coopérative Internationale, (ACI) (Suisse) : <http://www.coop.org/ica/fr/index.html>

Office Central de la Coopération à l'Ecole, (OCCE) (France) : <http://partners.dnstelecom.fr/>

Groupement National de la Coopération (France) : <http://www.entreprises.coop/>

Confédération Générale des Sociétés Coopératives, (CGSCOP) (France) : <http://www.scop-entreprises.tm.fr/>

Fédération nationale des sociétés coopératives d'HLM (France) : <http://www.union-hlm.org/fede/wcoopera2.nsf/index>

Fédération belge des coopératives (FEBECOOP) (Belgique) : <http://195.101.124.22/csesite/accueil.nsf/url/page>

Fondation Crédit Coopératif (France) :

[http://www.groupe.credit-cooperatif.fr/fondation\\_c](http://www.groupe.credit-cooperatif.fr/fondation_c)

Forum permanent de la Société Civile (Belgique) : <http://www.eurplace.org/orga/forumsoc/>

Institut de coopération sociale internationale (ICOSI) :

<http://www.info-europe.fr/europe.web/document.dir/>

Centre de recherches interdisciplinaires pour la solidarité et l' innovation sociale (CERISIS-UCL ): <http://cerisis.opes.ucl.ac.be/>

Conseil des entreprises et groupements de l'économie sociale (CEGES) (France) : <http://experts.ceges.org/>